

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N 43-44-45

OCTOBRE-NOVEMBRE-DECEMBRE 1988

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64

SOMMAIRE

- LA MORT DE NOUREDDINE ZAZA
- CONSEIL DE L'EUROPE : LA RECONNAISSANCE DES LANGUES MINORITAIRES DIVISE LES PARLEMENTAIRES TURCS
- LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES
- PARIS : APPEL DE SAKHAROV EN FAVEUR DES KURDES
- U.S.A. : LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT PARLE DE «*PATRIE KURDE EN TURQUIE*».
- BONN : DEBAT AU BUNDESTAG SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE.
- TURQUIE : LA DETRESSE DES REFUGIES KURDES
- PARIS : BERNARD KOUCHNER REND VISITE AUX GREVISTES KURDES DE LA FAIM
- BERLIN : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE
- DIYARBAKIR : NOUVELLE GREVE DE LA FAIM DANS LA PRISON MILITAIRE
- U.R.S.S : LETTRE D'UN VIEUX COMMUNISTE KURDE SOVIETIQUE A GORBATCHEV
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE.

LA MORT DE NOUREDDINE ZAZA

Dr. Nouredine Zaza, membre fondateur de notre Institut s'est éteint le 7.10.1988, à l'âge de 69 ans, dans un hôpital de Lausanne des suites d'une longue maladie. Son corps fut inhumé, selon la volonté de sa famille, dans l'intimité familiale en présence de ses amis les plus proches et du président de l'Institut Kurde.

Né en 1919 à Maden, au Kurdistan de Turquie, dans une famille aisée et patriote Nouredine Zaza mènera une vie faite de lutte, de résistance, de nombreux séjours en prison et d'une série d'exils. Sa famille fut disséminée à la suite des révoltes kurdes de cheikh Saïd et d'Agri (1925-1930). Il passera son enfance auprès de son frère aîné, médecin, réfugié en Syrie, alors sous mandat français. Durant ses études au Lycée français de Damas il fréquenta les patriotes kurdes notamment les frères Bedir Khan, initiateurs de la renaissance culturelle kurde. Alors qu'il voulait rejoindre le mouvement de

Barzani, en 1944, il sera arrêté par les autorités irakiennes et emprisonné pendant un an. Cela sera le premier d'une longue série de séjours dans les geôles du Proche-Orient.

Après des études en Sciences politiques à l'Université de Beyrouth, Zaza part à Lausanne, en 1947, pour faire son doctorat en Sciences sociales et pédagogiques. Il y créa la première Association des Etudiants Kurdes en Europe (K.S.S.E.) et fut l'un des porte-parole éloquents de son peuple. De retour à Damas en 1956 il enseignera à l'Université. En 1957, il créa le Parti démocratique kurde de Syrie et sera arrêté et condamné à mort en 1960. Ce n'est que grâce à une campagne internationale qu'il échappera à la potence et sera libéré au bout de 18 mois de réclusion. Mais le coup d'Etat baassiste du 8 mars 1963 transforme à nouveau sa vie.

Il est contraint à se réfugier au Liban où ses activités en faveur du mouvement kurde irakien lui valent une expulsion vers la Jordanie. La police hachémite le remet à la Syrie qui l'emprisonne à nouveau. Elargi à la suite d'un nouveau coup d'Etat, il quitte ce pays et au terme d'une longue pérégrination, en 1970, il se réfugie en Suisse, pays de sa jeunesse et sa "seconde patrie" dont il admire les vertus démocratiques. Quelque temps après, il y épousera Gilberte Favre, journaliste et écrivain. Naturalisé suisse, il continuera jusqu'à ses derniers jours, son combat en faveur de la liberté du peuple kurde, grâce notamment à ses interventions et ses articles dans les médias helvétiques. Pour assurer une coordination des efforts menés pour la sauvegarde de la culture kurde et pour la sensibilisation de l'opinion publique, il avait, en 1982, pris une part active à la fondation de l'Institut Kurde de Paris.

Par ses écrits Nouredine Zaza a apporté une contribution éminente au renouveau de la littérature kurde. Il a également publié, en français, un récit autobiographique émouvant "Ma vie de Kurde" ainsi qu'un recueil de poèmes et légendes kurdes.

CONSEIL DE L'EUROPE : LA RECONNAISSANCE DES LANGUES MINORITAIRES DIVISE LES PARLEMENTAIRES TURCS :

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 5 octobre un "pacte sur les langues minoritaires". Ce document a été transmis au Conseil des Ministres aux fins de ratification par les pays membres, dont la Turquie. Ce pacte prévoit notamment l'usage des langues dites minoritaires dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de la culture.

Au cours du débat devant l'Assemblée de Strasbourg, les parlementaires turcs se sont montrés très divisés. Ceux du SHP (opposition social-démocrate) se sont prononcés en faveur du texte, tandis que les représentants des deux autres formations, l'A.N.A.P. (Parti de la Mère Patrie) du Premier Ministre Ozal et le D.Y.P. (Le Parti de la Juste Voie) de l'ancien premier ministre DEMIREL ont voté contre.

Appréciation de Mükereem Taşçıoğlu, chef de la délégation parlementaire turque à Strasbourg sur les réfugiés kurdes irakiens : "Ils ne nous sont d'aucune utilité". Intervenant dans le débat sur la reconnaissance des langues minoritaires, il a qualifié de "délicate" cette question pour la Turquie. "Nous ne reconnaissons aucune minorité. Si nous ouvrons le voie avec le kurde, il y aura ensuite le tatar et le laz et la Turquie deviendra un patchwork à 70 pièces. Nous ne pouvons pas sacrifier notre unité nationale. La question kurde est un vrai casse-tête pour nous. En acceptant les Peshmergas sur notre sol, nous nous sommes créés d'autres soucis. Il se peut qu'il y ait même des terroristes infiltrés parmi ces Peshmergas".

Le député espagnol Puig, qui est à l'origine de ce texte a répondu, à une question d'un journaliste turc lui demandant si les Kurdes étaient inclus parmi les 40 millions d'européens parlant une langue minoritaire, en disant notamment "je ne sais pas.... peut-être qu'ils y sont inclus, ce chiffre est global. Si la Turquie considère la langue kurde comme une langue minoritaire, il en serait ainsi ; je ne suis pas au fait de la question kurde. Seulement, nous protégeons non pas les langues des minorités, mais les langues minoritaires. Par exemple, le turc parlé par les Turcs de Grèce n'est pas considéré comme une langue minoritaire et n'a pas besoin de protection particulière. Je veux dire par là que notre but n'est pas de défendre les minorités ethniques".

Que se passerait-il, si l'Allemagne et la France déclarent : "Nous reconnaissons et protégeons le kurde comme une langue minoritaire ?". Cette question tourmente dès à présent les autorités turques : "les langues parlées par les immigrés ne sont pas des langues minoritaires, mais le kurde peut l'être", dit-on çà et là.

Il n'est pas question de la défense, ni de l'enseignement, ni de l'utilisation auprès de l'administration de la langue turque, utilisée par les un million et demi d'immigrés en Allemagne Fédérale, mais la protection de la langue kurde, parlée par quelques centaines de milliers de personnes, "comme langue minoritaire", peut l'être.

Les opinions des députés turcs sont, à ce sujet, contradictoires. Le député du DYP, Irfan Demiralp prétend que "voter ce pacte, par oui ou par non, peut être utilisé contre nous par certains milieux. Le mieux est de s'abstenir.

Pendant ce temps Ismail Cem, du SHP déclarait aux journalistes turcs. "Il n'y a pas lieu d'accorder plus d'importance à cette affaire qu'elle n'en a. Depuis le XVIème siècle, nous avons reconnu la liberté à des diverses langues et religions. Nous n'avons pas à en être complexés, ni à recevoir de leçon de l'Europe".

Un autre député turc Günes Taner, a pris la parole devant l'Assemblée du Conseil et a déclaré : "il y a tant de choses importantes qui restent à résoudre. Pourquoi discuter des langues minoritaires, alors qu'il y a un problème à résoudre en ce qui concerne les droits de l'homme, soyons réalistes".

Le rapporteur, Puig, en répondant à Taner a dit notamment, "si ce pacte ne plaît pas à la Turquie, elle n'est pas tenue de le signer, mais n'empêchez pas les autres pays de le faire".

Les représentants turcs sont unanimes pour dire que la Turquie ne signera jamais ce pacte, et tant qu'elle ne le signera pas elle ne sera pas tenue de l'appliquer.

Tout le problème est de savoir si ce pacte peut être utilisé comme une monnaie d'échange (souvenons-nous de la Convention contre la torture signée par la Turquie..). Ce pacte sur les langues minoritaires risque donc d'être utilisé, à tout moment contre la Turquie.

La délégation turque pense que "s'il le faut, nous signerons ce pacte tout en précisant que nous ne reconnaissons pas le kurde comme une langue minoritaire, et nous en avons le droit. Mais cette attitude aussi n'empêchera pas les pressions sur la Turquie, et risque même de les augmenter.

Commentaire du quotidien turc "Tercüman qui résume l'opinion des milieux dirigeants turcs : "Il y a une chose certaine : ceux qui disent aujourd'hui, qu'il y a 40 millions d'européens qui parlent une langue minoritaire diront, demain, qu'un quart d'entre eux sont des Kurdes et qu'il faut commencer par eux. Le Conseil de l'Europe se prépare comme l'a fait le Parlement européen, à des actions contre le Turquie. Il le fait en silence, et tout en profondeur. Ces conventions votées par certains de nos représentants peuvent être utilisées, pendant des années contre la Turquie.

Il faut s'attendre prochainement à ce que les parlementaires européens demandent à la Turquie la reconnaissance de la langue kurde comme seule condition d'empêcher les actes terroristes du PKK".

LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES

Le parlement européen a réitéré le 17 novembre à Strasbourg, sa condamnation de l'utilisation des armes chimiques par l'Irak contre les civils et des combattants kurdes.

Dans une résolution adoptée par 158 voix pour et 5 contre, les députés européens se sont déclarés "gravement consternés par les preuves démontrant que le gouvernement irakien essaie d'exterminer la population kurde d'Irak".

Le parlement européen a invité ses douze Etats membres de la CEE à soutenir la récente proposition du président américain Reagan en vue d'organiser une conférence des signataires du Protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction des armes chimiques et à fournir des aides en abris et vêtements d'hiver aux réfugiés kurdes.

Les parlementaires ont également demandé l'envoi d'un groupe international d'experts médicaux pour enquêter sur la nature des blessures dont souffrent les Kurdes.

L'assemblée de la CEE avait déjà condamné l'usage d'armes chimiques par l'Irak lors de ses sessions de septembre et d'avril 1988.

PARIS : APPEL DE SAKHAROV EN FAVEUR DES KURDES

L'académicien soviétique Andréï Sakharov a lancé vendredi 9 décembre un appel à la France, qui a "des relations très étroites avec l'Irak", pour qu'elle utilise son influence auprès de ce pays pour stopper les persécutions contre les Kurdes.

"Pendant des dizaines d'années, a-t-il dit dans une déclaration à l'issue de sa conférence de presse, les Kurdes ont lutté pour obtenir le droit indéniable de chaque peuple à son autonomie. Pendant des années, des événements féroces s'y sont déroulés, qui doivent susciter la préoccupation de toute l'opinion mondiale. Aujourd'hui nous savons que l'on a utilisé massivement contre eux des armes barbares que sont les armes chimiques. J'appelle l'opinion et la presse françaises à apporter le maximum d'attention à ces événements". "La France, a-t-il ajouté, a des relations très étroites avec l'Irak. Je suis persuadé qu'il est possible et même indispensable d'utiliser l'influence de la France pour stopper ce qui se passe actuellement dans cette région.

U.S.A. : LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT AMERICAIN PARLE DE «PATRIE KURDE EN TURQUIE».

Au cours d'une conférence de presse donnée le 6 octobre au Foreign Press Center de Washington, le sous-secrétaire d'Etat américain Edward Derwinski a été interrogé par un journaliste turc sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard des réfugiés kurdes irakiens de Turquie. A la question de savoir si Washington envisageait d'accorder une aide financière au gouvernement turc pour subvenir aux besoins de ces réfugiés, M. Derwinski a répondu en ces termes. "Je ne suis pas au courant d'un projet éventuel d'octroi à la population civile ayant fui l'Irak vers la Turquie d'autorisation d'émigrer aux Etats-Unis et je ne sais pas s'il y a des raisons logiques pour cela. Pour ce qui est de débloquer, à court terme, une aide humanitaire d'urgence, nous sommes confrontés aux restrictions budgétaires bien connues. Nous espérons que l'offensive militaire au Nord de l'Irak se terminera, que l'exode vers la Turquie prendra fin et que le gouvernement turc satisfera les besoins urgents de ces réfugiés. Comme vous le savez, une région à cheval sur l'Irak, l'Iran, la Turquie et une bande de territoire syrien constitue la patrie historique des Kurdes ; il est de ce fait naturel qu'ils préfèrent s'installer dans cette région. Le temps montrera si les conditions politiques seront favorables à leur retour en Irak ou s'ils préféreront passer en Iran, résider en Turquie ou rejoindre leurs congénères de Syrie. On ne peut rien dire à ce sujet en ce moment".

La mention d'une "patrie kurde" a immédiatement suscité une certaine agitation à Ankara. Répondant aux réactions indignées de la presse, le ministère turc des affaires étrangères a déclaré que des instructions avaient été données à l'ambassade de Turquie à Washington pour vérifier "qu'il ne s'agit pas d'une erreur de traduction" et "demander des explications au Département d'Etat." (cf. revue de presse pp. 57-58).

BONN : DEBAT AU BUNDESTAG SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Le Parlement allemand, suite à une interpellation du parti des Verts, a tenu une session spéciale sur la question kurde et celle des droits de l'homme en Turquie. Répondant à M. Hensel, député des Verts,

qui déclarait être stupéfait par les déclarations de confiance faites au Général Evren lors de sa visite en R.F.A. par le Chancelier Kohl quant aux progrès enregistrés en Turquie en matière des droits de l'homme, le porte-parole de la coalition gouvernementale a renouvelé sa confiance au gouvernement turc et a demandé plus de compréhension pour cette période exceptionnelle que traverse la Turquie tout en ajoutant que la Turquie avait marqué des points depuis 1980 sur la voie de la démocratie. Un député de SPD, récemment rentré de Turquie, a affirmé qu'il y avait une grande contradiction entre le beau tableau de Turquie dessiné par le Général Evren et ses propres constatations.

Le Parlement a ensuite passé au second volet de la session consacré à la question kurde en Turquie. Le porte-parole du gouvernement tout en critiquant certains manques de liberté pour les minorités ethniques s'est montré plus compréhensif vis-à-vis des mesures exceptionnelles appliquées dans l'Est de la Turquie. Les représentants de l'opposition ont, par contre, vivement critiqué la politique du gouvernement turc et déclaré notamment que "on ne peut parler de la démocratie et des droits de l'homme en Turquie sans prendre en considération la question kurde".

La Turquie ayant eu vent de cette session, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Bonn, a présenté et distribué aux membres du Parlement, un rapport détaillé sur les "progrès" enregistrés en Turquie, depuis 1980, en matière de démocratie. Mais hormis la coalition CDU/CSU, ce rapport n'a même pas été trouvé convaincant, par le parti libéral, FDP, membre de la coalition gouvernementale.

Le débat s'est achevé sans vote ni adoption de mesures particulières.

TURQUIE : LA DETRESSE DES REFUGIES KURDES

Ayant réussi à échapper aux gaz chimiques utilisés par l'armée irakienne, les 47 000 réfugiés kurdes d'Irak arrivés en Turquie à la fin du mois d'août et installés, au bout de plusieurs jours d'attente angoissante sur la frontière, dans des camps provisoires établis à proximité de Diyarbakir, Mus et Mardin, villes kurdes à l'Est de la Turquie, sont confrontés à un problème de survie en raison des très mauvaises conditions de vie. Ils ne savent absolument rien de l'avenir que leur réserve le gouvernement turc.

En effet, 4 mois après l'arrivée de réfugiés kurdes la confusion est toujours grande en Turquie en ce qui concerne leur nombre et leur statut juridique. Estimés au début, selon les chiffres officiels fournis par le gouvernement turc, à 60 000 et ensuite à 50 000, le Super-Préfet de la région de l'Etat d'exception (sorte de haut commissaire turc pour le Kurdistan), Hayri Kozakcioglu, est finalement intervenu pour donner le chiffre officiel de 51 542 et le porte-parole du Ministère des affaires étrangères, Inal Batu, a déclaré, au cours d'une conférence de presse organisée, le 18 octobre, qu'en plus de ceux qui se trouvent en Turquie 10 000 seraient partis, d'eux-mêmes, en Iran en passant par la Turquie. Or, les observateurs sérieux s'accordaient généralement sur le chiffre de 100 000 réfugiés arrivés en Turquie et selon les autorités iraniennes le nombre de Kurdes arrivés en Iran, venant de Turquie serait de 35 000. Le mystère sur leur nombre exact en Turquie et les conditions de leur départ en Iran demeure toujours entier.

Aucune précision, non plus, pour le statut officiel qui leur sera accordé. Les autorités turques semblent être très embarrassées sur le sujet en raison de leur politique interne concernant les Kurdes de Turquie, qui, officiellement, n'existent pas. D'où la confusion qui règne sur le terme qu'il convient d'utiliser pour les réfugiés kurdes. Ils sont tantôt nommés "ressortissants irakiens", tantôt "réfugiés", tantôt "eux" ou "ceux-là". Le fait de les admettre comme réfugiés politiques reviendrait, pour la Turquie, à leur reconnaître, en tant que Kurdes, des droits spécifiques garantis par les conventions internationales et reconnaître donc l'existence des Kurdes. Un pas que le gouvernement turc ne semble pas être prêt à franchir. Pourtant tant qu'il n'y aura pas un statut défini pour les réfugiés la Turquie ne pourrait prétendre à l'aide internationale prévue dans pareils cas. La situation économique de la Turquie ne suffirait pas à subvenir, à elle seule, à tous les besoins de ces 50 000 réfugiés. Des cas d'épidémie et de mort de nombreux enfants et de vieillards sont déjà signalés dans ces camps.

PARIS : M. BERNARD KOUCHNER REND VISITE AUX GREVISTES KURDES DE LA FAIM

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire a rendu visite, le 20 octobre, aux militants kurdes en grève de la faim depuis le 4 octobre devant le Palais de l'Unesco pour protester contre l'extermination du peuple kurde en Irak.

M. Kouchner a déclaré que le gouvernement français était "sensible au sort de la population kurde et que le Président de la République avait évoqué ce problème à la tribune des Nations-Unis".

Concernant la principale revendication des grévistes, à savoir l'intervention du gouvernement français et de la CEE pour que les réfugiés kurdes irakiens se trouvant actuellement en Turquie soient placés sous la protection juridique du Haut Commissariat des Nations Unies, M. Kouchner a indiqué qu'il "comprend leur inquiétude" et qu'il allait faire des démarches auprès des autorités concernées.

Il a également évoqué la possibilité de faire entendre la voix des Kurdes à la prochaine conférence internationale sur les armes chimiques prévue en janvier à Paris. Enfin, M. Kouchner a annoncé la tenue à Paris. D'une conférence internationale sur les droits de l'homme au Kurdistan avec le soutien du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire.

BERLIN : COLLOQUE LINGUISTIQUE KURDE

Le 4e colloque linguistique organisé par l'Institut Kurde s'est réuni du 27.11 au 3.12.1988 à Berlin-Ouest avec la participation des linguistes, journalistes et juristes kurdes en exil représentant toutes les parties du Kurdistan.

Les participants avaient cette fois-ci la tâche de travailler sur la terminologie du journalisme, les noms des lieux, le vocabulaire des œuvres de Melayê Cizirî, poète kurde du XVème siècle et de Cigerxwîn, ainsi que sur certains problèmes de grammaire.

Les travaux du colloque sont publiés dans un magazine illustré spécial, **Kurmancî**, édité par l'Institut et destiné au grand public kurdophone. Le prochain colloque se déroulera au **printemps 1989** à Stockholm et aura comme objet principal la terminologie juridique.

DIYARBAKIR : NOUVELLE GREVE DE LA FAIM DANS LES PRISONS MILITAIRES

Pour protester contre les persécutions dans les prisons et demander l'abrogation des décrets dits du "1er août" qui alourdissent considérablement les conditions de détention des prisonniers des grèves de la faim ont été entamées dans de nombreuses prisons militaires turques. Les regards se sont tournés, en particulier, vers la prison militaire numéro 1 de Diyarbakir où, sur les 166 prisonniers politiques kurdes en grève de la faim depuis le 16 octobre, 24 détenus ont transformé leur action en grève de la mort à partir du 20 novembre et refusent de s'alimenter et de recevoir des soins. 4 d'entre eux urinant du sang et risquant la perte de mémoire seraient déjà dans un état très grave.

Le 30 octobre, pour soutenir les prisonniers politiques en grève de la faim 211 de leurs proches ont commencé à Diyarbakir une grève de la faim, suivis de 200 grévistes à Izmir ainsi que de 7 membres de l'Association turque des Droits de l'Homme à Tunceli.

D'autre part, le Président du Parti socialiste, critiquant la position de M. İnönü, Président du Parti populiste social-démocrate, au sujet des grévistes, a déclaré au cours d'une conférence de presse organisée à Ankara que son parti lançait une campagne demandant une amnistie générale. Le Président

de la section de Diyarbakir de l'Association des Droits de l'Homme appelant chacun à soutenir les prisonniers politiques dans leur action a précisé, dans une déclaration, que le gouvernement et l'opposition seront tenus pour responsables en cas de mort de grévistes.

U.R.S.S. : LETTRE D'UN VIEUX COMMUNISTE SOVIETIQUE A GORBATCHEV

Les événements du Kurdistan irakien ont suscité une vive émotion parmi les Kurdes d'U.R.S.S. qui ont, en particulier, très mal ressenti le silence de leur Etat face à la tragédie kurde. L'un de leurs plus éminents intellectuels Djassim Djilil a envoyé à Monsieur Gorbatchev, la lettre suivante que nous avons traduite pour l'information de nos lecteurs.

A Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev.

Secrétaire général du Comité Central du P.C.U.S. et Président du Soviet Suprême

J'aurai bientôt quatre vingts ans. Je suis membre du P.C.U.S. depuis 1930, et suis l'un des fondateurs de la littérature kurde soviétique, auteur de plusieurs manuels scolaires, le premier directeur du programme kurde de la radio d'Erevan, et jusqu'à aujourd'hui, je lutte fidèlement pour que soit respectée la politique de nationalités de Lénine dans notre pays. Je soutiens la politique du Parti

Communiste pour la glasnost et la perestroïka. Mais quelques problèmes m'obligent à vous adresser cette lettre concernant la question suivante :

Dans le Kurdistan divisé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie habitent environ 25 millions de Kurdes. La superficie de leur pays est presque de 500.000 km². Depuis plus de cent cinquante ans se poursuit la lutte de libération du peuple kurde. Au cours de leur lutte, ils n'ont cessé de mettre leur espoir dans l'aide fraternelle du grand peuple russe. Ce n'est pas sans raison que l'on a toujours gardé ce proverbe qui dit que le peuple russe est l'espoir des peuples désespérés.

Tout au long des années 60, la lutte héroïque du peuple kurde a étonné l'humanité progressiste d'Asie et d'Europe. A cette époque, ceci s'était même reflété dans la presse, à la radio et à la télévision soviétique.

A partir de cette période aucun mot n'a été dit, ni écrit, ni sur le mouvement de libération nationale des Kurdes, ni sur le génocide systématique fait par les régimes turc et iranien, ni sur la sauvagerie de l'Etat irakien. Je ne veux pas m'attarder sur les détails du mouvement de libération nationale kurde de 1960 à 1988, mais je souhaite seulement évoquer les points suivants.

Récemment, plus de 4500 villages kurdes ont été détruits en Irak par le régime de Saddam Hussein. Des milliers de communistes, de démocrates kurdes et des progressistes ont été exécutés sans procès et huit mille Barzanis ont été déportés dans des endroits inconnus, et ainsi disparus.

Au Kurdistan de Turquie, des dizaines de milliers de Kurdes ont été emprisonnés, et des milliers tués, et le sang des Kurdes innocents continue de couler. L'humiliation pratiquée par les Turcs barbares envers les prisonniers (qui luttent pour la liberté) est sans limite. Nos spécialistes sont tout à fait au courant de la sauvagerie des gouvernements irakien, turc et iranien, mais malheureusement l'Etat, la presse et d'autres moyens d'informations soviétiques sont silencieux à ce sujet.

Si l'on considère le fait que l'Etat et le P.C.U.S. prétendent que notre pays soutient les peuples opprimés du monde, les peuples qui luttent pour obtenir leurs droit nationaux et leur droit à l'autodétermination, alors je ne comprends pas pourquoi, jusqu'à présent l'Etat soviétique et ses moyens d'information n'ont pas écrit un mot sur cette oppression et cette extermination pratiquée par l'Irak à Halabja par l'aviation irakienne le 16 mars 1988. Les mass média du monde entier en ont beaucoup parlé et continuent à le faire. Mais nos moyens d'information gardent le silence.

Qui nous donne le droit, à nous les communistes, de garder le silence sur l'extermination de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et de jeunes, sans armes et sans défense ?

L'autre jour, le journal Izvestia, dans un bout de page, a écrit que les armes chimiques ont été utilisées dans la guerre Irak-Iran, et rien d'autre ! Qui les a utilisées ? Où ? Contre qui ? Pourquoi ? Pas même un mot n'a été écrit sur ces bombardements sauvages.

Je suis un communiste kurde qui lutte depuis 58 ans, je n'ai plus le courage de regarder dans les yeux de mon peuple. Je ne peux pas leur expliquer les raisons de ce silence, et je ne peux pas le justifier. Tous ces événements ont eu lieu au moment où l'on dépensait des millions pour sauver trois baleines grises dans la mer de glace. J'ai parcouru toutes les publications kurdes publiées en dehors du Kurdistan. Dans aucune d'entre elles, moi, je n'ai trouvé une phrase contre notre politique du silence sur les événements du Kurdistan et la destruction de la ville de Halabja. Il paraît que c'est honteux de la part d'un ami.

J'espère que cette politique de glasnost qui est largement soutenue par les peuples de notre pays et les progressistes du monde entier comprend aussi la question kurde au Moyen-Orient.

La politique de génocide et de fascisme envers le peuple kurde ne peut être justifiée. Je pense que cette politique pourrie, mérite d'être méprisée, maudite et condamnée par l'Union soviétique et tout le bloc socialiste.

J'espère que le camarade et le président de notre pays apportera des réponses à mes questions.

Avec les respects de Djasim Djalil, membre du P.C.U.S. depuis 1930 et membre de l'Union des écrivains d'Union Soviétique depuis 1936.

Erevan, le 24.11.1988

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

VICTIMES DE LA DIPLOMATIE COMMERCIALE - Les implications de la négligence des Kurdes par l'Ouest (The Independent, 5. 10. 88)

DES KURDES LAPIDENT D'AUTRES KURDES TENTANT DE RENTRER AU PAYS (Washington Times 6.10.88)

AVEC L'ARRIVEE DE L'HIVER, LES REFUGIES KURDES CONFRONTES A LA CATASTROPHE. La Turquie a des problèmes avec ses propres Kurdes et cherche à réduire le nombre de Kurdes irakiens féroce-ment nationalistes. (Washington Times 10.10.88)

25 MILLIONS DE PERSONNES SANS ETAT AU PROCHE-ORIENT. Les leaders du Kurdistan croient que la paix sera impossible entre l'Iran et l'Irak, si l'on ne tient pas compte de l'intérêt de leur peuple. (El Pais 6.10.88)

ECHAPPER A LA TERREUR (Nachrichten 01.10.88)

L'ARMEE IRAKIENNE UTILISE DES HELICOPTERES U.S. VENDUS POUR UN USAGE CIVIL (Herald Tribune 7.10.88)

L'IRAK ET LES KURDES : OU EST LA PREUVE DE GAZ TOXIQUES ? (Herald Tribune 7.10.88)

KURDES : LA MALEDICTION : Ils sont 20 millions. Un peuple sans patrie, entre exode et extermination. Manipulés et floués par l'Iran et l'Irak. (Le Point 03.10.88)

TURQUIE - LES REFUGIES KURDES : UN EMBARRAS MAIS AUSSI UN ATOUT - Le gouvernement d'Ankara tire profit de la présence des réfugiés dans ses rapports avec l'Iran et l'Irak. Et il réduit la virulence de ses propres opposants kurdes. (Le Figaro 03.10.88)

PROTESTATION KURDE A BONN CONTRE LA VISITE DU GENERAL KENAN EVREN, CHEF DE L'ETAT TURC (Herald Tribune 18.10.88)

LA 39e SESSION DU HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES - MONSIEUR JEAN-PIERRE HOCHE DENONCE LA "DETERIORATION DU PRINCIPE HUMANITAIRE D'ASILE". (Le Monde 05.10.8)

ENQUETE - UN PARFUM DE GENOCIDE (Jeune Afrique 5.10.88)

ENQUETE : L'ARMEE IRAKIENNE A-T-ELLE GAZE LES KURDES ? (Jeune Afrique 5.10.88)

CHEVENEMENT SOIGNE BAGDAD ET MENAGE TEHERAN - "Aucune preuve, dit-il, que les Kurdes aient été gazés.." (Le Canard Enchaîné 5.10.88)

LE PREMIER MINISTRE IRANIEN, MIR HOSSEIN MOUSSAVI A DECLARE SAMEDI QUE LES REFUGIES KURDES D'IRAK SONT LES "BIENVENUS" EN IRAN. (A.F.P. 8.10.88)

IRAK : APRES L'EXODE EN TURQUIE DES REFUGIES KURDES RETOURNENT DANS LEUR PAYS (Le Monde 8/10.1988)

UN GROUPE DE KURDES RESIDANT EN FRANCE ET APPARTENANT AU "COMITE CONTRE L'EXTERMINATION DU PEUPLE KURDE" A ENTAME LUNDI SA DEUXIEME SEMAINE DE GREVE DE LA FAIM (A.F.P. 10.10.88)

EN VISITE OFFICIELLE A PARIS : LE VICE-PRESIDENT IRAKIEN RECONNAIT QUE SON PAYS A UTILISE DES ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN (Le Monde 10.10.88)

TURQUIE : INCIDENTS DANS UN CAMP DE REFUGIES KURDES (Le Monde 10.10.88)

KURDISTAN : UN GROUPE DE KURDES RESIDANT EN FRANCE ENTAME LUNDI A PARIS SA DEUXIEME SEMAINE DE GREVE DE LA FAIM (Libération 11.10.88)

L'IRAN A ACCORDE ASILE, CES DEUX DERNIERS JOURS, A TROIS MILLE CINQ CENTS NOUVEAUX KURDES IRAKIENS QUI S'ETAIENT REFUGIES EN TURQUIE. (A.F.P. 11.10.88)

POUR LA TROISIEME FOIS EN MOINS DE TROIS MOIS LE SENAT A VOTE MARDI EN FAVEUR DE SANCTIONS CONTRE L'IRAK MOTIVEES PAR L'UTILISATION PRESUMEE PAR CE PAYS D'ARMES CHIMIQUES (A.F.P. 12.10.88)

L'EXECUTIF AMERICAIN QUI AVAIT LE PREMIER ACCUSE L'IRAK D'AVOIR UTILISE DES GAZ DE COMBAT CONTRE SA POPULATION KURDE. S'EST RETROUVE MERCREDI EN CONFLIT AVEC LE CONGRES (A.F.P. 12.10.88)

DANS UN CAMP PRESQUE....PRIVILEGIE (Le Monde 12.10.88)

LE GENOCIDE DU PEUPLE KURDE (ACTUEL - CFDT MAGAZINE 10.10.88)

LES KURDES - UN PEUPLE ET SON DESTIN : Eparpillés dans 5 Etats, privés d'autonomie. Un discours sur ce peuple menacé d'extermination (Dolomiten 11.10.88)

EN CRIANT A LA VICTOIRE, L'IRAK POURRAIT PERDRE LA PAIX (International Herald Tribune 11.10.88)

LE FROID DECIME LES REFUGIES KURDES A LA FRONTIERE TURQUE, 8 A 10 MEURENT PAR JOUR DANS LA REGION MONTAGNEUSE DE LA FRONTIERE AFFIRMENT DES VOLONTAIRES MEDICAUX (The Indépendant 12.10.88)

ALLER DE L'AVANT POUR LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK (International Herald Tribune 13.10.88)

GAZ TOXIQUES : PAS DE PLACE POUR S'EN CACHER AU MOYEN-ORIENT (International Herald Tribune 13.10.88)

LE SORT DES REFUGIES KURDES S'AGGRAVE (Le Monde 12.10.88)

LES KURDES VICTIMES DE LA PAIX - L'Arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak aura coûté cher aux Kurdes. Aujourd'hui, ce peuple qui revendique un Etat essaie de survivre (Le Progrès 13.10.88)

KURDES : LA TURQUIE S'EN LAVE LES MAINS (L'Evénement de Jeudi 13.10.88)

TURQUIE : TRANSFERTS MASSIFS DE KURDES EN IRAN (L'Humanité 15.10.88)

AU MOINS 30.000 KURDES IRAKIENS REFUGIES EN TURQUIE ONT ETE TRANSFERES RECEMMENT ET "DE FACON DISCRETE" EN IRAN PAR LES AUTORITES TURQUES DU (A.F.P. 13.10.88)

LA MORT ET LES TABOUS - L'UTILISATION PAR L'IRAK DE GAZ TOXIQUES ENTRERA DANS L'HISTOIRE (Profil 10.10.88).

LE KURDISTAN DOIT MOURIR (Wochenpresse 10.88)

TRAFIC D'HOMMES EN TURQUIE - UNE ORGANISATION SECRETE EXPATRIE LES IRANIENS (Corriere Della Sera 13.10.88).

NOUREDDINE ZAZA EST DECEDE - UNE VIE DE HEROS KURDE (24 Heures 12.0.88)

MORT D'UN CHEF KURDE (Journal de Genève 13.10.88)

HOMMAGE - MORT D'UN KURDE (Politis 21.27.10.88)

DES MILLIERS DE REFUGIES KURDES ONT QUITTE LA TURQUIE POUR L'IRAN (Le Monde 15.10.88)

TURQUIE : VINGT ANS DE PRISON POUR MEDHI ZANA (L'Humanité 17.10.88)

LA TURQUIE CONTINUE A DIRIGER VERS L'IRAN DES REFUGIES KURDES IRAKIENS (A.F.P. 16.10.88)

IRAN : LES REFUGIES KURDES EN PROVENANCE DE TURQUIE NE SERONT PLUS ACCEPTES (Le Monde 17.10.88)

ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES - Des médecins américains affirment avoir réuni des preuves écrasantes. (Montagne 17.10.88)

L'IRAK A DE NOUVEAU PROCÉDE LA SEMAINE DERNIERE A DES BOMBARDEMENTS A L'ARME CHIMIQUE CONTRE LES POPULATIONS KURDES (L'Humanité 19.10.88)

SUISSE : CE SERA MOINS FACILE POUR LES REFUGIES (Présent 17.10.88)

35.373 KURDES IRAKIENS ONT TROUVE ASILE EN IRAN DEPUIS L'ENTREE EN VIGUEUR DU CESSEZ-LE-FEU ENTRE L'IRAN ET L'IRAK (A.F.P. 18.10.88)

43 PERSONNES ONT ETE TUEES ET 180 AUTRES BLESSEES DANS UN BOMBARDEMENT AUX ARMES CHIMIQUES DE L'AVIATION IRAKIENNE (A.F.P. 19.10.88)

LA TURQUIE CONTINUE D'HEBERGER 43 000 KURDES IRAKIENS INSTALLEES DANS QUATRE CAMPS (Le Monde 19.10.88)

LE PRESIDENT TURC KENAN EVREN A ACHEVE MERCREDI LA PARTIE POLITIQUE D'UNE VISITE D'ETAT DE CINQ JOURS EN RFA SANS AVOIR OBTENU LE SOUTIEN A LA DEMANDE DE SON PAYS D'ADHERER D'ICI 1992 A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (A.F.P. 19.10.88)

M. BERNARD KOUCHNER, SECRETAIRE D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE A RENDU VISITE JEUDI APRES-MIDI AUX MILITANTS KURDES QUI OBSERVENT UNE GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 4 OCTOBRE (A.F.P. 20.10.88)

PARIS : DES KURDES EN GREVE DE LA FAIM (Rouge 20.10.88)

QUARANTE TROIS PERSONNES ONT ETE TUEES ET 180 AUTRES BLESSEES DANS UN BOMBARDEMENT AUX ARMES CHIMIQUES DE L'AVIATION IRAKIENNE. (A.F.P. 19.10.88)

LES CONFIDENCES DE HOCHAT ZEBARI MEMBRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN IRAKIEN "L'HIVER VENU NOUS REPRENDRONS MILITAIREMENT L'AVANTAGE"; (Jeune Afrique 19.10.88)

TURQUIE : EMBUSCADE - (Petit Bleu du Lot et Garonne 21.10.88)

UN LEADER KURDE ACCUSE LA FRANCE - En visite à Paris, Jalal Talabani dénonce le soutien de Paris et Moscou à Bagdad (Le Figaro 21.10.88)

LE PRESIDENT TURC KENAN EVREN A ACHEVE MERCREDI LA PARTIE POLITIQUE D'UNE VISITE D'ETAT DE CINQ JOURS EN RFA.(A.F.P. 21.10.88)

L'OPPOSITION KURDE IRAKIENNE EST TOUJOURS "PRETE" A PARVENIR A UNE "SOLUTION POLITIQUE" AVEC LE REGIME DE BAGDAD (A.F.P. 21.10.88)

PARIS DEVIENDRA POUR QUELQUES JOURS, DU 7 AU 11 JANVIER 1988, LA CAPITALE DU DESARMEMENT CHIMIQUE AVEC L'ORGANISATION D'UNE CONFERENCE SUR LA "BOMBE ATOMIQUE DU PAUVRE" (A.F.P. 21.10.88)

UN PEUPLE ASSASSINE : LES KURDES - LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE VA-T-ELLE REAGIR ? (La Croix 22.10.88)

UN PEUPLE ASSASSINE : LES KURDES - LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE VA-T-ELLE REAGIR ? (L'Echo de l'Ouest 22.10.8)

REFUGIES POLITIQUES KURDES : 32 DEMANDES DE STATUTS EN ATTENTE (Echo Républicain 22.10.88)

FESTIVAL INTERNATIONAL CINEMA, TELEVISION ET MONDE RURAL "Pour une poignée de Kurus" - (Montagne 24.10.1988)

TURQUIE : TOUJOURS LA TORTURE (L'Humanité 24.10.88)

DES KURDES DETENUS DANS TROIS PRISONS DE TURQUIE (A.F.P. 26.10.88)

LES SOLDATS INCONNUS MORTS POUR L'IRAK (Canard Enchaîné 26.10.88)

DROITS DE L'HOMME EN IRAK ET EN IRAN (L'Humanité 26/10.88)

GREVE DE LA FAIM DE DETENUS KURDES EN TURQUIE (L'Humanité 27.10.88)

FRANCE : LE CATALOGUE DES ARMES CHIMIQUES (L'Humanité 27.10.88)

JOURNAL D'UN AMATEUR (Le Monde 29.10.88)

KURDISTAN - HALTE AU GENOCIDE ! (Le Monde Libertaire 27.10.88)

PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS : UNE ORGANISATION DE PROFESSIONNELS DE LA SANTE AMERICAINE TROUVE DES PREUVES DE L'UTILISATION PAR L'IRAK DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES

UN ORGANISME DE BROOKLYN (THE KURDISH LIBRARY) MAINTIENT VIVANTE LA CULTURE DES KURDES SANS NATION (Gazette Telegraph 27.10.88)

LES KURDES D'IRAK (Cumhuriyet 01.10.88)

LE SHP (PARTI POPULISTE SOCIAL DEMOCRATE) EN EBULLITION: TIRAILLEMENT ENTRE LES FRACTIONS DE GAUCHE PRO-KURDES ET LES ORTHODOXES. (Tercüman 01.10.88)

LE PIEGE KURDE TENDU PAR L'EUROPE. L'ASSEMBLEE DU CONSEIL DE L'EUROPE A APPROUVE HIER UN PACTE SUR LES LANGUES MINORITAIRES. Le pacte prévoit l'utilisation des langues minoritaires dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement et de la culture. Les députés du SHP ont voté pour, ceux de l'ANAP et du DYP contre ce pacte. Appréciation de MukeremTasçioğlu, chef de la délégation parlementaire turque à Strasbourg sur les réfugiés kurdes irakiens. Ils ne nous servent pas. Intervenant dans le débat sur la reconnaissance de la langue minoritaire, il a qualifié de "délicat" cette question pour la Turquie. "Nous ne reconnaissons pas de minorité. Si nous ouvrons la voie avec le kurde, il y aura ensemble le tatar et le laz et la Turquie sera un patchwork à 70 pièces. (Tercüman 6.10.88)

"La question kurde est un casse-tête pour nous. En accueillant les Peshmergas, (partisans kurdes irakiens) nous avons aggravé encore les choses et créé de nouvelles sources d'ennuis". (Milliyet 6.10.88)

L'IRAN REFUSE D'ACCUEILLIR DE NOUVEAUX REFUGIES KURDES VENANT DE TURQUIE (Cumhuriyet 7.10.88)

DES SOLDATS IRAKIENS ONT FRANCHI NOTRE FRONTIERE, MITRAILLE UN VILLAGE, INCENDIE 4 MAISONS, UN MOULIN ET 3000 PEUPLIERS 969 REFUGIES KURDES RETOURNENT EN IRAK DANS DES CONDITIONS MARQUEES PAR L'ABSENCE TOTALE D'OBSERVATEURS INTERNATIONAUX (Hürriyet 7.10.88)

LE POINT DE VUE ETONNANT DU SECRETAIRE D'ETAT ADJOINT DES U.S.A. - LA PATRIE KURDE EN TURQUIE. IL EST MEME ALLE PLUS LOIN "COMME VOUS LE SAVEZ UNE REGION A CHEVAL SUR L'IRAK, L'IRAN, LA TURQUIE, INCLUANT UNE BANDE TERRITORIALE EN SYRIE EST LA PATRIE HISTORIQUE DES KURDES. DE CE FAIT, IL EST NATUREL QUE LES REFUGIES KURDES PREFERENT S'INSTALLER DANS CETTE REGION". Les Etats Unis n'envisagent pas de donner une aide pour les réfugiés kurdes irakiens. (Milliyet 7.10.88),

LE PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS : IL Y A UN LOBBY KURDE AUX ETATS UNIS (Tercüman 8.10.88)

UNE EQUIPE MEDICALE RENTRE BREDOUILLE : Les "réfugiés refusent le contrôle des naissances. "Nous ne permettrons pas l'extinction de notre race" déclarent les Peshmergas. (Tercüman 8.10.88)

TALABANI : L'OCCIDENT NOUS SOUTIENT . En particulier, nus avons de bonne relations avec le parti Socialiste de France, Grèce, R.F.A., Autriche et Suède, Mais nos relations avec les pays de l'Est sont moins bonnes, car ils n'ont pas encore condamné les crimes de l'Irak (Tercüman 8.10.88)

LIBERTE POUR YILMAZ GUNEY : "Une signature, s'il vous plaît ". Dans une interview à l'hebdomadaire turc 2000 Dogru "Le régime ne pourra pas résister davantage à la demande de liberté pour les films de Güney" déclara Mme Fatos Güney. Des grands noms du cinéma, ainsi que des organisations de réalisateurs ont signé une pétition dans ce sens.

MALGRE LA PROLONGATION DU DELAI DE L'AMNISTIE, LES PESHMERGAS SONT PEU DESIREUX DE RETOURNER EN IRAK (Tercüman 10.10.88)

MANIFESTATION SEPARATISTE DEVANT LE CONSULAT GENERAL DE TURQUIE A COLOGNE POUR PROTESTER CONTRE LA VISITE D'EVREN EN R.F.A.. LES MOTS D'ORDRE LES PLUS ENTENDUS " Evren le fasciste !, Evren assassin, va-t-en de l'Allemagne !".
(Tercüman 10.10.8)

EFFRONTERIE : TALABANI EN ESPAGNE - Il a donné une interview à notre journal (Hürriyet 11.10.88)

NOUVELLE INSOLENCE DES DEUX CHEFS DE BANDE : BARZANI ET TALABANI : Ils veulent l'autonomie des régions kurdes de Turquie et poussent l'outrecuidance jusqu'à proposer de venir en visite officielle à Ankara (Hürriyet 14.10.88)

22 ANS DE PRISON POUR L'ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR MEDHI ZANA (Hürriyet 14.10.88)

GRAVES ACCUSATIONS CONTRE LA TURQUIE A CAUSE DES PESHMERGAS SELON UN PORTE-PA-ROLE DU P.D.K. D'IRAK LA TURQUIE "A ENVOYE DE FORCE 30 000 REFUGIES KURDES VERS L'IRAK
(Tercüman 15.10.88)

YILMAZ GUNEY EN PRISON : "ETAIT-CE UN SONGE CET ARTISTE, ECRIVAIN, REALISATEUR, HOMME D'ACTION EXCEPTIONNEL QUI A ETE ARRETE A 20 REPRIS, CONNU 12 PRISONS DANS 7 VILLES DIFFERENTES, PASSE 11 ANS DERRIERE LES BARREAUX (Cumhuriyet 16.10.88)

DECLARATION INTERESSANTE DES MEDECINS AMERICAINS. ON A TROUVE DES TRACES DE BLESSURES A L'ARME CHIMIQUE CHEZ LES PESHMERGAS (Tercüman 18.10.88)

LE SOMMET DE DAMAS DES ORGANISATIONS KURDES. LA NOUVELLE STRATEGIE : Offensive diplomatique. A l'initiative de Talabani les leaders des groupes kurdes de 4 pays vont se retrouver du 5 au 20 novembre à Damas. Une interview avec le représentant d'Ourmieh du PDK d'Iran au sujet du sommet de Damas. Des réfugiés arrêtés sous l'accusation d'être affiliés au PKK. La répression se poursuit dans les camps de réfugiés. Le Préfet de Hakkari : S'il n'y avait pas l'Ouest; mille réfugiés auraient vu de quel bois on se chauffe. (2000'e Dogru 16.10.88)

UN BARDE KURDE PARCOURT L'EUROPE : SIVAN le magicien du Tenbûr (luth kurde) et de la parole. Une interview à l'hebdomadaire turc Nokta (Nokta 16.10.88)

L'INSTALLATION DES REFUGIES KURDES. Des "Villages-ville", à Kurde ville : 17.000 réfugiés vont être installés dans des baraquements construits en 1979 et considérés comme inhabitables par les experts de deux universités. Ils seront de 20 à 25 personnes par logement de 65 m2. La famine, les épidémies et la répression font des ravages. Les impressions de la 2ème chaîne de télévision allemande dans le Sud-Est (Kurdistan Turc) "ce ne sont pas des Turcs de montagnes, mais des Kurdes. (2000'e Dogru 30.10.88)

PARLEMENT EUROPEEN - ECHOS DE LA SESSION NOVEMBRE 88 - KURDES -

A PARIS 110 PAYS REUNIS POUR TRAITER LES ARMES CHIMIQUES - INTERDIT DE NE PAS INTERDIRE
(Avant Garde. Novembre 88)

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE. (L'Humanité 02.11.88)

DOUZE KURDES EN GREVE DE LA FAIM A PARIS DEPUIS UN MOIS (A.F.P.03.11.88)

SEIZE KURDES INCULPES EN RFA POUR TERRORISME (A.F.P.08.11.88)

LE VICE-PRESIDENT IRAKIEN : L'IRAK N'A PAS FAIT USAGE DES ARMES CHIMIQUES DEPUIS LE CESSEZ-LE-FEU (A.F.P.08.11.88)

PROCES A ANKARA - OBSERVATEURS EN PRISON (L'Humanité 09.11.88)

LE VICE-PRESIDENT IRAKIEN RECONNAIT QUE SON PAYS A UTILISE DES ARMES CHIMIQUES AU KURDISTAN (Le Monde 10.11.88)

UN REFUGIE KURDE EXIGE LE DEPART DE STOCKHOLM DU VICE PRESIDENT IRAKIEN ET MENACE DE SE BRULER VIF (A.F.P.11.11.88)

DES REFUGIES KURDES IRAKIENS REFOULES PAR ANKARA "ERRENT"DANS LES MONTAGNES AU NORD-OUEST DE L'IRAN, SELON IRNA (A.F.P. 13.11.88)

SIX HEURES POUR MIEUX CONNAITRE LES KURDES (Montagne 15.11.88)

NOUS AVONS FAIT DES EXPERIENCES POSITIVES, COMMENT SE SENTENT LES KURDES ?
Par quoi sont-ils émus ? Des femmes et des hommes kurdes résidant ici ont répondu à ces questions, et à d'autres. Le "Bazel Zeitung" a interviewé des Kurdes. (Bazel Zeitung 15.11.88)

LE SORT DES KURDES : MOBILISER L'OPINION (Ouest France 16.11.88)

LE PARLEMENT EUROPEEN CONDAMNE L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES D'IRAK (A.F.P. 17.11.88)

CONNAISSANCE DU MONDE, CHEZ LES KURDES (Voix du Nord 21.11.88)

MANIFESTATION KURDE A PARIS - TORTURE EN TURQUIE (L'Humanité 21.11.88)

LES DROITS DE L'HOMME NE SONT PAS RESPECTES "Il y a encore des gens qui meurent sous la torture en Turquie "ont déclaré les représentants d'organisations pour les droits de l'homme pendant une réunion organisée par Amnesty (Berner Zeitung 21.11.88)

MASSACRE EN IRAK (Rizozpastis 23.11.88)

REGARD SUR LES KURDES... AU COLLEGE VERLAINE (Nord Matin 24.11.88)

LA GREVE DE LA FAIM DES KURDES (Voix du Nord 24.11.88)

LE PEUPLE KURDE ENCORE NIE (La Nuova 24.11.88)

CHEZ LES KURDES IRAKIENS DE TURQUIE - LES CAMPS DE TOILE (Le Courrier 25.11.88)

CHEZ LES KURDES IRAKIENS EN TURQUIE - LES BOMBES SILENCIEUSES (Le Courrier 26.27.11.88)

LA POSITION DU GOUVERNEMENT SUR LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DEMEURE AMBIGUE. (Le Monde 26.11.88)

LA BOMBE "DES PAUVRES" - LA CAPACITE DE L'IRAK POUR LA GUERRE CHIMIQUE EST ENORME (El Pais 27.11.88)

TOIT DU MONDE : UNE SEMAINE SUR LE KURDISTAN (B.R. 28.11.88)

CHEZ LES KURDES IRAKIENS EN TURQUIE - ET LES ARMES CHIMIQUES ? (Le Courrier 29.11.88)

FENETRE OUVERTE SUR LE KURDISTAN

KURDISTAN - L'HISTOIRE D'UN PEUPLE OUBLIE (Nouvelle République du Centre Ouest 30.11.88)

ILS SONT ENRAGES : Le député (kurde) Ibrahim Aksoy déclare dans le débat de son groupe parlementaire sur le coup d'Etat du 12 Septembre 1980 : "Face à la répression qui sévit contre le peuple kurde venir en aide aux kurdes n'est pas de la bienveillance mais une nécessité de la démocratie. Le capital a jeté le 12 septembre comme un bâtard dans le giron d'Evren. (Tercüman 3.11.88)

LE DEPUTE KURDE DE MARDIN NURETTIN YILMAZ "Je n'ai pas dit "Vive le Kurdistan" à la télé allemande" (Tercüman 2.11.88)

UN ANCIEN MEMBRE DU MHP (Parti fasciste du Colonel Türkes) LIBERE RECEMMENT MALGRE 4 CONDAMNATIONS A MORT POUR MEURTRES DE MILITANTS DE GAUCHE ABATTUS PAR LE PKK (Tercüman 2.11.88)

ELOGE DES KURDES, LA REVOLTE DE LA GAUCHE DU S.H.P. (Hürriyet 3.11.88)

AUTONOMIE POUR LES KURDES (Tercüman 8.11.88)

POUR PROTESTER CONTRE LA TORTURE DANS LES PRISONS, LA MERE D'UN DETENU MEMBRE DU PKK S'IMMOLE DEVANT DES CENTAINES DE PERSONNES (Milliyet 11.11.88)

LES KURDES RECLAMENT DES TERRES A GORBATCHOV - ILS VEULENT LA CREATION D'UNE REGION AUTONOME DU KURDISTAN (Günaydin 14.11.88)

LOURDES CONDAMNATIONS CONTRE LES MILITANTS DU PKK (Cumhuriyet 15.11.88)

2,5 MOIS APRES LEUR ARRIVEE QUE VONT DEVENIR LES 47.000 REFUGIES KURDES ? VONT-ILS RESTER DANS DES CAMPS PROVISOIRES ? (Cumhuriyet 15.11.88)

ALERTE ANTI PKK DANS L'ARMEE - L'Etat-major prévient toutes les unités contre les actions probables du PKK autour du 27 Novembre jour anniversaire de la fondation de ce parti (Tercüman 16.11.88)

LA VIE DANS LES CAMPS KURDES : L'HIVER PRECOCE SUSCITE DES INQUIETUDES (Cumhuriyet 16.11.88)

LES TRAITRES CHANGENT D'ITINERAIRE ! ILS S'INFILTRENT PAR LES PROVINCES DE KARS-AGRI ET DESCENDENT VERS LE MIDI EN PASSANT PAR LES PROVINCES D'ERZURUM ET D'ERZINCAN (Hürriyet 27.11.88)

AU 42EME JOUR DE LA GREVE DE LA FAIM, L'ETAT DE SANTE DES 6 GREVISTES EST GRAVE. LES REGARDS SONT TOURNES VERS LA PRISON N° 1 DE DIYARBAKIR (Cumhuriyet 28.11.88)

LES MOTS D'ORDRE D'AVANT 1980 A NOUVEAU DANS LES RUES. LA TORTURE SERT DE PRETEXTE (Tercüman 29.11.88)

LE LEADER DU PKK A LA RECHERCHE DE SOUTIEN. IL ECRIT AUX 300.000 TURCS DE L'EMIGRATION (Hürriyet 29.11.88)

PROTESTATION CONTRE LA VISITE D'OZAL A PARIS - (Herald Tribune 1.12.88)

L'IRAN MERITE D'ETRE CONDAMNE PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE POUR LES EXECUTIONS MASSIVES DE SES OPPOSANTS (International Herald Tribune 1.12.88)

OTAGES DE 14 KURDES PENDANT 6 HEURES - EN MARGE DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC (L'Ardennais 1.12.88)

L'IRAN INVITE PAR LA FRANCE A LA CONFERENCE SUR LES ARMES CHIMIQUES (A.F.P. 1.12.88)

RONDS DE JAMBES A LA TURQUE (Marseillais 1.12.88)

FRANCE-TURQUIE : QUAND LES OPPOSANTS "RACCOMPAGNENT" LE PREMIER MINISTRE (Quotidien de Paris 1.12.88)

SELON UN RAPPORT DE L'UEO - LE PROBLEME KURDE DEMEURE UN "FACTEUR D'INSTABILITE" (Le Monde 7.12.88)

LES GUERILLEROS KURDES TUENT 8 SOLDATS TURCS (Financial Times 7.12.88)

L'ACADEMICIEN SOVIETIQUE ANDREI SAKHAROV A LANCE VENDREDI UN APPEL A LA FRANCE, QUI A "DES RELATIONS TRES ETROITES AVEC L'IRAK" POUR QUE'ELLE UTILISE SON INFLUENCE AUPRES DE CE PAYS POUR STOPPER LES PERSECUTIONS CONTRE LES KURDES (A.F.P. 9.12.88)

DROITS DE L'HOMME : LE SOMMET DES DISSIDENTS (Quotidien de Paris 12.12.88)

SUEDE : LA POLICE TIENT-ELLE ENFIN L'ASSASSIN DE PALME ? (Quotidien de Paris 17.12.88)

PRISONS DE LA MORT (L'Humanité 17.12.88)

SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES IRANIEN ET KURDE (L'Humanité 24.12.88)

LES KURDES D'IRAK A L'ORDRE DU JOUR DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. L'ASSEMBLEE GENERALE SE REUNIT LA SEMAINE PROCHAINE. LE DEPUTE REPUBLICAIN ITALIEN MARTINO A PREPARE UN RAPPORT A CE SUJET (Cumhuriyet 1.12.88)

UNION POUR L'EST. LE MINISTRE D'ETAT CONSULTE LES DEPUTES DES 28 PROVINCES DE L'EST POUR TENTER DE REGLER PAR UNE APPROCHE SOCIO-ECONOMIQUE UN PROBLEME QUI PEUT MENACER NOTRE UNITE NATIONALE (Tercüman 1.12.88)

UNE MORT SUSPECTE : CONVOQUE AU POSTE DE POLICE A MIDYAT (PROVINCE DE MARDIN) LE CORPS DU JEUNE CELEBI A ETE REMIS A SA FAMILLE 10 JOURS PLUS TARD EN PRETENDANT QU'IL AVAIT ETE TUE LORS D'UN AFFRONTEMENT. (Cumhuriyet 1.12.88)

LE SECRETAIRE GENERAL DU SHP, DENIZ BAYKAL RESTE SILENCIEUX FACE AU SHOW SEPARATISTE ORGANISE PAR LA FEDERATION POPULISTE REVOLUTIONNAIRE A ESSEN (R.F.A.) AVEC LA PARTICIPATION DE PLUSIEURS DE SES DEPUTES. (Tercüman 1.12.88)

LES ACTIONS ET LA PROPAGANDE S'INTENSIFIENT - VENTS SEPARATISTES EN EUROPE (Tercüman 1.12.88)

M. FUAT ATALAY, DEPUTE SHP DE DIYARBAKIR INTERPELLE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR SUR 3 MEURTRES COMMIS PAR DES PROTECTEURS DE VILLAGE A DIYARBAKIR, MARDIN ET URFA (Cumhuriyet 3.12.88)

MENACE PAR LE PKK, UN DEPUTE SHP, ALI TOPUZ EST PLACE SOUS L'ETROITE PROTECTION DE LA POLICE (Tercüman 4.12.88)

LE PKK A DEMENAGE EN IRAN (Tercüman 5.12.88)

UN LIEUTENANT TUE, UN SOUS OFFICIER ET 3 SOLDATS BLESSES A GERCUS DANS DES AFFRONTMENTS AVEC LE PKK (Cumhuriyet 6.12.88)

LES PESHMERGAS RESISTENT AU FROID ET AUX MALADIES. LA DIFFICILE VIE DANS LES CAMPS (Milliyet 6.12.88)

ILS NE PARLENT PAS D'IDEOLOGIE. LES PESHMERGAS SILENCIEUX SUR LE PKK (Cumhuriyet 8.12.88)

LES LEADERS KURDES A LA RECHERCHE DE "CONTACTS" VENUS A PARIS POUR LA REUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE. A.R. GASSEMLOU et JELAL TALABANI PRONENT LA RECHERCHE D'UNE "SOLUTION POLITIQUE A LA QUESTION KURDE" (Cumhuriyet 8.12.88)

C'EST COMME UNE GUERRE - 2 SOUS-OFFICIERS ET 9 SOLDATS TROUVENT LA MORT DANS UNE EMBUSCADE TENDUE PAR LES SEPARATISTES - LES TERRORISTES ONT ETE TUES A SIRNAK DANS LA PROVINCE DE MARDIN (Tercüman 8.12.88)

LA RECHERCHE D'UNE FORMULE POUR VENIR EN AIDE AUX KURDES D'IRAK AVEC LE H.C.R. UNE FORMULE "INTERMEDIAIRE" N'IMPLIQUANT PAS LA RECONNAISSANCE DU STATUT DE REFUGIE POUR POUVOIR BENEFICIER DES MOYENS D'AIDE DU HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES (Cumhuriyet 8.12.88)

PROPOSITION D'UN BRIEFING SUR LES KURDES. L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTERIEUR FARUK SUKAN RECLAME LA DEFINITION DE LA POLITIQUE DE L'ETAT SUR CETTE QUESTION (Milliyet 9.12.88)

SESSION SPECIALE DU BUNDESTAG SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE, SUR LA PROPOSITION DES VERTS. LE TRAITEMENT RESERVE AUX KURDES EST CONSIDERE COMME UN CRITERE INDISPENSABLE DE LA DEMOCRATIE. (2000'e Dogru 11.12.88)

LA TURQUIE REFUSE DE RECEVOIR 14 TONNES D'AIDE COLLECTEE EN CATALOGNE POUR LES REFUGIES KURDES IRAKIENS. ELLE N'ACCEPTERA, PRECISE SON SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES, QU'UNE CONTRIBUTION FINANCIERE (2000'e Dogru 11.12.88)

70 ECOLIERS RESTENT SANS INSTITUTEURS A SIRNAK. APRES L'ASSASSINAT PAR LE PKK DU PRECEDENT INSTITUTEUR, LE SOUS-PREFET REFUSE D'EN NOMMER UN AUTRE SOUS PRETEXTE QUE LE VILLAGE NE PROTEGE PAS LA VIE DES INSTITUTEURS (Cumhuriyet 16.12.88)

"FRONT UNI CONTRE L'IRAK". POUR CONTRER LES VISEES IRAKIENNES AU LIBAN, LE GOUVERNEMENT SYRIEN PROPOSE LA CONSTITUTION D'UN FRONT UNI REGROUPANT LES ORGANISATIONS KURDES, L'IRAN ET QUELQUES ORGANISATIONS LIBANAISES. (2000'e Dogru 18.12.88)

LES KURDES SE RASSEMBLENT DANS UN FRONT. LES TRAVAUX POUR LA FORMATION D'UN FRONT UNI DU KURDISTAN IRAKIEN ONT COMMENCE A DAMAS - BARZANI PARLE DE LA PROCLAMATION PROCHAINE DE CE FRONT (Milliyet 18.12.88)

NOUVELLES POURSUITES CONTRE MEHDI ZANA, ANCIEN MAIRE DE DIYARBAKIR EN RAISON D'UNE INTERVIEW ACCORDEE AU QUOTIDIEN CUMHURIYET (Cumhuriyet 21.12.88)

RENCONTRE ASSAD-BARZANI A DAMAS. VISITE D'UNE DELEGATION DU PASOK GREC DANS LES CAMPS DU PKK AU LIBAN. LA DELEGATION DE 10 MEMBRES, DONT 2 DEPUTES, EST RESTEE 3 JOURS CHEZ APO (Tercüman 21.12.88)

UNE REQUISITION A LA PEINE CAPITALE DANS UN PROCES ENIGMATIQUE. ACCUSES DU MEURTRE D'UN INSTITUTEUR 11 PAYSANS RISQUENT LEUR TETE, ALORS QUE LE PERE DE L'INSTITUTEUR MONTRE, PHOTO A L'APPUI, QUE SON FILS EST TOUJOURS VIVANT ET SE TROUVE DANS LE CAMP DU PKK AU LIBAN (Cumhuriyet 21.12.88)

CONDAMNATION DE 5 JOURNALISTES POUR OUTRAGE A LA PERSONNALITE MORALE D'ATATURK. (Cumhuriyet 21.12.88)

LA CONDAMNATION DANS LE PROCES COMPLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION KUK (Les partisans de libération nationale du Kurdistan) (Cumhuriyet 22.12.88)

UNE DELEGATION DE PARLEMENTAIRES ALLEMANDS SE RENDRA DU 8 AU 15 JANVIER EN TURQUIE POUR RENCONTRER DES DEPUTES KURDES ET DISCUTER AVEC EUX DU SORT DES KURDES (Cumhuriyet 30.12.88)

TRISTE TABLEAU : DANS 7 PROVINCES D'ANATOLIE ORIENTALE (KURDISTAN) 114000 PERSONNES N'ONT PAS DE CARTE D'IDENTITE ET 26.000 COUPLES N'ONT PAS ENREGISTRE A LA MAIRIE LEUR MARIAGE. (Tercüman 30.12.88)

GARDE A VUE ET MISE EN LIBERTE DU DR BESIKCI ACCUSE DE PROPAGANDE SEPARATISTE POUR UN ARTICLE INTITULE "COMMENT DOIT ETRE UNE REVUE" PUBLIE DANS UNE NOUVELLE PUBLICATION "OZGUR GELECEK". LE DR BESIKCI AVAIT ETE GARDE A VUE A LA DEMANDE DU PARQUET DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT. IL A FINALEMENT ETE REMIS EN LIBERTE, MAIS LES POURSUITES NE SONT PAS ABANDONNEES. M. BESIKCI A DEJA PASSE 12 ANS EN PRISON EN RAISON DE SES ECRITS SUR LES KURDES (Cumhuriyet 31.12.88)

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cartes géographiques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous, Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIVRES

<u>EN FRANÇAIS</u>	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif.....	40 FF
	DOSSIER KURDISTAN (Têkoşer)	40 FF
	MEMOIRE DU KURDISTAN, J. Blau.....	60 FF
	CONTES KURDES	35 FF
	LES KURDES, B. Nikitine.....	150 FF
	LA GRAMMAIRE KURDE, Lescot/Bedirkhan	250 FF
	LES KURDES, Terre des Hommes	15 FF
	TURQUIE, Denis de Justice, Amnesty International	25 FF
<u>EN ALLEMEND</u>	KURDISCHE VOLKDICHTUNG, Thomas Bois.....	20 FF
	DIE FÜR DIE FREIGEIT STERBEN, F. Hennerbichler	150 FF
	GEISELBEFREIUNG IN KURDISTAN, F. Hennerbichler	150 FF
<u>EN ANGLAIS</u>	DESTROYING ETHNIC IDENTITY Kurds of Turkey, Helsinki Whatch	60 FF
	THE LEGAL CONCEPT... The Kurdish Question, Fuad Hussein	25 FF
	KURDISH OBSERVER	15 FF
<u>EN FLAMAND</u>	LIED DER AARDE, Medenî Ferho	20 FF
	CIGERXWÎN, POEZIE UIT KOERDISTAN	20 FF
	JÛYANA KURDAN, (Bilingue, kurdejj-flamand)	30 FF
<u>EN GREC</u>	LES KURDES.....	35 FF
<u>EN ARABE</u>	BITULAT AL-KURD, Casim Celîl.....	40 FF
<u>EN TURC</u>	ŞIVAN'IN SEVDASI, Mahmut Baksi	30 FF
	ZAZACA-KÛRTÇE SÖZLÛK, Malmîsanîj	85 FF
	BİR KÛRTLE KONUŞMA, Adonis Buðurîs	30 FF
	BÛYÛK ANAYURT ŞAVAŞINDA KÛRTLER, H.M. Çetoev	35 FF
	KÛRT MİLLİYETÇİLİĞİ VÊ Dr. A. CEVDET, Malmîsanîj.....	35 FF
<u>Cartes Postales</u>	NOIR et BLANC.....	2 FF
	COULEUR.....	3 FF
<u>Vidéo-Cassette</u>	Y. GÛNEY ET SON PAYS (en version kurde ou turc, 112 minutes).....	250 FF
<u>Cassettes de Musique</u>	NİZAMETTİN ARIÇ (Feqîyê Teyra-n° 2,3,4,5,6 7).....	35 FF
	BARAN (n°3-4)	35 FF
	MAZHAR (Awazî Kurdî) N°2-3-4	35 FF
<u>AFFICHES</u>	HOMMAGE A YILMAZ GÛNEY	10 FF
	INAUGURATION DE L'INSTITUT	20 FF
<u>PUBLICATIONS DE L'INSTITUT</u>	HÊVÎ, Revue littéraire en kurde, (n° 1 à 6).....	50 FF
	STUDIA KURDICA, N°1 en arabe et persan, n°2 en arabe n° 3 en turc n°4 persan n°5 français (N°5 = 60 FF)	40 FF
	Bulletin de liaison et d'information, le numéro:	25 FF
	Carte géographique du Kurdistan, en kurde (125x80 cm.)	100 FF
	Carte géographique du Monde, en kurde (125x80 cm.).....	100 FF

PUBLICATIONS EN KURDE

EN KURMANCÎ	Ji Tevsîra Quranê, Kamûran Bedirkhan	40 FF
	Em hîn dibin, Grammaire urde, A. Cantekin	25 FF
	Berhem, revue culturelle	15 FF
	Mirina Kalekî Rind, roman, M. Uzun	40 FF
	Hêsîr û Baran, Bavê Nazê	30 FF
	Dengê Roja Dîl - Poetry, Derweş Ferho	30 FF
	Girtî, roman, Firat Cewerî	55 FF
	Komara Demokratîk a Kurdistan "Mahabad", K. Hûsamî	30 FF
	Em û Pirsî Me, Ş. B. Sorekî	30 FF
	Gundike Danî, M. Baksî	60 FF
	Şêx Sen'an, poésîe, Feqîyê Teyran	60 FF
	Wenda bûn, Ş. B. Sorekî	40 FF
	Jiyana Rewşenbîrî û siyasî ya Kurdan, Dr. Celîlê Celîl	40 FF
	Dîwana Rûhî, Şêx Abdurahmanê Aktepe	40 FF
	Roja Nû, revue culturelle	15 FF
	Têkoşer, revue culturelle	15 FF
	Çarçira, revue culturelle	20 FF
	Mîrkût, revue humoristique, (n° 1, 2 & 3)	15 FF
	Îsot, revue humoristique (n° 2,3,4 5)	15 FF
	Zengil, revue humoristique	15 FF
	Ronahî de 1942 à 1945 les frères Bedirkhan, réédition	100 FF
	Roja Nû de 1943 à 1946 les frères Bedirkhan, réédition	100 FF
	Rojnamegeriya Kurdî (1908-1981) Malmîsanîj & M. Lewendî	80 FF
Şairên Klasîk ên kurd, Abdulreşîb Yûsuf	30 FF	
Hawar (1-9) réédition, C. Bedirkhan	100 FF	
EN DUMILÎ	Na xumxum a..., Keyo Berz	35 FF
	Herakleîtos, Malmîsanîj	20 FF
EN SORANÎ	Halwest, Zencîra Hawar, n° 1 & 5	30 FF
	Çîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullâh	25 FF
	Du taqlayî bê sut, S. Galîb Abdullâh	30 FF
	Peyv, revue périodique du Centre Culturel Kurde de Londres	40 FF
	Komara Kurdiyekey Mahabad, A. Roosewelt	30 FF
	Gerran le Behcet Hîkmet, poésîe, Kenan Medhat	40 FF
	Yekgirtin, revue périodique du Centre Culturel kurde de Danemark	40 FF
	Zerdik, poésîe, Ahmedê Mela	40 FF
	Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes en Suède	30 FF
LIVRES D'ENFANTS	Keça Şerrût Lotta, Astrid Lindgern	40 FF
	Spî û reş	40 FF
	Bavo were derve !	40 FF
	Emîl mîha nîvçe	40 FF
	Nebezê li çiyayê mazî	40 FF
	Şev baş Alfons	40 FF
	Kundirê helez	40 FF
	Tuân	40 FF
	Masiyê reşê piçûk, Samed Behrengî	30 FF
	Pênc saherên me, Ahmet Cantekin	15 FF
	Hirç û Daristan, Ahmet Cantekin	15 FF
	Qeşmer, Ahmet Cantekin	15 FF
	Panda, Ahmet Cantekin	15 FF
	Helîn	10 FF

PASSAGES, Octobre 1988



Victims of commercial diplomacy

The Independent 5.X.88

LAST week the Turkish government asked Western ambassadors in Ankara to explain what plans their respective governments had for the Kurdish refugees currently accommodated in south-eastern Turkey. The result, apparently, was "disappointing".

Disappointing to the Turks, that is, because the West, so willing to castigate the Iraqis for their use of chemical weapons, has been reluctant to share responsibility for the victims of those weapons, the Kurds.

On the 25 August 1988, President Saddam Hussein of Iraq, frustrated by his failure to stamp out Kurdish insurgents in the north of his country by conventional means, started to use chemical weapons against them. Several days later the Turkish government opened its border to the thousands of Kurdish men, women and children who were trying to escape gas attacks.

Initially, reports of the massacre in Iraq, and of the tell-tale symptoms of chemical warfare exhibited by many of the refugees (severe respiratory problems, burns and blindness) were treated sceptically by Western nations. It was only two weeks later that the United States accused Iraq of using poison gas against its Kurdish ethnic minority. Iraq denied the allegations. Other countries, including Britain, deferred judgement because they had no clear-cut proof. Eventually, on the basis of information received from the US, they too accused Iraq.

The Turks have now asked Western nations to convert some of those strong words of disapproval into action. They want financial aid to help pay for the upkeep of the Kurds, and they want

Western countries to take some of the refugees in.

The Dutch government has said that it will give 60 refugees residence in Holland; the Danes have pledged \$250,000 and the European Community has offered \$600,000 — not a great deal when the bill the Turks are facing is estimated at \$300m. Other nations, such as Britain and the US, have hinted that their support is not to be relied on.

Western diplomats partly explain their governments' response by arguing that the Turks have not approached the question of financial aid for the refugees "sensitively". Refugees or not, their cash must be accountable. Procedure dictates that money is best given to international organisations, such as the United Nations, which can guarantee that it reaches those for whom it was intended. The Turks, however, did not invite the United Nations to help with the refugees. Most observers attribute this to a misplaced sense of national pride: Turkey, currently aspiring to become a full member of the European Community, was keen to impress that it could deal with the problem on its own.

The Turks themselves maintain that they did not want to become involved in the dispute between Iraq and its Kurds by being seen to abet investigations into the allegations of chemical warfare. The UN was undeniably likely to instigate such an investigation: Iraq warned Turkey that this would be construed as interference in its internal affairs.

Turkey did not want to alienate

Tim Kelsey on the implications of the West's neglect of the Kurds

STEVE COX



Kurdish refugee in Turkish camp

Iraq any further than it had already done by granting the Kurds — regarded by Baghdad as terrorists — refuge in the first place. "But they understand now," explained a Turkish foreign ministry spokesman. Relations are now as good as they have ever been.

That is good news indeed for the Kurds, who had early on been worried that their "humanitarianism" could lose them their biggest export market in the Middle East. With that market secure, they now hope to win a slice of the contracts worth \$50,000m which are expected once Baghdad settles down to rebuilding after eight and a half years of war.

Turkey is not the only country that does not want to jeopardise

relations with Iraq at such a commercially favourable juncture. The United Kingdom has a credit line to Iraq worth nearly \$300m, expected to double once reconstruction starts. West Germany has agreed a \$165m credit line in 1987. To cap it all, the United States, the first to accuse Iraq of using poison gas, is the country's major supplier of grain — an export trade worth \$1,000m last year. Both the Senate and the House of Representatives, it is true, have demanded sanctions against Iraq for its treatment of the Kurds, but they have restricted proposed embargoes to arms and certain chemicals. Agricultural exports are not affected.

Furthermore, nobody wants to be too hard on Iraq when it is involved in delicate peace talks with Iran. "The unfortunate truth," said one Kurdish guerrilla leader, now housed in a refugee camp along the Iraqi border, "is that nobody cares about us when the stakes are so high. It will be us, not Saddam, who suffers the most in the end."

That suspicion seems justified. The Turks themselves have been encouraging, though not forcing, the refugees to consider seeking asylum elsewhere if they cannot bring themselves to return to Iraq following the offer of an amnesty by Saddam Hussein. A thousand were prepared to go, but the International Red Cross, asked to supervise their departure, has questioned the adequacy of Iraqi guarantees of their safety.

Since the start, the Turks have been uncomfortable about the presence of the Iraqi Kurds. They,

too, have serious problems with Kurdish insurgents in the south-east campaigning for an autonomous Kurdistan. Though the Iraqi Kurdish refugees deny they would help the Turkish Kurds, they are nevertheless regarded by the military as a potential risk.

Iran held some promise as an alternative destination for the Kurds. Several thousand made their way across the border. Unable to look after those first arrivals, Tehran has now asked the Kurds to give two weeks' notice before any more are sent across. Since then, none has made the crossing officially.

While Europe denies its responsibility, the Turks have been forced to consider long-term arrangements for the Kurds. Plans are afoot to construct permanent shelters, so that the refugees can move out of their tents along the border before the onset of winter next month. The authorities are also intending to teach them Turkish and to school them in techniques of rug-making, so that they can contribute to their own upkeep. "Even so," said one local official, "these Kurds are not Turkey's problem alone."

Failing the Kurds is, in effect, letting Saddam Hussein off scot-free. Where then will the Western world be when another intolerant nation state chooses to liquidate an irritating ethnic minority? Short of applying broad sanctions against Iraq, responding to the Turkish pleas for assistance in coping with the refugees would be a convincing way of making clear that such behaviour is not acceptable, and that humanity occasionally holds sway over the exigencies of diplomacy, commercially or otherwise inspired.

Washington Times 6.X.88

Kurds stone Kurds trying to go home

HABUR, Turkey (Reuters) — Nearly 1,000 Kurdish refugees left camps in Turkey under a hail of stones yesterday and returned to Iraq, the first group to head back since fleeing an Iraqi army offensive last summer.

The 969 refugees, stoned in the camps by Kurdish political foes who in turn were fired on by Turkish security guards, crossed through the dusty Habur border post on the Turkish-Iraqi frontier.

"We just want to go back to our village. We only have what we are wearing. There is a general amnesty. Let the government do what it likes

with us," said one refugee.

They were leaving on the last day of an amnesty granted by Baghdad to the estimated 50,000 Kurds who fled Iraq. In Ankara, Foreign Ministry spokesman Inal Batu said Turkey expected Iraq to extend the deadline.

The refugees, crowded into buses, minicabs and on the backs of flatbed trucks, said one reason they were leaving was the deteriorating situation in makeshift Turkish camps near the rugged 220-mile border.

"It is freezing cold at night and there is not room for everyone to sleep in the tents," the head of one

family said.

The refugees, from two camps near Yuksekova, in Turkey's southeastern corner, said their departure for the 16-hour trip to Habur was marred by violence.

They said other Kurds in the camps, loyal to anti-Baghdad leader Masoud Barzani, stoned the convoy and tried to prevent it from leaving.

They said some demonstrators were wounded as Turkish security forces fired to disperse them.

Southeast Anatolia regional governor Hayri Kozakcioglu said there were no casualties.

He told reporters the returning

refugees comprised 501 children — many of whom had glazed eyes and were coughing — 245 women and 223 men.

Mr. Kozakcioglu said most of them came from Iraqi Kurdish villages near the Turkish border.

Another 1,500 Kurds who wanted to return home would cross into Iraq today and more might subsequently change their minds and join them Mr. Kozakcioglu said.

He said guarantees for the safety of the refugees in Iraq was a matter to be settled by the Turkish and Iraqi governments.

Kurdish refugees face catastrophe as winter arrives

By Hugh Pope
REUTERS NEWS AGENCY

10-10-88

ISTANBUL, Turkey — More than 20,000 Iraqi Kurds facing a harsh winter must be evacuated from two remote and unsanitary Turkish refugee camps or face catastrophe, relief sources said yesterday.

The sources, who have visited the camps in the Yuksekova region, said refugees living in tents already face below freezing overnight temperatures. There are too few blankets to go around and pathways between the tents are virtually open sewers, the sources said.

"It can turn into a catastrophe in a short time if a decision is not taken now," said a senior relief source.

The relief sources said camps in Mardin, Diyarbakir and Silopi are models of their kind but the two Yuksekova camps are ill-equipped for winter, despite hard work by Turkish officials.

The plight of the refugees is linked to an overall solution for more than 50,000 Kurds who fled into Turkey six weeks ago after an Iraqi army onslaught on their mountain homeland, diplomats and officials said.

"The Turks have done an excellent, professional job. The problem is that they were only thinking of short term, temporary shelter," Francis Ammar of the International Committee of the Red Cross (ICRC) told Reuters.

Mr. Ammar headed an ICRC team that visited the five main camps.

Diplomats say Ankara's decision on where the Iraqi Kurds will spend winter depends on international response to calls for money and asylum in third countries.

"It's a classic case of brinkmanship," said Swedish refugee lawyer

Jan Cadstedt, in Turkey to try to visit the camps.

"Announcing no winter plans says first to the refugees: 'Go back or face the risks here,' and secondly to Europe: 'Give us help,'" said Mr. Cadstedt.

Turkish Prime Minister Turgut Ozal has asked for \$300 million to be paid directly and unconditionally to Ankara.

"Fair enough, it's an opening bid. But no one is going to sign checks to Ozal or Turkey without an international monitor to see how it is used," a Western diplomat said.

"The cost was calculated by a rough estimate of how much building a house for each refugee would cost. No carefully drawn up plan was offered to the outside world," wrote Turkish columnist Mehmet Ali Birand.

"Turkey should have approached a rich Western country or organization first," Mr. Birand wrote in the newspaper Milliyet.

Diplomats say Western aid may flow rapidly once an organization like the ICRC or a United Nations agency is involved in what would remain an essentially Turkish program.

Costs of up to \$3 million a month have been met so far solely by Turkey and the impressive camps set up are a source of great official pride.

But about \$650,000 donated by Denmark for the Kurds has not been distributed because of the question of international monitoring of spending, relief sources say.

Turkey has problems with its own Kurds and seeks to minimize the

Washington Times 10.X.88

and seeks to minimize the number of fiercely nationalistic Iraqi Kurds.

number of fiercely nationalistic Iraqi Kurds.

A way out of the impasse may be supplied by Iran, which Turkish officials say will agree to take more refugees once it receives foreign assistance to look after them.

An ICRC mission was to arrive in Ankara today to start making purchases through the Turkish Red Crescent for a mission to assist thousands of Kurdish refugees who fled to Iran.

Iran has already taken 2,000 of the Kurdish refugees who came to Turkey and a further 18,000 refugees have told Turkish officials they want to go to Iran.

Once they have gone, diplomats said it was likely Turkey would announce permanent plans for the 25,000 Iraqi Kurds who have said they want to stay in Turkey.

Several thousand Kurds have also returned to Iraq under an amnesty announced by Iraqi President Saddam Hussein.

Meanwhile, Ankara has continued to put pressure on Western countries to accept more than 4,000 refugees who want to go to Australia, North America and countries in Europe.

Turkey has problems with its own Kurds

El País 06.X.88

25 millones de personas sin Estado en Oriente Próximo

Los líderes de Kurdistán creen imposible la paz entre Irán e Irak sin que se atiendan los intereses de su pueblo

La paz irano-iraquí, conseguida tras ocho años de devastaciones y feroces combates, está en peligro. A la endeble textura de su proceso se suma ahora el contencioso que plantea el pueblo kurdo: 25 millones de per-

sonas sin Estado dispersas entre Turquía, Siria, Irán e Irak. España es, por primera vez, escenario de un encuentro internacional sobre Kurdistán, organizado por el Instituto IEPALA, para el estudio de los pro-

blemas del Tercer Mundo. Los líderes de dos importantes organizaciones kurdas, el Partido Democrático de Kurdistán y la Unión Patriótica Kurda, han hablado en público sobre sus problemas.

IRÁN

Rahman Gasemlu: "Queremos negociar"

RAFAEL FRAGUAS, Madrid
Abdul Rahman Gasemlu, de 58 años, es el líder del Partido Democrático del Kurdistán de Irán, opuesto al régimen iraní del ayatollá Jomeini y aliado con el presidente de Irak, Sadam Husein. Profesor de Economía en Praga y París, Gasemlu desempeña la máxima responsabilidad política y militar de su organización, que dice que cuenta con 12.000 hombres en armas establecidos en las fronteras entre Irán e Irak.

"Existe el riesgo de que la paz entre Irán e Irak progrese en una línea que cree una pinza entre ambos contra nosotros, los kurdos, cosa que ya ha sucedido en dos ocasiones en nuestra historia. Pero ahora no va a suceder lo mismo. La lucha armada va a continuar en el Kurdistán de Irán, hasta que consigamos una salida satisfactoria a nuestras reivindicaciones, así se lo he hecho saber a Javier Pérez de Cuéllar, secretario general de la ONU", destaca Gasemlu.

"Cuando lleguen los observadores de la ONU a la frontera se van a encontrar con sorpresas", puntualiza. ¿Piensa acabar la guerra con más guerra? "No, sabemos que no hay solución militar a la cuestión kurda. Estamos por la negociación con Teherán. Nuestras exigencias son simples. Exigimos autonomía para el Kur-



Abdul Rahman Gasemlu.

distán iraní y democracia para Irán. Mi partido está por la paz, ya que consideramos que la guerra irano-iraquí ha sido una guerra estúpida, sin ningún sentido, sin ningún vencedor. Pero no estamos por una paz que se haga sobre las espaldas del pueblo del Kurdistán", precisa el líder kurdo. "Si desean una paz duradera para la región, tendrán que contar con nosotros o no habrá paz", añade, "queremos introducir la cuestión kurda en las Naciones Unidas. Este es el momento y vamos a aprovecharlo".

Gasemlu insiste en que los grupos kurdos "no han practicado nunca el terrorismo, ni lo practicarán". "Tampoco nos hemos enfrentado a las superpotencias; por estas dos razones nuestra lucha no ha tenido un eco mundial. Pero nuestras demandas no pueden esperar más", destaca el dirigente.

IRAK

Jalal Talabani: "La lucha armada continuará"

R. F., Madrid
Jalal Talabani, abogado, de 54 años, casado y padre de dos hijos, perteneciente a una familia religiosa suní, es secretario general responsable político y militar de la coalición Unión Patriótica del Kurdistán (UPK), que opera clandestinamente en Irak en oposición al régimen de Sadam Husein. Aliado hoy al régimen de Irán, Talabani asegura contar con más de 10.000 combatientes armados.

"Creemos que la cuestión kurda ha dejado de ser un asunto interno de los Estados en los que se reparte el pueblo del Kurdistán, es decir Turquía, Irán, Irak y Siria, para convertirse en un asunto internacional", asegura Talabani, que visita España por primera vez. "El silencio internacional que nos rodea se debe a que los Estados en los que se encuentra establecido nuestro pueblo pertenecen a esferas políticas y geoestratégicas diferentes. Por esto, ningún Estado extranjero quiere buscarse problemas con unos o con otros a costa de aporarnos".

Según Talabani, "el Gobierno de Irak no amenaza los derechos humanos; amenaza la vida de los seres humanos, concretamente a los kurdos, a quienes somete a una política de genocidio con las armas químicas y las convencionales".

La oferta política de la UPK



Jalal Talabani.

de Talabani, que mantiene buenas relaciones con el PDKI de Gasemlu, consiste a largo plazo en un Frente Patriótico para todos los partidos kurdos de los cuatro Estados. El Frente deberá decidir la estrategia, y las comunidades kurdas de cada Estado, los aspectos de tipo táctico.

"Combatimos por la autodeterminación del pueblo de Kurdistán en Irak porque es un derecho del que gozan todos los pueblos del mundo", asegura Talabani. "Si en Irak existiera un régimen democrático, aceptaríamos la autonomía, pero no es el caso. El presidente de iraquí Sadam Husein es un dictador".

"La revolución, la lucha armada y guerrillera del pueblo kurdo van a continuar. No habrá una paz duradera en la zona mientras no se tenga en cuenta a nuestro pueblo", sentencia.

Nachrichten 01.X.88



Dem Terror entkommen

Die Kurden flüchten zu Tausenden aus dem Irak. Lokalaugenschein in einem Internierungslager. Seite 1

Mit wilden Bewegungen versucht der Fahrer des Lastwagens kurz vor dem Dorf Uludere den aus der Straße ragenden Steinen auszuweichen, dabei scharf am Abgrund vorbeimanövrierend. Es ist einer der 93 Lastwagen, die vom türkischen Staat gemietet worden sind, um die irakisch-kurdischen Flüchtlinge von den Auffanglagern an der irakischen Grenze in die in aller Eile erstellten Internierungslager zu überführen. Neben dem Fahrer sitzen zwei Frauen: Eine von ihnen hält ein kleines Kind vor sich in die Höhe und versucht es so vor den schlimmsten Stößen zu schützen.

Obwohl die Straße die einzige direkte Verbindung zwischen den Provinzhauptstädten Hakkari und Mardin darstellt, wo zwei Lager errichtet worden sind, ist sie über weite Strecken nicht viel mehr als ein steiniger Pfad. Auf der Ladebühne klammern sich rund 70 Männer, Frauen und Kinder aneinander. Einige von ihnen kauern erschöpft auf dem Boden. Um die rund 110

Kilometer lange Strecke vom Grenzort Cukurca nach Uludere zurückzulegen, hat der Wagen volle zwölf Stunden benötigt. Entsprechend mitgenommen sehen die Flüchtlinge aus.

Bei der Wasserstelle am Dorfausgang hält der Wagen hinter zwei bereits früher eingetroffenen Flüchtlingstransporten an. In der Schlucht, in der Uludere liegt, wird es rasch dunkel. Die Nacht müssen die Flüchtlinge somit bei der Wasserstelle im Freien verbringen, denn in diesem Gebiet wagt sich kein Fahrer nach Sonnenuntergang auf die Straße. Die Angst vor Übergriffen der in der Türkei kämpfenden kurdischen Peshmergas der „Arbeiterpartei Kurdistans“ (PKK), vor allem aber auch vor Wegelagerern, sitzt tief. Bis zum derzeit größten Internierungslager bei Sinopi, unweit vom türkisch-irakisch-syrischen Länderdreieck, müssen am nächsten Tag nochmals rund 120 Kilometer zurückgelegt werden.

Im Lager erzählt ein 19-jähriger Student, der mit einem Teil seiner Familienangehörigen aus

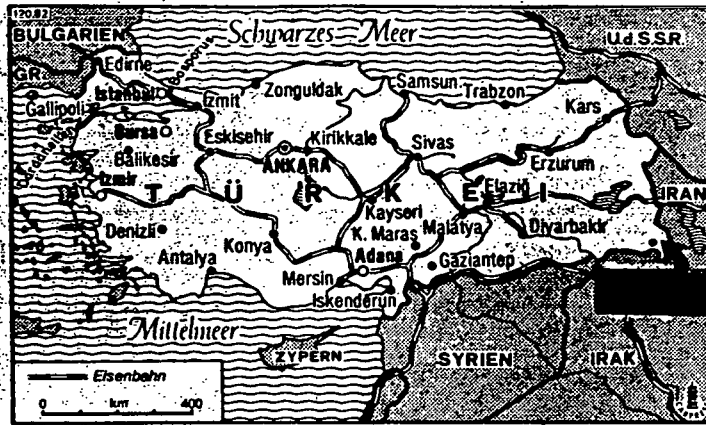
einem Dorf der irakisch-kurdischen Region Dohuk geflüchtet ist, wie bei seiner Überführung drei Kleinkinder an Erschöpfung gestorben seien. Nicht einmal beerdigen konnten wir sie, die Fahrer hatten es zu eilig. Das Lager ist auf dem Gelände einer riesigen, eigens für die Mekkapilger gebauten Raststätte entlang der Hauptstraße nach dem Irak errichtet worden. Der türkische Rote Halbmond hat in aller Eile rund 400 Zelte aufgestellt, bereits 4000 Flüchtlinge leben im Lager, und fast täglich treffen neue ein.

Die vier Ärzte und acht Krankenschwestern sind, wie sie selber sagen, fast rund um die Uhr mit der medizinischen Betreuung beschäftigt. Auf die Frage, ob er auch Opfer von Giftgasangriffen behandelt hat, antwortet er: „Es hat hier, vor allem in den ersten Tagen, mehrere Fälle gegeben. Die sind aber alle in die Spitäler von Diyarbakir und Mardin gebracht worden.“ Nach den sich teils widersprechenden Zahlenangaben der verschiedenen Lagerinsassen liegen heute zwischen 25 und 40 Giftgas-Schwerverletzte in den verschiedenen Spitalern. Die türkische Regierung hüllt sich zum Thema Giftgas in tiefes Schweigen. Sie möchte das durch die humanitäre Aktion ohnehin schon belastete Verhältnis zum Irak nicht weiter gefährden.

Die Tiere schrien im Todeskampf

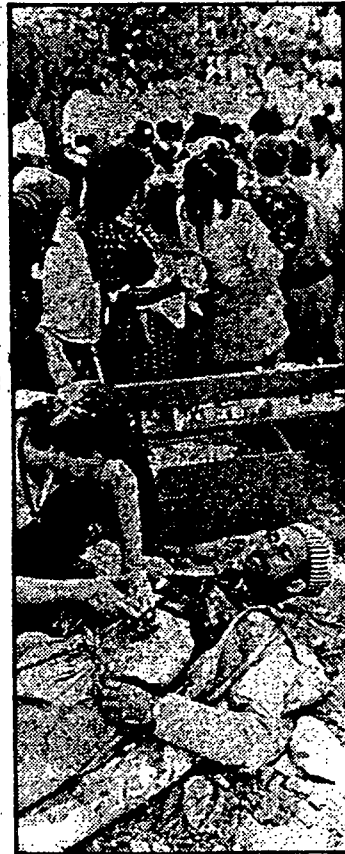
Im Lager selber hat man nach Angaben des Arztes nur die Leichtverletzten behalten. Einer von ihnen ist der 26jährige Husni Serif. Er leidet sichtbar an Atemnot. Husni stammt aus dem Dorf Tikka der Provinz Dohuk. Am 25. August seien am Morgen früh sieben irakische Kampfflugzeuge über das Dorf gedonnert, erzählt Husni: „Es war kurz nach sieben Uhr, da hörten wir die Maschinen. Es waren sieben Mirages. Ich hörte zwei dumpfe Explosionen. Dann noch es so, als ob jemand ein riesiges Streiholz angezündet hätte. Ich habe meine vier Kinder genommen und bin den Berg hochgerannt. Meine Frau habe ich seitdem nicht mehr gesehen. Daß Giftgas verwendet wurde, wußten wir, als wir hörten, wie die Tiere im Todeskampf schrien.“

Andere irakische Kurden erzählen, daß sie von ihrem Füh-



DER PFEIL ZEIGT auf das kleine Grenzdorf Cucurca, wo mittlerweile 4000 Flüchtlinge in Zelten leben.

rer, Massoud Barzani, aufgefordert worden seien, in die Türkei zu flüchten, weil die irakischen Streitkräfte die systematische Ausrottung der gesamten Bevölkerung planten. Übereinstimmend sagen alle, daß sie keine Zeit hatten, nach Überlebenden zu suchen. „Wer rennen konnte, wurde gerettet, die anderen blieben zurück.“



DIE MEDIZINER im Lager haben alle Hände voll zu tun. Nur die Leichtverletzten kann man behalten.

In einer Ecke des Lagers haben sich die Einwohner des Dorfes Baroski eingerichtet. In Baroski wurde kein Giftgas eingesetzt. Dennoch sind alle Bewohner geflohen. Weil das Dorf relativ nahe an der türkischen Grenze liegt, hören die 150 Familien aus Baroski zu den ersten Flüchtlingen. „Unser Dorf wurde vor zwei Jahren von Bulldozern

Neue Bücher über die Kurden

Zum Kurdenproblem sind kürzlich zwei Bücher österreichischer Autoren erschienen. Die beiden jungen Journalisten Hannes Reichmann und Alexander Föggensteiner waren auf einer bisweilen lebensgefährlichen Reise mit den Peschmergä im irakischen und iranischen Kurdistan unterwegs. Ihr spannender Bericht ist, mit historischer und politischer Hintergrundinformation angereichert, unter dem Titel „Der Kurdische Knoten“ im Verlag Jugend und Volk herausgegeben worden. Das zweite Buch, „Die für die Freiheit sterben“ (Edition S), stammt von dem seinerzeitigen Befreier österreichischer und französischer Geiseln aus den Händen kurdischer Aufständischer, Dr. Ferdinand Hennerbichler. Als Historiker führt er den geschichtlichen Nachweis, daß die Kurden tatsächlich eines der ältesten Völker der Erde sind. Der Bogen seines Werkes spannt sich bis in die Gegenwart und zum Giftgaseinsatz gegen irakische Kurden.

eingeebnet“, sagt der 18jährige Abbas. „Die Armee wollte eine Sicherheitszone entlang der türkischen Grenze errichten. Zwei Jahre lang haben wir in Höhlen gelebt. Erst in diesem Jahr sind einige Familien zurückgekehrt und haben begonnen, ihre Häuser wieder aufzubauen. Als wir von den Giftgasangriffen hörten, haben wir uns entschieden, nicht noch einmal zu warten, bis Saddam (Iraks Staatschef Saddam Hussein) kommt. Da sind wir geflüchtet.“

Die meisten kamen ohne Hab und Gut

Die Bedingungen im Lager werden in den Gesprächen zwar teilweise kritisiert – insbesondere die prekären Platzverhältnisse –, man sieht aber auch ein, daß die türkische Regierung durch die große Zahl von Flüchtlingen überfordert ist. Zu essen gibt es offensichtlich genug. Ganz nach den Vorschriften der Genfer Flüchtlingskonvention haben die Behörden auf dem Gelände neben einem Spital auch eine Post (mit drei Telefonen) sowie eine Wechselstube eingerichtet, wo die Flüchtlinge ihr mitgebrachtes Geld oder Gold zu offiziellen Preisen wechseln können. Die meisten sind aber ohne Hab und Gut über die Grenze gekommen.

Mit allen Mitteln will die Regierung verhindern, daß die Flüchtlinge das Gefühl erhalten, sie könnten sich in der Türkei niederlassen. Aus diesem Grund werden sie auch strikt von der Lokalbevölkerung getrennt, obwohl sie weitgehend dieselbe (kurdische) Sprache sprechen. Die humanitäre Aktion ist nach den Worten des türkischen Ministerpräsidenten Turgut Özal zeitlich befristet. Darum hat die Türkei bislang auch keine Hilfsangebote zur Linderung des Flüchtlingseleuds aus dem Ausland akzeptiert. Entsprechend groß ist die Hoffnungs- und Ausichtslosigkeit.

Der Winter, der in dieser Gegend besonders streng ist, steht vor der Tür. Bereits jetzt ist es am Abend bitter kalt in den aus einfachem Segeltuch bestehenden Zelten des türkischen Halbmondes. In den meisten Zelten gibt es nur Liegematten und keinerlei Heizmöglichkeit.

Das geschundene Volk der Kurden friert einer aussichtslosen Zukunft entgegen.

Herald Tribune 07.X.88

Iraq's Army Flying U.S. Helicopters Sold for Civilian Use

By David B. Ottaway
Washington Post Service

WASHINGTON — A number of American-made Bell civilian transport helicopters that were sold to Iraq in 1985 after the administration assured Congress that the craft would not be used for military purposes are being flown by the Iraqi Army.

But the State Department insisted Wednesday that the use of the helicopters by the Iraqi military did not constitute a violation of its assurances to Congress that the air-

craft would be used for civilian purposes.

Some Western reporters who visited Kurdish areas of northern Iraq last month were taken there in 20-seat, Model 214ST SuperTransport helicopters that were piloted by military personnel and painted in Iraqi military colors, according to a Washington Post reporter, Patrick E. Tyler, who was among the journalists.

In addition, the Iraqi Army brigadier general who identified himself as the commander of the mili-

tary operations against Kurdish rebels in August appeared to have personal command of one of the Bell Textron helicopters, Mr. Tyler reported from Cairo.

At the time of the \$200 million deal for 45 of the aircraft in 1985, the State Department told Congress that Iraq had given assurances, that the helicopters would be used solely for transporting senior Iraqi officials and not for military purposes.

Representative Howard L. Berman, Democrat of California, and

several other members of Congress raised the issue at the time about possible military use of the helicopters because the model had been designed for military transport. Mr. Berman said on Wednesday, "If it's painted in military colors, that's clearly military use."

State Department officials said they had no evidence that the helicopters had ever been used in combat. They said they saw no violation of Iraq's assurances solely because the Iraqi Army was using them to transport a commander or foreign visitors.

INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

07.X.88

Iraq and the Kurds: Where Is the Proof of Poison Gas?

WASHINGTON — Having been goaded by the State Department, Congress appears poised to exact against the Iraqi government a punishment that is sure to be costly to the United States — for a particular crime that, according to some authorities, may never have taken place.

Secretary of State George Shultz triggered congressional indignation last month by charging that Iraq had used lethal gas against Kurdish rebels after the Iran-Iraq cease-fire. Both houses of Congress have since enacted punitive measures far beyond what the secretary intended.

Mr. Shultz never produced the evidence to which Congress reacted, but he declared his proof "incontrovertible." Washington's problem is that neither the Turks, who have given refuge to about 60,000 Kurds, nor the many foreign visitors to Turkey's refugee camps will — incontrovertibly — support the secretary's claim.

I spent last week in Iraq looking into the question. The point of departure is obviously Iraq's admission that it used lethal gas on the battlefield against Iran. Last spring, Iraq was accused of using gas against Kurdish civilians in the town of Halabja. Clearly, Iraq, which countered with a similar accusation against Iran, does not come to the matter with clean hands.

The current dispute started in August, after the cease-fire, when Iraq sent its army to crush a rebellion of Kurds who had fought at Iran's side. By its own admission, Iraq's aim was to stamp out the insurgency. From an Iraqi helicopter, I saw some of the results: the ruins of hundreds of Kurdish mountain villages that the Iraqi army destroyed to deny the rebels

sanctuary. But Iraq says it did not use lethal gas in the operation. The assertion is difficult to confirm or refute.

From what I saw, I would conclude that if lethal gas was used, it was not used genocidally — that is, for mass killing. The Kurds compose a fifth of the Iraqi population, and they are a tightly knit community. If there had been large-scale killing, it is likely they would know and tell the world. But neither I nor any Westerner I encountered heard such allegations.

Nor did Kurdish society show discernible signs of tension. The northern cities, where the men wear Kurdish turbans and baggy pants, were as bustling as I had ever seen them. I talked to armed Kurds near the border, members of Iraqi military units mobilized against the rebels.

On the other hand, Iraq probably used gas of some kind in air attacks on rebel positions. Journalists visiting the Turkish camps saw refugees with blistered skin and irritated eyes, symptoms of gassing. But doctors sent by France, the United Nations and the Red Cross have said these symptoms could have been produced by a powerful, but nonlethal, tear gas.

Citing national security, Mr. Shultz has declined to submit the U.S. data to scrutiny, even by America's NATO allies, though State Department sources say it is the sort of information that the United States routinely shares with them. American officials acknowledge that Mr. Shultz's evidence, chiefly radio intercepts, may be subject to conflicting interpretations.

Among Western diplomats in Baghdad, there is skepticism about Mr. Shultz's contention. Some link his charges to reports of new U.S.

overtures to Tehran and to speculation over the release of American hostages. Iraqi officials refer disdainfully to the episode as Irangate II.

But the Iraqi government is worried, reckoning that America's reflexive tilt to Iran threatens its policy of warming relations with the West. Iraqi intellectuals are relying on an opening to the West to promote a glasnost on the Tigris, giving them more freedom to speak, to travel, to exchange ideas, to publish. Now they fear that Saddam Hussein's regime will become more repressive.

For America, the breakdown of ties contemplated in pending congressional bills would squander Iraq's strategic rapprochement with the moderate Arab states, on which U.S. Middle East policy is based. Instead there may emerge a volatile and chauvinistic Iraq which, with its powerful army and recent "victory," could threaten regional stability.

Mr. Shultz and Congress are certainly right in seeking to halt the spread of gas warfare. But Iraq, having put down the Kurdish rebellion, has no wars on its agenda, and it has pledged to abide by the Geneva convention on chemical warfare. Now is the time for diplomacy to strengthen the barriers against gas warfare, which is why the State Department objects to Congress's proposed sanctions. They are punitive measures that will have not stop the spread of lethal gas but will harm both the United States and Iraq.

Mr. Viorst writes frequently about the Mideast. He contributed this comment to The Washington Post.

REPORTAGE

Kurdes : la malédiction

Ils sont 20 millions. Un peuple sans patrie, entre exode et extermination. Manipulés et floués par l'Iran et l'Irak. Choses vues.

De notre envoyé spécial au Kurdistan turc et irakien

« **A**ussi longtemps que Saddam Hussein vivra, aucun d'entre nous ne repartira en Irak. Sauf si notre leader Masoud nous demande d'y retourner pour combattre. » Entouré de ses combattants sous une tente du camp de réfugiés de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, Akhram Mayi, 32 ans, n'est pas du genre à baisser les armes. Il y a moins d'un mois, il dirigeait encore la branche militaire n° 1 du PDK, le principal mouvement de la résistance kurde en Irak. Comme tous les peshmergas, il avait fait le serment de se battre jusqu'à la mort pour libérer son peuple du joug irakien. Là-bas, à l'est de la ville frontière de Zakho, il tenait avec ses hommes une zone libérée par la guérilla kurde. Un de ces bastions de la résistance où l'armée irakienne n'osait même plus s'aventurer. Mais le 25 août, à 6 heures du matin, la mort est arrivée du ciel. D'un bout à l'autre de la vallée, de Tukha jusqu'à Barhol, les Mig de l'aviation irakienne ont anéanti seize villages et leur population. Ce jour-là, à peine conclu le cessez-le-feu avec l'Iran, Saddam Hussein avait décidé de régler définitivement la question kurde en se débarrassant de ces « traîtres » coupables de l'avoir combattu avec le soutien de l'Iran.

Seul survivant de Tukha, Tajer Tater, un peshmerga de 50 ans, a vécu l'attaque en direct. En patrouille près du village, il a vu un avion lâcher sa bombe mortelle en rase-mottes. « Un nuage jaunâtre est sorti d'un container, à 200 mètres de moi. Tout de suite j'ai eu mal aux yeux, je ne pouvais plus respirer. Quand j'ai essayé de courir pour m'éloigner, j'ai perdu connaissance. » A son réveil, raconte-t-il, il a vu des morts partout : des cadavres méconnaissables, à la peau noircie, les yeux gonflés et les lèvres retroussées, avec du sang sortant du nez, de la bouche et des oreilles. Dans son récit, comme dans ceux de nombreux rescapés, c'est l'horrible spectacle de la mort chimique qui revient toujours. Comme en mars, lorsque l'aviation irakienne avait anéanti à coup de gaz mortels la petite ville de Halabja, près de la fron-



tière iranienne. Cette fois, les services secrets américains affirment détenir des indices qui ne laissent aucun doute. Mais ils n'en ont produit aucune preuve. Pas plus que les peshmergas kurdes. Certains vous montrent bien des photos de villages détruits, mais aucun de ces cadavres de la honte qu'ils décrivent longuement. Fâcheux oubli. A Bagdad, le ministre de la Défense irakien reste impavide. « Nous n'avons pas eu besoin d'utiliser les gaz chimiques. L'objectif ne méritait pas l'emploi d'une telle arme », dit-il avec une délicatesse toute militaire.

Mais, au fond, qu'ils aient fui la guerre chimique ou le massacre ordinaire, quelle différence pour les Kurdes ? La solution finale mise en œuvre par l'Irak serait-elle plus propre et plus acceptable sous prétexte qu'elle n'aurait utilisé que des moyens dits classiques ? Pour ce peuple sans patrie, ces 20 millions de Kurdes qui ont leur propre langue et qui sont aujourd'hui dispersés entre l'Irak, l'Iran et la Turquie, eux dont la légende dit qu'ils sont les descendants des esclaves du roi Salomon et de Satan, c'est la vieille malédiction de l'exode et de l'extermination qui recommence. Depuis le traité de Sèvres d'août 1920, jamais appliqué,

mais qui laissait entrevoir l'autonomie et l'indépendance du Kurdistan, l'histoire des Kurdes n'est qu'une succession de révoltes sans lendemain et d'alliances aussi éphémères que désastreuses. Dans leur quête éperdue d'une indépendance devenue mythique, empêtrés dans des structures tribales et des rivalités claniques, les Kurdes seront tour à tour manipulés ou massacrés, mais toujours floués au bout du compte.

Pendant la guerre Iran-Irak, cela confinait à l'absurde : tandis que Téhéran soutenait les Kurdes du PDK en

Irak dans leur combat contre Saddam Hussein, Bagdad abritait les bases arrière et fournissait l'aide logistique aux Kurdes du PDKI contre le régime de Khomeyni. Pour ces protecteurs intéressés, les Kurdes n'étaient que des supplétifs pour affaiblir l'ennemi. Avec le sort dévolu, quand les « grands » s'arrangent entre eux, aux éternels cocus de l'Histoire.

A Diyarbakir, aujourd'hui, l'image de ce camp de réfugiés au pied de la vieille citadelle kurde résume l'ironie tragique de leur destin. Car c'est d'ici, de Turquie, que leurs pères étaient partis vers l'Irak entre les deux guerres pour fuir la répression impitoyable des troupes d'Ataturk. C'est sous ces mêmes remparts qu'on les pendait et qu'on les fusillait à la chaîne. Et si Diyarbakir (350 000 habitants) reste kurde à 95 %, c'est au prix d'une assimilation forcée.

Sehmus, 27 ans, chauffeur-guide-interprète, est kurde. Mais il ne sait rien, ou presque, de l'histoire de son peuple. Il croit à la version officielle qu'on lui a apprise à l'école : les Kurdes sont des Turcs comme les autres, même s'ils parlent entre eux une langue un peu différente. Aîné de six enfants, il est le seul à parler kurde avec ses pa-

(suite)

rents. Alors, bien sûr, il a été ému lorsqu'il a visité le premier camp de réfugiés, lorsqu'il a rencontré ces lointains parents venus d'ailleurs. « On est frères, après tout », dit-il. Mais ça ne va guère plus loin. « Je respecte leur combat, mais ce n'est pas le nôtre, explique-t-il. Ils sont les bienvenus ici, mais ils doivent respecter les lois turques, comme nous tous. »

Dans les allées du camp, entre les tentes, les peshmergas traînent avec l'air désœuvré des soldats sans armes. Les femmes, dans leurs robes chamarrées, ressemblent à des princesses gi-

couplet étonnant en tapant dans leurs mains. La scène se passe en Irak, au village de regroupement de Kardisia, pour l'arrivée d'un charter de journalistes affrété par le gouvernement. Du grand spectacle, vraiment ! Au fil de ces étapes sélectionnées, dans ces villes et ces villages gardés comme des forts Chabrol, on croirait assister à un mauvais remake des films de propagande français du temps de la pacification en Algérie. Rien n'y manque : ni les harkis de service enrôlés dans la milice kurde antirebelle, ni les veuves éplo-

Dans cette vallée fertile, tout a été ratissé. Il n'y a plus âme qui vive. Au milieu des champs calcinés quelques vergers ont échappé à ce nettoyage par le vide. Sous l'œil des caméras, les officiels irakiens dégustent complaisamment des grappes de raisin pour bien montrer que cette histoire de gaz n'était qu'une vaste fable. Mais comment l'affirmer à partir d'une visite soigneusement guidée, dont les seules étapes sont choisies par les Irakiens ? Près des camps de la mort, aussi, il restait quelques champs en fleurs.

Mehmet Kahraman, le député kurde du SHP (le principal parti d'opposition social-démocrate en Turquie) à Diyarbakir, s'avoue incapable de trancher. « Personne ne sait rien des analyses chimiques qui permettent à la Turquie d'affirmer que l'Irak n'a pas utilisé les gaz. A partir de là, le doute est inévitable. » Turgut Ozal, le Premier ministre turc, ne confiait-il pas à Claude Cheysson lors de son récent passage à Ankara : « Nous n'avons aucune preuve formelle. Mais j'ai l'intime conviction que l'Irak s'est servi des armes chimiques. » Le sûr, c'est que l'attitude de la Turquie n'est pas dénuée d'ambiguïté. En abritant les réfugiés kurdes, elle s'est refait auprès de la communauté internationale une image humanitaire dont elle a grand besoin pour entrer dans le Marché commun. Même si elle détient des preuves irréfutables, la Turquie pourrait-elle s'en servir



CAMP DE RÉFUGIÉS KURDES EN TURQUIE

« Tout le monde s'en fout ! »

tanés. Tandis que les hommes font la queue devant les camions qui distribuent les vivres et les vêtements, toute une marmaille d'enfants se disputent les balançoires qu'on a installées pour eux. L'organisation est remarquable. Mais à la porte du camp, entouré de barbelés, l'armée turque contrôle sévèrement le passage. Pour éviter les contacts directs entre les réfugiés et la population kurde locale. Pour empêcher, aussi, d'éventuelles infiltrations du PKK, ce mouvement kurde marxiste-léniniste dont les commandos attaquent régulièrement les postes militaires turcs. Mais ce jour-là, à Diyarbakir, les peshmergas sont saisis par la fièvre sportive. Spectacle surprenant de ces réfugiés qui ont tout laissé derrière eux, applaudissant devant un poste de télévision la victoire de leur pays d'adoption dans le match de football Turquie-Grèce.

« Saddam, nous sacrifierons notre sang et nous donnerons notre âme pour toi ! » Entourés d'un cordon de paras irakiens, mitrailleuse à la bretelle, « chauffés » par un officiel qui lance les slogans, une quarantaine de Kurdes en costume traditionnel entonnent ce

leurs martyrs tués par la guérilla en s'écriant : « Ce sont des traîtres et des assassins. Ils ne représentent pas le peuple kurde. » Emportés par leur zèle, les interprètes officiels répondent parfois aux questions des journalistes sans avoir pris la peine de les traduire aux intéressés. Un militaire, harcelé de demandes pour visiter la zone des combats, répond innocemment : « De toute façon, il n'y a rien à voir. Ils sont tous morts ou bien partis, et leurs villages sont détruits. »

Survolé en hélicoptère de Zakho à Dohuk, de Mossoul à Soulamaniya, le Kurdistan irakien n'est plus qu'un spectacle de désolation. Entre les villes gardées comme des places fortes par les troupes irakiennes, le paysage ressemble à une peau de léopard jaune et noire, où les brûlures des combats tranchent sur la couleur des chaumes. Les villages et les fermes sont totalement rasés, les récoltes brûlées, les vergers passés au lance-flammes comme pour éliminer toute forme de vie. Lorsque le gros M18 soviétique se pose à Al-Balisan, il faut bien cinq minutes avant que la couche de cendres ne se dissipe.

vir contre l'Irak, ce voisin vital dont dépendent 65 % de ses approvisionnements pétroliers, et chez lequel, demain, elle espère bien profiter des marchés de la reconstruction ? L'opinion publique turque est au diapason : si, dans les sondages, une majorité approuve l'accueil des réfugiés, ils sont encore plus nombreux à dire que le premier impératif est de leur trouver d'autres pays d'accueil.

Mais à ce jour les appels à l'aide de Turgut Ozal auprès des pays occidentaux sont restés sans réponse. A Diyarbakir, à Silopi ou à Yusecova, dans ces camps qui abritent plus de 60 000 Kurdes, personne n'est capable de dire ce qu'ils vont devenir. Mais, sous sa tente, parmi les siens, Akhram, le chef de guerre, est sans illusions. « Dans toute notre histoire, nous nous sommes toujours battus seuls pour avoir le droit de vivre libres et en sécurité. Nous savons très bien que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. » Puis, comme pour rompre le silence lourd qui s'installe, il ajoute : « De toute façon, n'est-ce pas, tout le monde s'en fout ! Saddam est riche, et il a du pétrole... » ● DOMINIQUE AUDIBERT

Le Figaro 3.X.88

Turquie

Les réfugiés kurdes : un embarras mais aussi un atout

Le gouvernement d'Ankara tire profit de la présence des réfugiés dans ses rapports avec l'Iran et l'Irak. Et il réduit la virulence de ses propres opposants kurdes.

DIYARBAKIR :
de notre envoyé spécial
Pierre BRANCHE

Du jamais vu, au moins depuis 1923 en Turquie : des Kurdes en costume national, turban et pantalons bouffants, déambulant paisiblement dans les souks de Diyarbakir, au cœur du Kurdistan turc !

Quand on sait la rigueur avec laquelle Ankara, quels que soient les gouvernements au pouvoir, s'attache depuis 1923 à nier le fait kurde dans ce pays, à réprimer toute velléité de nationalisme, malgré l'existence d'une population d'environ 9 millions de personnes à qui jusqu'ici on interdit d'écrire ou de parler leur langue nationale, ces « promeneurs » pourraient passer pour de dangereux provocateurs...

Eh bien non, vérification faite, il ne s'agit que de peshmergas, ces combattants kurdes irakiens chassés à la fin août de leurs montagnes par la sanglante offensive du président irakien Saddam Hussein. Ils ont obtenu avec leurs familles le statut de réfugiés. Et ces hommes au costume si insolite pour la Turquie, pensionnaires du camp de Diyarbakir, ont simplement reçu des autorités débonnaires une permission de sortie.

Oui, à coup sûr, il y a quelque chose de changé en Turquie vis-à-vis des Kurdes. Et le gouvernement de Turgut Ozal est en passe de réussir une magistrale opération en retournant la situation à son profit. Un embarras se change en un atout. C'est ce que confirme Hidir Goktas, un historien turc spécialiste de la question kurde. « Après avoir tergiversé quelques jours, explique-t-il, Ankara, sous la pression de l'opinion internationale et aussi de Washington,

s'est décidée à accueillir les quelque 65 000 réfugiés fuyant la répression irakienne. Elle s'est ainsi forgé une réputation de protecteur des droits de l'homme... bien commode pour poursuivre discrètement sa politique de contrôle de sa propre minorité kurde. En outre, et c'est le plus important, la Turquie se trouve dans une position avantageuse aussi bien vis-à-vis de l'Irak que de la Syrie et même du PKK, ce parti kurde d'obédience communiste qui, depuis ses bases libanaises et syriennes, lance des opérations terroristes dans le Kurdistan turc. »

La divine surprise

Et c'est vrai que les attaques du PKK ont quasiment cessé depuis un mois. Quand Turgut Ozal ouvre les bras aux réfugiés irakiens, il coupe l'herbe sous le pied de ce mouvement dont la raison d'être officiellement est de favoriser la libre expression kurde en Turquie. A présent, on s'attend plutôt — et les autorités sont vigilantes — à ce que le PKK cherche à s'infiltrer et à gagner des sympathisants dans les cinq camps ouverts, là où les sympathisants de Massoud Barzani (PDK) sont largement majoritaires. Mais cela est un moindre souci.

En ce qui concerne la Syrie, le problème est... hydrique ! Il y a un contentieux permanent entre ces deux pays au sujet de

l'utilisation des eaux de l'Euphrate. Mais, située en amont, c'est la Turquie qui tient le robinet. Pour modérer ses prétentions, la Syrie utilisait le PKK, lui laissant la bride sur le cou. Mais, puisque le PKK est contraint à la modération, Damas ne tient désormais qu'un couteau ébréché.

Face à Bagdad, l'argument est économique. Durant les huit années de guerre avec l'Irak, Saddam Hussein a fait transiter son pétrole par la Turquie, qui se servait au passage et qui exportait ses produits en Irak. Ankara pouvait dicter ses conditions. Depuis le cessez-le-feu, le rapport des forces s'est évidemment modifié. Mais, après quelques semaines de réflexion, les Turcs ont découvert que ces réfugiés constituaient une divine surprise. Ankara peut dorénavant aider discrètement une éventuelle guérilla kurde à entretenir l'insécurité au nord de l'Irak. Cette seule menace est de nature à rendre Bagdad plus compréhensif dans ses rapports commerciaux avec la Turquie.

Et puis ce pays, qui a observé une réelle neutralité envers les deux belligérants, n'oublie pas qu'il a des intérêts financiers dans les champs pétrolifères irakiens de Mossoul et de Kirkourk. Si les Irakiens, par hypothèse, étaient tentés d'y porter atteinte, Ankara pourrait opportunément stimuler l'ardeur des peshmergas...

P. B.

(suite)

In earlier cases, too, most Western governments, despite guilty consciences about the vast suffering caused by use of poison gas in World War I, chose to look the other way.

As Elisa D. Harris, an analyst with the Royal United Services Institute in London points out in a forthcoming article in the RUSI yearbook, since World War I every confirmed use of gas has involved a Third World country lacking protection against chemical arms. Spain used chemical weapons against the Moroccan resistance leader Abd el-Krim in 1925. The Soviet Union followed in China in 1934, Italy in Ethiopia in 1935-36, Japan in China between 1937 and 1945 — before the Yemen examples of the mid-1960s, followed by Iraq in the 1980s.

The gas often proved an effective terror weapon to kill or put to flight

civilians, and to defeat superior numbers of enemy troops.

Just as Egypt's use of chemical arms in Yemen spurred Israel's imports of gas masks for its schoolchildren in 1967, there is reason to believe that talk of Israel's nuclear capability spurred the Syrian efforts to assemble a chemical warfare plant in its northern desert in the mid-1980s.

The strange bedfellows now opposing Syria and its Moslem supporters in Lebanon — Maronite Christian militias, mainstream PLO partisans and Iraq's President Saddam Hussein, who is being generous with money, tanks and artillery to the anti-Syrian Maronites — may share an interest in chemical arms, too.

While he was held hostage in Beirut's southern suburbs last year, the American newsman Charles Glass was

told by his captors of local suspicions about a fire that destroyed a strange "paint factory" in East Beirut. Local newspapers reported that some Lebanese Christians had been "cooperating" with Iraqis, receiving Iraqi funds for a small do-it-yourself chemical weapons plant in East Beirut.

Since Israel's invasion of Lebanon in 1982, Syria, Saudi Arabia, Iraq, Iran and Israel have all received or developed medium- or long-range missiles. Egypt is working on a project for a missile with Argentine technology and Iraqi money. Israel recently launched its own satellite, inaugurating a new generation of powerful missiles.

Missiles can now deliver or will soon be able to deliver gas warheads to crowded cities like Haifa, Tel Aviv and Damascus, or to targets in even the most remote areas. The only sure

prevention is to stop the next Middle East war from starting. Strenuous efforts to reach permanent peace settlements in both the Palestinian and the Gulf crises may be the best way to spare millions of people the fate of Maugham's Baghdad servant, who could run but could not hide.

Herald Tribune 18.X.88



Herbert Knosowski/Reuters

KURDS PROTEST IN BONN — A policeman detaining a Kurd in the West German capital who was protesting the visit of President Kenan Evren of Turkey, which began Monday. The Turkish authorities face a violent secessionist movement of Kurds. The Kurdish minority in Turkey is not recognized as an ethnic group and it is illegal to speak the Kurdish language.

Le Monde 5.X.88

La 39^e session du Haut Commissariat pour les réfugiés

**M. Jean-Pierre Hocké dénonce
la « détérioration
du principe humanitaire de l'asile »**

GENÈVE
de notre correspondante

M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a fait le point, le lundi 3 octobre, à la trente-neuvième session du Haut Commissariat, sur le sort des 12 millions de réfugiés que l'on compte dans le monde, au moment où l'ONU s'enorgueillit du règlement de certains conflits régionaux. Des opérations de rapatriement sont en cours sur le continent africain, notamment au Tchad, en Ethiopie, en Ouganda et au Zimbabwe, et M. Hocké voit dans les négociations sur la Namibie et l'Angola « une source d'encouragement ». Cependant, on compte 800 000 nouveaux réfugiés en Afrique, surtout en provenance du Mozambique, et, au cours de ces derniers mois, 60 000 réfugiés du Burundi sont arrivés au Ruanda et 250 000 personnes ont fui la Somalie.

Le secrétaire général de l'ONU a confié au prince Sadrudine Aga Khan la lourde responsabilité de la

coordination des programmes d'assistance économique et humanitaire en faveur des populations afghanes. On évalue à plus de 5 millions le nombre d'Afghans qui ont trouvé asile au Pakistan et en Iran. La tâche n'est guère plus aisée dans le Sud-Est asiatique où, face à la « détérioration du principe humanitaire de l'asile dans la région », le HCR a entrepris des consultations avec tous les gouvernements intéressés.

**Le « devoir d'ingérence »
selon Bernard Kouchner**

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, qui a pris la parole au nom du gouvernement français, a relevé l'aggravation de la situation des réfugiés en Afrique, en Asie du Sud-Est — où l'on continue à fuir le Vietnam par la mer — et surtout dans le Kurdistan, dont la population a subi « d'horribles bombardements, sans secours, sans refuge, parce que l'on intervient toujours trop tard ». Pourrait-on poursuivre une idée qui lui est chère et que le président de la Répu-

blique a émise récemment à la tribune des Nations unies, M. Kouchner a souhaité que le « droit d'assistance humanitaire » qu'il appelle encore « devoir d'ingérence », soit universellement reconnu, car aider des victimes comme des médecins français l'ont fait en Afghanistan n'est pas porter atteinte à la souveraineté d'un Etat. Bien que le nom de son pays n'ait pas été prononcé, le délégué irakien n'était pas dans la salle durant l'évocation de la tragédie kurde. Coïncidence ?

Il ne peut être question — et le secrétaire d'Etat a longuement insisté là-dessus — de contraindre un seul réfugié à revenir dans son pays d'origine contre son gré. Chaque réfugié, a-t-il ajouté, constitue un cas à lui seul. Le problème est particulièrement complexe du fait que la plupart des pays d'accueil — contrairement à ce que l'on imagine trop souvent en Europe — sont des pays sous-développés où les réfugiés ne peuvent être hébergés que dans des camps. L'aide au développement n'est pas la panacée (il n'y en a pas), mais elle doit permettre tout au moins, selon le secrétaire d'Etat, « de stabiliser le processus de paix dans des régions où l'histoire a été souvent dramatiquement troublée et de renforcer les droits de l'homme dans des pays où ils ont été bafoués ».

ISABELLE VICHNIAC.

Jeune Afrique 5.X.88

NOS CONFRÈRES ONT ÉCRIT

Une odeur âcre et nauséabonde de génocide monte dans le ciel des provinces kurdes d'Irak et des vertes collines du Burundi, patrie de l'ethnie hutu. Ceux qui ont commis de tels actes devraient savoir que le regard du monde entier est braqué sur eux, et que rien, même une menace d'atteinte à la souveraineté nationale, ne saurait justifier le recours au génocide.

C'est un vieux compte que le président Saddam Hussein voulait régler aux Kurdes en rébellion, qui forment un cinquième des dix-sept millions d'habitants du pays. Les leaders kurdes accusent le gouvernement de profiter de la trêve dans la guerre du Golfe pour tourner sa puissante armée et ses armes chimiques contre leur communauté.

Au Burundi, les autorités reconnaissent que 5 000 Hutu ont trouvé la mort dans une reprise de la guerre civile qui, en 1972, s'était terminée par le massacre d'environ 100 000 Hutu. Le gouvernement, dirigé par des

The New York Times

**Un parfum
de génocide**

membres de la minorité tutsi, rend des « rebelles » venus de l'étranger responsables du massacre, mais, en même temps, il refuse la visite d'une commission d'enquête internationale demandée par la Communauté européenne.

Dans un monde où les Etats veillent jalousement sur leur souveraineté, on ne peut faire appel à aucune police internationale lorsqu'un pays commet des massacres à l'intérieur de ses frontières. Et il n'y a pas de solution facile à des conflits qui plongent leurs racines dans des siècles d'antagonismes ethniques. En 1948, les Nations unies ont approuvé à l'unanimité la Convention sur le génocide qui considère comme criminel tout Etat qui détruirait tout ou une partie d'un groupe national, racial, ethnique ou religieux. Il s'agissait d'une acte juridique mais également moral, qui reconnaissait que le silence du monde est coupable lorsque des peuples entiers sont exterminés. ●

5.X.88

JEUNE AFRIQUE

ENQUÊTE

Le Département d'Etat américain, le ministère britannique des Affaires étrangères, le Parlement européen de Strasbourg, entre autres, accusent les troupes irakiennes d'avoir utilisé des gaz de combat contre les populations kurdes, lors des opérations de « nettoyage » entreprises dans les montagnes de Zakho. Or,

force est de reconnaître que ces accusations ne sont étayées par aucune preuve. Tout au plus par un faisceau de présomptions. L'affaire pourrait

n'être, en définitive, qu'une tentative américaine de tempérer l'intransigeance des Irakiens dans les négociations de Genève, en vue d'un rapprochement avec l'Iran.

L'armée irakienne a-t-elle gazé les Kurdes ?

PAR FRANÇOIS SOUDAN

Je n'accepterai pas de négocier dans un pays où se déroule une telle campagne contre les Arabes. » Tarek Aziz, le ministre irakien des Affaires étrangères, expliquait ainsi, le 21 septembre, son refus « définitif » de voir le siège des pourparlers sur la paix dans le Golfe se déplacer — ainsi que l'aurait souhaité Javier Perez de Cuellar — de Genève à New York. Au sens strict du terme, celui que l'on présente souvent comme le principal idéologue du parti Baath, au pouvoir à Bagdad, a sans nul doute raison.

Depuis que, le 8 septembre, le Département d'Etat américain s'est déclaré « convaincu » de l'utilisation par les troupes irakiennes de gaz de combat contre les Kurdes, lors de leur vaste opération de « nettoyage » des montagnes de Zakho, à l'extrême nord du pays, il ne s'est pas déroulé une seule journée sans que les médias occidentaux évoquent en termes souvent définitifs cette version moyen-orientale de la

« solution finale ». « Génocide », a ainsi commenté le parlement européen, presque unanime. « Grave et inquiétant », a souligné le Foreign Office britannique — après, il est vrai, quelques jours d'hésitation.

Bon gré, mal gré, les autres capitales du vieux continent ont fini, elles aussi, par condamner ce qui, à priori, ne peut qu'être condamné : l'utilisation de l'arme chimique contre les populations civiles.

Une région difficilement accessible

Force est pourtant de constater, un mois après le déclenchement de cette campagne essentiellement anglo-américaine, que les preuves réelles de l'utilisation des gaz de combat lors de la récente opération irakienne n'ont pas été fournies. Et sans doute resteront-elles introuvables. S'ils ont effectivement eu lieu, ces événements dramatiques ont en

effet eu pour cadre une région très difficilement accessible. Même dans l'hypothèse où une mission d'enquête impartiale conclurait à l'inexistence de tout indice suspect, il serait toujours possible, a *contrario*, d'affirmer que les gaz utilisés avaient disparu au bout de quelques heures sans, si l'on peut dire, laisser de traces.

L'accusation, nous le verrons, repose donc essentiellement sur des présomptions de culpabilité. Elle s'appuie également sur un contexte, celui de la lutte féroce qui a opposé, pendant toute la durée de la guerre du Golfe, les nationalistes kurdes au pouvoir en place à Bagdad. Il serait certes nettement excessif d'affirmer que les trois millions et demi de Kurdes vivant en Irak sont tous des peshmêrgas (littéralement : « ceux qui font face à la mort ») en puissance. Mais une large fraction d'entre eux, sans doute la majorité, sympathisent avec les deux principaux mouvements autonomistes : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, le fils du grand féodal Mustapha Barzani

(suite)



Un camp de réfugiés, en Turquie : la majorité des Kurdes sympathisent avec les mouvements autonomistes.

décédé en 1979, qui est surtout implanté dans le Nord du Kurdistan, à la frontière turque, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

• Le conflit irano-irakien, déclenché en septembre 1980, a représenté pour les militants kurdes d'Irak une sorte de divine surprise, l'occasion historique la plus sérieuse pour réaliser leur objectif d'autonomie totale « à l'intérieur d'un Irak démocratique. » A partir de 1984 surtout, lorsque l'Iran, las d'espérer en vain une révolte des populations chiïtes du sud de l'Irak, a décidé de les aider massivement, leur rébellion a atteint des proportions jusque-là inégalées. Le PDK

et l'UPK ont pu mettre en place des bases fixes dans les zones libérées par eux (près de dix mille kilomètres carrés au total). Ils sont parvenus à couper, à plusieurs reprises, l'autoroute stratégique qui relie Bagdad à la Turquie, et ont mené des raids dévastateurs hors de leurs montagnes, jusque dans la région pétrolière de Kirkouk.

Opportunité maximale donc, mais aussi risques maximaux. Car le PDK et l'UPK avaient face à eux ce qui est sans doute la machine répressive la plus déterminée et la plus efficace du monde arabe : celle que dirige le président irakien Saddam Hussein. Au sentiment

d'avoir affaire à une cinquième colonne manipulée par l'ennemi héréditaire — un sentiment que les dirigeants iraniens connaissent bien, eux aussi, puisqu'ils ont écrasé sans états d'âmes, au début de la révolution, leurs propres dissidents kurdes appuyés par... l'Irak — à celui, donc, de combattre des « traîtres » s'ajoutait, chez Saddam Hussein, une volonté de revanche personnelle.

C'est à une précédente insurrection kurde, celle de 1973, que l'homme fort de Bagdad attribue en effet la responsabilité de l'humiliation que constitua pour lui l'accord d'Alger, signé en situation de faiblesse avec l'Iran du shah. Il connut alors une période extrêmement délicate, de nombreux officiers généraux — et, semble-t-il, l'ancien président Hassan el Bakr lui-même — lui ayant reproché cette concession dont il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elle fut l'un des facteurs indirects du déclenchement de la guerre du Golfe.

Collusion avec les troupes iraniennes

Villages rasés, déportations, arabisation accélérée des régions les plus « sensibles » (celle de Kirkouk, notamment) ont donc répondu, de façon expéditive, à l'alliance entre les peshmergas et les troupes iraniennes. Une collusion qui est d'ailleurs allée à plusieurs reprises, jusqu'au lancement d'opérations classiques combinées, comme celle qui en mars 1988 permit à une force conjointe UPK — Gardiens de la révolution de s'emparer d'une ville de soixante-dix mille habitants, Halabja, et de menacer directement le barrage stratégique de Dar Bandi Khan.

L'arrêt, il y a deux mois, des hostilités sur le front irano-irakien et le ralentissement (si ce n'est la suppression) consécutif de l'aide logistique fournie par l'Iran aux peshmergas, devait offrir à Saddam Hussein l'occasion d'en finir avec la révolte kurde. Un tel scénario s'était déjà déroulé en 1975, mais, cette fois, la volonté d'éradication allait se

JEUNE AFRIQUE

ENQUÊTE

traduire par la mise en œuvre de moyens considérables. Du 27 août au 5 septembre, le cinquième corps d'armée irakien avec ses blindés T 55 et ses hélicoptères Hind, appuyé par des unités de parachutistes de la Garde présidentielle, a mené, dans le Nord du Kurdistan, une impitoyable opération de « nettoyage » contre les maquis du PDK de Barzani. Maisons dynamitées, vergers brûlés au napalm, localités rayées de la carte : toute la région située le long de la frontière turque a été littéralement vidée de ses habitants. Soixante à quatre-vingt mille d'entre eux ont fui en Turquie. Beaucoup d'autres ont été déportés vers le sud, où ils doivent être réimplantés. Les morts civils se comptent par centaines puisque, comme l'a abruptement confessé le ministre irakien de la Défense Adnan Khaïrallah, « combattants ou non, tous sont habillés de la même façon ».

Cette violence, tous les journalistes qui se sont rendus à la mi-septembre dans la province septentrionale de l'Irak, ont pu la constater. Ils ont également pu s'apercevoir que le décret d'amnistie générale du 6 septembre n'a été suivi que de peu d'effets : quelques milliers de peshmergas — familles comprises — ont depuis lors regagné l'Irak. Il s'agit en majorité de militants de l'UPK abandonnés dans leurs nids d'aigles de la frontière iranienne. Les témoignages précis abondent, en outre, de la brutalité d'une offensive qui a apparemment atteint ses objectifs immédiats. Seule une poignée de réduits, notamment celui de Sidekan, le quartier général de Massoud Bazzani, à la jonction stratégique de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie, résistaient encore fin septembre.

**Le réduit de Sidekan
tient toujours**

Sans doute, les dirigeants irakiens auraient-ils préféré garder pour eux cette image pour le moins troublante : celle qu'offre de lui-même un régime contraint de réprimer une partie de sa propre population. Mais s'ils ont, à contrecœur, ouvert aux observateurs extérieurs — le temps d'une visite, il est vrai soigneusement encadrée — le théâtre des opérations du Nord-Kurdistan, pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, c'est qu'il s'agissait pour eux de réfuter une accusation plus

grave encore : le recours massif aux gaz de combat.

Vrai ou faux ? Le contexte, disons-le tout net, ne plaide guère en leur faveur. L'Irak possède en effet à Samarra et à Al Fajullah, dans un rayon de cent kilomètres autour de Baghdad, deux usines chimiques capables de produire mensuellement soixante tonnes d'ypérite (gaz vésicant) et huit tonnes de tabun et de sarin (gaz neurotoxiques). A plusieurs reprises, comme l'ont reconnu diverses missions d'enquête des Nations unies, ces gaz ont été utilisés sur le champ de bataille contre l'armée iranienne. Baghdad ne nie d'ailleurs plus ce point précis. Enfin, les 16 et 17 mars derniers, l'aviation n'a pas hésité à gazer la localité kurde irakienne d'Halabja, occupée par les Pasdarans iraniens, tuant de trois à cinq mille civils (voir J.A. n° 1422).

Les précédents, donc, existent. Et les hommes au pouvoir à Baghdad ne devraient dès lors pas s'étonner si, aujourd'hui, d'aucuns se montrent sceptiques face à leurs démentis. Mais il n'en demeure pas moins qu'un faisceau de présomptions ne constitue pas une preuve. Et que cette dernière, au vu des éléments dont nous disposons, n'est pas faite. Ni les journalistes emmenés à la mi-septembre dans la région incriminée, ni les membres d'une mission du Haut Commissariat pour les réfugiés, qui ont visité les camps kurdes au sud de la Turquie, ni les observateurs des Nations unies en poste dans le nord de l'Irak, ni les médecins appelés au chevet des blessés qui ont pu franchir la frontière, n'ont jusqu'ici relevé de traces irréfutables de l'utilisation des gaz de combat lors de la dernière opération irakienne. Et les explications à ce sujet du ministre Adnan Khaïrallah — qui évoque l'inefficacité technique de ce type d'armes dans un environnement montagneux, contre de petites unités ennemies extrêmement mobiles — ne sont pas sans fondement.

Des témoignages existent, bien sûr, mais ils sont imprécis et impossibles à vérifier. Quant aux éléments sur lesquels se fonde l'accusation du Département

d'Etat américain, force est de reconnaître leur caractère contestable : quelques rapports de diplomates et un message dont la teneur n'a pas été révélée, échangé en plein vol entre deux pilotes d'avions irakiens, en opération au-dessus du Kurdistan, entre le 27 août et le 5 septembre. C'est tout, et c'est peu. Certes, depuis leurs stations d'écoute installées en Turquie, les Américains interceptent fréquemment les échanges radio de l'armée de l'air irakienne. Mais on se souvient que le même Département d'Etat avait, pendant des années, accusé le Vietnam d'utiliser des armes chimiques au Laos et au Cambodge (la fameuse « pluie jaune »), avant de reconnaître que rien de sérieux n'était cette conviction.

Dès lors, et dans la mesure où Washington est, dans le passé, resté bien silencieux lorsqu'il fut établi, cette fois de façon nettement moins contestable, que Baghdad utilisait des gaz de combat, il peut être tentant de placer cette campagne politico-médiatique dans un cadre précis : celui de l'après-guerre du Golfe.

**Les Arabes avec Saddam,
sauf les Syriens**

Les Etats arabes de la région, ont tous — à l'exception de la Syrie — tenu à témoigner leur « solidarité » à Saddam Hussein. Ils semblent partagés entre la crainte de voir l'Irak triompher trop ouvertement et le désir de ne pas l'isoler. L'inquiétant, pour eux, serait que Baghdad revienne à son radicalisme d'avant-guerre. Mais il n'en est pas de même à Washington. Tout se passe, en effet, comme si l'intérêt des Etats-Unis était hier d'aider l'Irak à ne pas perdre la guerre, et aujourd'hui de faire en sorte que l'Irak ne gagne pas la paix.

En d'autres termes : il convient de « récupérer » l'Iran, allié traditionnel dans la région, au détriment de l'Irak, ami de circonstance. Un retour à la normale en quelque sorte, à la situation qui prévalait avant la chute du shah. L'affaire des gaz ne serait, dans cette hypothèse, qu'une carte destinée à tempérer — voire à affaiblir — l'intransigeance actuelle de Baghdad dans les négociations et à séduire Téhéran. Les montagnes de Zakho sont loin. Les Kurdes, il est vrai, ont l'habitude des amitiés intéressées — et éphémères. ●

Canard Enchaîné 5.X.88

Chevènement soigne Bagdad et ménage Téhéran

« Aucune preuve, dit-il, que les Kurdes aient été gazés. »

VIF succès de Chevènement à Washington, lors de sa conférence de presse du 30 septembre. Il a tout simplement déclaré que le gouvernement français ne disposait pas de preuves sur l'utilisation de gaz par les troupes irakiennes dans leurs opérations anti-kurdes. Conclusion : les villages de ces odieux rebelles ont été simplement bombardés, ce qui est beaucoup moins alarmant. Les récentes déclarations de Mitterrand et de Dumas mettaient pourtant — implicitement — en cause l'Irak et ses

bombes à gaz. Mais il faut savoir raison garder.

Et en voici une bonne, de raison : les Irakiens sont des clients gourmands. Satisfaits du Mirage F1, ils ont fait savoir à Paris qu'ils souhaiteraient maintenant nous acheter des Mirage 2000, des hélicos Gazelle et Puma, des canons de 155 à grande cadence de tir et 200 Alphajet, version « attaque au sol ». Mais là, il faudra l'accord des Allemands, qui sont coproducteurs de ce bel oiseau.

Civils trop lâches

S'ils apprécient notre quincaillerie militaire, les Irakiens se plaignent, en revanche, de nos industriels et autres vendeurs de matériel civil. Le 29 septembre, devant la chambre de commerce franco-arabe, Abdul Al-Hachimi, ambassadeur d'Irak à Paris, a parlé clair et menacé : « Il sera trop tard demain, pour les entreprises françaises qui se détournent aujourd'hui du marché irakien devenu trop compétitif. »

Explication de texte : les sociétés françaises se méfient. Bagdad doit environ 18 milliards de francs aux fournisseurs français et la Coface (qui garantit, au nom de l'État, que les factures des exportations seront payées) se refuse actuellement à « couvrir » toute vente à l'Irak.

Pour certains experts en commerce international, cette attitude est pure et simple stupidité. Car le pétrole irakien coule aujourd'hui à flots, et il devrait permettre à Bagdad de régler petit à petit ses dettes malgré la baisse actuelle du prix du baril.

Flirt clandestin

Autre affirmation péremptoire de Chevènement à Paris, pendant son petit déjeuner qu'il partageait, le lundi 3 octobre, avec plusieurs journalistes américains. A l'en croire, l'Iran est toujours sous embargo : pas question de lui vendre une seule cartouche.

C'est beaucoup dire et pour deux raisons. Comme « Le Ca-



nard » l'a déjà écrit sans être démenti, au début de septembre, avec l'accord de Chevènement et du gouvernement, une équipe Dassault est partie pour Téhéran avec pour mission d'évaluer les besoins de l'armée de l'air iranienne. Enfin, le vice-ministre iranien de la Défense est attendu bientôt à Paris.

Pour y parler poésie, sans doute... C.A.

L'Humanité 6.X.88

► LE DÉPUTÉ COMMUNISTE ROBERT MONTMARTELL a attiré l'attention du ministre des Affaires étrangères sur la situation dramatique des populations kurdes d'Irak et d'Iran. Le parlementaire demande notamment que des mesures soient prises par la France pour faire respecter les droits de l'homme dans ces deux pays.

Agence France Presse 8.X.88

NICOSIE, 8 oct (AFP) - Le Premier ministre iranien, Mir Hossein Moussavi, déclaré samedi que les réfugiés kurdes d'Irak sont les "bienvenus" en Iran et a déploré "le mutisme du monde face au génocide perpétré par le régime de Bagdad dans le Kurdistan irakien".

M. Moussavi, cité par l'agence iranienne IRNA reçue à Nicosie, a tenu ces propos au cours d'un entretien à Téhéran avec le dirigeant kurde irakien, Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique Kurde (PDK, allié de l'Iran).

M. Barzani a remercié son interlocuteur de "l'accueil consenti par l'Iran aux Kurdes persécutés d'Irak" et a souhaité la poursuite de cette coopération", a indiqué IRNA. L'agence précise que plus de 20.000 Kurdes irakiens, "fuyant les bombardements chimiques de l'armée irakienne", ont trouvé refuge en Iran.

Bagdad, qui avait lancé en août une offensive contre des rebelles kurdes dans le nord du pays, a nié à plusieurs reprises que son armée ait fait usage d'armes chimiques contre la population kurde.

Le Monde 8.X.88

IRAK : après l'exode en Turquie

Des réfugiés kurdes retournent dans leur pays

HAKKARI

de notre envoyé spécial

Les hommes dans des camions à ciel ouvert, des femmes et des enfants dans des autobus, en tout vingt-sept véhicules pour un millier de réfugiés kurdes - 501 enfants, 223 hommes et 245 femmes - qui ont demandé à rentrer en Irak. Partis des deux camps de Yuksekova dans la province d'Hakkari mardi à 22 heures, ils ont franchi la frontière internationale sur la rivière Habour mercredi 5 octobre en fin d'après-midi. Le convoi s'arrête, peu après la ville de Bitlis, pour une pause au bord d'une rivière.

Loin des policiers et des militaires, la sincérité des réponses ne fait aucun doute. « Personne ne nous a forcés, nous rentrons en Irak de notre plein gré, parce que c'est notre pays. » Et ce jeune qui, il y a deux jours encore, nous assurait dans le camp de Suustu, avec le groupe qui l'entourait que « personne de rentrerait en Irak sinon pour combattre le régime de Saddam Hussein » ? « Nous avons peur, nous n'osons pas le dire. Si ceux qui sont restés pouvaient dire, un par un, ce qu'ils pensent, vous verriez que beaucoup voudraient partir. » Le départ ne s'est d'ailleurs pas effectué sans heurts : « Les autres nous ont insultés, ont lancé des pierres, et si la police n'était pas intervenue, « ils » nous auraient

empêchés de partir. »

Ne craignent-ils pas le retour et la non-application de la loi d'amnistie ? « Nous n'étions pas des peshmergas (combattants). La plupart d'entre nous sont des villageois, beaucoup, comme moi pendant sept mois, ont été emprisonnés par les peshmergas pour avoir appartenu aux milices gouvernementales. » D'autres, de la tribu de Rekan, expliquent comment, lors des premières attaques irakiennes, les peshmergas s'étaient repliés de l'intérieur sur leur village proche de la frontière et comment ils avaient opéré une retraite commune.

Le retour volontaire des Kurdes en Irak avant l'expiration de l'amnistie décrétée par Bagdad - qui vient d'être prolongée jusqu'au 8 octobre - a fait l'objet d'intenses tractations la semaine dernière. L'Irak ayant estimé que le problème devait être réglé de façon bilatérale avec la Turquie, la Croix-Rouge internationale s'est abstenue de donner sa garantie à l'opération et ne dispose pas de la liste des volontaires.

25 000 candidats au départ

La première estimation portait ceux-ci à un millier, abaissée ensuite à moins de cinq cents. Même si les cadres politiques des camps assurent que « ceux qui partent ne seront

punis que par leur remords », la difficulté des candidats au départ à se prononcer publiquement, ressentie par tous les visiteurs, explique l'augmentation de dernière minute des partants. L'attachement de la majorité des réfugiés au PDKI reste malgré tout incontestable, et seul un appel de son dirigeant Massoud Barzani à rejoindre le combat pourrait entraîner un retour en masse en Irak.

Tant l'Irak que la Turquie devraient trouver leur compte aux retours d'aujourd'hui. Le premier espère en retirer un bon point international et n'a pas ménagé ses efforts, en particulier en donnant, la semaine dernière au préfet turc d'Hakkari, l'assurance que Bagdad « pardonnerait comme on pardonne à un enfant qu'on aime ». La Turquie, de son côté, est heureuse de se voir dégagée d'une partie des habitants des deux camps les plus démunis.

Le sous-préfet du sud-est de l'Anatolie a précisé que, d'après les enquêtes menées dans les camps parmi les 50 000 réfugiés, 25 000 désiraient rester en Turquie, 25 000 autres voulaient partir, dont 18 000 pour l'Iran et 2 500 pour l'Irak, les autres vers différents pays occidentaux. L'Iran attendrait une aide occidentale pour concrétiser ses promesses d'accueil. Un autre convoi de 1 500 réfugiés en direction de l'Irak était attendu, jeudi, au poste frontière. Leur départ n'a finalement pas pu avoir lieu.

MICHEL FARRÈRE.

PARIS, 10 oct (afp) - Un groupe de kurdes résidant en France et appartenant au "Comité contre l'extermination du peuple kurde" a entamé lundi sa deuxième semaine de grève de la faim devant le siège de l'UNESCO à Paris pour obtenir que l'ONU engage une série d'actions concrètes dans la question du Kurdistan.

De cinq au début de la grève, le 4 octobre, le groupe est maintenant de 21 personnes, sous contrôle médical quotidien de l'organisation humanitaire "Médecins sans frontières".

Le comité demande notamment que les 120.000 kurdes réfugiés en Turquie et en Iran, qui ont fui les bombardements chimiques de l'Irak contre sa propre minorité kurde, soient pris en charge par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies (UNHCR) et, pour les enfants, par l'UNICEF.

Il demande d'autre part à l'ONU de prendre une position claire sur les derniers massacres perpétrés contre le peuple kurde et de consacrer une séance aux droits nationaux du peuple kurde pendant son Assemblée générale, ainsi que la traduction du gouvernement irakien devant un tribunal international pour violation de la convention interdisant l'utilisation des armes chimiques.

Le Monde 10.X.88

Le Monde 10.X.88

En visite officielle à Paris

Le vice-président irakien reconnaît que son pays a utilisé des armes chimiques au Kurdistan

Le vice-président irakien, M. Taha Mohieddine Maarouf, a reconnu, mardi 8 novembre, au cours d'un déjeuner de presse, que son gouvernement avait utilisé en mars dernier des armes chimiques à Halabja, au Kurdistan irakien. Plusieurs milliers de civils kurdes avaient perdu la vie au cours de cette opération.

M. Maarouf, qui est lui-même d'origine kurde, a justifié cette opération en affirmant qu'à l'époque, l'Irak faisait face à une guerre d'agression. « *Tout Etat qui fait face à une agression, a-t-il dit, a le droit d'utiliser tous les moyens disponibles pour mettre fin à cette agression. Tout ce qui est arrivé, est de la faute des traitres talabnistes (1) qui ont pillé les biens de tous les citoyens de Halabja et ont tout détruit avant de se retirer, a-t-il ajouté, affirmant que l'Irak était en train de préparer la reconstruction de cette localité.*

Le vice-président irakien, dont les fonctions sont purement symboliques, a, en revanche, assuré solennellement que les Irakiens n'avaient pas eu recours à l'arme chimique depuis le cessez-le-feu instauré entre Bagdad et Téhéran en août. Il a

ajouté que tout ce qui avait été dit à ce sujet était le fait « *des milieux sionistes et américains qui ont lancé une campagne anti-irakienne à propos des armes chimiques en vue de ternir la victoire de l'Irak et de donner une nouvelle impulsion à l'Iran.*

M. Maarouf, qui est en visite officielle en France depuis dimanche, a assuré que son pays s'abstiendrait à l'avenir de faire usage d'armes chimiques et laissé entendre que Bagdad participerait à la conférence internationale sur les armes chimiques à Paris, en janvier prochain, en tant que signataire de la convention de Genève, interdisant l'utilisation des armes chimiques. Il a indiqué à ce propos que le gouvernement français a fait savoir à Bagdad qu'aucun observateur ne participera à cette conférence qui serait « *réservée aux seuls Etats.* » Les mouvements indépendantistes kurdes avaient demandé à assister à cette conférence en tant qu'observateurs.

J. G.

(1) Partisan de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

● **Turquie : incidents dans un camp de réfugiés kurdes.** — Quelques cinq cents réfugiés kurdes, qui, dans leur majorité, avaient été emprisonnés par les Peshmergas (combattants kurdes) pour collaboration avec les forces irakiennes, ont franchi, vendredi 7 octobre, la frontière turco-irakienne. Le départ d'une centaine d'entre eux du camp de Diyarbakir a donné lieu à des affrontements, au cours desquels plusieurs personnes auraient été blessées, entre les forces de sécurité et les Peshmergas, qui tentaient d'empêcher le départ des autobus vers l'Irak. Les policiers ont notamment dû tirer en l'air alors que des militants kurdes s'en prenaient à ceux qui voulaient partir, les accusant d'être « *les serviteurs de Saddam* » (Hussein). (Corresp.)

Libération 11.X.88

KURDISTAN. Un groupe de Kurdes résidant en France a entamé lundi à Paris sa deuxième semaine de grève de la faim devant le siège de l'Unesco, pour obtenir que l'ONU engage une série d'actions concrètes dans la question du Kurdistan.

PARIS 11 oct (AFP) — L'Iran a accordé asile, ces deux derniers jours, à trois mille cinq cents nouveaux kurdes irakiens, qui s'étaient réfugiés en Turquie, au cours des derniers mois à la suite des attaques irakiennes contre le Kurdistan d'Irak, a annoncé mardi Radio-Téhéran captée à Paris.

Selon un responsable iranien de la province de l'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest), les nouveaux réfugiés kurdes irakiens, arrivés de Turquie, ont été hébergés dans des camps situés dans cette province.

Selon ce responsable, 4.500 autres réfugiés kurdes irakiens attendent actuellement à la frontière irano-turque. L'arrivée des nouveaux réfugiés en Iran n'a été précédée d'aucune coordination préalable entre la Turquie et la République islamique, a précisé ce responsable.

Au total l'Iran a accueilli 28.500 réfugiés kurdes irakiens qu'il a installés dans divers camps de la province de l'Azerbaïdjan occidental, selon la radio. Le Premier ministre iranien, Mir Hossein Moussavi avait déclaré, samedi dernier, que les réfugiés kurdes d'Irak seraient les "bienvenus" en Iran.

L'Irak avait lancé en août une offensive contre des rebelles kurdes dans le nord du pays mais avait nié avoir utilisé des armes chimiques. A la suite de cette attaque plus de cent mille kurdes du nord de l'Irak s'étaient réfugiés en Turquie.

WASHINGTON, 12 oct (AFP) - Pour la troisième fois en moins de trois mois le Sénat a voté mardi en faveur de sanctions contre l'Irak motivées par l'utilisation présumée par ce pays d'armes chimiques.

Le premier vote avait eu lieu en août peu après la publication aux Etats-Unis des premières informations faisant état d'attaques au gaz de combat contre des rebelles kurdes.

Le projet voté mardi est toutefois en retrait par rapport aux deux précédents et constitue un compromis avec un texte déjà adopté par la Chambre des Représentants. Contrairement aux textes antérieurs il élimine les sanctions qui pourraient faire du tort aux exportateurs agricoles américains.

Aux termes de ce projet de loi, qui doit être approuvé par la Maison Blanche deux sanctions principales seraient appliquées immédiatement: interdiction d'exporter vers l'Irak des munitions et certains équipements de technologie de pointe, et opposition des Etats-Unis aux demandes de prêts formulées par Bagdad auprès d'organismes financiers internationaux tels que la Banque Mondiale.

Le texte prévoit en outre l'imposition de sanctions supplémentaires, allant jusqu'à une réduction des liens diplomatiques, si à la fin de 1988 l'Irak n'a pas mis fin à ses attaques présumées aux gaz de combat et n'a pas fourni des preuves vérifiables à ce propos.

WASHINGTON, 12 oct (AFP) - L'exécutif américain, qui avait le premier accusé l'Irak d'avoir utilisé des gaz de combat contre sa population kurde, s'est retrouvé mercredi en conflit avec le Congrès qui veut imposer des sanctions contre Bagdad.

Le département d'Etat s'est opposé mercredi aux "sanctions obligatoires" contenues dans un projet de loi adopté mardi par le Sénat. "Nous ne croyons pas que des sanctions à ce moment-ci vont atteindre l'objectif que nous partageons avec le Congrès de mettre fin à l'usage illégal d'armes chimiques par l'Irak", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

Depuis une déclaration publique du ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz, le 17 septembre dernier, la diplomatie américaine considère que l'Irak a "renoncé" à utiliser les gaz de combat dans les conflits internationaux comme il l'a fait contre l'Iran, ou internes, contre les Kurdes.

L'accusation lancée par le département d'Etat contre l'Irak, le 8 septembre dernier, de recours aux armes chimiques contre les montagnards autonomistes du Kurdistan, avait envenimé les rapports entre les deux pays. Après le vote d'un dur projet de sanctions par le Sénat, des manifestations anti-américaines avaient été organisées à Bagdad accompagnées d'une violente campagne de presse.

suivra

WASHINGTON - En fait, Washington tenait à poursuivre l'amélioration de ses rapports avec Bagdad, et l'avait dit publiquement, tout en essayant de lui arracher la promesse d'abjurer tout recours à l'arme chimique. Le Congrès, travaillé notamment par d'influents éditorialistes, ne l'entendait pas de cette oreille, et plusieurs sénateurs dénonçaient le "génocide" des Kurdes.

Le gouvernement s'est alors tourné avec succès vers la Chambre des Représentants pour éviter qu'elle n'adopte un projet de loi aussi strict que celui du Sénat. Même chez les Sénateurs, il a réussi, notamment avec l'appui des exportateurs américains, à atténuer les sanctions. Le texte voté mardi ne prévoit plus l'interdiction des exportations agricoles.

Seules, deux sortes de sanctions restent applicables immédiatement: interdiction des exportations de munitions, d'équipement de technologie sensible et des produits entrant dans la composition des armes chimiques, et opposition des Etats-Unis à l'octroi de crédits demandés par Bagdad aux organisations financières internationales.

Ce n'est que si le président Ronald Reagan était dans l'incapacité de certifier d'ici au 31 décembre que l'Irak n'utilise pas ou n'a pas l'intention d'utiliser des gaz de combat, que d'autres sanctions, allant jusqu'à la réduction des relations diplomatiques avec Bagdad, devraient être appliquées.

suivra

(suite)

WASHINGTON - Le nouveau projet sénatorial est suffisamment proche de celui des Représentants pour que les deux chambres votent les sanctions avant de se séparer en principe cette semaine jusqu'en janvier prochain.

Le président Reagan pourrait ainsi se retrouver devant le choix difficile d'y opposer ou pas son veto; alors même qu'il a proposé une conférence internationale contre le recours aux armes chimiques.

Dans les colonnes du Washington Post, l'éditorialiste Jim Hoagland accusait déjà mercredi le secrétaire d'Etat George Shultz de recommander ce veto; évitant ainsi aux Irakiens "de payer pour leurs crimes".

Les responsables du département d'Etat estiment en privé qu'il est trop tôt pour envisager un veto. Mais ils soulignent aussi que les sanctions prévues par le Congrès sont attachées à une loi sur la fiscalité; et laissent entendre que le président pourrait refuser de signer cette législation pour d'autres raisons que les articles visant Bagdad.

ANKARA, 12 oct (AFP) - La plupart des 10.000 Kurdes d'Irak réfugiés depuis fin août dans le camp de Suutsu, près de Yuksekova, dans l'extrême Sud-Est de la Turquie; ont été transférés dans le camp d'Uzunsirt, à une vingtaine de km de Suutsu; mieux équipé pour les accueillir; a annoncé mercredi l'agence turque Anatolie.

D'autre part; parmi les quelque 100.000 réfugiés hébergés dans cinq camps situés dans le Sud de l'Anatolie (Suutsu; Yuksekova; Mardin; Silopi et Diyarbakir); environ 15.000 se sont rendus; à leur demande; en Iran; selon la même source. Quatre mille autres attendent à la frontière turco-iranienne d'être admis en Iran où se trouvent actuellement; selon Radio Téhéran; 28.500 réfugiés kurdes d'Irak.

Par ailleurs; depuis une semaine; 1.471 de ces réfugiés en Turquie ont regagné; à leur demande; leur pays d'origine; après que Bagdad eut décrété une amnistie début septembre; a encore indiqué Anatolie.

Le Monde 12.X.88

Dans un camp presque... privilégié

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

Un keffieh noué en turban autour de la tête, une serviette autour des reins; c'est la fête pour les peshmergas (combattants kurdes) ruisselants d'eau qui inaugurent les douches chaudes du camp de réfugiés de Mardin. En quinze jours, celui-ci s'est transformé: le contraste est vif entre l'abandon, la misère des tentes de Yuksekova, et le soin apporté ici par les familles à construire un muret de protection, à balayer les tentes.

Les autorités ont beau assurer que la même politique est appliquée partout, l'« amélioration de jour en jour » relevée en privé par les réfugiés de Diyarbakir

souligne davantage; en contraste, à quel point la détérioration de la situation dans les camps, bientôt invivables pour cause de froid, de Yuksekova est une incitation voilée au départ. Du jamais vu dans un pays souvent paralysé par sa bureaucratie: dans le bureau de l'adjoint du préfet installé dans le camp, se règlent dans l'instant les différents problèmes techniques se posant aux réfugiés.

L'accueil de la population

La collaboration entre l'administration et les six jeunes Kurdes du comité élu par les réfugiés a même permis, selon ces derniers, de supprimer, sur

leur demande, une présence policière qui dérangeait les femmes. Les demandes de certains réfugiés restent toutefois irréalisables: par exemple, Shakespeare en arabe est introuvable au marché de Mardin...

A Diyarbakir, quatre peshmergas en permission de sortie nous invitent au salon de billard, un jeu qu'ils n'ont pas pratiqué depuis plus de dix ans. Tous les jours, deux cents d'entre eux vont au marché compléter, à leur frais, en fruits et légumes, les lentilles, haricots et pois chiches distribués aux familles. Contents de l'accueil de la population, ils sont néanmoins inquiets parce qu'« on ne tiendra pas au-delà de deux mois avec nos économies ».

M. F.

Actuel



Après le bombardement chimique par l'Irak de la petite ville kurde d'Halabja au nord-est du pays.

Le génocide du peuple Kurde

Le cessez-le feu entre l'Irak et l'Irak ne fait pas que des heureux, comme l'illustre l'actuelle tragédie kurde. Ce peuple de vingt millions d'habitants qui vit à cheval sur cinq pays (l'URSS, l'Irak, La Syrie, la Turquie et l'Irak) n'a jamais été reconnu par la communauté internationale. Constituant des minorités dans ces cinq pays, les Kurdes font figure d'opposants, voire de traitres quand le pays est en guerre comme l'Irak.

La répression menée par Saddam Hussein et les Irakiens n'a donc étonné personne, mais que celle-ci se transforme en véritable politique d'extermination a

de quoi émouvoir l'opinion publique internationale. Or c'est bien d'un génocide qu'il s'agit.

Après avoir tué cinq mille personnes, toutes Kurdes, lors d'un premier largage de bombes chimiques en mars dernier, l'armée irakienne multiplie ce type d'opérations depuis la mi-août en dépit des règlements internationaux. Si on ignore le nombre de victimes, celui-ci est assez élevé pour qu'en quelques jours 100 000 Kurdes se soient réfugiés en Turquie, pays aux yeux duquel ils sont indésirables au point que le gouvernement a interdit l'utilisation du mot « kurde ».

Dolomiten 11.X.88

Kurden – Ein Volk und sein Schicksal

Auf gut fünf Staaten verteilt, um Selbstbestimmung betrogen
Vortrag über die von Vernichtung bedrohte Volksgruppe

Es gibt über 20 Millionen Kurden, verteilt auf die Türkei, den Irak, den Iran, Syrien und die Sowjetunion. Zwanzig Millionen Frauen, Kinder und Männer wurden bis heute Opfer grausamer Unterdrückung. Die Unterdrückung geht so weit, daß sogar die Sprache verboten wird und alle Veröffentlichungen sowie künstlerische Darbietungen in kurdischer Sprache untersagt sind.

Die Kurden sind die Erben einer der reichsten antiken Kulturen der Menschheit. Diese Kultur geht bis auf das Reich der Meder zurück und hat im Laufe der Jahrhunderte zahlreiche Schriftsteller, Philosophen, große Musiker und Dichter hervorgebracht.

Am Ende des ersten Weltkriegs hätten die Kurden gleich wie die anderen Völker des von den Alliierten besiegten Osmanischen Reiches gemäß ihrer Geschichte eine eigene Nation bilden und einen unabhängigen Staat erreichen sollen.

In der Tat wurde während der Friedensverhandlungen von Versailles im Jahre 1919 an die Schaffung eines souveränen Kurdistan gedacht, und dies wurde auch im Vertrag von Sèvres 1920 bestätigt. Doch bald wurde dieses Vorhaben für die großen Kolonialmächte zu einem Störfaktor. Sie hatten stärkeres Interesse daran, im Mittleren Osten ihren Einfluß aufrechtzuerhalten und die Mandatsgebiete bzw. Protektorate untereinander aufzuteilen, anstatt den berechtigten Ansprüchen einer Volksgemeinschaft entgegenzukommen, welche alle Voraussetzungen und Merkmale einer echten Nation aufwies, so vor allem anderen die sprachliche, kulturelle und religiöse Einheit.

Das Verhängnis der Kurden ist es, daß sie gerade am Schnittpunkt der drei großen Kulturströmungen liegen, die in dieser Region vorherrschen, und zwar am Schnittpunkt der arabischen, türkischen und persischen Kultur. Zudem

leben sie in einem Gebiet, wo sich die reichsten Ölvorkommen des Mittleren Ostens befinden.

In den zwanziger Jahren förderten die Westmächte in ihrem Bestreben, die kommunistische Revolution zurückzudrängen und auf die Sowjetunion zu beschränken, im gesamten Mittleren Osten das Entstehen von stark militärisch ausgerichteten prowestlichen Regimen. Auf dem Opfertisch dieser Strategie ist die Verwirklichung des schönen Ideals des amerikanischen Präsidenten Wilson, welcher sich während der Friedensverhandlungen von Versailles für das Selbstbestimmungsrecht der Völker eingesetzt hatte, auf der Strecke geblieben. Franzosen und Engländer, welche auf der Karte des Mittleren Ostens die Entstehung mehrerer kleiner Staaten gefördert hatten — Syrien, Libanon, Transjordanien, Palästina, Irak —, verließen gar bald die Versprechungen, die sie den Kurden gemacht hatten, und wiesen den Vorschlag der Bildung eines großen Kurdistan ab, indem sie das diktatorische und ultranationalistische türkische Regime Mustafa Kemal Atatürks stürzten. Dieser aber drängte die kurdische Bevölkerung seines Landes grausam zurück und begrub damit ihre Hoffnung, als geschlossene kurdische Nation in die Zukunft zu gehen.

Im Iran wurde 1925 die untätige Dynastie der Kadjar mit einem Staatsstreich weggefegt. Der Urheber des Staatsstreiches, Reza Pahlavi, errichtete, von England gestützt, eine Militärmonarchie, deren Hauptziel es war, die Einheit des Reiches unter der Vorherrschaft der Perser zu erhalten.

Die Kurden, aller ihrer Hoffnungen beraubt, wurden nun auch im Iran unterdrückt und verfolgt. Zusammen mit der Türkei versuchte der Iran, die Kurden zu assimilieren.

Den Kurden in Syrien ist dasselbe Schicksal beschieden. Doch am schlech-

testen ergeht es den Kurden im Irak. Nach der Zerstörung vieler Dörfer wurde die Bevölkerung in die im Süden des Landes gelegene Wüste verschleppt. Im Irak geht die Grausamkeit sogar so weit, daß gegen die schutzlose kurdische Zivilbevölkerung chemische Waffen eingesetzt werden.

Die Welt hat sich inzwischen weiter entwickelt. Der zweite Weltkrieg und zahlreiche Entkolonialisierungskriege haben den Großmächten klargemacht, daß es zwischen den Staaten auch noch andere Beziehungen geben kann als jene der reinen Machtverhältnisse. Der Westen hat es hingenommen, daß alle Kolonialvölker der Vergangenheit in die Unabhängigkeit entlassen wurden und anerkannte diese neuen Staaten in den großen internationalen Gremien als vollwertige souveräne Staatsgebilde.

Leider hat sich die Lage des kurdischen Volkes keineswegs gebessert. Die Kurden sind ein kolonisiertes Volk im wahrsten Sinn des Wortes. Sie bezeichnen sich als „die letzten noch verbliebenen Verdammten dieser Erde“. Sie haben noch immer keine andere Alternative als die Assimilierung, also ihren Untergang als kulturelle Einheit, oder aber den bewaffneten Kampf, der jedoch bis jetzt noch immer zu ihrer Niederlage geführt hat.

Zum oben erläuterten Thema „Die Kurden — ein Volk und sein Schicksal“ sprechen auf Einladung des Südtiroler Schützenbundes zwei Vertreter der vor allem im Irak vom Völkermord unmittelbar bedrohten Kurden, und zwar der Soziologe Fathil Rasul und der Kunststudent Salem Hiner, in Bozen. Am Donnerstag, dem 13. Oktober, mit Beginn um 20 Uhr wird im Bozner Kolpinghaus nach dem Vortrag auch ein Filmstreifen gezeigt, und danach ist eine Aussprache mit den Referenten möglich.

International Herald Tribune 11.X.88

Crying 'Victory,' Iraq Could Lose the Peace

By Graham E. Fuller

WASHINGTON — Did Iraq really win the Gulf War? Perhaps, but only if Baghdad is very careful about what it does next. While the shooting war may be over, the struggle for political supremacy in the Gulf is only beginning. If Iraq does not recognize the very qualified nature of its "victory" over Iran, that victory may contain the seeds of disaster.

At the heart of many of Iraq's potential troubles is President Saddam Hussein's desperate need to declare this a "spectacular Iraqi victory." Having launched the 1980 invasion of Iran hoping for a quick kill and Iraqi pre-eminence in the Gulf, Mr. Hussein ended up shedding the blood of hundreds of thousands of Iraqis and compiling a debt of more than \$100 billion. It would be difficult for him now to tell his people triumphantly that he has re-established the status quo ante.

What are the strategic lessons of the war? No one can gainsay that the Iraqi people suffered severely, made great sacrifices and fought bravely to defend their country — after the initial Iraqi blitzkrieg failed. Iraq can draw satisfaction from having helped blunt the zeal of the Iranian revolution — though only after having whetted that zeal by providing a rejuvenating "sacred mission" for Iran's wobbly clerical regime and prostrate military. And in the last six months of the war, Iraq capitalized on Iranian exhaustion and fading morale to deliver some stunning military setbacks. These successes finally convinced the Ayatollah Ruhollah Khomeini to come to the bargaining table, fearful that Iran's own revolution might be in jeopardy if the war continued.

But it was only in the last year of the war that most analysts felt that Iraq was not going to lose. Indeed, the overall record suggests what a formidable adversary Iran has now become.

Iran fought a war with very limited weaponry, almost no air force and few strategic weapons from abroad. It managed with very little money and no external loans, patching together victories out of zeal, imagination and resourcefulness. It fought for eight years against a vastly superior Iraqi army — five to seven times stronger in nearly every strategic category except manpower. Iraq's ability to withstand Iran came repeatedly into question. And Iraq was aided in one way or another by most of the Arab world, Europe, the Soviet Union and the United States.

The fact that Iran could do that well with almost no external resources and a clerical regime getting on-the-job training bespeaks a formidable power for the future — once it is re-armed and resting on a sounder economy. By all reports, Iranian society is much more resilient

and open than Iraq's — after the outrageous excesses of the first flush of revolution. In short, the question of who really won or lost the war in the grander sense seems to be wide open.

But Iraq's insistence on the brilliance of its leadership and the greatness of its victory may come to haunt Baghdad. Such illusions may lead it on a dangerous and unrealistic course.

Mr. Hussein's dilemma is that he cannot be magnanimous in victory because he must prove to the Iraqi people that the war was not in vain, that

the war but losing the peace as Iran skillfully adopts a new policy of reasonableness and cooperates fully with the UN peacekeeping forces.

Iraq's internal situation does not offer much prospect for moderation either. Mr. Hussein still runs the tightest police state in the Middle East. His people crave relaxation from fear, greater openness and freedom. The army is made up largely of Shiite footsoldiers who will feel their community is owed special thanks for their loyal defense of the regime against their co-religionists in Iran. Will Mr. Hussein acknowledge this and grant the Iraqi Shiites greater political voice? Will he radically alter the character of his regime and move toward greater democratization? Will treatment of the Kurds be more equitable?

Iraq faces pitfalls abroad as well. Not unnaturally, it has blood in its eye for Syria, which supported Iran throughout the war; Baghdad is already heavily involved in supporting Syria's enemies in Lebanon. But the best way for Iraq to undercut the Syrians would be by pushing Yasser Arafat and the moderate Palestinian factions toward recognition of Israel, peace talks and a Palestinian state on the West Bank.

The power of Baghdad joined with the Arab moderates, and combined with new Soviet policies in the Middle East, could finally deprive Syria of the ability to hold out for its maximalist solutions. But Baghdad may then be tempted to upstage Syria from the left, supporting a more radical approach to the Arab-Israeli problem or even goading Syria into a new war with Israel.

All of this will be watched closely by the Gulf states. More than one of them now fears Iraq more than Iran. Will Mr. Hussein make Kuwait an offer "it cannot refuse" for the strategic islands of al-Warbah and Bubiyan to strengthen its coastal defenses? Will Iraq push its way into the Gulf Cooperation Council, the organization of lower Gulf states, and turn it into an Iraqi instrument? These scenarios cause much anxiety in the Gulf.

As in the Soviet Union, moderation in foreign policy becomes plausible only when it is accompanied by sweeping internal reform and demonstrable new domestic freedoms. Iraq began some heartening economic liberalizations during the last year of the war with Iran. Iraqi leadership must now demonstrate that these were more than tactical concessions and that it recognizes the need for a sharp break with an ugly political past.

The writer, formerly vice chairman of the National Intelligence Council at the CIA, is now a senior political scientist at the Rand Corporation. He contributed this view to The Washington Post.



Drawing of Saddam Hussein by Sitakman.

he has achieved great concrete goals. One such goal, clearly unacceptable to Iran, would be insistence on the restoration of total Iraqi control of the Shatt al-Arab waterway, divided between the two countries by mutual agreement in 1975. As "victor," Iraq feels the need to call the shots in the peace negotiations, to deal from superiority and to bargain hard for tangible evidence of its triumph.

Iraq could thereby alienate its large coterie of wartime supporters — all of whom consistently wanted no victor and no vanquished to emerge. If Iraqi negotiating style and demands alienate those supporters, Iraq might find itself winning

The Independent 12.X.88

Cold cuts down refugee Kurds on Turkish border

KURDISH refugees from Iraq are dying from cold at the rate of eight to ten a day in Turkey's mountainous south-eastern border region, according to medical volunteers. Most of the victims are said to be children.

An Iraqi Kurdish doctor, who has been helping an overworked Turkish medic in a camp near the town of Yuksekova, said 65 people died last week. He said children were most at risk because they are the least adequately dressed and the most susceptible to hypothermia. The forecasts are for an unusually cold winter in the border area, where many of the

65,000 Kurds who fled the summer offensive by the Iraqi army are living in tent camps.

Three weeks after the arrival of the refugees, the Yuksekova camp, unlike several others further east which are praised for their hygiene and facilities, is still a squalid mess of army tents. They are designed to shelter five people each but often hold as many as

15 people. The fight for the officially-provided rice ration is a nightly ritual.

Some *peshmerga* guerrillas have decided to leave the camps and set up home on the road to Van, further north, where the climate is more temperate and food more freely available. A mother bathing her daughter in a stream by the road said: "Perhaps it is a bit

exposed. But it's better than having her die of cold."

The International Red Cross, which has been invited by the Turkish government to offer advice on accommodation to the Kurds, has asked if it can fly in more blankets and if the Turkish authorities could bring forward the building of more permanent shelters, or move the existing camps further south. But it will be at least 10 days before any refugees are moved, according to local officials. Francis Ammar, a Red Cross representative, said several requests to the govern-

(suite)

ment to let the Red Cross bring in supplies had been rejected. This reluctance has been matched by official disregard of any criticisms of conditions in the camp. The town of Yuksekova and its camp were officially closed to journalists yesterday because, the regional governor explained, "there is a commando operation going on there. It would be dangerous". He later privately told a local journalist: "We don't want any foreigners going there, do we?"

They always write bad things."

Local journalists are sceptical about the "commando" operation. They believe the authorities are trying to force as many as possible of the 20,000 refugees at Yuksekova to return to Iraq. Since a first group of 1,000 returned last week, only a few hundred more have followed.

Certainly, reducing the number of Kurds in Turkey reduces Ankara's financial commitment in the long term. But the Turkish au-

thorities are not confident that, even under pressure, many Kurds will leave for Iraq. They, like the Kurds, have heard reports that those who have returned are being confined to special camps in northern Iraq. A Turkish police official said he believed some had already been shot by the Iraqi army for crimes against the state.

There are reports from nearby Semdinli that many hundreds of refugees are being discreetly moved in municipal trucks to

Iran, where several thousand have already gone. The Turks deny the traffic because, as one local official explained, the Iranians have refused to accept any more Kurds from Turkey. "They are," he said, "being let free just before the border and are then making their own way across the mountains. The Iranians fear that having more Kurdish refugees will hamper the success of the peace talks with Iraq. Eight thousand went at the weekend. The Iranians don't yet know."

International Herald Tribune 13.X.88

Go Ahead With Sanctions Against Iraq

By Jim Hoagland

PARIS — After publicly accusing Iraq of using poison gas, the State Department is now saying that the Iraqis should pay no price for their crime. The Arabists at Foggy Bottom, with backing from George Shultz, are urging President Reagan to veto the economic sanctions which Congress intends to levy against Iraq this week.

The Arabists have the chutzpah, if they will pardon the expression, to do this even as George Bush talks about how tough he is on punishing law-breakers — and while Mr. Reagan, reaching for one last diplomatic accomplishment, calls for a conference to outlaw once again, you guessed it, the use of chemical weapons.

Where does chutzpah pass over the line into overt hypocrisy? That can be a difficult call in the worlds of diplomacy and politics. But the U.S. and French governments, American business that has interests in Iraq and some senior Capitol Hill legislators go crashing through that line when it comes to Iraq and gas warfare. They say how awful it is, then they try to make sure it goes unpunished.

The Iraqi government supervises tours to take journalists to areas where poison gas was not used. But there can be no doubt that Iraq has persistently

used chemical weapons against Iran and more recently against Kurdish guerrillas and civilians. United Nations investigators have reported the use of poison gas on at least eight occasions when only Iraq could have been guilty of it. The super-cautious Mr. Shultz was so persuaded by U.S. intelligence data that he attacked Iraq publicly in September and demanded a halt to the attacks on the Kurds.

His words, and the quick action of the U.S. Senate in demanding tough economic sanctions against Iraq, seem to have had some effect. No new chemical-weapon attacks have been reported since then. The Kurds, I suppose, should be thankful for small favors.

But is the world really prepared to look the other way and do nothing in the most ghastly case of the use of poison gas since the Nazi death camps of World War II? Are we really ready to say in effect that those who will be tempted to follow the Iraqi example in the future have nothing to fear?

Successful efforts on Capitol Hill to water down the Senate-passed sanctions suggest that the answers to these questions are not as clear-cut as many

might think. After U.S. agribusiness weighed in, House committee leaders helped block a provision in the Senate-passed sanctions bill that would have mandated an end to \$800 million in agricultural credits for Iraq. A ban on oil imports from Iraq was also axed in House committee sessions.

A compromise House-Senate sanctions bill, worked out last weekend, has a few of its original teeth left. That bothers State Department officials, who claim that mandatory sanctions could "jeopardize" U.S.-Iraqi relations and "complicate" stalled peace talks between Iran and Iraq. Thus they urge a Reagan veto.

But final consideration of the sanctions bill comes as the White House is pressing France to host a new international conference on chemical weapons in December. Washington would welcome a formal announcement of the conference before Nov. 8 as a possible boost for Mr. Bush, who has emphasized that an effective chemical-weapons ban would be a high priority for his presidency.

France is involved as holder of the official documents of the 1925 treaty "outlawing" poison gas. Despite skepticism in Paris that a meeting of 110 countries can be organized as quickly as the Americans want, President

François Mitterrand went along with Mr. Reagan's suggestion that he issue a call for a conference in his speech to the United Nations on Sept. 29.

Getting into the spirit of things, Mr. Mitterrand added a call for international embargoes on weapons sales to any country that used poison gas. It was an intriguing idea, since France is one of Iraq's main arms suppliers. But Defense Ministry officials have beaten a steady retreat since then, after claiming that the United States had not shared its "incontrovertible" evidence that the Iraqis gassed the Kurds.

Throughout World War II, reports of massive gassing of Jews by the Nazis were regularly dismissed for lack of "evidence." Recently uncovered documents soon to be published in Geneva show that the International Committee of the Red Cross was persuaded as early as 1942 that the Nazis were carrying out a policy of extermination. But it said nothing publicly and sought no condemnation of that horrible crime.

Those who did not want to know in World War II were always able to find the lack of proof at the right moment. Ronald Reagan should not veto sanctions against Iraq and become a party to the refusal to confront evil.

The Washington Post.

International Herald Tribune 13.X.88

Poison Gas: No Place to Hide in the Middle East

By John K. Cooley

LONDON — A Somerset Maugham parable relates that a Baghdad merchant's servant panicked one day when a woman in the crowd, who he thought was Death, joined him. "Lend me your horse," the servant asked his master, "so that I can ride to Samarra, where Death will not find me."

The servant rides. His master then sees Death herself in the Baghdad market. Why, he asks her, did you threaten my servant? "It was not a threat," Death replies, "just a start of surprise. I was astonished to see him in Baghdad, for I had an appointment with him tonight in Samarra."

Besides supplying John O'Hara with a title and theme for his classic American novel ("Appointment in Samarra," 1934), the tale has a chilling application to today's Middle East, which is now under serious threat from chemical warfare.

Months before their cease-fire, Iraq and Iran rained missiles on each other's cities. Iranian broadcasts exhorted Baghdad residents to escape death by fleeing to Iraq's holy cities, Karbala, An Najaf and Samarra.

The war spared all three. As it happens, a site south of Samarra is the reported center of one of the biggest chemical warfare manufacturing complexes in the Third World. With help from Western companies — and, according to Kurdish émigrés, some Soviet technicians — pesticide plants and laboratories related to chemical warfare spread to other well-protected sites around Iraq.

Western experts who cared have long known that before the wartime Iraqi gas attacks against Iranians (which Baghdad admits) and those against the Kurds (which it denies),

poison gas had been made or stockpiled in Egypt, Syria, Libya and probably Israel. Israel began taking protective measures — such as importing of gas masks, training in use of decontamination equipment and use of protective clothing — even before the 1967 war. It continues to this day.

During the civil war in North Yemen in January 1967, I traveled through badlands to the mud-walled village of Ketaf. It was held by the Saudi-supported Yemeni royalists loyal to the traditional ruler, the imam, against the Egyptian-backed republican regime in San'a.

Because trigger-happy Egyptian pilots had strafed a rescue convoy of the International Committee of the Red Cross, several ICRC doctors angrily broke their rules of confidentiality. They told me and other reporters all

they knew about gas attacks. Near Ketaf they showed us where the bodies were buried — victims of what experts said was apparently World War I vintage phosgene and mustard gas.

Words, even pictures, did not convince some viewers and readers, or editors, for that matter. It was inconvenient just then for the U.S. government, not quite over a long flirtation with President Gamal Abdel Nasser of Egypt (who may not have known what his army was up to), to face the facts.

Whether this gas was Soviet-supplied, made in Egypt or lifted from abandoned British army stocks in the Suez Canal Zone has remained a mystery. What is certain is that many in power in the Middle East made a determined effort to push the chemical genie back into the bottle and cork it well. The trouble was that the genie had already escaped, much earlier and from other bottles.

Le Monde 12..X.88

Le sort des réfugiés kurdes s'aggrave

YUKSEKOVA
de notre envoyé spécial

Plaques blanches accrochées aux versants des montagnes, les glaciers qui dominent la plaine de Yuksekova, à 2 000 mètres d'altitude, font craindre le pire, à un mois des premières neiges, aux dix-huit mille cinq cents réfugiés kurdes, dont deux tiers d'enfants, des deux camps de Suustu et de Uzunsirt.

Tout souligne, dans ces deux camps, le caractère provisoire qu'on a voulu leur donner, dans l'espoir d'un retour rapide des réfugiés en Irak, amorcé pour deux mille d'entre eux depuis quatre jours, ou d'un départ vers l'Iran.

Il y a tout juste une couverture par personne, et le bois que les femmes ramassent à 10 kilomètres à la ronde ne suffit pas à protéger du froid nocturne lorsque la température approche de zéro. Selon un médecin, l'absence d'équipements sanitaires durables, en contraste avec les réalisations des camps de Mardin ou de Diyarbakir, fait courir le risque d'épidémies, malgré la campagne de vaccinations menée à terme sur les enfants. Déjà, la mortalité ici est beaucoup plus élevée que dans les autres camps.

Sujet fréquent de plaintes des réfugiés : l'insuffisance et la mauvaise qualité de la nourriture. L'arrivée à expiration du premier train de crédits de 2 millions de francs alloué à ces deux camps a réduit les portions aux féculeux et limité aux enfants la distribution de produits laitiers. Les quelques économies des réfugiés ne suffiront pas longtemps à l'achat de riz dans la cantine mise à leur disposition, ou de viande.

La solidarité de la population s'est, elle aussi, ralentie, malgré l'arrivée récente de 300 000 francs de vivres et couvertures envoyés par des commerçants d'Istanbul. La mission de la Croix-Rouge internationale a proposé au gouvernement son aide matérielle immédiate pour régler, en collaboration avec le Croissant-Rouge turc, les problèmes de nourriture et de froid, afin que les réalisations - « *magnifiques et d'une remarquable efficacité, lors de l'arrivée des réfugiés, en regard de ce qui a été fait ailleurs* », aux dires de Francis Amar, chef de la mission - n'aient pas été vaines. L'offre a été poliment déclinée. L'assistance en nature est rejetée comme inutile et ressentie comme

blessante pour l'amour-propre national. La Turquie s'en tient à sa demande d'une aide internationale en espèces de 300 millions de dollars.

Un statut ambigu

Pourtant, l'ambiguïté du statut actuel des réfugiés, aux yeux des autorités, rend difficile la mise en place des canaux internationaux d'attribution de fonds qui ne manquent sans doute pas ; à preuve, les 2 millions de couronnes dégagés par le Danemark. Soucieux de se tenir à l'écart de toute complication politique avec ses voisins, Ankara se refuse à voir en ceux que les médias officiels continuent à appeler « *les gens du nord de l'Irak qui se sont mis provisoirement à l'abri en Turquie* » des réfugiés, dont une institution internationale - tel le Haut-Commissariat aux réfugiés - pourrait gérer la situation.

Outre ses aspects politiques, une telle gestion serait perçue comme une amorce d'enlèvement d'un problème qui n'est pas nouveau : dans la petite préfecture de Hakkari, on rencontre, dans un camp de fortune ou dans les hôtels les moins chers - en dehors des nouveaux réfugiés kurdes, - près de deux cents réfugiés irakiens, iraniens ou même afghans qui ont fui la guerre, totalement démunis. Avec les Iraniens entrés en situation régulière et restés en Turquie, en particulier à Istanbul, où ils ont fait leur un des vieux quartiers, les sources internationales estiment à un million le nombre de ces réfugiés, qui pèsent, malgré les restrictions dont ils sont l'objet, sur un marché du travail peu élastique.

C'est vers l'Iran que pourraient partir prochainement six mille réfugiés qui font la queue dans les deux camps de Yuksekova pour remplir les formulaires de départ. Selon les autorités, dix-huit mille réfugiés, sur un total de cinquante mille, seraient candidats au départ vers ce pays. Mais Téhéran, dans l'attente également d'une aide occidentale, n'a toujours pas assorti de propositions concrètes ses promesses d'accueil.

Un nouvel exode serait un pis-aller acceptable pour Mollah Ahmed, membre de l'Union des

hommes de religion du Kurdistan irakien, et, à soixante-dix ans, une des personnalités les plus écoutées du camp d'Uzunsirt : « *Il y a dans le régime iranien une violence qui n'existe pas dans l'islam, mais, au moins, c'est un pays musulman. Ce n'est pas le cas du régime séculier et raciste de Saddam Hussein.* »

Cette perspective, par contre, ne réjouit pas le docteur Kendal : à vingt-sept ans, diabétique, il est un de ces diplômés d'université qui ont rejoint la lutte du PDKI, « *sans idéologie, avec seulement mon arme et mon stéthoscope* ». Il se voit mal « *retourner au quinzième siècle* » en Iran et souhaiterait obtenir l'asile en Europe, comme plusieurs centaines d'autres réfugiés.

Sans l'annoncer officiellement, pour ne pas donner l'impression d'accepter le fait accompli, les autorités ont selon la presse pris leurs dispositions pour réinstaller vingt-cinq mille réfugiés dont il est admis

que le séjour en Turquie se prolongera : séparés en petits groupes, ils seraient réinstallés dans des villes du sud et de l'intérieur du pays. Ils ne resteraient en tout cas pas dans une région que la densité des liens familiaux qui les unissent à la population locale rend politiquement très sensible.

L'insertion des réfugiés kurdes en Turquie ne se fera sans doute pas sans problème : vivant depuis des années en dehors des contraintes d'un Etat policé, les peshmergas (combattants kurdes) sont aussi peu habitués aux méthodes disciplinaires des services de sécurité que les autorités turques à admettre que l'on transforme les poteaux électriques en bois de chauffage ou que le boycottage des repas et l'enlèvement - même bref - d'un fonctionnaire d'autorité constituent des moyens normaux d'expression des doléances.

MICHEL FARRÈRE.

Le Progres 13.X.88

Les Kurdes victimes de la paix

L'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak aura coûté cher aux Kurdes. Aujourd'hui, ce peuple qui revendique un Etat essaie de survivre

« Dans ma famille, nous avons toujours parlé le kurde. Mais à sept ans, quand je suis entré à l'école primaire, notre instituteur a commenté par nous dire : « Le kurde n'est qu'une langue inférieure ; le turc, lui, est une vraie langue ». Et il nous a interdit de parler kurde ».

Ils sont des millions qui pourraient raconter les mêmes souvenirs que Sewqi.

Des millions de Kurdes de Turquie, mais aussi d'Irak ou d'Iran, dont la culture est née depuis des siècles. « Sewqi », d'ailleurs, n'est qu'un pseudonyme, adopté par ce Kurde réfugié en France pour des raisons de sécurité.

C'est à la fin des hostilités entre l'Irak et l'Iran que l'on doit le retour dans l'actualité du drame kurde. Car s'il est un sujet sur lequel ces deux pays, comme ils l'ont maintes fois prouvé au cours de l'Histoire, peuvent tomber d'accord, c'est bien la répression de toute revendication venue de ce Kurdistan empiétant sur leurs territoires.

Balotés entre les deux camps durant les huit années de guerre, les Kurdes sont les premières victimes de la paix.

Avec Khomeiny contre le shah

Il ne pouvait guère en aller autrement, après qu'ils se soient tour à tour, et parfois simultanément, affrontés aux deux belligérants. Quand se déclenche la révolution contre le shah d'Iran, les Kurdes s'associent aux partisans de Khomeiny, espérant être payés de retour par l'octroi d'une certaine autonomie.

Mais très vite, Téhéran envoie contre eux ses « gardiens de la révolution », forçant les « peshmergas » (combattants kurdes) à fuir les villes où ils laissent près de 27 000 victimes.

La carte irakienne ne sera pas plus payante. En décembre 1983, l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (U.P.K.), dirigée par Jalal Talabani, signe un compromis avec son

ancien ennemi Saddam Hussein. Elle rejoint ainsi dans le soutien à Bagdad contre Téhéran le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (P.D.K.I.). Mais le compromis est dénoncé un an plus tard par l'Irak, qui relance la répression.

L'U.P.K. bascule alors dans le giron de l'Iran, où elle se retrouve cette fois aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) de Massoud Barzani. Un accord politico-militaire est même conclu avec le régime iranien en novembre 1986, lançant ces Kurdes contre les forces irakiennes avec lesquelles sont alliés d'autres Kurdes.

L'armistice conclu, l'Iran comme l'Irak ont donc chacun de bonnes raisons de se retourner contre les Kurdes. Si l'Iran panse pour l'instant ses plaies, l'Irak n'a pas tardé à réagir : le 24 août, précédés d'une vague de bombardements à l'arme chimique (voir ci-contre), 60 000 militaires irakiens prennent position dans le nord du territoire, forçant à l'exode vers la Turquie des dizaines de milliers de civils et de peshmergas coupables d'avoir collaboré avec l'ennemi d'hier.

A la recherche d'un Etat

« Nous ne sommes pas responsables de la guerre Iran-Irak », plaide Zibari Hosiar, membre du comité central du P.D.K. « Nous avons seulement essayé d'utiliser les contradictions régionales et les conflits qu'elles ont provoqués dans nos intérêts. Mais notre combat a commencé bien avant la guerre Iran-Irak ! »

Ce combat commence vraiment au XIX^e siècle, avec le réveil des nationalismes à travers le monde. Il est un temps couronné de succès, lorsqu'en 1920, le Traité de Sévres conclu entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale et l'Empire Ottoman ouvre la perspective d'un Etat autonome. Mais l'espoir de Sévres ne dure

Entre 5 États

Le territoire du Kurdistan s'étend sur 470 000 kilomètres carrés répartis sur cinq États : la Turquie, où vivent dix millions de Kurdes, l'Iran (6 millions), l'Irak (3,5 millions), la Syrie (1 million) et l'U.R.S.S. (320 000). On compte également 600 000 Kurdes en Europe, dont 450 000 en R.F.A. et 60 000 en France, et 100 000 au Liban.

Les Kurdes se considèrent comme les descendants des Mèdes de l'Antiquité. Ils parlent une langue d'origine indo-européenne, proche du perse, rédigée en alphabet latin ou arabe. L'immense majorité est de religion musulmane, avec 75 % de sunnites et 20 % de chiites.

pas : en 1923, le Traité de Lausanne imposé par Atatürk consacre le partage du Kurdistan.

L'histoire des Kurdes n'est ensuite qu'une litanie de révoltes vite réprimées, vite renaissantes, dans l'un ou l'autre des pays concernés.

Dès 1925, les Kurdes de Turquie se rebellent contre l'interdiction qui leur est faite de parler leur langue, au nom du panturquisme triomphant. La répression n'empêchera pas de nouvelles révoltes en 1927, 1932, 1961...

En Iran, au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'est aussi en luttant contre le séparatisme kurde que Reza Shah assoie son pouvoir. Une république autonome sera proclamée en 1946, dans la confusion de l'Iran de l'après-guerre, mais elle est noyée dans le sang après le retour à l'ordre en 1947.

Espoir de courte durée également en Irak où, après

de longs affrontements, Kurdes et Arabes fondent en 1958 une république garantissant les « droits nationaux » des deux peuples « au sein de l'entité irakienne ». La guérilla reprend en 1961 pour ne jamais réellement s'interrompre, malgré un accord de paix en 1970 et la proposition d'un régime d'autonomie en 1974.

Un pacte contre les Kurdes

Deux dates ressortent, qui résument l'impossible combat des Kurdes. En juillet 1937, lassés de leurs incessantes révoltes, la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan concluent un pacte pour coordonner leur lutte contre les Kurdes. En mars 1975, l'Irakien Saddam Hussein et le shah d'Iran se réconcilient à Alger, provoquant ce commentaire du leader kurde Moustapha Barzani : « Il semble que les partenaires se soient surtout préoccupés de leurs intérêts et que l'accord a été conclu à nos dépens ». La suite lui donnera évidemment raison.

Tragique bégaînement de l'Histoire. Dans ce Moyen-Orient en proie à toutes les convoitises, les Kurdes paraissent condamnés à faire les frais de la guerre comme de la paix. L'Iran et la Syrie nient toujours leur existence, l'Irak les amnistie mais les bombarde, la Turquie, image oblige, accueille les bombardés mais refuse de reconnaître ses propres Kurdes.

« On ne peut pas rayer de la carte du monde vingt-quatre millions de personnes ! » Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, semble soudain très las. « L'avenir immédiat n'est pas très engageant, reconnaît-il. Pour l'instant, la question n'est pas de savoir s'il faut réclamer l'autonomie ou l'indépendance. Notre problème est d'abord de survivre ».

FRANCIS BROCHET

L'Événement de Jeudi 13..X.88

KURDES : la Turquie s'en lave les mains

■ Les promesses d'amnistie faites par l'Irak à ses nationaux kurdes réfugiés en Turquie depuis l'été ne font pas recette: les envoyés spéciaux de Bagdad, qui sillonnent les camps avec l'aide et la protection de l'armée turque, n'ont pu convaincre que quelques centaines de «volontaires», malgré la surveillance – symbolique – de la Croix-Rouge. «Dans les camps turcs de Yuksekova et de Silopi, la situation risque de devenir dramatique d'ici à la fin octobre», dit le Dr Benedetti qui vient d'effectuer pour Médecins du monde deux missions dans la région. Prise entre une Europe soucieuse des valeurs humanitaires et un voisin irakien qu'elle ne peut mécontenter ni stratégiquement ni économiquement, la Turquie, elle-même confrontée au problème kurde, en est réduite à une attitude louvoyante. La question de l'emploi de gaz de combat par l'Irak concentre parfaitement cette ambiguïté. «La plupart des grands blessés ont été directement convoyés par hélicoptères sur des hôpitaux, et isolés», dit Benedetti. La Turquie a refusé la mission d'évaluation des gaz proposée par l'ONU. Et si les experts turcs n'ont pas constaté de signes

flagrants de gazage, ils ne se sont pas non plus livrés à une analyse biologique de dépistage. Mais j'ai appris qu'à Diyarbakir 3 médecins turcs qui avaient pris l'initiative de faire des prélèvements à des fins d'analyse ont été inculpés. Dans une autre ville, le médecin responsable d'un camp m'a assuré avoir reçu 150 malades présentant des signes de toxicité hépatique, d'anémie et d'atteinte des lignées sanguines, qui accréditent la thèse du gazage. Les plus touchés ont été dirigés sur un hôpital universitaire, et leurs dossiers «transférés ailleurs». Benedetti est parvenu à s'introduire dans l'établissement en question, et à faire des prélèvements sur les réfugiés kurdes hospitalisés, ainsi que sur ceux des camps. Les échantillons sont actuellement analysés en Europe. S'il n'a pas agi à visage découvert, il a bénéficié de complicités, et surtout du silence. «J'ai un peu le sentiment qu'on m'a laissé faire», dit-il.

Certes, la Turquie ne peut guère coopérer activement à la recherche de la vérité. Elle ferme les yeux des deux côtés et laisse à d'autres le soin de mettre à jour les stigmates de la guerre chimique. François LANDON

L'Humanité 15.X.88

TURQUIE : TRANSFERTS MASSIFS DE KURDES EN IRAN

Plus de trente mille des cent mille Kurdes qui s'étaient réfugiés en Turquie en septembre pour fuir les bombardements chimiques irakiens auraient été transférés vers l'Iran ces derniers jours. C'est ce qu'annoncent deux sources concordantes: l'organisation kurde irakienne PDKI (Parti démocratique du Kurdistan) et les autorités iraniennes. Le vice-premier ministre iranien Moayyeri est arrivé hier à Ankara où il a remis un message au premier ministre turc Ozal. Le chef du gouvernement iranien y fait part de son inquiétude face à l'afflux massif de réfugiés kurdes chassés vers l'Iran par les autorités turques. Le PDKI fait état, pour sa part, des conditions de vie dramatiques endurées par les Kurdes dans les camps de Turquie, où des dizaines d'enfants meurent de froid et de faim chaque jour. La Turquie continue d'ailleurs de refuser la prise en charge des réfugiés par la Croix-Rouge ou d'autres organisations internationales, ce qui semble confirmer son intention de s'en débarrasser au plus vite.

NICOSIE, 13 oct (AFP) - Au moins 30.000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie ont été transférés récemment et "de façon discrète" en Iran par les autorités turques, affirme le porte-parole du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK), dirigé par M. Massoud Barzani, dans un communiqué parvenu jeudi au bureau de l'AFP à Nicosie.

Ces réfugiés se trouvaient dans deux camps situés à Yuksekova, dans le sud-est de la Turquie et ont été envoyés dans le camp de réfugiés, "déjà surpeuplé", de Zieva, dans la province d'Urmya, dans l'ouest de l'Iran, précise le communiqué.

Le PDK est "très inquiet de cette transportation forcée de réfugiés par la Turquie vers des régions proches des frontières iraniennes, sans avertir au préalable les autorités iraniennes et sans être sûre que des arrangements ont été faits pour les recevoir en Iran".

Il craint, ajoute le communiqué, que "les autorités turques ne forcent les réfugiés qui se trouvent encore en Turquie de chercher asile en Iran parce qu'elles n'ont pas pu les convaincre à regagner l'Irak".

La Turquie a refusé de laisser la Croix-Rouge et d'autres organismes d'aide internationaux de superviser les camps ou de fournir les facilités et aides nécessaires aux réfugiés, selon le communiqué, qui précise que les conditions dans les camps sont désastreuses.



Peter Michael
LINGENS

*Die Giftgaseinsätze des Irak
könnten Weltgeschichte machen.*

TOD UND TABU

Es hat mich immer zur Weißglut gebracht, wenn die Verurteilung deutscher Kriegsverbrechen als „das Recht der Sieger“ diffamiert wurde. Es wären auch Kriegsverbrechen gewesen, wenn Deutschland den Krieg gewonnen hätte – nur, daß dann leider keine Gerichtshöfe mehr bestanden hätten, diese Verbrechen zu ahnden.

Deshalb kann ich nicht verstehen, wenn die Welt es in diesen Tagen hinnimmt, daß im Krieg zwischen dem Irak und dem Iran tatsächlich nur mehr das „Recht des Siegers“ gilt und die vorhandenen Institutionen sich kurzerhand weigern, die Kriegsverbrechen Sadam Husseins zu ächten.

Es ist schon schlimm, daß aus diplomatischen Gründen alles unternommen wird, um das Thema der Kriegsschuld vom Verhandlungstisch zu wischen, auf daß der Herrscher des Irak nicht ärgerlich davon aufstehe. Denn immerhin hat es nur selten einen so eindeutigen Aggressor gegeben: Sadam Hussein hat den Iran bekanntlich nach der Verjagung des Schah überfallen, weil er meinte, im herrschenden Chaos leichtes Spiel zu haben. Wenn die Regierung des Iran fordert, dieser Umstand möge von der UNO festgestellt werden, dann fordert sie die Feststellung der Wahrheit.

Allenfalls müßte man hinzufügen, daß es nicht die ganze Wahrheit ist, denn im Verlaufe des Krieges ist auch der Iran zum Aggressor geworden: Nachdem er die Irakis längst wieder aus dem eigenen Land hinausgeworfen hatte, ließ Khomeini seine Armee gegen Bagdad marschieren – zwar nicht mit dem Ziel, sich das Territorium des Irak einzuverleiben, aber immerhin mit der Absicht, die eigenen Anschauungen über die ganze Region zu verbreiten. Man kann Khomeini Notwehrüberschreitung, übertriebene Rache und Fanatismus vorwerfen – das alles ändert nichts daran, daß es die halbe Million Toten des Golfkrieges nicht gäbe, wenn Sadam Hussein ihn nicht begonnen hätte.

Danach sollte die zivilisierte Welt diesen Mann einschätzen. Es bestürzt mich, wenn Zeitungsberichte von ihm als einen Staatsmann wie jedem anderen schreiben, den man besänftigen, nicht den man bis aufs Messer bekämpfen muß.

Gespensisch wird es, wenn im Zuge dieser Besänftigungspolitik auch das Thema „Giftgas“ unter den Teppich gekehrt wird.

Der US-Kongreß war meines Wissens die einzige Institution von Gewicht, die die fortgesetzten Kriegsverbrechen des Irak offiziell verurteilt hat. Im Rest der Welt und insbesondere in der UNO drückt man sich um jedes deutliche Votum herum, obwohl jede Menge an Beweisen vorhanden ist und obwohl es sich keineswegs um ein „geringfügiges“ Kriegsverbrechen handelt: Mit seinen Giftgaseinsätzen hat der Irak ein Tabu durchbrochen, das sogar Hitlers Armee während des zweiten Weltkriegs respektierte. (Daß das Dritte Reich Gas, das es im Krieg vermied, gegen die Juden einsetzte, zeigt nur einmal mehr, in welchem Irrsinn seine Machthaber befangen waren.)

Immerhin ist der Einsatz von C-Waffen nicht nur durch gegenseitiges Einvernehmen, sondern durch internationale Verträge und Konventionen geächtet. Ich halte es für politisch lebensgefährlich, wenn Sadam Hussein diese Ächtung durchbrechen kann, ohne selbst dafür geächtet zu werden.

Begründet wird das allgemeine Leisetreten einmal mehr mit der Notwendigkeit, den Herrscher des Irak bei Laune zu halten, damit der Friede am Golf nicht gefährdet wird. Ich glaube nicht an diesen Zusammenhang: Wenn Sadam Hussein die Kriegshandlungen wieder aufnehmen will, dann wird er es in bester Laune tun, so wie Khomeini es in bester Laune tun wird. Derzeit ist der Iran erschöpft, und der Irak hält einerseits die geschaffene Lage für günstig (er darf hoffen, sich umstrittene Grenzgebiete einzuverleiben) und steht andererseits unter dem Druck seiner arabischen Verbündeten, die ihm Geld, und der Amerikaner, die ihm Waffen geben.

Außerdem weiß auch Sadam Hussein mittlerweile, daß 16 Millionen Iraker so wenig einen Endsieg gegen 44 Millionen Iraner erringen können, wie die iranische

Armee Bagdad zu erobern vermochte.

Deshalb, und nicht weil die Friedfertigkeit im Charakter Sadam Husseins überhandgenommen hätte, ruht der Golfkrieg.

Wenn die Welt darauf verzichtet, den Einsatz von Giftgas auf das energischste anzuprangern und mit Sanktionen zu ahnden, dann ist damit ein Präzedenzfall geschaffen: Auch andere Armeen werden in Zukunft leicht herzustellende chemische Kampfstoffe rücksichtslos verwenden.

Der Ablauf der Giftgaseinsätze erlaubt uns, zu studieren, wie vermutlich auch der Einsatz von Atomwaffen vor sich ginge, wenn das atomare Tabu einmal durchbrochen wäre:

● Am Anfang steht eine Situation echter militärischer Bedrängnis: Als der Irak im Frühjahr 1982 eine Reihe von Niederlagen einstecken muß, spricht die Kriegspropaganda erstmals von einer „Wunderwaffe“, die man „im äußersten Notfall“ einsetzen werde.

● Diesen äußersten Notfall sah der Irak 1983 gegeben, als die Iraner ihre Massenangriffe über die Sümpfe von Hobzah starteten. Damals erklärte der Iran erstmals, der Irak habe in größerem Ausmaß Giftgas eingesetzt. Bagdad bestritt diese Behauptung, die freilich durch zahlreiche Zeugen belegt wurde.

● Trotz wachsender internationaler Kritik setzte der Irak Giftgas ab 1985 längst nicht mehr in aussichtsloser Lage, sondern bereits zur Vorwärtsverteidigung ein: Durch Giftgasangriffe auf Dörfer und Städtchen im irakischen Kurdengebiet sollte der Aufmarsch iranischer Truppen gestoppt werden.

● Im März dieses Jahres folgte schließlich der erste Großeinsatz gegen die Zivilbevölkerung: Irakische Flugzeuge bombardierten die von den Iranern eroberte kurdische Stadt Halabjah und hinterließen in ihr und angrenzenden Dörfern rund 4000 Giftgas-tote – vor allem Frauen und Kinder. Der Angriff sollte den Kurden des Irak klarmachen, welche Folgen es für sie hätte, mit der Armee des Iran gemeinsame Sache zu machen.

● Offenbar war der Erfolg so nachdrücklich, daß Hussein nunmehr zum offensiven Einsatz von Giftgas überging: Bei den überraschenden irakischen Siegen auf der Faw-Halbinsel und auf den Majnun-Inseln dürfte Giftgas eine wesentliche, wenn nicht sogar entscheidende Rolle gespielt haben.

● Von dort war es nur noch ein kleiner Schritt zur Verwendung von Giftgas außerhalb des Krieges – zur Züchtigung, wenn nicht Vernichtung der eigenen kurdischen Bevölkerung. Der Einsatz von Giftgas war zum alltäglichen Kampfmittel geworden.

Man muß aus diesen Beobachtungen schließen, daß sich der Einsatz von Atomwaffen ganz ähnlich abspielte, wenn das atomare Tabu einmal durchbrochen wäre. Die Arsenale chemischer Waffen reichen nämlich ganz genauso aus, die Welt zu

vernichten, wie die atomaren Arsenalen. Rational müßte daher der Einsatz von C-Waffen mit einem ebensostarken Tabu belegt sein. In der Praxis ist das C-Waffen-Tabu jedoch sehr viel schwächer, weil die Vorstellung ihres Einsatzes nicht sofort die Vision des Weltuntergangs heraufbeschwört.

In Wirklichkeit ließen sich kleine (taktische) Atomwaffen ebenso begrenzt einsetzen wie Giftgas: Man kann auch mit ihnen ein einzelnes Dorf vernichten, ohne gleich die gesamte Umgebung radioaktiv zu verseuchen und für Jahrzehnte unbenutzbar zu machen.

Wäre ein solcher Einsatz von Atomwaffen einmal mit Erfolg vollzogen und hätte sich diese seine begrenzbare Wirkung herausgestellt, so würden die Schranken gegen weitere Einsätze genauso abgebaut wie bei

den Giftgaseinsätzen im Golfkrieg.

In Ländern, in denen das Leben sehr viel weniger gilt als bei uns, ist ein solches Szenario im atomaren Bereich jederzeit denkbar. Ungleich wichtiger als die Bemühungen um den Abbau der nuklearen Arsenalen der Großmächte wären daher Bemühungen, die verhindern, daß Staaten wie der Irak nukleare Arsenalen aufbauen.

In der dritten Welt, nicht im angeblichen „Vorschlachtfeld“ Europa, lauert die reale Gefahr eines atomaren Holocaust.

Als Israel 1981 mit seinen Flugzeugen die Atomreaktoren des Irak zerstörte, um damit die Produktion einsatzfähiger irakischer Atomwaffen zu verzögern, wurde das in der Weltpresse als empörende Verletzung des Völkerrechts angeprangert. In Wirklichkeit war es eine Aktion, die uns möglicherweise davor bewahrt hat, daß der Golfkrieg zum Atomkrieg geworden ist. ■

Oktober 1988

Nr. 40 / S. 25.-

WOCHENPRESSE

Kurdistan muß sterben

Vom türkischen Ende der Brücke, die hinter Cizre über den Grenzfluß führt, läßt sich am anderen Ufer die dort aufgerichtete Tafel mit der arabischen und englischen, aber beileibe nicht kurdischen Aufschrift „Willkommen im Irak“ entziffern. In dieser Woche lief für die rund 100.000 vor den Schrecken des jüngsten irakischen Vernichtungsfeldzuges geflohenen Kurden das von Bagdads Präsidenten Saddam Hussein gewährte „Heimkehr- und Amnestieangebot“ aus. Den bisherigen offiziellen Angaben des Irak zufolge hätten über 20.000 Rückkehrer, also rund ein Fünftel der Flüchtlinge, die Brücke von Cizre wieder überschritten. Doch ist es nur eine verhältnismäßig kleine Schar von Kurden, schätzungsweise tausend, die jetzt vor Torschluß von diesem Offert Gebrauch macht.

Die Provinz Hakkari im äußersten Südosten der Türkei war schon immer ein blutgetränkter Boden. In den Händen kurdischer Freischaren unter Führung von Abdel Kader oder Zammit Bey starben hier vor der Jahrhundertwende Zehntausende von ostsyrischen und armenischen Christen. Ein Genozid, das während des ersten Weltkriegs holocaustnahe Neuaufgaben erlebte.

Armenier gibt es hier nicht mehr, aber heute vollendet sich in den Auffanglagern zu Füßen der wilden, vom ersten Herbstschnee bedeckten Cilo-Berge die Tragödie dieses letzten Aufgebotes im 30jährigen Krieg der irakischen Kurden gegen die national-arabische Zentralregierung am Tigris. Wer die Flucht über die unwegsamen Grenzhöhen und durch reißende Gewässer, an Bären und Wölfen vorbei geschafft hat, rettete damit das nackte Leben, gewinnt aber sonst in der alles andere als kurden-

freundlichen Türkei nicht das geringste hinzu. Bisher hat sich mit rühmlicher Ausnahme der Niederländer niemand bereitgefunden, Kurden aufzunehmen und ihnen ein ihrer Eigenart gemäßes Dasein zu ermöglichen. Die Alternativen in Hakkari selbst heißen daher Lagerelend ohne absehbares Ende, Assimilierung im Sumpf einer türkischen Großstadt oder eben zähneknirschend: zurück in den Irak.

Es sind vor allem Frauen, Kinder und Alte, die in der türkischen Abfertigungshalle am Boden hocken, die sonst für das Heer türkischer Fernfahrer reserviert ist, die vor allem Bier und Butter nach Mossul und Bagdad karren. Und im Gegengeschäft Benzin und Heizöl für den kommenden Winter einführen. Die spärlichen Haufen der Repatriierungswilligen kauern in einer fast schon an Stumpfsinn grenzenden Schicksalsergebenheit auf ihren kläglichen Habseligkeiten. Entsetzen, Entbehrungen, unmenschliche Erlebnisse sprechen aus ihren tiefgefurchten Gesichtszügen. Fast alle anwesenden Männer hatten bis in den September hinein gegen die Iraker für einen freien Kurdenstaat gekämpft, der ihnen von Khomeini verheißt worden war. Gekämpft auch gegen Angehörige anderer perserfeindlicher kurdischer Stämme und Sippen, die diesen Endkampf an der Seite Bagdads zum willkommenen Anlaß für die Austragung alter Blutfehden genommen haben.

Diese flüchtigen Peschmerga-Partisanen der „Patriotischen Union Kurdistans“ des Djelal Talabani, der nebst „Mördern und Dieben“ als einziger ausdrücklich von dem irakischen Gnadenerlaß ausgenommen blieb, trauen daher dieser Versöhnungspose oder gar -posse Saddams Hussein ganz und

**Kurdenlager an der Grenze:
Heimkehrer unerwünscht**

gar nicht über den Weg. Einige Kinder und Frauen schicken sie nur deshalb zurück, „damit unsere Heimat nicht ganz entvölkert und arabisiert, sondern von einer neuen kurdischen Generation erhalten wird“.

Die meisten von ihnen haben keine Ahnung davon, daß es diese Heimat im engeren Sinn inzwischen gar nicht mehr gibt. Nach ihren übereinstimmenden Berichten haben sie die Dörfer oder almartigen Wald- und Höhensiedlungen vor oder mitten in der ersten Giftgaswolke fluchtartig geräumt, zunächst in Bächen und Seen und danach jenseits der türkischen Grenze Zuflucht gesucht. Die nachfolgende Sprengung ihrer Häuser und Ställe, die brennenden Obstgärten und Wälder, die in wilder Jagd talabwärts stürmenden Herden haben die wenigsten – und vielleicht ist das für sie gut so – mitbekommen.

Doch ist auch in der Türkei das ganze grenznahe Kurdistan – sogar viel länger als die verbrannte Erde drüben im Irak – eine „kurdenreine“ Zone. Bereits seit 1971 wird ein Projekt vorangetrieben, das die Abspaltung der acht Millionen türkischen Kurden von ihren Volksgenossen im Irak (drei Millionen) und in Syrien (750.000) durch Schaffung des sogenannten „türkischen Gürtels“ bezweckt. An die Stelle der traditionellen kurdischen Streusiedlungen sind – die Politik Ceausescu in Siebenbürgen vor-

wegnehmend – überdimensionale Staatsfarmen getreten. „Dort finden nur rassenreine Türken Anstellung“, beklagt sich in Schirnak, Provinz Mardin, ein junger „Bergkurde“, wie Ankaras amtliche Bezeichnung für seine kurdischen Untertanen lautet.

Gegen diese Zustände kämpft im ganzen türkischen Kurdistan seit Jahren die Guerrilla der illegalen „Kurdischen Arbeiterpartei“. Totale Isolierung der neuen Flüchtlingslager und ihre schrittweise Verlegung westwärts bis über die türkische Kurdenmetropole Diyarbakir hinaus sollen vorerst jede Kontaktaufnahme zwischen den „Neukurden“ aus dem Irak und den ansässigen Einheimischen verhindern.

Ein Unterführer Talabanis in der Hakkari-Verwaltungshauptstadt Cölemerik befürchtet aber weit Schlimmeres: „Die Türken versuchen, unsere Kämpfer als Hilfstuppen gegen die eigenen Kurden anzuwerben.“

Was leider nichts Neues wäre: Der Schah und nach ihm die Ayatollahs hatten die flüchtigen Kurden Mullah Mustafa Barzanis aus dem Irak gegen deren Brüder im West-Iran aufgeboten. Die Talabanisten dienten lange Jahre in Syrien Assad als Unterdrücker der dortigen kurdischen Minderheit und zu ihrer Umsiedelung in die Vororte von Damaskus. Zur ganzen Kurdentragödie haben nicht nur die fremden Landesherren Kurdistans, sondern ebenso kurdische Zwietracht, Klan- und Parteigeist ihren verhängnisvollen Teil beigetragen. ■

Corriere Della Sera 13.X.88

Personaggi con pochi scrupoli operano nelle regioni di confine sfidando polizia e soldati

Trafficienti d'uomini in Turchia

Una organizzazione segreta per far espatriare gli iraniani

DAL NOSTRO INVIATO
YUKSEKOVA (confine Turchia-Iran) — «Da queste parti non hai molta scelta: o allevi capre o allevi profughi iraniani»: il camionista turco «spara» la battuta e allarga le braccia quasi a volersi scusare. Il suo volto baffuto e scuro si accende di un sorriso carico di sottintesi. Il camionista, che chiameremo Mehmet, appartiene a quella armata fantasma che opera nel Kurdistan turco e che ha le sue basi segrete a Van e negli altri piccoli centri vicini al confine iraniano. E' l'armata dei trafficanti.

Come ogni regione di confine il Kurdistan è il crocevia di mille affari. Naturalmente illegali. Di qui passa l'eroina che arriva dal Paki-

stan. Di qui passano le armi che arrivano dall'Iran. Di qui passano le sigarette fabbricate nella terra di Khomeini. Di qui passano, soprattutto, gli iraniani che vogliono fuggire dal loro Paese.

Il camionista Mehmet è appunto un trafficante di fuggiaschi che ha accettato di svelarci qualche segreto. L'incontro si svolge in una locanda malandata sulla strada che porta al confine iraniano. A pochi metri da noi c'è una delle tante postazioni che i militari hanno creato per combattere i trafficanti. «Tutto inutile» aggiunge con un altro sorriso Mehmet, con l'aria di chi sa il fatto suo.

Prima di iniziare il racconto delle sue imprese il camio-

nista si guarda attorno. «Le sedie hanno orecchie — sibilla mentre con lo sguardo controlla i pochi avventori della locanda. — Ora che la guerra è finita per noi va male: c'è meno gente che vuole scappare».

Il conflitto Iran-Irak e le misure repressive del regime khomeinista sono stati le due grandi molle che hanno spinto centinaia di migliaia di persone a scappare. Ma lasciare il regno dei mullah non è facile. Innanzitutto devi ottenere il passaporto e, in secondo luogo, devi sborsare una tassa d'espatrio salata. Tutto ciò non vale se devi prestare servizio militare. L'alternativa è dunque la fuga. E il flusso di fuggiaschi è talmente intenso che in Turchia è nata una sorta di orga-

nizzazione segreta con capi, sottocapi e affiliati che ha la sua base a Istanbul dove vive la ricca colonia iraniana.

Il primo tempo della «fuga di mezzanotte» inizia in Iran. Trafficanti locali, a volte con la complicità del pasdaran, fanno attraversare il confine ai fuggitivi. «Bisogna stare all'erta perché i khomeinisti sparano». Una volta varcata la frontiera, gli iraniani vengono nascosti in piccoli villaggi. All'interno delle stalle i contadini ricavano stanze segrete destinate ad ospitare i profughi. «Per ogni giorno di permanenza il fuggitivo deve pagare 500 mila lire», precisa Mehmet. Intanto l'organizzazione avverte i suoi uomini a Van.

Generalmente la missione viene affidata a un tassista e a una guida che raggiungono il villaggio. «Entriamo nel centro abitato tra le 2 e le 3 di notte, in quella che chiamiamo l'ora della morte». Per stare tranquilli i conta-

dini tagliano le linee del telefono dei potenziali informatori della polizia. La missione entra nella fase più difficile. «Caricati gli iraniani, riprendiamo la strada per Van. A pochi chilometri dai posti di blocco facciamo scendere i fuggiaschi che, accompagnati dalla guida, aggirano il check-point con una camminata tra i monti fino a raggiungere un posto tranquillo sulla strada dove c'è ad attenderli il tassista», racconta soddisfatto Mehmet.

Una volta raggiunta Van, i fuggitivi vengono caricati su un camion all'interno del quale sono stati ricavati nascondigli oppure raggiungono Istanbul con lo stesso taxi o in bus. Ogni iraniano deve pagare non meno di 15 milioni per ottenere il trasporto che dura dalle 35 alle 40 ore. Il bagaglio è ridotto al minimo. I tassisti fanno eccezione per i pregiati tappeti persiani, che costituiscono oggetto di altri traffici.

«Se la polizia ci scopre — prosegue Mehmet — non è poi così grave. In genere restiamo in carcere una settimana e poi paghiamo i poliziotti che si accontentano di 4 milioni per ogni iraniano». Tragico, invece, il destino dei fuggiaschi. La polizia li respedisce in Iran dove li attende un plotone di esecuzione. «Mi ricordo di una donna e due bimbi presi circa un mese fa: si è inginocchiata supplicando gli agenti di tenerla in prigione ma non di rimandarla indietro. Ma i poliziotti sono stati irremovibili. E per lei è stata la fine».

Mehmet ne parla senza troppo ramarico. Per i trafficanti di uomini gli iraniani sono fonte di guadagno e di benessere che ostentano guidando nelle vie di Yukseko-va lucenti Mercedes e mastodontiche Toyota. «Ora capisci il perché della nostra scelta», e così dicendo ci saluta con un sorriso beffardo Mehmet, trafficante di uomini. **Guido Olimpio**

Corriere Della Sera 12.X.88

INCHIESTA / Viaggio nella galassia dei profughi curdi scampati al massacro di Saddam Hussein e accolti dal governo turco

Consiglio di guerra tra i monti del Kurdistan

Il movimento chiede aiuto all'Europa ma non abbandona la lotta armata

DAL NOSTRO INVIATO

VAN (Turchia sudorientale) — Dalle montagne del Kurdistan un vento gelido scuote le fragili tende che accolgono i curdi rifugiatisi in questo angolo di Turchia.

L'inverno si avvicina rapidamente e tra qualche settimana coprirà con una spessa coltre di neve la terra del «popolo dimenticato». E c'è il rischio che il manto bianco copra anche il dramma e le rivendicazioni dei curdi.

Nei campi profughi come nelle basi nascoste tra i picchi iracheni e iraniani c'è grande fermento. Le donne si preparano a fronteggiare la cattiva stagione e gli uomini si siedono in consiglio di guerra. Un elemento accomuna la gente del Kurdistan sparpagliata dal destino e dalla storia in questa terra «dimenticata da Allah»: l'incertezza del domani.

I rifugiati si interrogano su quello che sarà il loro futuro in un Paese che non li ama troppo, i peshmerga (guerriglieri) discutono su quale strategia adottare dopo il grande massacro.

Per i curdi è stata davvero un'estate calda. In tutti i sensi. Il movimento autonomista ha dovuto subire i colpi durissimi dell'armata di Saddam Hussein (in Irak), del pasdaran di Khomeini (in Iran) e dei soldati di Ankara (Turchia): i combattenti hanno perso basi e posizioni, i civili hanno versato il

loro tributo di sangue. Per una volta la strage non è passata inosservata. La ferocia di Saddam Hussein nel regolare i conti con gli irriducibili avversari curdi ha provocato una sdegnata risposta in Occidente. L'impiego massiccio dei gas ha finalmente fatto riflettere sui pericoli — e non solo in questa tribolata regione — della morte invisibile.

Il problema per i leader della resistenza è trasformare questo colpo propagandistico in successo politico. «E' una impresa ardua — afferma un assistente in sociologia che ha passato diversi anni in prigione —. I movimenti curdi che agiscono nei tre Paesi hanno peculiarità ed esigenze troppo diverse». Negli ambienti della diaspora si è convinti che una strategia comune è quasi impossibile. «Tuttavia qualcosa si sta muovendo — aggiunge un'altra fonte della resistenza —. A Parigi c'è stata di recente una riunione alla quale hanno partecipato diverse formazioni per elaborare nuovi piani».

I consigli di guerra non si sono risolti in sterili discussioni ma hanno dato dei risultati. I peshmerga del Puk di Jalal Talabani hanno raggiunto un'intesa con i guerriglieri del Pkk (curdi di Turchia). «Ci saranno più contatti e più collaborazione tra i due gruppi. E' un fatto importante che può costituire la piattaforma per intese fu-

ture» si osserva nel Kurdistan turco. E la rilevanza del patto non è certo sfuggita al governo di Ankara che ha attivato le sue «antenne». Vi sono sospetti che tra i profughi giunti dall'Irak si siano infiltrati anche i peshmerga del Pkk.

Sempre Talabani (che può contare su circa 10 mila guerriglieri) ha proposto la creazione di un Fronte patriottico che dovrebbe raccogliere forze curde di Iran, Irak, Turchia e Siria. Toccherà al Fronte stabilire la strategia sovranazionale mentre saranno le singole comunità a elaborare le tattiche più adeguate.

Nelle prossime settimane una delegazione d'alto livello di curdi iracheni (oltre agli uomini di Talabani vi saranno anche i collaboratori di Massud Barzani, il capo dei capi) si recherà in Europa per sollecitare appoggi e solidarietà.

Intellettuali, peshmerga, rifugiati concordano tutti su un punto: il Vecchio Continente è il solo che può fare qualcosa per la nostra causa. Alla fiducia negli europei si contrappone lo scetticismo sul ruolo delle superpotenze «troppo distratte da missili e distensione» per pensare ai 25 milioni di curdi.

Solo di recente gli Stati Uniti hanno riguadagnato qualche simpatia per aver condannato le stragi perpetrate da Saddam Hussein mentre l'URSS, dopo gli

amori del passato, ha deluso persino i marxisti più convinti.

Ma cosa chiedono i resistenti alla comunità internazionale? Un aiuto per ottenere l'autonomia. Raham Gasemlu, 58 anni, leader del Partito democratico del Kurdistan iraniano, ha di recente dichiarato: «Sappiamo che una soluzione militare non è possibile: invitiamo, perciò Teheran a negoziare con noi. Il nostro obiettivo è l'autodeterminazione». Più bellicoso Jalal Talabani:

«Accetteremo l'autonomia se in Irak vi sarà un governo democratico. Ora non è possibile perché Saddam è un dittatore».

L'impressione è che i curdi farebbero volentieri a meno di kalashnikov e lanclarazzi in cambio di vantaggi politici e pratici, ma per il momento sono costretti alla lotta armata.

Il destino del popolo dimenticato torna dunque nelle mani del peshmerga, il guerrigliero che cammina davanti alla morte. La storia e la politica non sembrano però della sua parte. Come già altre volte.

Guido Olimpio

24 Heures 12.X.88

Noureddine Zaza est décédé

Une vie de héros kurde

Noureddine Zaza, un des personnages clés du nationalisme kurde, — qui est aussi un peu un héros de cette nation écartelée entre cinq pays — est décédé vendredi dernier des suites d'une longue maladie, peu avant d'avoir atteint la septantaine. Il avait choisi la région lausannoise, où il avait fait ses études, comme refuge où s'établir après des années d'une vie mouvementée de militant au Moyen-Orient, qu'il a racontée dans son autobiographie « Ma Vie de Kurde ».

Noureddine Zaza est né au lendemain de la Première Guerre mondiale à Maden, dans le Kurdistan turc. Il a six ans quand la répression cruelle d'Atatürk s'abat sur son peuple. A dix ans, il s'enfuit avec son frère aîné en Syrie, où il sera élève du Lycée français de Damas et où il fréquente les milieux nationalistes kurdes. En 1944, en voulant rendre visite au grand chef Barzani, il se fait arrêter en Irak et reste détenu pendant un an — première d'une longue série de séjours en prison.

Après des études de science politique à Beyrouth, Zaza vient à Lausanne en 1947 pour faire son doctorat en sciences sociales et pédagogiques (sa thèse est consacrée à Emmanuel Mounier). Avec six compatriotes, il fonde l'Association des étudiants kurdes en Europe et s'em-

ploie à faire connaître les problèmes de son peuple. Il est si actif que l'ambassade de Turquie menace de retirer tous les étudiants turcs des universités suisses si Zaza reste à Lausanne. Pressé par la police, il repart en 1956 et devient professeur de pédagogie et sociologie à Damas.

Sauvé de la potence

En 1957 il crée le Parti démocratique kurde de Syrie qui s'oppose notamment à l'union syro-égyptienne et devient vite le bouc émissaire du régime. Arrêté en 1960, emprisonné, torturé, puis condamné à mort par un tribunal militaire, Zaza n'échappe à la potence que grâce à une campagne de presse et de pétitions organisée notamment par ses amis suisses. Quelques années plus tard,



Noureddine Zaza.

Ruppen-a

un coup d'Etat transforme à nouveau sa vie en enfer: clandestinité, fuite, expulsion, extradition, prison, exil dans les montagnes...

Finalement, Zaza se réfugie en Turquie en traversant un champ de mines. Mais l'Etat turc l'a à l'œil. Déchu de sa nationalité, il s'enfuit en Suisse en 1970. Cette fois, il y restera pour de bon: il épouse une journaliste valaisanne, Gilberte Favre, s'installe à Bussigny et enseigne à l'Université. En 1974, il publie un recueil de contes et poèmes kurdes, puis son autobiographie en 1982.

Il continue de vibrer pour la nation kurde. La nouvelle génération de militants — notamment celle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), gauchiste et exclusif — se méfie toutefois des nationalistes modérés de sa trempe. Mais dans les montagnes lointaines à l'est de l'Euphrate il arrive, paraît-il, que des troubadours villageois chantent la vie aventureuse de Noureddine Zaza.

Al. P.

Journal de Genève 13.X.88

Gilberte Favre-Zaza et Chango Zaza, à Bussigny-près-Lausanne; ses sœurs, nièces et neveux, les familles parentes et alliées au Moyen-Orient et en Suisse; ses fidèles amis,

ont le chagrin de vous annoncer qu'après une vie de sacrifice tout entière consacrée à la lutte pour les droits du peuple kurde

Noureddine ZAZA

Docteur en pédagogie de l'Université de Lausanne
Fondateur du Parti démocratique kurde de Syrie

s'est endormi paisiblement le 7 octobre 1988 des suites d'un cancer qu'il aura combattu avec acharnement durant trois ans.

L'une de ses dernières plus grandes joies aura été d'enseigner, en août 1988, au Cours de Vacances de l'Université de Lausanne, pour la 17^e année consécutive.

Il a été inhumé, entouré de l'affection de ses proches, au cimetière de Bois-de-Vaux, à Lausanne.

Merci de ne pas faire de téléphones ni de visites.

Ceux qui ont été sensibles à la cause défendue par Noureddine Zaza peuvent penser à:

- l'Institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette, 75010 Paris
- Amnesty International CCP 10-1010-6 Lausanne
- Médecins du monde (mention « Kurdistan »), 67, avenue de la République, 75011 Paris.

Notre vie est le pays où l'on n'arrive jamais.
(Maurice Chappaz).

Le monde est une rose, sens-la et passe-la à tes amis.
(Proverbe kurde cité par Noureddine Zaza).

Journal de Genève 13.X.88

LAUSANNE

Mort d'un chef kurde

Lausanne, 12 (ATS). – Noureddine Zaza, fondateur et ancien président de l'Association des étudiants kurdes en Europe et du Parti démocratique kurde de Syrie, est mort le 7 octobre à Lausanne, à 69 ans, des suites d'une grave maladie, a-t-on appris mercredi dans la capitale vaudoise. Après avoir été arrêté à plusieurs reprises dans les pays du Proche-Orient en raison de son activité en faveur des libertés du peuple kurde, il s'était réfugié en Suisse et, avec sa femme romande, vivait à Bussigny-près-Lausanne.

Né en 1919 dans une famille de notables du Kurdistan turc, Noureddine Zaza était parti tout jeune pour la Syrie. Puis, après des études à

l'Université de Lausanne qui lui valurent le grade de docteur es sciences sociales et pédagogiques, il devint professeur à Damas. Mais son activité politique le contraignit à une vie errante en Syrie, en Turquie, en Irak et au Liban. Incarcéré plusieurs fois et même condamné à mort, il finit par se réfugier en Suisse en 1970 et à acquérir la nationalité de son pays d'accueil.

Il enseigna pendant 17 ans aux cours de vacances de l'Université de Lausanne et publia des ouvrages en langue kurde et des traductions en français. Ses mémoires, «Ma vie de Kurde», sont parues en 1982.

Politis 21-27.X.88

HOMMAGE

MORT D'UN KURDE

Pourquoi parler du décès d'un Kurde singulier quand ce peuple déplore tant de morts plurielles ? Noureddine Zaza est mort, à Lausanne, dans son lit. Cancer. En Turquie, il avait subi la prison et la torture, avant de vivre l'exil. Il ne cessait de témoigner, de son peuple martyr. Il est notamment l'auteur d'un livre : *Une vie de Kurde* (Ed. Fabre). Noureddine était enfin un ami de notre journal, qu'il avait contribué à faire naître, et connaître en Suisse. Qu'il repose en paix.

bliés dans le quotidien *Tribunal de Marbella* du 2 février 1987. « *On cherche à condamner la liberté d'expression* » a déclaré le dessinateur, citant le cas de deux journalistes menacés de la même sanction pour un article sur le syndicat de la garde civile. En appelant à une large mobilisation sur ce thème, il a réaffirmé, la dent aussi dure que son crayon, « *qu'il n'avait fait qu'accuser d'escroquerie le PSOE et le gouvernement pour avoir trompé le peuple.* ».

« Je dis oui à l'OTAN... comme tous les cocus ! » Ce dessin de Vasquez de Sola est considéré en Espagne comme un crime passible de six ans de prison.

Le Monde 15.X.88

Alors que le problème de l'aide internationale
se pose avec acuité

Des milliers de réfugiés kurdes ont quitté la Turquie pour l'Iran

ISTANBUL
de notre correspondant

Entre huit mille et quinze mille réfugiés kurdes irakiens ont quitté, au cours des derniers jours, la Turquie pour l'Iran, sans que les chiffres – contradictoires – fournis par les deux pays autorisent plus de précisions. Quelque quatre mille réfugiés attendraient actuellement à la frontière l'accord des autorités iraniennes. Ces départs, après le retour, la semaine dernière, de mille quatre cent soixante et onze réfugiés en Irak, ont permis de fermer le camp de Suustu, près de Yuksekova, dont le sous-équipement et l'altitude rendaient le maintien impossible à l'approche de l'hiver (*le Monde* du 2 octobre).

Les réfugiés de ce camp qui ont choisi de rester ont été regroupés au camp de Uzunsirt, à une trentaine de kilomètres, dans des conditions climatiques analogues : c'est dire que les mêmes problèmes s'y posent déjà, comme ils ne tarderont pas à se poser dans les trois autres situés en plaine, mais dont l'équipement, quoique meilleur, ne permettra pas

à leurs vingt-sept mille occupants de passer l'hiver.

Le problème d'une aide internationale, de plus en plus nécessaire, achoppe toujours sur deux questions : la nature de l'aide et ses canaux d'attribution. La Turquie se défend – « Nous ne sommes pas le Soudan » – d'avoir besoin d'une aide en nature. La mission de la Croix-Rouge internationale, pour organiser à partir de la Turquie le convoi de matériel demandé par les Iraniens, apporte une démonstration appréciée ici de la capacité turque à répondre aux besoins, à condition d'en avoir les moyens financiers.

Plusieurs pays seraient disposés à les apporter et l'ont fait savoir à la Croix-Rouge internationale ainsi qu'au Haut-Commissariat aux réfugiés.

Préférant des aides bilatérales directes, Ankara n'a toujours pas donné son accord à ces cadeaux internationaux, faisant craindre dans les milieux concernés que la prolongation de l'attente ne finisse par éteindre l'intérêt des éventuels donateurs, sollicités ailleurs par d'autres situations catastrophiques.

MICHEL FARRÈRE.

L'Humanité 17.X.88

TURQUIE : VINGT ANS DE PRISON POUR MEDHI ZANA

L'ancien maire de la ville kurde de Dيارbakir, Medhi Zana, a été condamné, jeudi, à vingt ans de prison, dont sept pour « port d'arme » (alors que la possession d'une arme était légale pour un maire). Emprisonné depuis le coup d'Etat de septembre 1980, Medhi Zana, à qui l'on reproche surtout de défendre la culture et la langue kurde non reconnues par le régime d'Ankara, a été affreusement torturé. On l'avait transféré dans une prison du centre de la Turquie, en août dernier, à la suite d'une manifestation des familles des détenus de Dيارbakir qui demandaient à pouvoir parler le kurde pendant les visites. Une cinquantaine de personnes avait été arrêtées, dont l'épouse de Medhi Zana. Les autorités d'Ankara semblent avoir durci la répression, ces dernières semaines, allant jusqu'à poursuivre en justice l'Association des droits de l'homme, légale depuis un an. Le procureur demande de trois ans à huit ans de prison contre ses dirigeants, accusés d'avoir « dépassé les objectifs de l'association » parce qu'ils ont lancé, ces derniers mois, une campagne de signatures contre la peine de mort et pour l'amnistie de tous les prisonniers politiques.

PARIS, 16 oct (AFP) - La Turquie continue à diriger vers l'Iran des réfugiés kurdes irakiens, malgré la demande iranienne effectuée auprès des autorités turques, d'une coopération dans cette affaire, a annoncé, dimanche, un responsable du ministère iranien des Affaires étrangères, cité par l'agence iranienne IRNA, reçue à Paris.

Selon M. Zabihollah Nofarasti, le gouvernement turc continue à "envoyer vers l'Iran des groupes de 2.000 à 3.000 réfugiés kurdes irakiens". "Plus de 30.000 kurdes irakiens sont déjà arrivés en Iran, dont de 15.000 à 18.000 après avoir franchi les frontières turques", a indiqué M. Nofarasti.

L'arrivée de plusieurs milliers de réfugiés kurdes irakiens dans les provinces frontalières du nord-ouest de l'Iran, a causé, selon M. Nofarasti, "beaucoup de problèmes d'installation et d'hébergement".

La République islamique d'Iran héberge ces réfugiés pour des raisons humanitaires et afin de les protéger de la saison froide, a affirmé le responsable iranien.

L'Irak avait lancé en août dernier une offensive contre des opposants kurdes dans le nord du pays. A la suite de cette attaque, plus de 100.000 Kurdes s'étaient réfugiés en Turquie.

Le Monde 17.X.88

Iran

Les réfugiés kurdes en provenance de Turquie ne seront plus acceptés

Le vice-premier ministre iranien Ali Reza Moayeri est arrivé, vendredi 14 octobre, à Ankara pour s'entretenir avec le chef du gouvernement turc Turgut Ozal du problème des réfugiés kurdes irakiens, a-t-on indiqué de source autorisée turque. Selon l'agence iranienne de presse IRNA, M. Moayeri souhaite indiquer aux responsables turcs que son pays ne peut plus accepter de nouveau

réfugiés kurdes irakiens qui fuient les exactions de Bagdad. Pour sa part, l'agence anatolienne de presse écrit que M. Moayeri remettra à M. Ozal un message du premier ministre iranien Mir-Hossein Moussavi et rencontrera les ministre turcs des affaires étrangères et de l'intérieur, MM. Mesut Yilmaz et Mustafa Kalemli.

Avant de quitter son pays, M. Moayeri avait déclaré à l'agence IRNA que « l'Iran avait déjà accepté un nombre important de réfugiés kurdes irakiens qui ont fui leurs villes natales du nord de l'Irak [et] l'envoi en nombre de ces réfugiés de Turquie en Iran se solderait par des tragédies humaines ». Selon les responsables

turcs, quelque quatorze mille Kurdes irakiens sur les cinquante mille qui se sont réfugiés en Turquie sont partis cette semaine en Iran de leur plein gré.

De son côté, Téhéran affirme que plus de trente-deux mille réfugiés kurdes sont arrivés en Iran depuis la mi-juillet, date du début du massacre irakien.

Jeudi, des responsables turcs et iraniens se sont rencontrés à la frontière entre leurs deux pays pour mettre au point la coordination des mesures concernant les réfugiés kurdes. — (Reuter.)

Montagne 17.X.88

Armes chimiques contre les Kurdes

Des médecins américains affirment avoir réuni des preuves écrasantes.

ANKARA. — Un groupe de médecins américains, après avoir visité plusieurs camps de réfugiés kurdes en Turquie, a découvert « des preuves écrasantes » de l'utilisation par l'armée irakienne d'armes chimiques contre la minorité kurde du nord de l'Irak.

60.000 réfugiés

Le docteur Robert Mullan Cook-Deegan, représentant les Médecins pour les droits de l'homme, organisation basée aux Etats-Unis, a déclaré que le groupe de trois médecins avaient interrogé plus de 100 Kurdes qui avaient fui et traversé la frontière irako-turque, et reçu des questionnaires médicaux de 25 réfugiés.

Les trois médecins ont l'intention de rédiger un rapport qu'ils rendront public dans un mois.

Environ 60.000 Kurdes ont fui l'Irak vers la Turquie, en affirmant que l'Irak a lâché des bombes chimiques sur leurs campements. Ils vivent à présent sous des tentes dans cinq camps au

sud-est de la Turquie. La Turquie a refusé la mois dernier d'autoriser des experts des Nations Unies pour enquêter sur les affirmations des Kurdes à propos des bombes chimiques. L'Irak a toujours nié.

Symptômes typiques

« S'il s'était agi d'une attaque avec des armes conventionnelles, il y aurait des preuves de blessures comme des blessures par balles » a expliqué le docteur Cook-Deegan. D'après lui, les réfugiés kurdes se plaignent de diarrhées sanglantes, de vomissements, irritations de la peau, de problèmes oculaires et respiratoires

« Ce sont des symptômes typiques d'agents chimiques dits irritants » a affirmé le médecin américain. Il est difficile d'évaluer l'ampleur de l'attaque chimique sans voir les sites, a déclaré le médecin, qui a critiqué la politique de rétention d'information pratiquée par la Turquie, qui ne « veut pas se faire d'ennemis ».

L'Humanité 19.X.88

► L'IRAK a, de nouveau, procédé, la semaine dernière, à des bombardements à l'arme chimique contre les populations kurdes du nord-est du pays, selon un communiqué publié à Londres par l'Union patriotique du Kurdistan. Quarante-huit personnes seraient mortes le 15 octobre à Hammea et Chemi-Rezam et onze autres, quatre jours plus tôt, à Sheikh-Bizeni.

Présent 17.X.88

Suisse

Ce sera moins facile pour les « réfugiés »

LE gouvernement suisse a adopté des mesures de dissuasion contre les étrangers demandant l'asile en Suisse, principalement des Turcs, qui pour la Confédération ne sont pas des réfugiés politiques mais viennent dans ce pays uniquement pour y chercher du travail.

Désormais, les demandeurs d'asile politique qui franchissent illégalement la frontière et dont la demande n'a du point de vue des autorités aucune chance d'aboutir seront hébergés dans des « centres fédéraux », interrogés directement par le délégué aux réfugiés et privés de la possibilité de travailler.

Cette nouvelle procédure vise à endiguer le flot de candidats à l'asile, qui a augmenté de façon notable et vient de causer un engorgement dans les centres d'accueil pour réfugiés. Deux tiers des quelque 10 000 requérants accueillis en Suisse durant les huit premiers mois de l'année viennent de Turquie. Les autorités en prévoient 14 000 à la fin 1988.

Les centres fédéraux sont des camps d'accueil que les autorités comptent installer dans des cantonnements militaires, à l'écart des villes. Les cantons seront exclus de la procédure, tout comme les œuvres d'entraide qui ne recevront plus les dossiers des candidats avant leur audition.

Elisabeth Kopp, chef du département de justice et police suisse, a toutefois expliqué à Berne qu'il est exclu d'adopter des mesures spécifiques à l'encontre des requérants turcs. Les droits de l'homme sont en effet encore fréquemment bafoués dans leur pays, a indiqué Mme Kopp, qui a évoqué des cas de torture ainsi que la situation d'exception au Kurdistan.

Pourquoi faut-il que les gnagnaneries humanitaristes soient devenues le passage obligé des autorités de cet Occident qui n'en finit plus de s'autoflageller ?

F.F.

PARIS, 18 oct (AFP) - 35.373 Kurdes irakiens ont trouvé asile en Iran depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak, le 20 août dernier, a déclaré mardi un responsable du bureau du gouverneur général d'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest de l'Iran).

Selon ce responsable, cité par l'agence iranienne IRNA, reçue à Paris, le ministère de l'Intérieur est chargé d'examiner le cas des réfugiés kurdes irakiens en Iran.

Un officiel iranien avait récemment annoncé que l'arrivée de plusieurs milliers de réfugiés kurdes irakiens dans les provinces frontalières du nord-ouest de l'Iran, à l'approche de la saison froide, avait causé "beaucoup de problèmes d'installation et d'hébergement". Téhéran avait à cet égard demandé au gouvernement turc de coopérer avec lui dans l'affaire des Kurdes qui cherchent asile en Iran après avoir franchi les frontières turques.

L'Iran s'était déclaré mobilisé pour accueillir plus de 100.000 Kurdes irakiens, qui "avaient fui massivement les bombardements chimiques irakiens contre les localités dans le nord de l'Irak".

NICOSIE, 19 oct (AFP) - Quarante-trois personnes ont été tuées et 180 autres blessées dans un bombardement aux armes chimiques de l'aviation irakienne, la semaine dernière au Kurdistan irakien, rapporte mercredi l'agence iranienne IRNA, reçue à Nicosie.

Citant des "sources bien informées", l'IRNA précise que le raid a été effectué sur la région de Chame-Rezan, dans le gouvernorat de Dukan, par quatre chasseurs bombardiers.

"Le régime irakien accentue ses pressions à l'approche de l'hiver, pour pousser la population kurde (irakienne) à l'exode", affirme IRNA.

L'Iran et la Turquie ont accueilli plusieurs dizaines de milliers de Kurdes irakiens, fuyant des opérations de l'armée irakienne au Kurdistan irakien en août dernier.

Après le refus de Téhéran d'accepter de nouveaux réfugiés

La Turquie continue d'héberger 43 000 Kurdes irakiens installés dans quatre camps

ANKARA
de notre correspondant

Une véritable « soupe aux chifres ». Le quotidien de gauche *Cumhuriyet* n'a pas d'autres mots pour qualifier l'accumulation des bilans contradictoires des vrais et des faux partants pour l'Iran; 15 000 vendredi 14 octobre, ils n'étaient plus officiellement, lundi 17 octobre, que 2 200, un chiffre avancé depuis déjà plus d'un mois. Alors que Téhéran s'est plaint toute la semaine dernière d'entrées massives et non préparées... Lundi, le porte-parole turc des affaires étrangères admettait, en plus des « 2 200 passés officiellement », le départ de 6 500 réfugiés, « avec l'autorisation des Irakiens » sans préciser la nature de cette « autorisation ».

Il semble que, soucieuses de vider au plus vite les camps d'altitude menacés par le froid, les autorités aient voulu, la semaine dernière, accélérer le départ des réfugiés désireux de se rendre en Iran et dont beaucoup ont répondu à l'appel à rejoindre le camp de Ziveh, en Iran, lancé vendredi par le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan irakien, M. Massoud Barzani. Téhéran, qui affirme avoir déjà accueilli 100 000 réfugiés kurdes depuis 1975, a multiplié les mises en garde contre des passages auxquels il

n'avait pas donné son accord. Selon les autorités turques, les conversations se poursuivent toutefois en ce qui concerne le passage des 4 000 réfugiés refoulés et qui ont, depuis, regagné leur camp.

Avec le raidissement iranien, la Turquie se retrouve donc avec 43 000 réfugiés dans quatre camps, au lieu des 25 000 dont elle prévoyait le maintien chez elle. Selon le « super-préfet » en charge des provinces du sud-est soumises à l'état d'urgence, après l'épuisement de toutes les possibilités de départ, « des dispositions seront prises pour les installer dans les régions chaudes. »

L'envoi de fonds et la fermeture de l'option iranienne pourraient contribuer à sortir de l'impasse le problème de l'aide internationale. Ces fonds existent : 500 000 dollars fournis par la CEE, 2 millions de couronnes danoises, bien d'autres offres — la France n'est pas mentionnée — et une dynamique qui ne demande qu'à s'engager pour peu que les canaux, les modalités et les objectifs de l'aide soient définis. Or cette exigence se heurte aux réticences d'Ankara. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères n'a pas d'objection à ce que la Croix-Rouge internationale « joue un rôle de transmission », mais à Genève on souligne que les mandants de la

Croix-Rouge lui demandent traditionnellement d'être beaucoup plus qu'une boîte postale.

Les armes chimiques

Par ailleurs, deux missions, l'une franco-belge, l'autre américaine, qui ont enquêté en Turquie parmi les réfugiés kurdes sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques, ont fait connaître les résultats de leurs travaux. Le docteur Bernard Benedetti, pour Médecins du Monde, et le docteur Yves Coyette, pour Médecins sans frontières, ont prélevé clandestinement vingt-deux échantillons d'urine et de sang sur des réfugiés désignés par les cadres des différents camps comme victimes des bombardements chimiques.

Ces échantillons, ainsi que des prélèvements effectués sur des animaux agonisants sur la route frontalière franchie par les réfugiés, ont été analysés à Bruxelles au laboratoire du professeur Hendricks, qui avait examiné les victimes des bombardements irakiens à l'arme chimique à Halabja en mars dernier. Les analyses sont toutes revenues négatives : cette absence de preuve biologique, qui peut être imputable au trop long délai, « n'infirme pas la conviction » du docteur Benedetti, fondée « sur l'inventaire de ses observations cliniques », que de telles armes ont été utilisées. Par ailleurs, trois médecins américains, relevant dans les camps de Diyarbakir et Mardin la concordance des réponses faites par des réfugiés à un questionnaire en kurde, ainsi que la présence de « lésions dermatologiques et pulmonaires caractéristiques », ont également conclu à l'usage de ces armes.

MICHEL FARRÈRE.

AGENCE FRANCE PRESSE

BONN, 19 oct (AFP) — Le président turc Kenan Evren a achevé mercredi la partie politique d'une visite d'Etat de cinq jours en RFA, sans avoir obtenu le soutien à la demande de son pays d'adhérer d'ici 1992 à la Communauté européenne, relèvent les observateurs.

M. Evren, dans les trois discours qu'il a prononcés à Bonn avant son départ mercredi pour Berlin-Ouest, a demandé à chaque fois un soutien à la volonté de la Turquie de devenir le treizième membre de la CEE.

Le chancelier chrétien-démocrate (CDU) Helmut Kohl s'est gardé de tout engagement. Il s'est contenté d'indiquer que son gouvernement "ne pouvait pas anticiper" la décision que doit prendre la Commission européenne, à laquelle les douze Etats membres ont confié l'examen de la demande formelle d'adhésion déposée l'an dernier par Ankara.

Dès son arrivée dimanche à Bonn, le général Evren avait indiqué qu'il espérait que la demande turque serait acceptée "au plus tard en 1992", car la réalisation du marché intérieur communautaire auquel les douze se sont engagés à cette date compliquerait alors la procédure, selon lui.

BONN - Le souhait de la Turquie, selon des sources diplomatiques, se heurte à trois handicaps : le développement économique du pays, très en deçà de la moyenne communautaire, la situation des droits de l'homme, jugée insatisfaisante, et enfin le fait que ce serait le premier peuple de religion islamique à appartenir à la Communauté.

Le président Evren s'est employé à calmer les appréhensions, lors de sa visite à Bonn, en soulignant que le processus de démocratisation dans son pays était "irréversible" et qu'il se poursuivra avec détermination.

Le chancelier Kohl s'est contenté d'indiquer que la RFA agirait pour un "approfondissement" des relations entre la CEE et la Turquie, laissant entendre que l'accord d'association conclu en 1962 entre Bruxelles et Ankara n'avait pas été pleinement exploité.

Il a assuré le président Evren que l'aide militaire accordée par la RFA à la Turquie --le seul pays de l'OTAN, avec la Norvège, à avoir une frontière commune avec l'URSS-- se poursuivrait. Un accord sur la période 1989-1991, devrait pouvoir être signé au début de l'année prochaine, a annoncé M. Kohl; suivra

BONN - Sur la question de Chypre, M. Evren a souligné que des négociations directes et sans conditions préalables entre Chypriotes turcs et grecs étaient la seule base possible pour un arrangement susceptible de satisfaire toutes les parties.

La visite de M. Evren dans un pays où les Turcs, avec 1,5 million de personnes, forment la plus grosse communauté étrangère, a donné lieu à plusieurs incidents, notamment avec des Kurdes de nationalité turque vivant en RFA. Ils ont plusieurs fois manifesté en décrivant l'hôte de l'Etat ouest-allemand comme le "chef de la Junte militaire fasciste turque".

A Berlin-Ouest, où M. Evren a été accueilli mercredi par le bourgmestre-régnant Eberhard Diegen, un attentat incendiaire avait endommagé la succursale d'une banque turque quelques heures avant son arrivée.

M. Evren quitte Berlin jeudi matin pour se rendre à Munich, où il doit notamment visiter des entreprises avant de repartir vendredi matin pour Ankara.

PARIS, 20 oct (AFP) - M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a rendu visite jeudi après-midi aux militants kurdes qui observent une grève de la faim depuis le 4 octobre place Fontenoy, devant le siège parisien de l'Unesco, indique un communiqué du comité contre l'extermination des Kurdes.

M. Kouchner a déclaré que le gouvernement français était "sensible au sort de la population kurde et que le président de la République avait évoqué ce problème à la tribune des Nations Unies", selon le communiqué.

Concernant la principale revendication des grévistes, à savoir l'intervention du gouvernement français et de la CEE pour que les réfugiés kurdes irakiens se trouvant actuellement en Turquie soient placés sous la protection juridique du Haut Commissariat des Nations Unies, M. Kouchner a indiqué qu'il "comprendait leur inquiétude" et qu'il allait faire des démarches auprès des autorités concernées.

Il a également évoqué la possibilité de faire entendre la voix des Kurdes à la prochaine conférence internationale sur les armes chimiques prévue en janvier à Paris. Enfin, M. Kouchner a annoncé la tenue à Paris, au printemps prochain, d'une conférence internationale sur les droits de l'Homme au Kurdistan avec le soutien du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, indique le communiqué.

Rouge 20.X.88

PARIS DES KURDES EN GREVE DE LA FAIM

Voilà deux semaines que 24 Kurdes font une grève de la faim à Paris, devant le siège de l'UNESCO. Un des grévistes est hospitalisé depuis la se-

maine dernière. La grande presse est restée silencieuse sur cette action, la solidarité des organisations françaises inexistante.

Les grévistes exigent la prise en charge par le Haut Commissariat aux réfugiés des réfugiés kurdes, une position claire et suivie de conséquences pratiques de la part de l'ONU sur les derniers massacres, ainsi qu'une session de cette ins-

tance à ce sujet; il réclament aussi que la Commission de décolonisation de l'ONU se penche sur le cas du Kurdistan et le procès de S. Hussein pour avoir utilisé des armes chimiques.

Les grévistes du Comité contre l'extermination du peuple kurde attendent nos visites et notre solidarité; ils sont place Fontenoy, devant le siège de l'UNESCO, à Paris.

Jeune Afrique 19.X.88

Les confidences de

Hochat Zebari

*Membre du comité central
du Parti démocratique
du Kurdistan irakien.*

**« L'hiver venu,
nous reprendrons
militairement
l'avantage »**

Jeune Afrique :
Avez-vous des preuves de l'utilisation, fin août-début septembre, par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan ?
Hochat Zebari : Oui. Parmi nos compatriotes qui ont pu gagner la Turquie, vingt et un portent des lésions provoquées par des armes chimiques. Ils ont été hospitalisés dans des hôpitaux militaires turcs. Mais les autorités de ce pays les isolent complètement. Ils ne peuvent recevoir ni leurs familles, ni les journalistes, ni même les simples observateurs étrangers. Nous avons établi une liste avec leurs noms et leurs régions d'origine.

Au début, le gouverneur turc de la province de Hakkari a admis la présence de gazés parmi les réfugiés. Le témoignage d'une délégation de parlementaires turcs, qui a pu visiter les camps, allait dans le même sens. Dans une conférence de presse qu'il a donnée à Téhéran, le 10 septembre, l'ambassadeur d'Ankara en Iran a tenu des propos identiques.

Ajoutons à cela que les armes chimiques utilisées contre nos villages ont détérioré durablement l'environnement. Il est facile de constater les dégâts occasionnés par l'ypérite. Mais Baghdad s'oppose formellement à l'envoi d'une mission de l'ONU sur les lieux.

J.A. : Pourquoi la Turquie nie-t-elle ces faits ?

H.Z. : Pour préserver ses intérêts en Irak. Baghdad est l'un de ses meilleurs clients et les projets de reconstruction des zones touchées par la guerre offre des perspectives alléchantes.

J.A. : Quelle est la situation des réfugiés en Turquie ?

H.Z. : Elle est mauvaise. Le gouvernement turc a adopté un comportement très contradictoire à notre égard. Dans un premier temps, il a refusé d'accueillir

nos réfugiés. Il a finalement accepté de recevoir, sur l'insistance de notre chef Massoud Barzani, un certain nombre de villageois (surtout des femmes et des enfants) fuyant une mort certaine.

Plus grave encore, de nombreux Kurdes réfugiés subissent des pressions. On veut les obliger à retourner en Irak ou, pour certains d'entre eux, à se rendre en Iran. Mais ce pays abrite déjà plus de 190 000 Kurdes irakiens (certains depuis 1975). Les autorités de ce pays nous dispensent une certaine aide. Mais cette dernière est insuffisante. Contrairement aux Afghans, nous ne bénéficions pas du statut de réfugiés. Les instances internationales et les organisations humanitaires ne peuvent nous aider.

J.A. : L'arrêt de la guerre entre l'Irak et l'Iran aura-t-il des répercussions sur votre lutte ?

H.Z. : Certainement, mais nous n'avons pas d'autre choix que la poursuite de notre combat. La capitulation serait la pire solution. Nous avons demandé à l'ONU d'inscrire notre problème dans le cadre des discussions de paix qui se déroulent à Genève. Sans succès pour l'instant.

Ne pouvant faire face aux raids massifs de l'aviation irakienne, nous avons dispersé nos troupes en petites formations très mobiles, plus aptes à mener des opérations de harcèlement et de guérilla ou à dresser des embuscades. Le temps travaille pour nous car le régime baathiste a trop étendu ses lignes de communication, et l'hiver sera bientôt là. Ses troupes, dépourvues de moyens de communications et d'infrastructures vitales pour une armée classique, ne pourront rester indéfiniment dans nos montagnes. Nous reprendrons alors l'avantage. ●

Propos recueillis par Hamza Kaïdi

Petit Bleu du Lot et Garonne 21.X.88



**TURQUIE :
EMBUSCADE**

● Cinq villageois du sud-est de la Turquie ont été tués, et quatre autres blessés, mercredi soir, dans une embuscade tendue par des rebelles kurdes, a-t-on appris, hier, de source officielle. Le tracteur transportant les villageois, dans la province de Siirt, à environ 130 km au nord de la frontière irakienne, a sauté sur une mine, et des tireurs embusqués ont tiré sur les occupants du véhicule avant de prendre la fuite, a-t-on indiqué de même source.

Le Figaro 21.X.88

Un leader kurde accuse la France

En visite à Paris, Jalal Talabani dénonce le soutien de Paris et Moscou à Bagdad.

Jalal Talabani, un des chefs de la guérilla kurde d'Irak, a accusé hier les gouvernements d'Union soviétique et de France d'être, par leur soutien à Bagdad, partiellement « responsables du génocide des Kurdes d'Irak ».

M. Talabani, qui dirige la tournée en Europe d'une délégation du Front kurde irakien (créé en mai par six groupes de résistance) a ajouté: « Nous espérons que la France et l'URSS

utiliseront leurs bonnes relations avec l'Irak pour faire cesser le génocide et pour trouver une solution politique. »

Le leader de l'Union patriotique du Kurdistan UPK, avec le PDK de Massoud Barzani, le groupe le plus important du Front, a été reçu à Paris par Mme Danielle Mitterrand, par un conseiller du premier ministre, ainsi que par le Dr Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire. Ce dernier, a-t-il dit, a promis

une assistance humanitaire à la population.

M. Talabani, dont la visite l'été dernier à Washington avait provoqué une détérioration sensible des relations américano-irakiennes, a affirmé que de nouveaux bombardements de villages kurdes à l'arme chimique s'étaient produits les 11 et 14 octobre à une trentaine de kilomètres au nord de Kirkouk et dans la région de Suleymanié. Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante.

M. Talabani a ajouté: « Le problème kurde en Irak ne se limite pas à celui de l'utilisation des gaz. Cinq mille villages kurdes ont été détruits. On n'a jamais rien vu de tel depuis le génocide entrepris en 1924 par Mustapha Kemal. »

« Si le génocide continue, a annoncé le chef de l'UPK, nous allons faire descendre la guérilla des montagnes vers les villes

irakiennes et en particulier vers les villes arabes. Nous y avons déjà créé des cellules de résistance. »

Relations tactiques

M. Talabani a indiqué que « chaque partie du peuple kurde souffre du gouvernement dont elle dépend » qu'il soit irakien, iranien ou turc mais que la « géopolitique impose des relations tactiques avec l'un ou l'autre ». C'est ainsi que les deux groupes kurdes d'Irak — le PDG de Ghassseblou et la section kurde du parti communiste d'Irak — ont des relations avec l'Irak. « Mais, a-t-il fait valoir, ils ne coopèrent pas avec le gouvernement de Bagdad contre les Kurdes d'Irak. »

Quand on lui demande s'il ne redoute pas que les factions kurdes se fassent manipuler, le leader kurde répond: « L'exploitation réciproque est la règle du jeu. »

Claude LORIEUX.

PARIS, 21 oct (AFP) - L'opposition kurde irakienne est toujours "prête" à parvenir à une "solution politique" avec le régime de Bagdad, a affirmé vendredi à l'AFP l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens, M. Jalal Talabani.

Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, alliée de l'Irak), qui se trouve actuellement en France, a toutefois posé plusieurs conditions à un éventuel accord avec le gouvernement central: la "fin du génocide des Kurdes en Irak, l'arrêt de l'utilisation d'armes chimiques, et l'autorisation pour les populations kurdes déplacées de rentrer chez elles".

M. Talabani a démenti avoir eu récemment des contacts avec de hauts responsables irakiens, mais a en revanche confirmé qu'il avait rencontré quatre fois le président irakien Saddam Hussein à Bagdad en 1984. Il a affirmé qu'un "protocole spécial" avait été négocié, qui prévoyait une "administration commune" kurde et gouvernementale de la région pétrolière de Kirkouk (nord de l'Irak), mais que Bagdad a fait volte-face au moment de la signature, invoquant des "pressions de la Turquie", qui se considère comme la "gardienne" des droits de l'importante minorité turcophone de Kirkouk.

Interrogé sur ses relations avec la France, M. Talabani a rappelé qu'il avait été empêché à plusieurs reprises de pénétrer sur le territoire français par le précédent gouvernement de Jacques Chirac. Il a en revanche remercié le président François Mitterrand d'avoir "mentionné par deux fois les Kurdes, durant la campagne électorale et à la tribune des Nations unies" fin septembre.

Le dirigeant kurde irakien a enfin indiqué qu'il s'était entretenu récemment avec le conseiller diplomatique du Premier ministre Michel Rocard, M. Philippe Petit et avec le secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner.

PARIS, 21 oct (AFP) - Paris deviendra pour quelques jours, du 7 au 11 janvier 1988, la capitale du désarmement chimique avec l'organisation d'une conférence sur la "la bombe atomique du pauvre", dont les horreurs ont été illustrées récemment par le conflit Iran-Irak et le sort des Kurdes en Irak.

L'idée, lancée par les présidents Ronald Reagan et François Mitterrand en septembre à l'ONU, à New-York, avait aussitôt trouvé un écho largement favorable dans de nombreux pays, notamment en URSS. Le fait que cette conférence ait lieu à Paris illustre le désir du président de la République de faire du désarmement l'un des points forts de son second septennat.

Cette réunion "de haut niveau", qui se tiendra vraisemblablement dans les locaux de l'UNESCO et réunira des responsables gouvernementaux au niveau des ministres des Affaires étrangères, a pour objectif de donner une nouvelle vigueur au protocole de Genève de 1925, interdisant l'usage des armes chimiques, mais non pas leur fabrication. Quelque 110 pays, dont l'Iran et l'Irak, ont signé le protocole.

La date de la conférence, quelques jours avant que le président Reagan ne cède la place à son successeur à la Maison Blanche, pourrait lui permettre d'assister à cette manifestation et ainsi terminer en beauté son mandat, notent les observateurs.

Le choix de Paris s'explique en partie du fait que la France est dépositaire du protocole de 1925, dont le texte se trouve au ministère des Affaires étrangères. Le protocole avait été confié à la France parce que celle-ci a été la première à souffrir de l'utilisation des gaz de combat sur son territoire pendant la première guerre mondiale.

suivra

PARIS - Dans son discours devant l'ONU, le 29 septembre, le président Mitterrand avait déclaré que l'objet de la conférence serait "de réaffirmer solennellement l'engagement de non-emploi, de prévenir la prolifération, de susciter de nouvelles adhésions, d'améliorer les procédures d'enquête, et enfin de marquer une volonté commune de voir aboutir" les négociations de Genève sur l'interdiction de la fabrication de ces armes.

On souligne à Paris qu'il ne s'agit pas de faire concurrence aux négociateurs de Genève, confrontés à la tâche extrêmement ardue de trouver les moyens de vérifier une interdiction des armes chimiques, mais au contraire de donner une impulsion politique à leurs travaux. La conférence de Paris devrait ainsi se terminer sur une déclaration solennelle de principes, que Paris souhaite courte et ferme.

La préparation des travaux doit commencer à la mi-novembre à l'ONU. Les responsables français et soviétiques avaient déjà commencé à parler du projet de document final lors de la récente visite à Paris du ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze. M. Viktor Karfov, principal responsable soviétique du désarmement, doit d'ailleurs revenir à Paris à la mi-novembre pour discuter du dossier des armes chimiques.

suivra

PARIS - La guerre du Golfe et les accusations pesant sur l'Irak à propos de l'utilisation de gaz contre les populations kurdes, a provoqué une prise de conscience des risques de banalisation de ces armes, généralement peu chères et relativement faciles à fabriquer, ce qui leur vaut le qualificatif de "nucléaire du pauvre".

Ces dangers sont encore renforcés par la prolifération dans le Tiers-Monde de missiles balistiques pouvant transporter des charges chimiques. Mais le fait que ces armes peuvent être produites à partir de produits chimiques industriels, souvent parfaitement légitimes, transforme en casse-tête la question de la vérification d'une interdiction

La Croix 22.X.88

Un peuple assassiné : les Kurdes

La communauté internationale va-t-elle réagir ?

« Génocide ». Sous ce titre, Alain Peyrefitte écrivait, dans « Le Figaro » du 12 septembre dernier : « La France peut-elle rester inerte quand un régime qu'elle a soutenu à bout de bras, gaze sa population par des raids de Mirages qu'elle lui a fournis ? Que les massacres de Kurdes ne cessent de nous hanter... ».

Cet appel sera-t-il entendu ? Une fois passée l'émotion causée par les bombardements chimiques de septembre, l'opinion semble à nouveau oublier la tragédie permanente que vivent les Kurdes. Fort de vingt millions de personnes, ce peuple, fier d'une vieille culture qui remonte à l'empire des Mèdes, sept siècles avant Jésus-Christ, n'a jamais pu obtenir la reconnaissance de son identité. Après la première guerre mondiale, le traité de Sévres, en 1920, prévoyait la création d'un État : le Kurdistan. Mais le dictateur turc Mustafa Kemal, soutenu par plusieurs pays occidentaux, fit échouer le projet. Ce traité fut remplacé, en 1923, par celui de Lausanne qui divisa, écartèle le Kurdistan en quatre États : la Turquie (10 millions de Kurdes), l'Irak (5 millions), l'Irak (4 millions) et la Syrie (1 million). Dès lors, ce peuple n'a cessé d'être l'objet de discriminations, de répressions, de massacres.

EN TURQUIE : GÉNOCIDE CULTUREL

La Turquie reste marquée par le nationalisme virulent de Mustafa Kemal, qui ne reconnaissait pas les minorités. Elle a éliminé les Arméniens en 1915, et, si elle n'a pas massacré les Kurdes - trop nombreux - elle nie leur identité. Ils n'ont ni écoles, ni journaux. Il leur est interdit d'écrire en Kurde ou de parler kurde dans les lieux publics. Le maire de Diyarbakir a été condamné à 32 ans de prison pour avoir parlé en cette langue dans l'exercice de ses fonctions, car la majorité de ses administrés ne comprend qu'elle.

Le gouvernement d'Ankara, certes, a accueilli les réfugiés kurdes d'Irak le mois dernier. Il l'a fait sous la pression extérieure et aussi parce qu'il était en période électorale : un geste humanitaire pouvait lui attirer le vote de l'électorat kurde. Mais, à la demande expresse de l'Irak, il a évacué les blessés vers des hôpitaux militaires et empêché tout observateur étranger de les visiter.

LES GAZ IRAKIENS

Que l'Irak de Saddam Hussein ait employé des gaz contre les Kurdes en septembre, les milliers de réfugiés sont là pour en témoigner. Ils ont été si surpris qu'ils sont partis sans pou-

voir enterrer leurs morts. Le Sénat américain et le Parlement européen n'auraient pas condamné l'Irak en termes aussi catégoriques s'ils n'avaient pas eu des preuves indiscutables. C'est pourquoi ce pays a refusé l'envoi d'une commission d'enquête des Nations Unies.

Ce drame, d'ailleurs, n'est qu'une des phases d'une entreprise permanente, qui vise à éliminer les Kurdes. Ainsi dans les années 1970, Bagdad a mené une politique d'arabisation

SOUS LE COUVERT DE LA GUERRE

La guerre avec l'Irak a fourni au gouvernement irakien l'occasion d'intensifier son œuvre destructrice. Il s'est dit : « Dans une guerre, il y a beaucoup de morts, de destructions ; de toute façon, notre pays est une enclave où ne pénètrent ni les journalistes, ni les organisations des droits de l'homme ». Pendant ces huit années de guerre, l'armée irakienne a détruit la plupart des villages kurdes encore debout environ 4 000 sur 5 086. Maisons, mosquées, églises, écoles, rien n'a été épargné. Les habitants, là encore, ont été déportés vers le sud, ou regroupés dans des hameaux stratégiques construits le long des routes, et entourés de miradors.



forcée. Dans les régions riches en pétrole, il a déporté les Kurdes vers le désert du sud pour implanter des Arabes à leur place. Dans les autres provinces, il a commencé à détruire les villages. L'aviation larguait des bombes au phosphore ou au napalm, pour faire fuir la population. Puis, l'armée de terre venait dynamiter les maisons bétonnées, les sources d'eau et détruire les vergers au lance-flamme.

Depuis deux ans, Saddam Hussein utilise des gaz toxiques contre les Kurdes. Malgré ses efforts pour le chacher, il n'a pu empêcher la télévision iranienne, relayée par les chaînes étrangères, de montrer la ville d'Halabja, après le bombardement chimique des 16 et 17 mars, qui aurait fait 5 000 victimes. Le monde entier a ainsi pu voir ces images insoutenables : femmes gisant dans les rues, serrant dans leurs

bras leur bébé mort, morceaux de cadavres à la peau noircie, familles entières terrassées dans leur fuite.

UN SILENCE TRAGIQUE

Malheureusement, la communauté internationale n'a pas réagi. Et l'Irak a continué. Si les exactions des ayatollahs iraniens sont largement connues de l'opinion publique, celles du régime irakien sont trop ignorées. Pourquoi cette différence ? J'ai posé la question à l'Institut Kurde de Paris, créé en 1983. Son président, M. Kendal Nezan, m'a répondu :

« Il y a d'abord la peur, compréhensible, de la révolution islamique, que le fanatisme religieux veut exporter hors de l'Irak. Ensuite, aucun pays n'entend sacrifier les intérêts économiques, politiques et stratégiques que représente l'Irak : après avoir été un vaste marché des armes, il va devenir, si la paix est conclue, un immense chantier de reconstruction.

« Le silence des nations sur la tragédie kurde est inquiétant, car il peut encourager d'autres crimes. Si le monde avait réagi avec fermeté après le massacre des Arméniens, il n'y aurait peut-être pas eu celui des Juifs. Hitler a pu dire : « Qui parle encore des Arméniens ? ».

« Aujourd'hui, si on laisse Saddam Hussein gazer les Kurdes en Irak, il sera tenté d'utiliser la même arme contre le Koweït ou les Émirats arabes. Et demain, n'importe quel dictateur du tiers-monde pourrait employer contre ses opposants cette arme chimique qui est bon marché et facile à fabriquer. Ainsi, ce qui se passe au Kurdistan concerne l'humanité toute entière ».

En a-t-on assez conscience en France ? En juin 1974, l'émir Bedir-Khan, « Kurde de naissance et de sang, mais Français de cœur et d'adoption », écrivait au nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing : « Mon peuple fait l'objet d'une entreprise de génocide délibérée de la part des autorités de Bagdad... Avec tristesse et stupeur nous apprenons que la France s'apprête à leur vendre une grande quantité d'armes perfectionnées... Pour l'amour de Dieu, que l'on cesse d'armer les agresseurs de mon peuple ! ».

L'émir Bedir-Khan est mort. Mais, au-delà de la tombe, il continue à nous interpeller.

Jean TOULAT.

Institut kurde, 106 rue La Fayette, 75010 Paris.

L'Echo de l'Ouest 22.X.88

UN PEUPLE ASSASSINÉ : LES KURDES

La communauté internationale va-telle réagir ?

« Génocide ». Sous ce titre, Alain Peyrefitte écrivait, dans Le Figaro du 12 septembre dernier : « La France peut-elle rester inerte quand un régime qu'elle a soutenu à bout de bras, gaze sa population par des raids de Mirages qu'elle lui a fournis ? Que les massacres de Kurdes ne cessent de nous hanter... ».

Cet appel sera-t-il entendu ? Une fois passée l'émotion causée par les bombardements chimiques de septembre, l'opinion semble à nouveau oublier la tragédie permanente que vivent les Kurdes. Fort de vingt millions de personnes, ce peuple, fier d'une vieille culture qui remonte à l'empire des Mèdes, sept siècles avant Jésus-Christ, n'a jamais pu obtenir la reconnaissance de son identité. Après la première guerre mondiale, le traité de Sèvres, en 1920, prévoyait la création d'un Etat : le Kurdistan. Mais le dictateur turc Mustafa Kemal, soutenu par plusieurs pays occidentaux, fit échouer le projet. Ce traité fut remplacé, en 1923, par celui de Lausanne qui divise, écartèle le Kurdistan entre quatre Etats : la Turquie (10 millions de Kurdes), l'Irak (4 millions) et la Syrie (1 million). Dès lors, ce peuple n'a cessé d'être l'objet de discriminations, de répressions, de massacres.

En Turquie : génocide culturel

La Turquie reste marquée par le nationalisme virulent de Mustafa Kemal, qui ne reconnaissait pas les minorités. Elle a éliminé les Arméniens en 1915, et, si elle n'a pas massacré les Kurdes — trop nombreux — elle nie leur identité. Ils n'ont ni écoles, ni journaux. Il leur est interdit d'écrire en kurde

ou de parler kurde dans les lieux publics. Le maire de Diyarbakir été condamné à 32 ans de prison pour avoir parlé en cette langue dans l'exercice de ses fonctions, car la majorité de ses administrés ne comprend qu'elle.

Le gouvernement d'Ankara, certes, a accueilli les réfugiés kurdes d'Irak le mois dernier. Il l'a fait sous la pression extérieure et aussi parce qu'il était en période électorale : un geste humanitaire pouvait lui attirer le vote de l'électorat kurde. Mais, à la demande expresse de l'Irak, il a évacué les blessés vers des hôpitaux militaires et empêché tout observateur étranger de les visiter.

Les gaz irakiens

Que l'Irak de Saddam Hussein ait employé des gaz contre les Kurdes en septembre, les milliers de réfugiés sont là pour en témoigner. Ils ont été si surpris qu'ils sont partis sans pouvoir enterrer leurs morts. Le Sénat américain et le Parlement européen n'auraient pas condamné l'Irak en termes aussi catégoriques s'ils n'avaient pas eu des preuves indiscutables. C'est pourquoi ce pays a refusé l'envoi d'une commission d'enquête des Nations unies.

Ce drame, d'ailleurs, n'est qu'une des phases d'une entreprise permanente, qui vise à éliminer les Kurdes. Ainsi dans les années 1970, Bagdad a mené une politique d'arabisation forcée. Dans les régions riches en pétrole, il a déporté les Kurdes vers le désert du sud pour implanter des Arabes à leur place. Dans les autres provinces, il a commencé à détruire les villages. L'aviation larguait des bombes au phosphore ou au napalm, pour faire fuir la population. Puis, l'armée de terre ve-

nait dynamiter les maisons, bétonner les sources d'eau et détruire les vergers au lance-flamme.

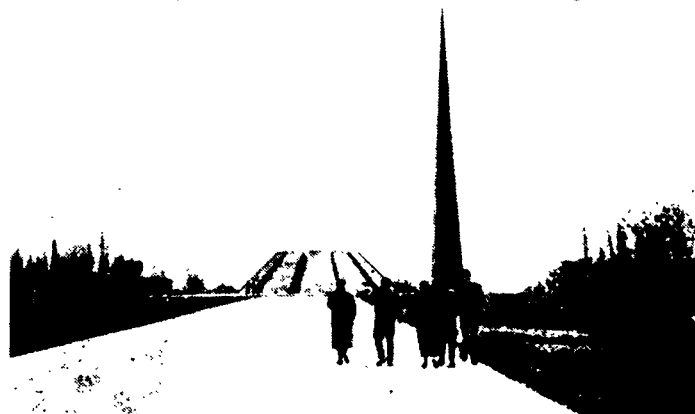
Sous le couvert de la guerre

La guerre avec l'Iran a fourni au gouvernement irakien l'occasion d'intensifier son œuvre destructrice. Il s'est dit : « Dans une guerre, il y a beaucoup de morts, de destructions; de toute façon, notre pays est une enclave où ne pénètrent ni les journalistes, ni les organisations des droits de l'homme ». Pendant ces huit années de guerre, l'armée irakienne a détruit la plupart des villages kurdes encore debout, environ 4.000 sur 5.086. Maisons, mosquées, églises, écoles, rien n'a été épargné. Les habitants, là encore, ont été déportés vers le sud, ou regroupés dans des hameaux stratégiques construits le long des routes, et entourés de miradors.

Depuis deux ans, Saddam Hussein utilise des gaz toxiques contre les Kurdes. Malgré ses efforts pour le cacher, il n'a pu empêcher la télévision iranienne, relayée par les chaînes étrangères, de montrer la ville d'Halabja, après le bombardement chimique des 16 et 17 mars, qui aurait fait 5.000 victimes. Le monde entier a ainsi pu voir ces images insoutenables : femmes gisant dans les rues, serrant dans leurs bras leur bébé mort, monceaux de cadavres à la peau noircie, familles entières terrassées dans leur fuite.

Un silence tragique

Malheureusement, la communauté internationale n'a pas réagi. Et l'Irak a continué. Si les exactions des ayatollahs iraniens sont largement connues de l'opinion



« Qui parle encore des Arméniens ? » A Erevan le monument aux victimes des massacres de 1915 (Photo Archives).

publique, celles du régime irakien sont trop ignorées. Pourquoi cette différence ? J'ai posé la question à l'Institut kurde de Paris, créé en 1983. Son président, M. Kendal Nezan, m'a répondu :

« Il y a d'abord la peur, compréhensible, de la révolution islamique, que le fanatisme religieux veut exporter hors de l'Iran. Ensuite, aucun pays n'entend sacrifier les intérêts économiques, politiques et stratégiques que représente l'Irak : après avoir été un vaste marché des armes, il va de-

venir, si la paix est conclue, un immense chantier de reconstruction.

« Le silence des nations sur la tragédie kurde est inquiétant, car il peut encourager d'autres crimes. Si le monde avait réagi avec fermeté après le massacre des Arméniens, il n'y aurait peut-être pas eu celui des Juifs. Hitler a pu dire : « Qui parle encore des Arméniens ? »

« Aujourd'hui, si on laisse Saddam Hussein gazer les Kurdes en Irak, il sera tenté d'utiliser la même arme contre le Koweït ou

les Emirats arabes. Et demain, n'importe quel dictateur du tiers-monde pourrait employer contre ses opposants cette arme chimique qui est bon marché et facile à fabriquer. Ainsi, ce qui se passe au Kurdistan concerne l'humanité toute entière ».

En a-t-on assez conscience en France ?

En juin 1974, l'émir Bedir-Khan, « Kurde de naissance et de sang, mais Français de cœur et d'adoption », écrivait au nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing : « Mon peuple fait

l'objet d'une entreprise de génocide délibérée de la part des autorités de Bagdad... Avec tristesse et stupeur nous apprenons que la France s'apprête à leur vendre une grande quantité d'armes perfectionnées... Pour l'amour de Dieu, que l'on cesse d'armer les agresseurs de mon peuple ! »

L'émir Bedir-Khan est mort. Mais, au-delà de la tombe, il continue à nous interpeller.

Jean TOULAT

Institut Kurde, 106, rue La Fayette, 75010 Paris.

Echo Républicain 22.X.88

Réfugiés politiques kurdes

32 demandes de statuts en attente

Début juillet, le MRAP drouais attirait l'attention sur le cas de 7 Kurdes qui s'étaient vu refuser le statut de réfugié politique. Aujourd'hui, 32 demandes sont suivies par cette association, 20 ont déjà essuyé un refus en première instance.

Chacun son rôle

32 dossiers à suivre, cela semble faire beaucoup pour la petite dizaine de militants actifs que compte le MRAP drouais. « Les travailleurs sociaux devraient participer à ce type de travail », déclarait François Martin à ce propos. A Dreux, il existe une association spécialisée, le COATEL, qui tient permanence tous les jours, sauf le dimanche, au centre socio-culturel du Lièvre d'Or. « Les assistances sociales de secteur nous envoient les émigrants quand c'est nécessaire. Nous avons un rôle d'aide à la constitution de dossier. Nous faisons

les demandes d'allocations spécifiques. Si des problèmes se posent, nous avons des contacts directs avec l'assistante sociale chargée du service social d'aide aux émigrants, au niveau régional », déclare Mme Ménard, agent d'accueil du COATEL. « Une fois les dossiers constitués, nous ne pouvons influer sur leur cheminement. Nous n'avons pas à intervenir sur une décision de l'OFPPRA. Ce serait mal venu et surtout totalement inutile. C'est le rôle des associations comme le MRAP par le nôtre, ni celui des assistantes sociales », précise-t-elle.

Le délai pour quitter le territoire expirait le 22 juillet pour plusieurs Kurdes vivant à Dreux. Le statut de réfugié politique leur avait été refusé en commission de recours par l'office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPRA).

Le MRAP de Dreux avait alors décidé d'agir pour que les dossiers soient revus (l'écho du 4 juillet). Après des contacts avec le secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme et le ministère de l'Intérieur, ces réfugiés ont obtenu un titre de séjour provisoire, renouvelable par trois mois. Le temps de demander la réouverture de leurs dossiers auprès de l'OFPPRA. Des éléments nou-

veaux attestant de leur activité politique en Turquie seraient à ajouter aux dossiers. Pour l'instant, l'OFPPRA n'a pas réagi aux demandes.

Parrallèlement, le MRAP drouais suit le parcours administratif de 32 demandes de statuts de réfugié en attente. 20 ont déjà essuyé un refus en première instance. « Malgré les discussions en cours sur une réorganisation de l'OFPPRA, les choses en sont toujours au même point », déclarait François Martin, lors de la dernière réunion du MRAP, jeudi au Lièvre d'Or. « Il n'y a toujours pas d'interprètes à l'OFPPRA.

Cet organisme refuse de prendre en compte la spécifi-

cité du problème Kurde. Il ne faut pas forcément être militant, comme on l'entend ici, pour être inquiété. Parler le Kurde ou avoir été vu lisant un journal nationaliste conduit à la torture » ajoute ce médecin qui rentre tout juste de Turquie.

En attendant le verdict de l'OFPPRA, les réfugiés, de par leurs statuts précaires, n'ont accès ni à l'emploi, ni à la formation. Ils n'auront pas le droit au nouveau revenu minimum d'insertion. Ils pourront toujours s'occuper en méditant sur les valeurs républicaines que notre pays célébrera en grandes pompes l'an prochain.

G.D.

Montagne 24..X.88

Festival international cinéma, télévision et monde rural



Après une journée de repos (méritée), où les cinéphilles ont pu se mettre les idées au vert du pays, retour aux salles obscures avec un programme toujours aussi chargé.

Samedi, parmi les œuvres présentées, deux courts métrages ont retenu l'attention : « Pour une poignée de kurus », qui montre la vie difficile de tisseurs kurdes, et « Les mangeux d'terre », d'après un poème de Gaston Couté.

« Pour une poignée de Kurus »

Nommé aux Césars 88 du court métrage documentaire, ce film de treize minutes de Gilbert Augereau et Christian Raimbaud, présente comment, dans la région de Diyarbakir à l'est de la Turquie, des Kurdes transforment la laine en feutre, comme cela se faisait autrefois. Le réalisme des images s'explique par le fait que le tournage a été réalisé clandestinement près de la frontière irakienne, point chaud du Globe. La difficulté de la vie dans ces endroits assez reculés, où l'industrialisation n'a pas modifié les mentalités et les habitudes. Les hommes œuvrent des heures et des heures dans de véritables galeries, à une cadence plus qu'inhumaine et cela pour un salaire de misère ! Ce documentaire riche d'émotion ne peut laisser indifférent de par la beauté et la grandeur de ses images !

L'Humanité 24.X.88

TURQUIE : TOUJOURS LA TORTURE

La torture continue d'être pratiquée courante en Turquie et les atteintes aux droits de l'homme y sont toujours aussi préoccupantes : c'est la conclusion tirée, vendredi, lors d'une conférence de presse à Paris, par deux personnalités françaises qui se sont récemment rendues sur place, à l'invitation de l'Association des droits de l'homme de Turquie. Le docteur François Martin, médecin à Dreux où il a depuis plusieurs années l'occasion de constater des traces de sévices chez des immigrés et réfugiés turcs et kurdes, et M^e Stéphane Maugendre ont notamment assisté à une audience du procès de Dev-Yol, dans le camp militaire de Mamak, près d'Ankara. Sept cent vingt-trois accusés y sont jugés dans un procès qui dure depuis 1982 et la plupart des « preuves » retenues contre eux ont été obtenues sous la torture. La délégation a également rencontré les avocats, les familles de prisonniers et des médecins de l'Association médicale. Ces derniers leur ont confirmé qu'ils continuaient à traiter quotidiennement, dans un service spécialisé d'un hôpital d'Ankara, des prisonniers victimes de toutes sortes de sévices (alors que la Turquie a signé la convention européenne contre la torture en avril).

On confirme également le procès intenté il y a quelques jours par les autorités d'Ankara contre l'Association des droits de l'homme : sa dissolution a été demandée par le procureur ainsi que des peines de prison pour ses dix principaux dirigeants, pour avoir lancé, il y a plusieurs mois déjà, une campagne contre la peine de mort et pour une amnistie générale en Turquie.

PARIS, 26 oct (AFP) - Des Kurdes détenus dans trois prisons de Turquie ont entamé le 14 octobre dernier une grève de la faim en vue de protester contre la "torture" et le "répression de la Junte fasciste contre les forces démocratiques" kurdes et turques, a annoncé mercredi à Paris le Front de Libération National du Kurdistan (FLNK).

Selon cette organisation indépendantiste kurde de Turquie, la grève est observée dans les prisons d'Urfa et d'Eskisehr, (Anatolie) et à Diyarbakir où les familles des grévistes se sont également mises en grève de la faim en signe de solidarité.

Aucune indication n'a été donnée par cette organisation sur le nombre des détenus kurdes, que l'Association Turque pour les Droits de l'Homme estime à 2.000.

Le Front dont le sigle en turc est ERNK, a été fondé le 25 mars 1985. Il a revendiqué plusieurs attentats contre les forces de sécurité turques dans le sud-est du pays. Le FLNK a accusé les autorités turques d'avoir "déporté 120 prisonniers de Diyarbakir vers Eskisehr, dont 60 ont été blessés au cours du transfert".

Il réclame "l'amélioration des conditions de détention, la cessation des tortures et la normalisation des conditions de visites". Il "exige que les prisonniers cessent de porter le même uniforme" et indique que "plusieurs milliers de prisonniers de guerre sont restés handicapés à la suite des tortures".

Canard Enchaîné 26.X.88

LES SOLDATS INCONNUS MORTS POUR L'IRAK

Partis en civil, sans papiers, mais avec une couverture « secret défense ».

ILS étaient du 11^e régiment d'artillerie de marine (Rama) de la Lande d'Ouée, caserné à Saint-Aubindu-Cornier, près de Rennes, et du service technique de l'armée de terre (Stat), installé à Bourges. Leurs chefs leur avaient ordonné de se taire, et de ne rien dire aux familles. Cette opération était classée « secret défense » : il fallait voyager en civil et sans papiers d'identité.

Arrivés en Irak, on les a mis au travail sur cette merveilleuse mécanique qu'est le canon de 155 GCT (grande cadence de tir). Une grosse machine de 55 tonnes qui évolue sur un châssis de char AMX 30 et balance, à quarante kilomètres, six obus à la minute grâce à un énorme barillet qui en contient quarante-cinq. Un produit « qualité France » que nos concurrents étrangers n'ont pas encore réussi à imiter.

C'est en Irak que ce canon a été expérimenté, avant même qu'il entre en service dans l'armée française. Techniciens et conseillers militaires français

ont réglé sur place les modes de tir de ces batteries, entièrement informatisées, et formé les artilleurs irakiens. Le résultat a été à la hauteur des efforts entrepris. Lors de sa visite à Paris, un général de Saddam Hussein n'a pas eu de mots pour dire tout le bien qu'il pensait des 200 batteries que Paris a livrées à Bagdad et qui ont cloué au sol les vagues d'assaut iraniennes.

Armée de radins

Le 10 juin 1985, lors d'un tir de réglage effectué soit loin des combats, soit « en grandeur nature », c'est-à-dire sur le front — il est difficile d'en savoir plus — une batterie explose. Et huit militaires français rentrent à Paris en morceaux. Bilan après plusieurs séjours en hôpital : quatre morts (trois du 11^e Rama, un adjudant-chef du Stat de Bourges) et quatre blessés.

Les familles sont aussitôt priées de garder le secret, et les soins comme les obsèques seront à la charge de l'armée. Mais elle est près de ses sous,

cette armée. Un des parents de ces soldats perdus, et inconnus jusqu'à ce jour (deux n'avaient pas 20 ans), a affirmé au « Canard » : « Nous ne recevrons une pension que lorsque je prendrai ma retraite. »

Armée de muets

Vendredi 21 octobre, appel du « Canard » au ministère de la Défense, dans l'espoir d'obtenir une réaction sur cet épisode dramatique de la coopération franco-irakienne. Réponse officielle et sans surprise : « On ne répond pas. »

Le même ministère Chevènement n'a pas non plus réagi, la semaine dernière, après la parution de l'article du « Canard » sur ces pilotes français qui ont longtemps volé sous les couleurs irakiennes. Et toujours pas de réponse ministérielle sur la présence de conseillers militaires bien de chez nous dans les états-majors de Saddam Hussein. « C'était du temps d'Hernu », posez-lui la question », ont répondu Chevènement et ses conseillers aux confrères qui sollicitaient un commentaire ou

attendaient un démenti. Autant demander l'impossible.

A plusieurs reprises, Rafsandjani et d'autres hauts responsables iraniens ont affirmé que leurs services avaient réussi, en 1986, à intercepter des communications en français pendant plusieurs raids irakiens dans le Golfe. On ne les a jamais crus.

Les Kurdes en ont autant à notre service. Leurs dirigeants affirment que des opérateurs radios ont aussi entendu des conversations en français lors d'un bombardement des Mirage irakiens, au printemps 87, sur la vallée Jafati, où se trouvait alors le quartier général de la résistance kurde.

Explication : il pourrait s'agir d'échanges entre pilotes irakiens et conseillers français assurant, depuis leurs bases, la logistique de ces raids au-dessus du Golfe ou sur les territoires contrôlés par les Kurdes.

Il faut espérer que cette version est la bonne et que les aviateurs français n'ont pas d'avantage mis la main à la pâte.

Claude Angeli

L'Humanité 26.X.88

DROITS DE L'HOMME EN IRAK ET EN IRAN

Un colloque international, organisé par la campagne internationale pour la démocratie en Irak et en Iran s'est tenu, dimanche dernier, à Paris, pour examiner la situation dans les deux pays. La déclaration rendue publique à l'issue des travaux condamne l'usage répété d'armes chimiques par le régime irakien et les mesures répressives visant au génocide du peuple kurde, les vagues d'exécutions sommaires, l'usage des tortures contre les opposants et la violation systématique des principes démocratiques dans les deux pays. Elle demande le respect de l'autonomie du peuple kurde et la libération de tous les prisonniers politiques par les gouvernements des deux pays. Elle invite tous les Etats membres de l'ONU à cesser les livraisons d'armes à l'Irak et à l'Iran, et la Turquie à cesser ses pressions sur les réfugiés kurdes et à accepter les aides internationales qui leur sont destinées. Elle demande enfin l'application de sa résolution 598 de l'ONU sur l'arrêt du conflit entre l'Irak et l'Iran et 620 sur la non-utilisation des armes chimiques.

L'Humanité 27.X.88

GREVE DE LA FAIM DE DETENUS KURDES EN TURQUIE

Une trentaine de membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont occupé, mercredi, le siège de l'AFP à Paris, pour attirer l'attention sur la grève de la faim menée depuis le 14 octobre par les détenus kurdes de plusieurs prisons de Turquie — Dyarbakir, Urfa et Eskisehr — pour protester contre les tortures et la répression. Une autre grève de la faim de détenus protestant contre leurs mauvaises conditions de détention dure depuis début octobre à la prison de Bursa.

L'Humanité 27.X.88

FRANCE : LE CATALOGUE DES ARMES CHIMIQUES

Cherchez-vous à vous procurer des neurotoxiques foudroyants ? « Do you need military chemical agents ? » Choisissez France et procurez-vous sans tarder l'annuaire trilingue des « industries françaises de défense ». Vous y trouverez les coordonnées des entreprises spécialisées ainsi que le nom des « personnes à contacter ».

À quelques semaines de la conférence internationale qui doit se réunir à Paris pour en interdire la fabrication, la France propose des armes chimiques dans ses catalogues. Le fort ouvrage de sept cents pages, dans lequel figure cette stupéfiante révélation, est un annuaire des « industries françaises de défense », édité par « les Publications pour l'expansion industrielle ». Son tirage est limité à cinq mille exemplaires. C'est que ce bottin est exclusivement destiné à être diffusé dans le cercle des industriels français de l'armement et de leurs clients ou partenaires étrangers. Pour faciliter la tâche de ces derniers, toutes les notices sont traduites en anglais et en arabe. C'est au Salon naval, qui se tient actuellement au Bourget, que nous nous en sommes procuré un exemplaire.

Les entreprises sont classées selon une « nomenclature OTAN », en vigueur dans toute la zone d'influence des États-Unis, et qui permet de trouver en un clin d'œil la spécialité recherchée. Le groupe 11 correspond par exemple à « armement et munitions nucléaires ». Il se décompose en plusieurs « classes » désignées par un nombre à quatre chiffres, les deux premiers correspondant au numéro du groupe : 1105 pour « bombes nucléaires », 1110 pour « projectiles nucléaires », 1120 pour « charges nucléaires sous-marines », 1125 pour « charges nucléaires de démolition », etc. Une fois identifié le numéro correspondant à la spécialité recherchée, il suffit de se reporter à la « liste des sociétés référencées » pour avoir les coordonnées de celles susceptibles d'honorer une commande.

Pour être franc, nous ne nous attendions pas à découvrir dans le « groupe 10 - armement » une classe 1040 « armes chimiques et équipement », les autorités françaises ayant

toujours entouré du secret le plus épais leurs activités dans ce domaine. Mais qui dit commerce dit nécessité de trouver des clients et, par conséquent, de se faire connaître sur le marché...

Une seule adresse figure à cette référence, celle de la société Etienne Lacroix SA, à Muret (Haute-Garonne), bien connue des amateurs de feux d'artifice... Mais l'essentiel de ses activités n'est manifestement pas là.

On retrouve en effet la société Etienne Lacroix SA mentionnée dans la classe 1365 « agents chimiques de combat », appartenant au groupe 13 « munitions et artifices ». Et cette fois, elle n'est pas seule. Y figurent également Alsetex SAE, SNPE Ingénierie SA, ainsi que la maison mère, la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE).

Cette dernière est une vieille connaissance, et pas seulement parce qu'elle fut, en France, l'une des principales vedettes du scandale des exportations clandestines d'armes et de munitions vers l'Iran. Après l'adoption de la loi de programmation militaire 1987-1991 prévoyant d'affecter plusieurs centaines de millions de francs — de 700 millions de francs à 900 millions de francs selon les sources — à la fabrication en série d'armes chimiques de nouvelle génération, tous les journalistes qui ont enquêté sur le sujet sont parvenus à la conclusion que la SNPE occupait une place centrale dans le dispositif de production (« l'Humanité » du 6 février 1988). La société nationale possède en effet un laboratoire de recherche au Bouchet, dans l'Essonne, qui jouxte celui de la délégation générale de l'armement spécialisé dans les applications militaires de la chimie et de la biologie. En outre, son usine de Bracqueville, près de Toulouse, est une ancienne poudrière d'Etat où furent produites dans les an-

nées soixante plusieurs tonnes de neurotoxiques militaires. Officiellement, sa production est aujourd'hui exclusivement civile. Lorsque « l'Humanité » avait soutenu le contraire en février, son directeur, M. Bernard Wiedemann, avait « formellement démenti » : « Nous ne fabriquons ici aucune arme chimique. Je ne dis pas que c'était faux il y a vingt ans. Mais aujourd'hui, il n'y a plus la moindre trace de ces produits dans l'usine de Toulouse. »

Difficile de se fier à ce genre de démenti. A l'époque, le responsable des relations extérieures de la SNPE ne nous avait-il pas juré la main sur le cœur que sa société n'avait rien à voir avec la fabrication d'armes chimiques ?

L'annuaire des « industries françaises de défense » prouve le contraire. Son directeur de publication que nous avons joint au téléphone nous a précisé que seules les entreprises « consentantes » étaient mentionnées dans chaque rubrique.

Comparée à sa maison mère qui emploie 6.942 personnes et réalise 53 % de son chiffre d'affaires à l'export, SNPE Ingénierie fait figure de PME avec ses 150 salariés.

Mais il est vrai que sa seule vocation est de fournir la matière grise et la technologie pour la mise en place de chaînes de production de munitions, étant entendu qu'elle se charge également de la formation des personnels étrangers « aux techniques et procédés ». Il faut souhaiter qu'on n'apprenne pas un jour que l'armée irakienne aurait bénéficié de ses services pour se doter des armes chimiques qu'elle a utilisé dans sa guerre contre l'Iran et les Kurdes...

S'agissant d'« Alsetex SAE », la fiche signalétique qui figure dans la seconde partie de l'Annuaire nous apprend que la société emploie 190 personnes, qu'elle



1365 Agents chimiques de combat
Military chemical agents

عوامل كيميائية للقتال

• **ALSETEX S.A.E. (Société d'armement et d'études)**

4, rue de Castellane
75008 PARIS
☎ 42 65 50 16
◇ 640961

• **ETIENNE LACROIX S.A.**

B.P. 213
B.P. 213
31601 MURET Cedex
☎ 61 51 03 37
◇ 531478 LACART

• **SNPE INGÉNIERIE S.A.**

209-211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12
☎ 40 02 74 00
◇ 670727 F
Télécopieur: 40 02 74 01

• **SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs)**

12, quai Henri IV
75181 PARIS Cedex 04
☎ 48 04 66 66
◇ 220356 F

1040 Armes chimiques et d'équipement
Chemical weapons and equipment

سنة كيميائية و تجهيزات

• **ETIENNE LACROIX S.A.**

B.P. 213
B.P. 213
31601 MURET Cedex
☎ 61 51 03 37
◇ 531478 LACART

Fac-similé des deux rubriques dans lesquelles figurent les noms des firmes françaises spécialisées dans la fabrication des armes chimiques. Dans la seconde partie de l'annuaire, la clientèle désireuse d'en savoir plus peut trouver les noms des « personnes à contacter ».

n'a pas de clients à l'étranger et qu'elle fournit en France les trois armées, ainsi que... la SNPE. Dans la liste des « produits proposés » figure bien en toutes lettres : « agents chimiques de combat ».

Sans doute cette liste n'est-elle pas exhaustive. On sait par exemple que l'arsenal de Tarbes devait être associé à la production de munitions chimiques (« l'Humanité » du 2 mars 1988). D'autres établissements comme l'usine Rhône-Poulenc du Pont-de-Claix près de Grenoble où vient d'être construit un nouvel atelier « haute protection » sont

fortement suspectés d'appartenir au club.

Quoi qu'il en soit, l'annuaire vient confirmer que la France possède bien un important potentiel de production d'armes chimiques qu'elle a entrepris d'étendre avec sa loi de programmation militaire. L'ampleur de ses stocks ? Leur nature ? Leur localisation ? Questions taboues s'il en est.

Depuis maintenant plusieurs années, Américains et Soviétiques ont entrepris de mettre au point des procédures de vérification dans la perspective d'un accord interdisant définitivement la fabri-

Un député PS plaide pour la course aux armements

Homo militaris

LA France poursuit sa course aux armements et elle pourrait même accélérer encore la cadence. C'est ce qui ressort de l'interview accordée au « Figaro » par le président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, Jean-Michel Boucheron : « Nous respectons les orientations de la loi de programmation militaire (...) Si des crédits étaient supprimés, ce serait grave mais ce n'est pas le cas (...) 4 % du PIBm pour la défense, cela me paraît raisonnable ». Sachant que les 182 milliards de francs prévus pou 1989 représentent 3,73 % du produit intérieur brut marchand (PIBm), l'« actualisation » de la programmation qui doit avoir lieu au printemps prochain promet d'être douloureuse.

« Ces 4 % sont au cœur de ce consensus auquel je suis extrêmement attaché », explique le député PS avant d'ajouter : « Je n'ai pas de raisons d'être pessimiste quand j'écoute les autres partis politiques ». Ceux de droite, comme ne le précise pas Boucheron. Quant au PCF, Boucheron le « laisse à ses contradictions folles » (sic) ! A ses yeux, en effet, il serait contradictoire de réclamer une réduction des dépenses d'armement tout en défendant le programme d'avion Rafale. Mais ça ne l'est bien sûr que pour ceux qui sont incapables de rompre avec une logique de course aux armements et d'adopter de nouveaux modes de pensée pour préparer le troisième millénaire. Jean-Michel Boucheron est manifestement dans ce cas.

Jean-Pierre Ravery

cation des armes chimiques et bactériologiques. Les uns et les autres se sont dotés d'installations de destruction des stocks existants. Troisième puissance militaire détentrice d'armes chimiques, la France n'a rien fait à ce jour pour contribuer à l'établissement d'un climat de confiance et de transparence indispensable à la conclusion d'un accord. En 1987, elle a au contraire cherché à casser le processus en officialisant sa décision de produire des munitions chimiques de nouvelle génération.

Contraint de tenir compte des rapports de force, François Mitterrand a fini par consentir un léger infléchissement en acceptant que se tienne en janvier prochain à Paris une conférence internationale sur le sujet.

Il n'a cependant pas jugé utile de joindre les actes à la parole, en annonçant par exemple que les crédits affectés à la production de nouvelles armes chimiques dans la loi de programmation militaire seront employés pour construire une usine destinée à détruire les stocks existants.

Le 11 octobre dernier à l'Ecole militaire, il a au contraire émis des doutes sur les chances de réussite de la conférence avant d'ajouter qu'on ne pourrait « pas se priver d'armes de ce type tant qu'une convention adoptée par tous les pays en cause ne serait pas entrée en vigueur ».

En attendant, les « agents chimiques de combat » made in France restent au catalogue...

Jean-Pierre Ravery

Le Monde 29.X.88

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUE la Turquie du général Evren, des condamnations à mort, des gibets et de la chasse aux Kurdes fasse connaître par la voix de son chef qu'elle entend renoncer à la peine de mort et permettre la libre activité d'un parti communiste, voilà qui en dit moins sur l'évolution de ce pays que cela n'est une description de l'Europe.

Que l'Europe compte, parmi ses critères, le pluralisme politique, chacun le constate et le sait. Même si à ce pluralisme est unanimement apportée une exception visant les partis d'inspiration nazie. Même si à cette exception existent des tempéraments qui laissent à certains mouvements le droit de véhiculer une idéologie dont les racines sont soupçonnables.

Il reste que, pour l'Europe, le droit d'adhérer au parti de son choix, ou de le créer s'il fait défaut, est à ce point essentiel qu'il en est un droit de l'homme européen, pour ainsi dire un droit naturel.

Ce n'est donc pas sans cause tirée de sa propre expérience qu'un esprit européen fera, à tort ou à raison, prématurément ou non, du pluralisme politique, mais aussi syndical, la pierre de touche des réformes qui lui sont, régulièrement désormais, annoncées à l'Est.

Comme on observe en météorologie des zones de hautes pressions, l'Europe est une région à haute densité politique où le débat, plus ou moins bien animé par les partis, ne se limite pas aux périodes électorales. Qu'il y ait lieu de s'en réjouir ou de le déplorer est une autre histoire.

Mais la résolution prise par le général Evren d'abolir la peine de mort, parce que la Turquie est candidate à la CEE, dote l'Europe d'un critère supplémentaire qui n'était pas encore apparu comme tel. Certes, aucun pays de l'Europe de l'Ouest, qu'il soit ou non membre de la CEE, ne connaît, en fait ou en droit, la peine capitale. Certes, le protocole numéro 6 de la Convention des droits de l'homme fait de son abolition une décision à portée européenne. Mais ce n'est en rien une condition *sine qua non* d'appartenance à la CEE. La France est là pour en témoigner, qui fut si longtemps le mouton noir de l'Europe sur ce terrain.

Ce que le général Evren apporte en un sens à l'Europe, sans l'avoir forcément voulu, c'est un élément supplémentaire de son image telle qu'elle est perçue de l'extérieur : une région sans peine de mort, cette absence étant le résultat d'une volonté politique commune (mais non de l'opinion publique, cela est connu).

Ainsi l'Europe apparaît-elle comme une zone morale où les questions d'éthique pèsent d'un poids déterminant, sinon égal, face aux questions économiques. C'est un divertissant paradoxe que ce supplément d'âme soit donné à l'Europe par l'auteur d'un coup d'Etat militaire qui a d'abord beaucoup usé de la peine capitale.

DANS son dernier numéro, l'hebdomadaire *le Meilleur* suggère que le prix Nobel de la paix soit attribué l'année prochaine à la France et à son président. Bien que plus hippique que politique, le journal d'Alain Ayache lance (ou reprend) cette idée afin que soit honorée « la France, berceau des

droits de l'homme, terre d'asile et de liberté ».

Soit dit sans chauvinisme, pourquoi pas ? Il n'est pas contestable que ce pays a toujours fait en sorte (cela vu sur de longues périodes) que les droits de l'homme avancent du même pas que les progrès techniques ou économiques.

C'est vrai que le mot de liberté n'y est méconnu par aucun parti ; qu'au-delà des aléas des majorités politiques, s'il existe un consensus, c'est bien, quoi qu'on pense, celui de la dignité humaine. C'est vrai aussi que le discours de l'indignité, où se mêlent « dehors les étrangers », « rétablissons la peine de mort », « que les pauvres se débrouillent », n'est, pour les partis, que le fait d'une minorité.

C'est vrai encore que la France est en paix avec elle-même et avec le reste du monde et que ni les légitimes affrontements partisans ni les incertitudes calédoniennes ne contredisent ces faits. C'est vrai enfin que la France réussit la gageure d'être le troisième marchand d'armes du monde et, cependant, d'être regardée comme un messenger et un acteur de paix.

Europe

Mais n'est-ce pas là tout aussi bien une définition de l'Europe, Sainte-Alliance pour les droits de l'homme autant que cartel de marchands ?

L'EUROPE, dont la France est l'une des mères (en dehors des pères, il fallait bien porter le bébé), n'est-elle pas autant que ce pays un symbole de paix intérieure et extérieure ? Vis-à-vis d'elle-même, l'Europe n'a-t-elle pas mis l'épée au fourreau depuis quarante-trois ans, alors que la précédente période de paix (si vite incertaine) n'avait pas dépassé vingt ans, si l'on tient l'annexion par l'Allemagne en 1938 de l'Autriche et des Sudètes pour des actes de guerre ?

En termes d'économie et de dignité humaine, ces deux exigences si fréquemment opposées l'une à l'autre, l'Europe n'est-elle pas exemplaire ? Eloignée autant de la brutalité libérale nippo-américaine que du lourd fonctionnarisme de l'Est, soutenant la liberté d'entreprise mais se gardant de ce que provoque son paroxysme, soucieuse de la santé des entreprises mais entendant que ses profits aillent aussi à ceux qui en sont les auteurs obscurs, hostile (même à droite en France) à un Etat croupion mais rejetant le *Léviathan* que décrit Hobbes en 1651, ne condamnant pas moins les démocraties pour la discrimination raciale qui y persiste que l'Est autoritaire pour la sujétion où il maintient ses citoyens, veillant à sa défense mais dépourvue d'ambitions territoriales, bâtissant son avenir sans méconnaître les mérites et les traces de son passé, relevant sans faillir le défi que repré-

sente l'apparente contradiction des aspirations idéales et des exigences réelles, l'Europe n'est-elle pas cet évident modèle politique qui devrait inspirer les vieux pays autant que les nations neuves, en tout cas ces dernières, tant d'entre elles patageant à la recherche d'un tel modèle ?

L'Europe, à ce titre, ne serait-elle pas un honorable lauréat du prix Nobel de la paix ?

EN fait de « modèle », l'incendie de la salle de cinéma où était projeté le film *la Dernière Tentation du Christ* n'en a qu'un : les saccages de magasins juifs dans l'Allemagne nazie. En Europe, on ne règle plus les différends idéologiques à coups d'incendies.

La déclaration de Pierre Joxe à ce propos, mercredi, à l'Assemblée nationale, était d'une tenue faisant honneur à celui qui l'a faite.

LUC TANGORRE une nouvelle fois accusé de viols, c'est un désastre humain où ne paraissent que des perdants. Au premier rang, les victimes de ces viols, bien sûr, qui pourraient soutenir qu'elles n'auraient pas subi ces violences si leur auteur présumé n'avait pas été prématurément libéré.

Luc Tangorre n'est pas moins un perdant qui, innocent ou coupable, retourne en prison. Doublement : d'une part en étant accusé de viols, d'autre part en redonnant, par cela seul, du corps à la condamnation prononcée contre lui en 1983 pour le même motif.

Pourtant, s'il est coupable aujourd'hui, quel combat intérieur n'a-t-il pas dû connaître avant de succomber à une pulsion qui restaurait le passé et ruinait l'avenir. Mais s'il est innocent quel affreux traquenard, quelle atroce confusion, ont pu le ramener là où il est de nouveau ?

Derniers perdants et non des moindres : ceux qui se sont battus pour lui et avaient obtenu ou décidé sa libération. Compte tenu de la « prime à l'accusation », celle-ci paraissant *a priori* toujours plus plausible que l'innocence, ils devront supporter les lazzis de ceux pour qui vaut mieux un innocent en prison qu'un coupable en liberté.

Mais le plus grave c'est évidemment le futur. Il s'écoulera du temps avant que l'on puisse plaider l'innocence d'un inculpé ou d'un condamné sans qu'un ricanneur ne serine : « Tangorre ! Tangorre ! »

SPÉCIAL COPAINS CHINOIS. 1. — Après « L'amateur » consacré à la Chine (« Datong », *le Monde* du 15 octobre), M. Dominique Hoizey, qui dirige avec M. Alain Rousseau les *Cahiers de civilisation chinoise*, envoie la dernière livraison de cette revue. Elle traite des Trois Royaumes qui se partageaient le pays entre 220 et 280. Les animateurs de la revue sont tous deux professeurs de chinois à l'Institut universitaire du temps libre de Reims. Ce serait les soutenir que de s'abonner, d'autant qu'enseigner le chinois à Reims cela ne doit pas être facile tous les jours. L'abonnement est de 60 francs par an pour quatre numéros : 58, rue Ruinart-de-Brimont, 51100 Reims, tél. 26-40-46-05.

2. — Le petit train de Pékin a-t-il déraillé ?

KURDISTAN

Halte au génocide !

L'émission « Les Damnés de la Terre » (1) de Radio-Libertaire vient d'inviter des militants du Comité contre l'extermination du peuple kurde (CCEPK). Dix-neuf militants sont en grève de la faim depuis le 4 octobre devant l'UNESCO, place Fontenoy, Paris 7^e. Allez nombreux les rencontrer, pour leur permettre de garder le moral.

La rédaction

— **Radio-Libertaire** : *Comment vous est venue cette idée de grève de la faim ? Comment êtes-vous organisés ? Comment cela se passe-t-il sur le terrain ?*

— **CCEPK** : Depuis le 4 octobre, nous avons commencé la grève de la faim avec quelques amis. Je précise que nous ne faisons pas partie d'une organisation ou d'un parti politique. C'est une action spontanée. On a discuté avec quelques amis pour monter cette action. Au départ, nous avons vu qu'il y a des bombardements et l'utilisation d'armes chimiques. Il y a quelques protestations par-ci, par-là, mais cela n'a jamais abouti à une action réelle de sanctions, surtout contre le gouvernement irakien qui bombarde des villes kurdes. On voit des hommes, des femmes, des enfants tomber comme des mouches et le monde reste silencieux.

Donc, on a commencé cette grève après qu'il y ait eu quelques manifestations qui n'ont pas abouti. Nous nous sommes dit que, par la durée de l'action, le monde ouvrira peut-être la bouche et que l'ONU imposera une sanction au gouvernement irakien et aux responsables du génocide du peuple kurde. On est allé devant l'UNESCO. Je dois remercier l'aide généreuse de Médecins sans frontières, sans lesquels nous ne pouvions pas rester sous la pluie et résister si longtemps. On a envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU et on a mentionné dans celle-ci 8 revendications : elles demandent à l'ONU et au Haut Commissariat pour les réfugiés de prendre en charge les 120 000 réfugiés kurdes qui se trouvent en Turquie, victimes des derniers bombardements irakiens.

Ces gens-là se trouvent aujourd'hui dans une situation lamentable. La météo est de plus en plus à leur désavantage. Il fait affreusement froid. Les deux tiers sont des enfants et ne vivent qu'avec une

couverture, sans rien pour se chauffer.

— **R-L** : *On peut rappeler que les liens très forts qui existent entre la France et l'Irak ont encore cloué le bec au gouvernement français, qui continue le commerce des armes avec l'Irak.*

— **CCEPK** : Bien sûr, je crois que le gouvernement français a beaucoup aidé le gouvernement irakien, mais il n'est pas le seul. Il y a des usines de bombes chimiques en Irak, dont les pièces détachées proviennent de Belgique, de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Australie. Et les matières premières sont fournies par les Etats-Unis, même si le gouvernement américain a dénoncé les bombardements chimiques.

— **R-L** : *Faisons un petit tour géographique pour situer le peuple kurde.*

— **CCEPK** : Il se situe au Proche-Orient sur l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie. Il est partagé sur ces 4 pays depuis la Première Guerre mondiale, après le traité de Lausanne. Ces frontières viennent de la localisation des puits de pétrole.

— **R-L** : *Le peuple kurde, actuellement, représente combien de personnes ?*

— **CCEPK** : A peu près vingt millions de personnes, dont la plus grande partie se trouve en Turquie.

— **R-L** : *Vous avez de gros problèmes au niveau de l'expression culturelle. Peut-on parler la langue kurde ?*

— **CCEPK** : En Turquie, il est formellement interdit de parler kurde sous peine de 3 à 6 mois de prison. Pour le gouvernement turc, le peuple kurde n'existe pas ; il appelle les Kurdes les « Turcs des montagnes ». Mais quand on va dans les villages des montagnes kurdes, les paysans parlent kurde. Ils apprennent le turc à l'école et au service militaire. En Iran, ils parlent

kurde, mais il n'y a pas d'écoles en kurde. La langue n'est pas reconnue par le gouvernement, mais il y a deux radios kurdes.

En Irak, il y avait des écoles, des revues, des journaux. Dans la partie irakienne, la littérature s'est développée jusqu'à l'arrivée du parti Baas au pouvoir en 1968. Il a retiré petit à petit tout ce que ce peuple possédait de liberté d'expression. En 1978, il a décidé d'arabiser toutes les écoles, et actuellement, il y a très peu de cours en kurde. Mais la population parle toujours kurde. On lui enseigne un arabe classique et quand elle va dans les villes du Sud, on l'écoute de manière ironique.

— **R-L** : *Quelles sont les vicissitudes des Kurdes au milieu de la guerre Irak-Iran ?*

— **CCEPK** : Les Kurdes des frontières sont des voisins et des cousins. Le gouvernement islamique iranien a bombardé de nombreux villages et villes kurdes, car la population demandait une simple autonomie. Le gouvernement irakien ne fait pas la différence entre Kurdes irakiens et Kurdes iraniens et les bombarde aux armes toxiques. Dans la ville de Halabja. Il y a eu 5 000 morts. Des centaines de villages ont été rasés. Le gouvernement irakien voulait faire une ceinture de sécurité sur les frontières : il a vidé plus de 3 000 villages kurdes, il a détruit toutes les sources d'eau naturelles, il a brûlé toutes les cultures.

Les organisations politiques kurdes n'ont pas su utiliser la guerre à leur avantage. Certains partis kurdes iraniens se sont alliés au gouvernement kurde irakien. Des partis kurdes irakiens se sont alliés au gouvernement de Khomeiny, d'autres au gouvernement syrien. Mais Khomeiny n'est pas meilleur pour les Kurdes Saddam Hussein. (...)

PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS

AN ORGANIZATION OF HEALTH PROFESSIONALS

CONTACT: Susannah Sirkin (W)617-623-1930;(H)522-2905
Jonathan Fine (W)617-623-1930;(H)868-8571

October 22, 1988

BOARD OF DIRECTORS

- President*
Jane Green Schaller, M.D.
Tufts Univ. School of Medicine, MA
- Sidney Alexander, M.D.
Lahey Clinic, MA
- Philip Alston, J.S.D.
Fletcher School, Tufts University, MA
- Thomas Ballantine, M.D.
Harvard Medical School, MA
- Jo Ivey Boufford, M.D.
New York City, NY
- Robert Butler, M.D.
Mt. Sinai Medical Center, NY
- Charles Clements, M.D.
Unitarian-Universalist Service Comm., MA
- John Constable, M.D.
Harvard Medical School, MA
- Felton Earls, M.D.
Washington Univ. Medical Center, MO
- Carola Eisenberg, M.D.
Harvard Medical School, MA
- William Foegen, M.D.
Carter Center of Emory University, GA
- H. Jack Geiger, M.D.
City Univ. of New York Medical School, NY
- Rick Goldstein,
American Medical Student Association
- Lester Grinspoon, M.D.
Harvard Medical School, MA
- Samuel Katz, M.D.
Duke Univ. Medical School, NC
- Cynthia Krane, R.N.
Beth Israel Hospital, MA
- Robert Lawrence, M.D.
Cambridge Hospital, MA
- George Lythcott, M.D.
City Univ. of New York Medical School, NY
- Carol Nadelson, M.D.
Tufts University School of Medicine, MA
- Gilbert Omenn, M.D.
University of Washington, WA
- Cristian Orrego, Ph.D.,
University of California, Berkeley, CA
- Frank Oski, M.D.
Johns Hopkins Univ. School of Medicine, MD
- Irwin Redlener, M.D.
USA for Africa, NY
- Stanford Roman, Jr., M.D.
Morehouse School of Medicine, GA
- Aaron Shirley, M.D.
Practicing internist, Jackson, MS
- Victor Sidel, M.D.
Albert Einstein College of Medicine, NY
- Mark Smith, M.D.
Univ. of Penn. School of Medicine, PA
- Levi Watkins, M.D.
Johns Hopkins Univ. School of Medicine, MD

FOR
IMMEDIATE
RELEASE

Medical Team Finds Evidence of Iraqi Use
of Chemical Weapons on Kurds

A delegation of three U.S. physicians representing the Boston-based Physicians for Human Rights (PHR) traveled to Turkey from October 7-16, 1988 and concluded that chemical weapons were used by Iraq in attacks on Kurdish villages on August 25, 1988. In total, 60,000 to 80,000 people are estimated to have fled from northern Iraq to southeastern Turkey in the wake of the attacks.

The physicians conducted in-depth videotaped interviews, examined alleged victims, and administered a systematic fourteen-page questionnaire prepared in English and Kurdish. Reliable testimony which confirmed the use of chemical weapons included: (1) bombing runs by low-flying jets were followed by the appearance of dark yellow clouds from the bomb-bursts; (2) death came suddenly to birds and domestic fowl, followed by sheep, goats, cows, and mules. Humans also died within minutes, without evidence of physical trauma; (3) refugees who had been within 75 to 500 meters of bomb-bursts described skin blistering which began within 30 minutes of exposure, and a characteristic pattern of severe irritation of the nose, mouth, skin and respiratory passages, nausea and/or vomiting, diarrhea, headache, and painful urination. Detailed analysis of the in-depth accounts and questionnaire responses revealed consistency internally and between individuals. On physical examination, the physicians also documented characteristic healing skin burns.

STAFF

- Jonathan Fine, M.D.
Executive Director
- Susannah Sirkin
Associate Director

408 Highland Avenue, Somerville, MA 02144 (617) 623-1930

(suite)

The team included Robert Cook-Deegan, M.D., Senior Research Fellow at Georgetown University, Howard Hu, M.D., an internist and specialist in environmental medicine and epidemiology at Harvard Medical School, and Asfandiar Shukri, M.D., Chief of Emergency Medicine at Northwest General Hospital in Detroit. Dr. Shukri participated as an observer and interpreter for the mission team. Altogether over 100 refugees were interviewed in camps located near the cities of Diyarbakir and Mardin in eastern Turkey.

The team could not determine the number of weapons used, the scale of the attacks, or the exact chemical composition of the chemical agents in the August 25 attacks. The pattern and timing of the symptoms, and findings on physical examination, however, are consistent with observations made on victims of Iraqi chemical weapon attacks by previous missions sent by the United Nations. In particular, history and physical signs are most consistent with either a combination of a vesicant (blistering agent) and a more rapidly acting lethal agent (such as nerve gas), or a single vesicant agent that rapidly causes death.

Young Girl's Experience

The account of an eight-year old girl dramatized the attack and its consequences. Just after 6 a.m. on August 25, 1988, Aagiza saw planes suddenly appear over the mountain tops and unload bombs on Ekmala, her Kurdish village in northern Iraq. Minutes later, she watched her parents and twenty-year old brother die, and then she saw their skin blacken. Next, with other survivors, she undertook an arduous trip over high mountain passes into southeastern Turkey. She coughed, vomited and had bloody diarrhea. Her skin stung from blisters, which six weeks later are still healing. Aagiza now lives in a tent camp near the Turkish border with Syria, with her three sisters and a surviving brother. As winter approaches in the highlands, they have no idea where they will live for the next week or thereafter.

Data from Eyewitnesses

Team members conducted in-depth video interviews with over 20 refugees who claimed exposure to chemical agents and supervised completion of questionnaires specially designed for this investigation. The team also met with diplomats, Turkish government officials, and observers who were in the border area soon after the attacks took place. The team traveled to the Hakkari Province, near the Iranian border, and Mardin Province, near the Iraq border, to continue investigations in three additional camps. However, regional Turkish officials denied access to the camps.

(suite)

Each of 27 refugees responded to over 120 questions about the circumstances of the alleged attack in August, method of attack, casualties, and physical reaction. Administration of the questionnaires was directly supervised by PHR physicians. Respondents originated from ten separate villages in northern Iraq and ranged in age from 6 to 70 years old. They reported that the attacks occurred shortly after daybreak on August 25, except at the village of Berzewrick where the attack took place before dawn.

The refugees uniformly reported that the bombing runs by low-flying jets were followed by the appearance of dark yellow clouds produced by the bomb bursts. They described death first among birds and domestic fowl, followed by sheep, goats, cows, and mules. The larger mammals were the last to die.

Respondents, who witnessed more than 65 deaths in the ten villages described in the survey, said that people close to the explosions began to die within minutes. The physicians heard eyewitness accounts of other fatalities, but could not include them in the questionnaire survey because of the time limits on their camp visits set by Turkish authorities.

Medical Effects

Of the refugees surveyed, 16 estimated they had been within 500 meters of the bomb-bursts. They consistently reported severe irritation of the nose, mouth, skin, and respiratory passages; nausea and/or vomiting; diarrhea; and headache. Skin blistering began within 30 minutes of exposure in 15 of the 27 respondents; itching and a burning sensation began within minutes. Painful urination was reported by 9. Of the total number of respondents, 9 characterized themselves as Pesh Merga (Kurdish fighters) and the remaining 18 as farmers, students and housewives.

Preliminary analysis revealed a direct relationship between dose (as measured by distance from detonation) and severity of symptoms. Cross-checks between those originating from the same villages now in separate camps confirmed consistency in the description of events and casualty figures.

Videotaped interviews with refugees corroborated the findings of the questionnaire. In addition, dozens of eyewitnesses observed that people close to bomb detonations died within minutes, that their skin darkened, and that yellow, sometimes bloody, discharge drained from the nose or mouth. One Pesh Merga soldier whom the team examined had a band of healing skin burns around his waist, with a geographical pattern of hyper-pigmentation surrounding depigmented areas of skin previously covered by blisters which he stated contained clear amber fluid. This

(suite)

conforms to descriptions of chemical burn injuries in World War I and in recent UN reports. Several other individuals had healing burns, with patches of darkened and raised skin on surfaces initially exposed.

Study Difficulties

The fact-finding effort had several inherent limitations. The PHR team did not visit the sites of attacks, as the Iraqi government never responded to requests to do so. Direct physical evidence, in the form of unexploded shells, contaminated foliage, and soil samples, was not available. The trip began six weeks after the attack, so that many chemical burns and symptoms had completely healed or were healing. Transport of heavy medical, analytical, and storage equipment was precluded, and pulmonary function tests (to assess lung injury), X-rays, and blood tests could not be performed.

The team could assess only Kurds who successfully crossed the border and remained in refugee camps. The PHR doctors could not examine the most severely affected, who died either at the time of the attack or were too debilitated to make the trek to Turkey. Kurdish representatives report that 21 injured Kurds were rushed to the border and handed over to Turkish authorities for treatment. Their whereabouts are currently unknown.

Background on Physicians for Human Rights

PHR is a national organization of health professionals whose goal is to bring the skills of the medical profession to the protection of human rights. PHR works to prevent the participation of doctors in torture, to defend imprisoned health professionals, to stop physical and psychological abuse of citizens by governments and to provide medical and humanitarian aid to victims of repression.

PHR was founded in 1986. In addition to its mission to Turkey, PHR has conducted missions to Chile, Czechoslovakia, Israel, the West Bank and Gaza Strip, Kenya, Malaysia, Panama, Paraguay and the Republic of Korea. PHR adheres to a policy of strict impartiality and is equally concerned with the medical consequences of human rights abuses regardless of the ideology of the offending government or group.

To arrange interviews with the physicians, contact PHR at the above number.

A full report on the PHR findings is in preparation.

HISTORY

Brooklyn dynamo keeps alive culture of nationless Kurds

Fascination grew for husband's ethnic group

Associated Press

NEW YORK — When Vera Beaudin learned that her husband-to-be was a Kurd, her response was, "What's that?"

Today, from a Brooklyn brownstone, Vera Beaudin Saeedpour runs one of the few programs in the world devoted to the history and culture of the Kurds, one of the largest ethnic minorities without its own country.

About 20 million Kurds live in a mountainous, oil-rich region that includes Iraq, Turkey, Iran, Syria and Soviet Armenia. The Kurds, a largely Islamic group who speak an Indo-European language similar to Persian, have been fighting for an independent Kurdistan on and off for much of this century.

Kurds have long claimed that they are discriminated against and often persecuted, particularly in Turkey and Iraq. In September, the U.S. Senate concluded that Iraq had killed hundreds, possibly thousands, of Kurds in poison gas attacks against Kurdish rebels.

Saeedpour, 58, says she became fascinated with her husband's culture because, as a Jew, the Kurdish plight reminded her of the Holocaust and the years before Israel was established, when Jews had no homeland.

"When I was a kid, I thought, well, how did all those people die and nobody did anything? Well, the same thing is happening to the Kurds."

So when her husband died in 1981, Saeedpour left her position at a New York real estate company to establish the Kurdish Program, which she runs single-handedly from the first floor of her home.

It has grown into a tiny institute, the floors covered with — what else? — Kurdish woven rugs, and the walls bearing huge photographs of Kurds accompanied by quotes from Kurdish poetry. Each year, hundreds of scholars from around the world use her library — 1,000 volumes about the Kurds written in tongues ranging from Swedish to Persian.

A guest book lists recent visitors from Germany, England, Texas, and Alaska; a Kurdish guerrilla leader, Jamal Talabani; journalists; and plenty of New Yorkers — some Kurdish, others merely curious.

"I'm dealing with the whole world from this brownstone," said Saeedpour. "I'm like an old lady holding fast to a balloon that's going up into the sky."

Indeed, the 5-foot-tall dynamo has her fingers

"When I was a kid, I thought, well, how did all those people die and nobody did anything? Well, the same thing is happening to the Kurds."

Vera Beaudin Saeedpour

in a dozen pies. She has organized a troupe to perform Kurdish folk dances. She publishes a semi-annual journal called *The Kurdish Times* and dreams of opening a shop of Kurdish crafts.

Saeedpour even prints her own mailing labels — 1,500 of them — on a home computer.

Strewn about her office are clippings of her letters to the editor about the Kurdish plight, published in the *New York Times*, the *Wall Street Journal* and other papers.

The phone never stops ringing. It could be a scholar wanting to use the library, a Kurd seeking help with an immigration problem, or one of her children. She has five.

"I overdo everything," she said.

Against one wall stand four mannequins dressed in colorful layers of traditional Kurdish clothes — pantaloons, a brocade jacket, cummerbund, and a large fringed scarf piled atop the head. There are also 18th- and 19th-century maps that identify a large country called Kurdistan just east of Algeir — now Syria.

"Sometimes a Kurd will send me something in a plain brown wrapper from someplace really remote — a book from Soviet Armenia or something with an inscription in Kurdish," she said. "It's really very moving."

Saeedpour does not accept funding from any government agency or even from Kurdish political parties. The program's \$35,000 annual budget is supported by individual contributions.

But she said governments that are unhappy about her work imagine otherwise. Saeedpour said an Iraqi magazine called her a "Zionist in the pay of the CIA," while the Turkish media claims she is funded by Greece and Armenians.

"I wish it were true," she said. "Maybe they'd fix my ceiling."

Cumhuriyet 01.X.88

POLİTİKA VE ÖTESİ

MEHMED KEMAL

Irak Kürtleri...

Irak, kendi Kürtlerini kuzeye doğru sürdürdükçe onlar da bizim sınıra dayandı. Öyle ki sınıra dayanmakta da kalmayıp içeri girdiler. Gelenler Türkiye-Irak-Iran arasında bir cep oluşturdu. İkinci Dünya Savaşı'nda Hitler orduları da karşı güçleri böyle bir cep içine sıkıştırdı. Cep lafi o yıllardan kalmaydı.

Iran-Irak savaşı ne denli anlamsız ve saçma idiyse Kürtlerin bir cep içinde sıkıştırılması da ötesi saçmadır. İlerde bu daha iyi anlaşılacaktır.

Irak yöneticileri için bir Kürt yoktur. Azınlık olanların hepsinin kimliğinde Kürt yazılıdır. Bunlar Kürt, Ermeni, Asuri, Nasrani, Keldani, Yezidi olabilir. Yalnız Araplar Kürt sayılmıyor.

Iran-Irak savaşı sırasında gazeteci Murat Öztemiş, Kuzey Irak'a İran üzerinden girmiş. Bu konuda "Bu Dağlar ki Hiç Bahar Görmüdü" diye bir kitap yazmış. Eski bakanlarından Şerafettin Elçi'nin önsözü var. Şerafettin Elçi'yi en çok ilgilendiren yazarın rehberi Kâk Resul'dür. Kâk Resul, dağ, taş, açık, tokluk demeden Murat Öztemiş'i Zagros Dağları'ndan alır, gideceği yere ulaştırır. Elçi'ye göre peşmergelerin tarihi çok eskilere dayanıyor. Aslan Yürekli Richard'la Selahattin Eyyubi'nin karşılaşması bir söylence. Selahattin kâk değiştirir, çadırında hasta olan Richard'ı hekimmicesine iyileştirir. Neden sonra için aydın varan Richard, "Meğer beni tedavi eden Selahattin Eyyubiymiş" diye yakıdır. Gençlik yıllarımızda bunun filmi de görmüşük.

Murat Öztemiş, bu dağları aşısını şöyle anlatır:

"...Şoför, kontağı kapatarak aracı durdurdu. Aşağı indim. Cemil Kadri eliyle aşağıda solukça yanıp sönen parıltıları gösterecek, "Orası Göze, artık Irak topraklarındayız! Pastar, kontrol, takas yok" dedi. Peşmergelerin İran sınırındaki son karargâhlarından biri. İşıkların kaçakçıların ateşleri olduğunu öğreniyoruz: "Bunların çoğu İran Kürtleri. Yol boyunca sık sık karşılaşacakları. İnsan ve yük hayvanlarından başka hiçbir aracın gidemeyeceği yerlere gerekli her şeyi bunlar götürür."

Pirinç pilavı, domates çorbası, yufka ekmekten oluşan yemeği yerken, çadıra, elleri yaşlarında, oldukça zayıf, sivri biyıklı, yaşça konuşan bir peşmerge girer.

"Adım Resul, sizi ben götüreceğim" der. "Çantanızı verin!..." Doktor tanır.

"Sizinle Kâk Resul gelecek..."

Kâk, Kürtler arasında ağabey, kardeş, yoldaş anlamına geliyor. Onun için Resul'e kâk diyor.

"Hazırsanız hemen yola çıkabiliriz."

Bir de katır vardır. Yolculukta rahat etsin diyerdir. Kumanya, çanta, su, battaniye, her şey tamamdır. Eline bir de parka tutuşturur doktor:

"Bunu alın, gece çok soğuk olabilir."

Kervana katılırlar. Önde Kâk Resul, ardında bizim yazar...

Sadece Çinlilerin değil Kürtlerin de bir uzun yürüyüşü vardır. 1946'da Mehabad Kürt Cumhuriyeti yıkılıncâ Barzani ve yönetimiindeki savaşçılar Barzan bölgesine geçtiler. Irak Molla Mustafa'dan teslim olmasını istedi. Molla teslim olmadı. Yanındaki beş yüzü aşkın peşmerge ile Irak sınırını aşarak Türkiye, İran üzerinden Sovyetler Birliği'ne geçtiler. İran kuvvetleri ile de bir yandan çarpışıyorlardı. 15 günde 450 km. yürünmüştü. Buna 'uzun yürüyüş' denildi. Molla Mustafa, Mesut Barzani'nin babasıdır.

Celal Talabani'nin evine konuk olurlar. Şurdan, burdan konuşurken sorarlar:

"Jamail Beşikçi'yi, İbrahim Tatlıses'i, Necmettin Büyükkaya'ya tanıyorsunuz?"

"Tanırız" derler.

Mesut Barzani'yi görmek istediğini söyler. Fakat karargâhta yoktur. Ne zaman geleceği de belli değildir. Niyetleri iyi geçinmektedir. Ama Irak oralı değil. Çoğunun eşi, çocuğu, hısımlı, akrabası Irak'ın güney kurtlerinde. İyi geçinmek isterler, ama Sedat'ın niyeti yoktur. İste kuzeye sürdürdükleri Kürtler. Onlar da iyi niyette dolu... İyi niyet yeterli mi?

Tercüman 01.X.88

SHP kaynıyor

Hilmi BENGİ

ANKARA. (Tercüman)- Referandum sonuçları, Başbakan Özal'ın "SHP iki başlı oldu, şimdi onlarda problem çıkacak" sözünü haklı çıkarıncasına önce SHP'yi karıştırdı. Sol Kanat, referandum sonuçlarının SHP açısından başarısız olduğunu belirterek, faturayı Baykalcılar'a çıkarırken, Baykalcılar da Genel Başkan İnönü'nün "Menderes benzetmesi, DYP ile koalisyon kurulabileceği" yönündeki beyanatları ile Sol Kanat'tan Mehmet Ali Eren'in "Kürtler'e hürriyet"ten söz etmesinin başarısını etkilediğini ileri sürüyorlar.

SHP'nin referandum sonrası ilk sıkıntıları ilk defa Meclis grup yöneticilerinin seçiminde, daha sonra da Parti Meclisi'ne açığa çıktı.

SHP'de "denge politikası" sürdüren Genel Başkan Erdal İnönü, hem Sol Kanat'a tirpan vuruyor, hem de Baykal'ın "kendi boyunu aşacak" şekilde yükselmesine engel olmaya çalışıyor.

İnönü'nün bu politikası grup yönetim kurulunda somu bir şekilde ortaya çıktı. İnönü, Deniz Baykal'dan boşalan grup başkanvekilliğine bir Baykal'cının gelmesine engel oldu ve kendi adayı olan Onur Kumbaracıbaşı'nın desteklenmesini Genel Sekreter Deniz Baykal'dan istedi.

Baykalcılar da, Sol Kanat'ın adayı Hasan Fehmi Güneş veya Sol Kanat'tan bir başkasının grup başkanvekilli olmaması için Kumbaracıbaşı'ya "Evet" demek durumunda kaldılar.

İnönü, kendisinden destek isteyen Hasan Fehmi Güneş'e de, daha önce Onur Kumbaracıbaşı'na söz verdiğini söyledi.

Geçen yıl "Mehmet Ali Eren'in Disiplin Kurulu'na verilememesi"nden dolayı Sol Kanat ağırlıklı eski grup yönetim kuruluna olan tepkisi sebebiyle İnönü, bu defa grup yönetim kurulunda Sol Kanat'ın ilimli isimlerinin girmesini istedi.

İnönü, "keskin" Baykalcılar'ın da grup yönetimine girmesine engel olurken, grup yönetiminde ağırlığı "üçüncü Dünyacılar-Baykalcılar" ortaklığı aldı.

9 kişilik grup yönetiminde Sol Kanat'tan Sedat Doğan, Rıza Yılmaz, Halil Çulhaoğlu

ve Ömer Çiftçi'ye karşılık Fuat Erçetin, Kemal Duduoğlu, Zeki Ünal, Yaşar Yılmaz ve Mustafa Çakar'dan oluşan "İnönü-Baykal" ittifak grubu çoğunluğu halen elde tutuyor.

Genel Başkan Erdal İnönü'nün hem Sol Kanat'ı ve hem de Baykalcılar'ı belli bir hizada tutma politikası "Üçüncü Dünyacılar"ı yaradı. Grup yöneticilerinin belirlenmesinde kendini gösteren "Üçüncü Dünyacılar"ın önde gelen isimleri arasında Onur Kumbaracıbaşı, Güneş Gürselçer, Hüdal Oral, İstemihan Talay, Turan Beyazıt, Erol Ağaçlı ve Ömer Türkçakal bulunuyor.

BÖLÜNEN SOL KANAT

Bu arada, Sol Kanat da kendi içinde huzursuz. "Doğulular" ve "Batılılar" olarak ikiye bölünen Sol Kanat'ta, Kemal Anadol "Batılılar'ın lideri" durumunda bulunurken, özellikle Doğu politikası konusunda biraz daha ılımlı düşünenler, kendi safında yer alıyor. Ahmet Türk, Cumhur Keskin, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak, Orhan Veli Yıldırım, Mehmet Kahraman gibi Doğulu milletvekilleri de birlikte hareket ediyorlar.

"Kürtler'e hürriyet" sloganları atan Mehmet Ali Eren ise arada kaldı.

Sol Kanat'ın bölünmesinin etkisi Hasan Fehmi Güneş'in grup başkanvekilli seçilememesinde görüldü. Ahmet Tür, Güneş'e karşı İnönü'nün adayı Kumbaracıbaşı'nı destekledi.

Sol Kanat'ın bir başka grup başkanvekilli adayı Kenan Sönmez ise, grup yönetimine bile giremedi. İnönü'nün Mehmet Ali Eren, olayındaki tavır sebebiyle Sönmez'e karşı tavrı koyduğu ifade ediliyor.

Tercüman 6.X.88

Avrupa'dan Kürtçe tuzakı

Sitka ULUÇ

Avrupa Konseyi Asamblesi dünkü oturumunda "Azınlık Diller Sözleşmesi"ni onayladı ve üye ülkelerin imzasına açılmak üzere Bakanlar Konseyi'ne gönderdi. Azınlıktaki dillerin eğitim, öğretim ve kültür alanlarında korunmasını öngören sözleşmenin oylanması sırasında SHP milletvekilleri olumlu oy kullandılar, DYP ve ANAP temsilcileri ise çekimser kaldılar.

Konuyla ilgili raporu hazırlayan İspanyol milletvekili Puig'e sorduk: "Avrupa Konseyi üyesi ülkelerde 40 milyon kişinin azınlık dilleri konuştuğunu söylüyorsunuz. Bu rakama Kürtler dahil mi?" cevap şaşırıca oldu: "Bilmem... Herhalde dahildir. Bu rakam genel bir rakam. Türkiye, Kürtçe azınlık dilidir derse öyledir... Ben Kürt meselelerini hiç takip etmedim. Ancak azınlıkların dillerini değil azınlık dillerini koruyoruz. Mesela Yunanistan'daki Türkler'in konuştuğu Türkçe azınlık dil değildir. Korunmaya ihtiyacı da yoktur. Azınlıkların savunmasını üstlenmediğimizi söylemek istiyorum..."

Almanya veya Fransa "Ben Kürtçe'yi azınlık dil olarak tanıyor ve koruyorum" derse ne olacak? Bu sorunun cevabı da tatmin edici değil: "Göçmen işçilerin dilleri azınlık dil değildir ama Kürtçe (herhalde) azınlık dildir..." Federal Almanya'daki bir buçuk milyon Türk'ün Türkçesi'nin korunması, okullarda Türk dili dersi verilmesi, idare birimlerinde Türkçe konuşulması söz konusu değil ancak birkaç yüz kişi Kürtçe konuştuğu için "azınlık dil" savunması yapılabilecek.

Türk milletvekilleri arasında tezat dolu fikirler dolaştı. DYP'li İrfan Demiralp, "Oylamada evet veya hayır dememiz bazı çevrelerce bize karşı kullanılabilir. En iyisi çekimser kalmak" fikrini savunurken Mükerrerem Taşçioğlu, "Sözleşmeye karşı değiliz. Menfi bir tutum içine girmek istemiyoruz" şeklinde konuştu ve şöyle devam etti: "Biz azınlık diye bir şey kabul etmiyoruz. Dil birliği bir milletin bütünlüğünü oluşturan parçalardan biridir. Biz Kürtçe'yi bir azınlık dili olarak değil, azınlıkta olan bir dil olarak mütalâa ediyoruz. Eğer Kürtçe ile yol açılırsa peşinden Tatar'ı, Laz'ı, Rum'u da gelir ve Türkiye 70 yamalı olur..."

Taşçioğlu, azınlık dilleri konulu tartışmaların gündemde kalacağını düşünülmediğini de belirterek, şunları söyledi:

"Millî bütünlüğümüzden bir fedakârlık yapmayız. Kürt meselesi başımızın derdi, Peşmergeleri'ni alarak derdi daha da artırdık. Başımıza yeni bir belâ aldık. Irak'ın öldürmek istediklerine biz kucak açtık. PKK'cular da oradan geliyor. Sızmış teröristler olabilir. Başımıza belâ aldık derken bunları kasdediyorum."

İsmail Cem, "Konuyu fazla büyütmememiz ve göçünmamız gerekir. Biz 16. yüzyıldan beri değişik dil ve dirlere özgürlük tanımışız. Bu komplekse kapılmamıza gerek yok. Avrupa'dan alacağımız ders de yok" dedi.

Güneş Taner ise Konsey Asamblesi önünde söz alarak "Daha önemli meseleler var. İnsan hakları konusu varken azınlık dilleri tartışmanın zamanı değil. Gerçekçi olalım" diyerek sözleşme aleyhinde konuşan tek parlamenter oldu. Raportör Puig, Taner'e verdiği cevapta, "Türkiye'nin işine gelmiyorsa sözleşmeyi imzalamaz. Diğer ülkeleri engellemeyin" dedi.

Türk temsilciler bu sözleşmeyi Türkiye'nin hiçbir zaman imzalamayacağı, imzalamadığı sürece de yükümlülük altında kalmayacağı görüşünde birleşiyorlar.

Bütün mesele, sözkonusu sözleşmenin bir istismar ve baskı unsuru haline getirilip getirilemeyeceği... ("İşkenceye Karşı Mücadele Sözleşmesi"ni hatırlıyoruz...) "Azınlık Dilleri Koruma Sözleşmesi" de her fırsatta Türkiye'nin önüne konulabilir ve bir baskı unsuru yapılabilir. Türk tarafı "Gerekirse imzalanmaz ve Kürtçe'yi azınlık dil olarak tanımadığımızı belirtiriz. Buna hakkımız var" şeklinde düşünüyor. Ancak bu tutumun istismar ve baskıları önleyemeyeceğine, aksine artırıcağına da kesin gözle bakılıyor.

Şüphesiz gözüken bir şey var: Bugün "Avrupa'da 40 milyon kişi azınlık dil konuşuyor" diyenler, yarın "Bunların dörtte biri Kürt, oradan başlayalım" sözleriyle ortaya çıkacaklar. Avrupa Konseyi'nde de, aynı Avrupa Parlamentosu'nda olduğu gibi Türkiye aleyhinde faaliyet hazırlıkları var. Sessiz ve derinden gidiyorlar. Bizim bazı parlamenterlerimizin kabul oyu verdikleri bu sözleşme senelerce Türkiye aleyhine kullanılabilir.

Galiba yakında Avrupalı parlamenterler Türkiye'ye PKK terörünü durdurmanın tek yolunun Kürtçe'yi resmî dil olarak tanımak olduğunu söyleyecekler.

Milliyet 6.X.88

● Taşçioğlu sığınmacı Peşmergeleri değerlendirdi

'Kürtlerin faydası yok'

AVRUPA Konseyi Parlamenterler Meclisi'nin dün Strasbourg'da yaptığı oturumunda, "Avrupa'daki bölgesel ve azınlıktaki dillerin korunmasını" öngören rapor kabul edildi ve bu konuda hazırlanan bir "sözleşmeyi" üye ülkelerin imzasına açması için Avrupa Konseyi Bakanlar Komitesi'ne "yeşil ışık" yakıldı. Sözleşmenin isim vermeden Kürtçeyi de kapsamından huzursuz olan Türk parlamento heyetinin ANAP'lı üyeleriyle DYP'li üye çekimser, SHP milletvekilleri ise rapor lehinde oy kullandı.

İspanyol sosyalist parlamenter Mario de Puig tarafından hazırlanan raporun kabul edilmesinden sonra, Bakanlar Komitesi'ni "sözleşmeyi" üye ülkelerin imzasına açacağı, üye ülkelerin bu sözleşmeyi imzalamayı serbest olacağı belirtildi.

Raporda ve sözleşmede, hiçbir dil adına atıfta bulunulmadan Avrupa ülkelerinde az kullanılan ve zayıflayan azınlıktaki dillerin korunması ve geliştirilmesi gerektiği vurgulanıyor. Sözleşmenin azınlık haklarını değil, sadece azınlıktaki dilleri kapsadığı, üye ülkelerin toprak bütünlüğüne ve resmi dillerine zarar vermeden bu dillerin geliştirilmesine Avrupa kültürünün zenginleşireceği kaydediliyor.

Raportör İspanyol parlamenter De Puig, Kürtçenin bir azınlık dil olup olmadığı yolundaki soruya, "Bu konuda bir liste yapılmadı. Bu nedenle şu veya bu dil azınlıktaki bir dildir deme yetkisi üye ülkelere bırakıldı. Şayet Türk hükümeti sözleşmeyi imzalarsa, Kürtçeyi azınlıktaki bir dil olarak görüp görmediğine kendisi karar verir" yanıtını verdi.

De Puig yine bir soru üzerine, Batı Trakya Türklerinin konuştuğu Türkçe'nin azınlıktaki bir dil olmadığını söyleyerek şöyle konuştu: "Türkçe, İspanyolca veya Almanca gibi dilleri azınlıktaki bir dil olarak görmüyoruz. Türkiye'deki Yunan asıllıların Yunancası da azınlıktaki bir dil değildir."

Strasbourg'daki Türk parlamento heyeti başkanı Mükerrerem Taşçioğlu, konuyu Türkiye açısından "nazik" olarak nitelendirerek, "Biz azınlık diye bir parça kabul etmiyoruz. Eğer Kürtçe ile yol açılırsa, peşinden Tatarı, Lazı da gelir ve Türkiye 70 yamalı olur" dedi.

**TAŞÇIOĞLU:
"PEŞMERGELERİ
BELA ALDIK"**

"Kürt sorunu bizim için bir derd. Peşmergeleri kabul etmekle bu derdi daha da artırdık ve başımıza bela aldık" diyen Taşçioğlu, Türkiye'nin Irak ile önemli ekonomik menfaatlerine rağmen, bu insanlara kucak açıldığını ve bunların arasında PKK militanlarının da sızdığını söyledi.

**NAİM'İN AİLESİ
İÇİN GİRİŞİM**

Strasbourg'da bulunan ANAP milletvekilleri, Naim Süleymanoğlu'nun ailesinin Bulgaristan'dan Türkiye'ye getirilmesi için diplomatik girişimlerin sürdüğünü bildirdiler. ANAP'lı milletvekilleri, Türk Dışişleri Bakanlığı ile Bulgar yetkililer arasındaki görüşmelerin olumlu yönde geliştiğini, bu nedenle, Naim konusunu Bulgaristan'ı tahrik etmemek için Avrupa Konseyi bünyesinde fazla ön plana çıkarmamayı tercih ettiklerini söylediler.

• Ahmet SEVER • STRASBOURG

Cumhuriyet 7.X.88

NEW YORK

İran'dan Kürtlere geçit yok

Daha önce bir bölüm sığınmacıyı kabul eden İran, Mesut Yılmaz'ın yeni kabul için yaptığı talebi henüz yanıtlanmadı.

NEW YORK (Cumhuriyet) — Türkiye'nin Irak'tan kaçan bir kısım Kürdün İran'a sığınmak istemesini duyurmasına

rağmen İran'dan henüz müspet bir cevap gelmedi. Önceki gün Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz, İran Dışişleri Bakanı Ali Ekber Velayeti'ye İran'a gitmek isteyen Kürt sığınmacılar olduğunu ve izin verilmesini yeniden duyurdu. Velayeti Yılmaz'a bu konuda bir cevap vermedi.

Dışişleri heyetinden Ümit

Pamirin açıklamasına göre önceki günkü görüşmede Yılmaz, İran Dışişleri Bakanı'na Türkiye'nin Kürt sığınmacılara yönelik yardım talebini tekrarladı. Pamir, Irak'tan Türkiye'ye sığınanlar arasında bir soru kâğıdı dolaştırdığını, ahnan cevaplar arasında bir kısmının İran'a gitmeyi tercih ettiklerini saptandığını söyledi.

Hürriyet 7.X.88

Sınırımızı geçip mezra bastılar,

ev yakttılar

● Hakkari sınırimizdaki Ormanca köyüne bağlı Samur mezrası, Irak askerleri tarafından basıldı ve ateşe verildi. Mezradaki dört ev içindeki eşyalarıyla kül olurken, bir değirmen ve 3 bin kavak ağacı da yandı.

VANŞEMDİNLİ, (Hakkâri) (hha) - Basya bölgesinin Türkiye sınırları içinde kalan Ormanca Köyü'ne bağlı Samur Mezrası, Irak askerleri tarafından basılarak ateşe verildi.

Mezradaki yangında dört ev eşyalarıyla birlikte kül oldu, 3 bin kavak ağacı ve bir değirmen, içindeki buğday ve unlarla birlikte yandı. Olaydan sonra evleri yakılan Ömer Samur'la amcası

Sabri Samur, enkazda inceleme yapmak istediler, ancak pusuya yatan Irak askerleri tarafından yakalanmak istendiler. Ömer Samur kaçmayı başardı, yakalanan Sabri Samur, Irak askerleri tarafından bilinmeyen bir yere götürüldü. Olayı doğrulayan Şemdinli Kaymakamı Ali Bezirgan, "Sabri Samur'dan başka, aynı bölgeye yakın bir yerde kimliği belirlenemeyen bir yurttaş-

mızın daha Irak askerleri tarafından kaçırıldığı anlaşıldı. Olayla ilgili soruşturma yapılıyor." dedi.

YANGIN MERMİLERİ

Samur Mezrası'nı kuşatan Irak askerlerinin sınırimızın sıfır noktasında kalan Basya Bölgesi'ni yangın mermileriyle ateşe vermesi sırasında, halk canını güçlüklerle kurtararak Ormanca Köy-

ü'ne sığındı. Olaydan sonra yakılan evlerin enkazını görmeye giden Ömer Samur, şunları anlattı:

"Köyümüzü kuşatan Irak askerleri, rastgele ateş ederek yangın çıkardılar. Canımızı zor kurtardık. Köyden ayrıldığımız sırada ev, değirmen ve kavaklığımızın çayıır çayıır yandığını gördük."

Dönen Peşmergelere TAŞ YAĞMURU

teslim edilen silah yararlanmak isteyen 501'i Irak'tan toplanan 600 Kürt Peşmerge dün Habur Gümrük Kapısından Irak yetkililerine teslim edildi. Habur'dan Irak'a gitmek isteyen Peşmergelerin sayısı çok fazla olduğu bildirildi. Habur'dan Irak'a gitmek isteyen Peşmergelerin sayısı çok fazla olduğu bildirildi.

Dönen Peşmergelere taş yağmuru

SİLOP/ HABUR (Mar-din), (hha) - Irak'ta ilan edilen aftar yararlanmak isteyen 501'i çocuk 969 Kürt Peşmerge, hiçbir uluslararası örgütün gözlemci olarak bulunmadığı bir ortamda Irak'a teslim edildi. Halen 25 bin kadar Kürt Peşmergenin, başta İran olmak üzere çeşitli Avrupa ülkelerine gitmek istediğini açıkladı.

Dün Habur Gümrük Kapısından Irak yetkililerine

teslim edilen Peşmergelerin önceki akşam arabalara bindikleri sırada diğerleri tarafından taşla tutuldukları ve hain ilan edildikleri öğrenildi. Edinilen bilgiye göre, Yüksekova Belediyesi tarafından sağlanan araçlara binen peşmergelerin üzerine yürüyen diğer peşmergeler, "Sizler hainsiniz. Saddam'ın oyununa geliyorsunuz. Gitmeyin" diye tepki gösterdiler.

Milliyet 7.X.88

ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı'ndan şaşırtıcı görüş

Türkiye'de Kürt vatani

- ABD'nin Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürtlere yardım yapmayı düşünmediğini vurgulayan Derwinski, "Kuzey Irak'ta hareketin sona ereceğini, Türkiye'ye göçün sona ereceğini ve Türk hükümetinin göçmenlerin acil ihtiyaçlarını karşılayacağını umduğunu" söyledi
- ABD'li Bakan Yardımcısı, daha da ileri giderek, şöyle konuştu: "Bildiğiniz gibi, Irak, İran, Türkiye ve anladığım kadarıyla Suriye'de şerit halinde bir bölge Kürtlerin tarihi vatani olduğundan, (mültecilerin) bu bölgede bir yerde oturmayı tercih etmeleri doğaldır"

(devam)

● ABD'li Bakan Yardımcısı'nâ göre Türkiye'nin bir bölümü "Kürt vatani"ymiş

Bilgisizlik mi kasıt mı?

WASHINGTON, AA
ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı Edward Derwinski, Irak'tan Türkiye'ye sığınanlara yardım yapıp yapmayacakları konusundaki bir soruyu "ekonomik sıkıntılardan" söz ederek karşıladı. Washington'daki Yabancı Basın Merkezi'nde düzenlediği basın toplantısında, bir gazeteci, "Kuzey Irak'tan kaçan birçok kişinin Türkiye'ye sığındığını, bunların ihtiyaçlarını karşılamak için Türk hükümetinin Batılı ülkelere yardım çağrısında bulunduğunu hatırlatarak, ABD'nin ne düşündüğünü sordu.
YARDIM VE GÖÇ İZNI YOK
 Derwinski soruyu cevaplararken, "ABD'nin yardımı düşünmediğini" kaydederek şöyle konuştu:
 "Irak'tan Türkiye'ye kaçan ve göçmen olarak nitelenecek sivil hal-

ka ABD'ye giriş izni verilmesini tasarladığımızdan veya bunun için mantıklı herhangi bir sebep bulunduğundan haberdar değilim. Kısa sürede acilen insancıl yardımla bulunma konusunda, bütçede çok iyi bilinen kısıtlamalarla karşı karşıyayız. Kuzey Irak'taki askeri harekâtın sona ereceğini, Türkiye'ye göçün duracağını ve Türk hükümetinin göçmenlerin acil ihtiyaçlarını karşılayacağını umuyoruz. Bildiğiniz gibi, Irak, İran, Türkiye ve Anadolu kadaryla Suriye'de geri halinde bir bölge Kürtlerin tarihi vatanı olduğundan, bu bölgede bir yerde oturmayı tercih etmeleri doğaldır. Bunların Irak'a dönmeleri için siyasi koşulların uygun olup olmayacağını, İran'a geçmeyi veya Türkiye'de oturmayı ya da Suriye'deki soydaşlarına katılmayı tercih edip

etmeyeceklerini zaman gösterecek. Şimdiden bu konuda bir şey söylememiz."
DIŞİŞLERİ HAREKETE GEÇTİ
 Ankara büromuzun bildirdiğine göre Irak'tan Türkiye'ye sığınanlara, ABD'nin yardım yapmasının söz konusu olmadığını bildiren Amerika Dışişleri Bakan Yardımcısı Edward Derwinski'nin Güneydoğu Anadolu bölgesini Kürtlerin tarihi vatanı ilan etmesi üzerine, Dışişleri Bakanlığı harekete geçti. Derwinski'nin tam olarak böyle bir içerikte konuşup konuşmadığını belirlemek üzere, Washington Büyükelçiliğimizden resmi tam metin istendi. Gelecek bilgiye göre, gereken tepki ve girişimlerin yapılacağı bildirildi.
 Dışişleri yetkilileri, "Umarız bir çeviri hatası olmuştur. Gerçekleri çarpıtacak bir konuşmanın yapılmadığına inanmak istiyoruz." dediler. Ancak, kesin durumun metnin Ankara'ya ulaşmasından sonra belli olacağını da kaydettiler.

969 Peşmerge, Irak'a gönderildi

YÜKSEKOVA, MİL-HA
TÜRKiye'ye sığınan ve Yüksekova ilçesindeki kamplara yerleştirilen 969 Iraklı Kürt, Irak hükümetinin ilan ettiği aftan yararlanarak ülkelerine geri döndü.
 Irak hükümetinin af güvencesi vermesi üzerine geri dönmek isteyenler ile istemeyenler arasında da kavga çıktı, ancak güvenlik kuvvetlerinin müdahalesiyle kavga büyümmeden önlendi. 501'i çocuk, 245'i kadın olmak üzere toplam 969 Peşmerge dün Habur sınır kapısında Iraklı yetkililere teslim edildi. Çok sayıda Iraklı'nın da geri dönmek için başvuruda bulunduğu bildirildi.
 Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, geri dönüşlerle ilgili olarak yaptığı açıklamada, daha önce de 2 bin 500 kişinin kendi istekleriyle İran'a gittiğini ve geri dönmek istemeyenleri göndermeyeceklerini söyledi.

Tercüman 8.X.88

Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan:

"Amerika'da Kürt lobisi oluştu"

Son yıllarda Paris Kürt Enstitüsü'nün adını sık sık duyuyoruz. Avrupa'daki Yılmaz Güney'i anma toplantılarında ve Kürtler'i ilgilendiren diğer konularda bu enstitünün görüşüne başvuruluyor. Tempo, bizi de yakından ilgilendiren konularda uluslararası forumlarda konuşan bu Enstitü'nün son gelişmelerle ilgili görüşlerini Türk kamuoyuna tanıtabilmek amacıyla Başkanı Kendal Nezan'la konuştuk. Paris Üniversitesi'nden nökleer fizik dalında doktora yapan Nezan, Fransız Uluslararası Araştırma Merkezi'nde çalışıyor.
TEMPO- Irak hükümetinin Iraklı Kürt Peşmergeleri'ne karşı giriştiği kimyasal silah saldırısını nasıl değerlendiriyorsunuz?

NEZAN- Bu saldırı sadece Peşmergeleri'ne karşı değil, tüm Kürt halkına karşıdır. Biliyorsunuz kimyasal gazlar kitlesel imha silahlarıdır ve çocuk, yaşlı kadın, sivil, Peşmerge ayrımı yapmadan kullandıkları bölgenin tüm ahalisini, canlı yaratıklarını, hatta bitkisel yaşamını da değişik ölçülerde tahrip ve imha ederler. Bu sebeple 1925'te ve şimdiki Birleşmiş Milletler Örgütü'nün ilk şekli olan Milletler Cemiyeti tarafından bu silahların kullanılması bir konvansiyonla kesinlikle yasaklanmıştır. Irak hükümeti de 1931'de bu uluslararası Cenevre konvansiyonunu imzalamakla kimyasal silahları kullanmama taahhütünde bulunmuş, ancak sözünde durmamıştır.

DERGİLERDEN

Seçmeler

Bilindiği gibi Irak Kürtleri 1961'den beri bölgesel özerkliklerini elde etmek için silahlı mücadele vermekte zorunda bırakılmışlardır. Bu ülkede demokrasi, özgür tartışma ortamı, sorunları uygar diyalog yöntemleriyle çözümlene olanağı olmadığı için, Kürtler zorunlu olarak haklarını ve istemlerini silahlı mücadele ile elde etmeye çalışmışlardır. Bu mücadeleyi ezmek için 27 yıldan beri Bağdat yetkilileri napalmdan fosforlu bombalara kadar her türlü silahı, kitle sürgünlerinden mecburi iskana kadar her türlü yöntemi kullandılar. Irak Kürdistanı'ndaki 5086 Kürt köy ve mezrasından 3479'unu cami ve kiliseleri ile birlikte tamamen yıktılar, yerle bir ettiler. Ortadoğu, Moğol istisalarından beri bu ölçüde bir tahribata tanık olmamıştır.
TEMPO- Türk hükümeti

metnin Irak'tan kaçan Peşmergeleri'ne karşı takındığı tavrı nasıl buluyorsunuz?
NEZAN- Bir haftalık bir tereddütten sonra Türk hükümeti sınırlarını ölümden kaçan insanlara açmakla, dünya kamuoyundan olumlu bir puan almıştır. Irak Kürtleri'nin liderleri de hemen Sayın Özal'a mesaj gönderip teşekkürlerini ve minnettarlıklarını belirtmişlerdir. Bu da bir kez daha gösteriyor ki, insancıl, ılımlı, uygar davranışları herkes destekler.
TEMPO- Türk hükümeti bir süre önce yaptığı açıklamalarda Peşmergeleri'in Türkiye'ye maliyetinin çok yüksek olduğunu, bu yüzden de Amerika ya da Avrupa ülkelerinin bir kısım Iraklı Kürt'e sahip çıkmasını, veya uluslararası örgütlerden parasal yardım gelmesi gerektiğini söyledi. Bu konudaki

değerlendirmeniz nedir?
NEZAN- Türkiye yakın tarihinde ilk kez bir mülteci sorunu ile karşı karşıya. Bu insanların temel gereksinimlerini karşılamak, sağlık ve eğitim sorunlarını çözmek imkân ve deney gerektirir. Bu sorunlarla karşı karşıya kalan ülkeler genellikle uluslararası kuruluşlardan katkıda bulunmalarını isterler. Örneğin 3 milyonu aşkın Afganlı mülteciyi barındıran Pakistan, yüzbinlerce mülteciye sınırlarını açan Somali ve Sudan gibi ülkeler bu kuruluşlarla elele çalışırlar. Katkıda bulunmak isteyen ülkeler ve özellikle AET ülkeleri yardımlarını bu kuruluşlar kanalı ile iletirler. Mültecilerin hukuksal, kültürel ve eğitim sorunlarının çözümlenmesinin koordinasyonunu da Birleşmiş Milletler Mülteciler Yüksek Komiserliği üstlenir. Bildiğim kadaryla Türk hükümeti bu kuruluşlardan gelen önerilere olumlu cevap vermemiştir. Özellikle yabancı ekiplerin gelip çalışmalarına gıda, yiyecek ve ilaç yardımlarını dağıtılmalarını izin vermemektedir.

Başka ülkelerden kötü deneyleri olan birtakım devletler de, "Siz parayı verin, gerisine karışmayın" içerikli yardım taleplerini ne ölçüde olumlu karşılarlar bilemem. Bazı kurumlar mülteciler için gönderilen battaniye, çadır vs.'nin ellerine geçeceğinden tamamen emin ol-

madıklarından şimdilik bir şey yapamadıklarını söylemişlerdir. Eğer Türk hükümeti yardım koordinasyonu işini uluslararası Kızılhaç ve Mülteciler Yüksek Komiserliği'ne verirse, Iraklı Kürt mültecilerin Türkiye için mali bir külfet olmayacaklarına inanıyorum.

TEMPO- Iraklı Kürtler'in uğradığı saldırılar ve Türkiye'ye sığınmaları konusunda size ABD'nin rolü nedir? Bundan sonra takınacağı tavır ne olabilir?

NEZAN- Irak'ta girişilen son kitlesel imha girişimi olayında en kesin tavır koyan ülke ABD ol-

muştur. Demokratik ve insancıl gelenekleri olan İngiltere, Hollanda, İsveç, Norveç gibi birtakım ülkeler, kimyasal savaşın ne olduğunu yakın tarihinde bilen Almanya, Hiroşima'yı unutmayan Japonya da ABD'yi destekleyen ülkeler arasında. **NOT: Bu yazı Tempo'den alınmıştır.**

Tercüman 8.X.88

Sağlık ekibi eli boş döndü

"Sığınan"lar doğum kontrolünü reddetti

DIYARBAKIR, (A.A.)- Diyarbakır'da barınan Iraklılar'a, aile planlaması konusunda yardımcı olmak isteyen Türk Kadını Güçlendirme Vakfı (TKGV) üyelerinin, doğum kontrol ilacı ve spiral uygulaması girişimleri başarısızlıkla sonuçlandı. Iraklılar, "İlaç kullanarak neslimizin tükenmesine müsaade etmeyiz" dedi.

Diyarbakır'ın Dicle Nehri kıyısına geçici olarak yerleştirilen Iraklılar'a aile planlaması konusunda yardımcı olmak isteyen TKGV Diyarbakır şubesi üyeleri, yanlarına bir miktar ilaç alarak, "Çadırkent"e geldiler. Çadırları dolaşarak, sığınmacıların eşleriyle görüşen üyeler, her çadırda 5-10 çocuk görünce hayrete düştüler.

Vakıf Başkanı Ümit Battal, Iraklılar'ın eşleriyle ko-

Peşmergeler, "Neslimizin tükenmesine müsaade etmeyiz" dediler



Diyarbakır'da geçici iskâna tâbi tutulan Iraklılar'ın eşleri doğum kontrol sistemine karşı koydular.

nuyu görüşükten sonra kendilerine ilaç ve spiral yöntemi uygulamak istediklerini söyleyince, Iraklı sığınmacılar, bunu kabul etmedi.

1500 İRAKLI GERİ DÖNÜYOR

Öte yandan, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkililerinden edinilen bilgiye göre, Yüksekova'daki Uzunsırt ve Süstü kamplarında bulunan 1500 Iraklı daha, bugün ülkelerine geri dönecek.

Iraklılar, Habur sınır kapısında Iraklı yetkililere teslim edilecekler.

969 Iraklı önceki gün kendi istekleriyle ülkelerine dönmüşlerdi.

Tercüman 8.X.88

Talabani: "Batı bizi destekliyor"

T AHRAN, (A.A.)- Irak'ın kuzeyinde muhtariyet için Bağdat yönetimine karşı mücadele eden "Irak Kürdistan Yurtsever Birliği" lideri Celâl Talabani, kendilerine Doğu Bloku ülkelerinden daha fazla Batılı ülkelerin destek verdiğini söyledi.

Talabani, Şam'da, İran'ın resmi haber ajansı IRNA'ya verdiği özel demeçte, "Bizim Batı ülkelerinde çok dostlarımız var. Özellikle Fransa, Yunanistan, Batı Almanya, Avusturya ve İsveç gibi ülkeler ve diğer Batı ülkelerinin sosyalist partileriyle iyi dostluklarımız var. Ancak Doğu Bloku ülkeleriyle ilişkilerimiz bu kadar iyi değil. Çünkü onlar bugüne kadar Irak rejiminin son cinayetlerini açıkça kınamaadılar. Gizli olarak bazı şeyler söylüyorlar, ancak alenen bir şey yapmadılar" dedi.

Irak yönetiminin ülkenin kuzeyinde düzenlediği son operasyonlardan sonra Batı Avrupa ülkelerindeki sosyalist partilerin kendileriyle "hemdert" olduklarını ve geniş bir propaganda faaliyeti başlattıklarını kaydeden Talabani, "İngiltere'de Başbakan Margaret Thatcher, Saddam Hüseyin aleyhindeki propagandanın önünü alamıyor, çünkü bu ülkede biz siyasi açıdan Irak yönetiminden daha güçlüyüz" şeklinde konuştu.

2000'e Doğru 9.X.88

YILMAZ GÜNEY'E ÖZGÜRLÜK

Bir imza lütfen...

"Yılmaz Güney'i bilir misiniz?", "Elbette", "Ya filmlerinin Türkiye'de yasak olduğunu?", "Dalga geçmiyorsunuz değil mi?", "Hayır, imza topluyoruz."

Fatoş Güney, kimiyle İngilizce, kimiyle Fransızca, arada bir İtalyanca yukarıdakine benzer bir giriş yaptıktan sonra, basıyorlar imzayı. Dünyanın bir köşesinde bilmem kaç aylık aradan sonra uzaya mekik döşeniyor, öteki köşesinde olimpiyatlar filan oluyor. Avrupa'da sinema yılı ilan edilmiş bu yıl. Biz de buralarda Yılmaz Güney filmlerine konan yasağın kaldırılması için elin oğlundan imza istiyoruz.

Avrupa'nın sinemacı takımının bir alayı "Kâhinle şehir" Delfi'de toplanmış, "Birleşik bir Avrupa'nın sinema alanında sorunları ve bunların çözüm-

leri"ni tartışıyor. İrili ufaklı yönetmenler, senaryo yazarları, öğretim üyeleri, teknik elemanlar, yapımcılar...

Akşam, Japon harikası minik radyomdan, TRT'yi izlerken, herkesin olimpiyatlarda altın madalya alan Naim'in ülkeye dönüşüyle uğraştığını öğreniyorum. Olimpiyatlarda altın madalya almış oğlan. Aferim. Benim bildiğim bu Yılmaz'ın da bir altını var öyle kolay olmayan bir yerden alınmış. Türkiye tarihinde de tekrarlanmamış. Bulgar spor okulları eğitiminden geçmeden, memleketin çamurundan çıkarılmış bir altın madalya bu. Ama Yılmaz'ı dışarılarda kahrından ölüme mahkûm

etmişler, Naim oğlanı almaya uçak kaldırıyorlar. Mesele altın madalyadaysa bir gariplik olmalı bu işte. Demek, ülkeye altın getirmekten öte bir de "Özal benim babamdır" boyutu var işin. Franco da 40 yıl futbolla yönetmişti İspanya'yı.

"Your signature please..." Güzel gözlü tatlı militan Fatoş. İmza isterken nasıl da dimdik duruyorsun öyle. "Ben, Yılmaz'ın istemi, bir vasiyet olmasından öte, ülkeme ve orada yaşayan insanlara karşı duyduğum sorumluluk sonucu bu uğraşın içindeyim..." derken, nasıl da soracağım soruyu unutturuyorsun bana. Üç kuruşluk rahatı uğruna

FATOŞ GÜNEY

"Rejim, Yılmaz Güney talebine fazla direnemeyecek"

— *Kampanyada, arzuladığımız sonuca ulaşabildiniz mi?*

— Sonuç, Yılmaz'ın filmlerinin Türkiye'de gösterime girmesiydi ve bu henüz gerçekleşmedi ama, imzası için kime başvurduysak geri çevirmedi. Avrupalı birçok aydın, kampanyaya bizzat katılıp imza topladı.

— *İmza dışında herhangi bir girişiminiz oldu mu?*

— Avrupa Topluluğu Kültür Komisyonu'na, Ripa ve Meane'ye mektup yazdık.

— *Yılmaz Güney'in mezarının Türkiye'ye taşınması gibi bir girişime ilişkin tavrınız ne olurdu?*

— Şu aralar Türkiye'de bu gibi tartışmalar oluyor ama ben bu dönemde kesinlikle buna karşıyım. Türkiye'de filmleri, yazıları, kitapları yasak olan bir insanın kemiklerinin özgür olması rejime prim vermek anlamını taşır. Kemiklerden korkmuyorlar çünkü. Fikirlerden

korkuyorlar. Yarın kalkıp, "Bakin biz Yılmaz'ın mezarını getirdik" diye demokrasi taslayacaklardır. Cezaevleri boşalmadan, işkenceler ve 12 Eylül hukukunun uzantısı politik davalar bitmeden, Kürtler üzerindeki baskılar sürdükçe Yılmaz'ın kemikleri Türkiye'de hiç rahat olmayacak, sızlayacaktır.

— *Filmlere konmuş yasağın aşılabileceği konusunda umutluy musunuz?*

— Evet. Gerek Türkiye'den gerek yurtdışından büyük destek var. Rejimin buna karşı fazla direnebileceğini sanmıyorum. Direnirlerse biz de direneceğiz. Yaşamını verdiği halkından onu daha fazla mahrum etmeye güçleri yetmeyecektir.

— *Teşekkür ederiz.*

— Ben teşekkür ederim. Kampanyayı Türkiye'de başlatanlardan ilki olan derginize ve okurlarınıza sevgi ve selamlar... □



(devam)

yıllardır çenesini kilitlemiş oturan aydın kılıklı kargaların aksine, nasıl da dimdik yaşıyorsun sürgününü.

"Thanks very much for your solidarity" ... "Merci pour solidarite..." Avrupalı sinemacılar toplanmış dörtlü birleşen Avrupa'nın sinemasını harmanlıyorlar...

Ve elinoğlu bir Fatoş'u çağırıyor toplantıya, bir vatandaşlıktan attığın Demir Özlü'yü, bir de mahkemelerde sürdürdüğün Ali Özgentürk'ü. Üstelik, Simon Weirs'in gözetiminde oluyor bu işler. Komünist tertibi filan da değil: "Yoğur signature please..." Avrupalı sinemacılar gölgelik yerlere atmış masayı, sandalyeyi: Geleceklerini tartışıyorlar. Delfi'deyiz. Buralarda milattan yüzlerce yıl öncesinden Hıristiyanlığın yayıldığı yıllara kadar eski Yunan'ın kâhin- rahipleri yaşamış. Zamanında buraya krallar gelir geleceklerini danışmış. Omiros'ta yeri var bu işlerin. (Türkçe'de gavurcadan çevirip Homeros olan galat-ı meşhur. Tüm Yunanca adlar Türkçe'de galat-ı meşhurdur ya, neyse...) Kâhinlere gelen kim olursa olsun, yolu kesilmez, onunla savaşılmazmış. Her kent kendi sunağı varmış buralarda.

Çağdaş büyücüler, sinemacılar tam da yerini bulmuşlar toplanacak doğrusu. Köklerini aldıkları uygarlığa bir de selam sarkıtmuş oldular. İkinci gün kahvaltıya inen Demir Özlü ile Ali Özgentürk, üçer dakika arayla aynı cümleyi tekrarlıyorlar: "Herifler Avrupa'yı birleştiriyor yav!" Your signature please...

Son gün... Katılanlardan boş bir zamanını yakalayabildiğimiz kim varsa imzaladı "Yılmaz Güney'e Özgürlük" bildirisini. Hepsini bir arada, toplanmışlar şimdi. Madde madde anlaşmışlar her bir şeyin üzerinde. Sanatçı özgürdür, nokta. Hakları koruma altındadır, nokta. Eseri üzerinde izni olmadan zart zurt çekilemez, nokta. Sansür mansür kabul edilemez, nokta. Bireysel yaratıcılığın ürünü olan sanat eserleri ve yaratıcıları keyfi uygulamalara bırakılmaz, nokta. Yaratıcılık yalnız Allah'a değil, bir de sanatçıya mahsustur ve de kutsaldır, nokta.

Kendi dilimce aktardığım bu ve benzeri maddeler okunuyor, sonra da son sözünü söylemek isteyenlere uzatılıyor mikrofon. Fransız dostlardan biri, "Bu maddelerin, Türk hükümetine özel olarak gönderilmesini..." öneriyor. Alkışlar ve kahkahalar arasında ittifakla kabul ediliyor öneri...

Elinize varmıştı kararlar sayın yetkililer. Gereğini yapın. Dava mı açarsınız, sürgüne mi gönderirsiniz, tezgâha mı çekersiniz, gayri bilinmez; ama kolunuzun kısa geldiği bir yerlerde sansürsüz gülüyor birileri zevat-ı devletlerinize. Haberinizi ola. □

ANDONIS ZIKAS

TÜRKİYE'DE YILMAZ GÜNEY'İN FİLMLERİNE KONAN YASAKLARIN KALDIRILMASI İÇİN ULUSLARARASI ÇAĞRI

Yedi yılı aşkın bir zamandır sinemacı Yılmaz Güney'in eserleri ülkesinde yasaklanmıştır. Tüm dünya sinemaseverleri O'nun filmlerini özgürce seyredirken kendi öz yurttaşlarına bu hak tanınmamaktadır. Demokrasiye dönme yolunda adım attıklarını söyleyen ve fikir suçunun mevcut olmadığı Avrupa demokratik topluluğu AET'ye üye olmak için başvuruda bulunan Ankara yönetiminin bu tutumu kabul edilemez. Demokrasi ve özgürlük ideallerine derinden bağlı ve her türlü horgörüye, sansüre karşı olan, aşağıda imzaları bulunan şahsiyetler, Türk hükümetinden Yılmaz Güney'in filmlerine konan yasakların derhal kaldırılmasını talep ederler.

Bu çağrı Yunanistan'ın Delfi şehrinde yapılan "Avrupa Sinema ve Televizyon Yılı" toplantısına katılan üyelerce de imzalanmış ve bir örneği "Avrupa Halkları ve Kültürleri Komisyonu"na gönderilmiştir.

Ayrıca, Avrupa Yönetmenler ve Televizyon Federasyonu, Cumhurbaşkanlığı Kenan Evren ve Başbakan Turgut Özal'a çağrıyı dikkate almaları konusunda telgraflar çekmişlerdir.

DÜNYA FİLM YÖNETMENLERİ BİRLİKLERİ:

Amerika Yönetmenler Birliği, Belçika Yönetmenler Birliği, Cannes Film Festivali "Quinzainc" Bölümü Yönetmenleri Delegasyonu, Fransa Yönetmenler Birliği, Fransa Televizyon-Seyircileri Temsilciliği, FIPRESCI (Uluslararası Eleştirmenler Birliği), Yunanistan Yönetmenler Birliği, Hollanda Yönetmenler Birliği, Macaristan Yönetmenler Birliği, İspanya Yönetmenler Birliği, İspanya Yönetmenler Birliği, İngiltere Yönetmenler Birliği, İtalya Yönetmenler Birliği, İtalya Televizyon Seyircileri Derneği, İspanya Katalan Sinema Birliği, Kekek Kültür Servisi Delegasyonu.

ETTORE SCOLA İtalyan yönetmen



• Ettore Scola (Yönetmen, İtalya): Elbirliği ile yarıyı kurmaya çalışırken böylece yasaklarla tökezlemek sarsıcı elbette. Yarında var olmak isteyenler yasakların değil, özgürlüklerin yolundan yürümeli. Yılmaz Güney'e yasak koymak, insanın kendine yasak koymasındır. Böylelerinin aramızda yeri olmadığını görüyorsunuz işte.

SİNEMA DÜNYASI'NDAN:

Javier AGUIRRE (Yönetmen, İspanya); Claudine AUGER (Oyuncu, Fransa); Doug AITKEN (Yönetmen, Büyük Britanya); Teo ANGELOPOULOS (Yönetmen, Yunanistan); Margot BENNCERRAF (Yönetmen, Venezuela); Bernardo BERTOLUCCI (Yönetmen, İtalya); Fernando BIRRI (Yönetmen, Küba); Jacob BIJL (Yönetmen Hollanda); Klaus Maria BRANDAUER (Oyuncu, Avusturya); Lino BROCKA (Yönetmen, Filipinler); Christina BURNETTE (Yönetmen, İngiltere); Michael CACOYANNIS (Yönetmen, Yunanistan); Jaime CAMIN (Yönetmen, İspanya); Hennig CARLSEN (Yönetmen, Danimarka); Julie CHRISTIE (Oyuncu, İngiltere); Ziever CHRISTIAN (Yönetmen, Batı Almanya); Luigi CONCHON (Yazar, İtalya); Süleyman CİSSE (Yönetmen, Mali); Luigi COMENCINI (Yönetmen, İtalya); August CAPPOLA (Yönetmen, İtalya); Michele CONFORTI (Yönetmen, İtalya); Manuel CUSSO-FERRER (Yönetmen, İspanya); Grigoris DANALIS (Sellanik Sinema Şenliği Yöneticisi, Yunanistan);

• Peter Fleischman (Yönetmen, Alman Yönetmenler Derneği Başkanı): Türkiye'nin ayıpları içinde epeyce geniş yer kaplayanlardan biri de bu. Bir ülkede rejime ilişkin ölçütlerden en garantili sonuç veren sanatçıya karşı tavır ölçütüdür. Sanatçıların asker zoruyla yasaklandığı bir tek demokratik ülke biliyor musunuz?

Jean Paul DEKKIS (Yönetmen, Fransa); Antoine DUHAMEL (Besteci, Fransa); Hedio DIAMANTE (Malaga Sinema Şenliği Yöneticisi, İspanya); Dimitri EPIDE (Montreal Sinema Şenliği Yöneticisi, Kanada); Kostas FERRIS (Yönetmen, Yunanistan); Peter FLIESHMANN (Yönetmen, Almanya); Liz FORGMAN (Program Yöneticisi); Brigitte FOSSEY (Oyuncu, Fransa); Sabine FRANELE (Montajcı, Fransa); Marilyn GAUNT (Yönetmen, İngiltere); Costa GAVRAS (Yönetmen, Yunanistan); Diego GALAN (San Sebastian Sinema Şenliği Yöneticisi, İspanya); Dimitris GALA-

(devam)

NIS (ET 2 Televizyonu, Yunanistan); Wilfried GELTNER (Yönetmen, Almanya); Andreux GRIEBA (Yönetmen, İngiltere); Grigoris GRIGORIV (Yönetmen, Yunanistan); Reno GIRONI (Oyuncu, İtalya); Marilyn GOLDIN (Senaryo yazarı, İngiltere); Predrag GOLUBOVIÇ (Yönetmen, Yugoslavya); Goutam GOHOSERE (Yönetmen, Hindistan); Ulrich GREGOR (Berlin Genç Sinema Forumu Yöneticisi, Almanya); Glenn GUMPEL (Yönetmen, ABD); Carol HASLAM (Edinburg Sinema Şenliği Yöneticisi, İngiltere); Fernando HERRERO (Valladolid Sinema Şenliği Yöneticisi, İspanya); Mihalis HRISTODULIDIS (Besteci, Kıbrıs); Joris IVENS (Yönetmen, Hollanda); Dimitri IPIDES (Montreal Sinema Şenliği Başkanı, Kanada); Jaromil JIRES (Yönetmen, Çekoslovakya); Roger KAHANE

MARCELLO MASTROIANNI İtalyan oyuncu



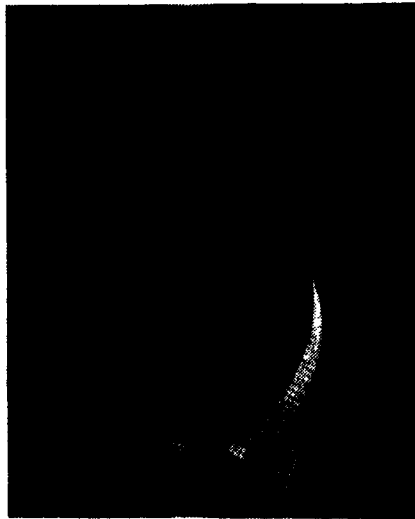
• **Marcello Mastroianni (Oyuncu, İtalya):** Ben özgür-
lüklerden yandıım. Hiçbir ya-
sağı katam almaz. Hele böyle-
sine garip olanları...

(Yapımcı, Fransa); Kurohl KAZAO (Yönetmen, Japonya); Marine KARMITZ (Yapımcı, Fransa); Donat KEUSCH (Yapımcı, İsveç); Mark KILROY (Yönetmen, İrlanda); Stavros KONSTANTARAKOS (Yönetmen, Yunanistan); Andras KOVACS (Yönetmen, Macaristan); Michael LAM (Hong Kong Sinema Şenliği Yöneticisi, Japonya); Titus LEBER (Yönetmen, Avusturya); Felice LANDADIO (Avusturya Sinema Şenliği Başkanı); Sergio LEONE (Yönetmen, İtalya); Roland LETHEM (Yönetmen, Belçika); Marceline LORIDAN (Yönetmen, Fransa); Antonella LUALDI (Oyuncu, İtalya); Ahmet el MAANOUNI (Yönetmen, Arjantin); Cacho MANKO (Yapımcı, Arjantin); Antonie MARKETAKI (Yönetmen, Yunanistan); Benacerrat MARGOT (Yönetmen, Venezuela); Francesco MASSELLI (Yönetmen, İtalya); Marcello MASTROIANNI (Oyuncu, İtalya); Joan MATTEV (Yönetmen, İspanya); Jane MILLES (Yapımcı-yönetmen, İngiltere); Lion MİCCIE (Gazeteci, İtalya); Yves MONTAND (Oyuncu, Fransa); Patricio MORAZ (Yönetmen, İsveç); Christine OESTREICHER (Yapımcı, İngiltere); Panos PAPAKYRIAKOPOULOS (Yönetmen, Yunanistan); Nikos PAPATAKIS (Yönetmen, Yunanistan); Clare PEPLOE (Yönetmen, İngiltere); Dionyssis PHOTOPULOS (Sanat Yönetmeni, Yunanistan); Caroline PICK (Yapımcı-yönetmen, İngiltere); Michael PILZ (Yönetmen, Avusturya); Jonatham POWELL (Program Sorumlusu, İngiltere); Alvin RAKOFF (Yönetmen, İngiltere); Satrajit RAY (Yönetmen, Hindistan); Jean ROUCH (Sinematek Yöneticisi, Fransa); Paulo ROCHA (Yönetmen, Portekiz); Um-

• **Georges Conchon (Yazar, Fransa):** Avrupa'da hâlâ bir sinemacıya yasak konabilmesi töylerini ürpertiyor. Hele bu uluslararası üne sahip bir yönetmense... Küstahlıktan öte bir cesaret bu. Burada toplanmış sinemanın geleceğini ve sorunlarını tartışanlar bu konuda seslerini yükseltecektir.

berto ROSSI (Sinema Yazarı, İtalya); Raoul RUIZ (Yönetmen, Latin Amerika); Peter SCARLET (San Fransisko Sinema Şenliği Yöneticisi, ABD); Philip SIMPSON (İngiliz Film Enstitüsü Yöneticisi, İngiltere); Fernando E. SOLANAS (Yönetmen, Arjantin); Massimo SANI (Yönetmen, İtalya); Osman SEMBENE (Yönetmen, Senegal); Mrinal SEN (Yönetmen, Hindistan); Ettore SCOLA (Yönetmen, İtalya); James SCOTT (Yapımcı, ABD); Christos SHIOPACHAS (Yönetmen, Kıbrıs); Wendy SMITH (Yönetmen, İngiltere); Philippe de SANCTIS (Profesör, İtalya); Eliane STUTTERHEIM (Yapımcı, İsveç); Jean Charles TACHELLA (Yönetmen, Fransa); Freres TAVIANI (Yönetmen, İtalya); Isabelle TISSANDRIE (Oyuncu, Fransa); Teresa TROPA (Yönetmen, Portekiz); Michel VALLEY (Oyuncu, Yunanistan); Antonio VASCONCECOS (Yönetmen, Portekiz); Arline WHITTAKER (Yazar, İngiltere); Elisabeth WAELCHI (Montajcı, İsveç); Ian WALL (Yönetmen, İngiltere); Margarethe VON TROTTA (Yönetmen, Almanya); Claude WEISZ (Yönetmen, Fransa); Francine WINHAM (Yapımcı, İngiltere); Christian ZIEWER (Yönetmen, Almanya); Victoria ZINN (Oyuncu, İtalya);

YVES MONTAND Fransız Oyuncu



• **Kostas Ferris (Yönetmen, Yunanistan):** Yılmaz, sadece sanat, sadece kültür değildir. Daha fazla bir şeylerdir. Mesajdır o. Sözdür. Cümlüdür. Bir kimse nasıl diğinin sözünü kesemese de diğerinin hiçbir iktidarı Yılmaz'ı yasaklayamazdır.

Ayrıca:

Patrick ANELLI (Sinema Yazarları Birliği, Fransa); Hubert ASTIER (Sinema Yazarları Birliği, Fransa); Guido ARISTARCO (Profesör, eleştirmen, İtalya); Eduardo BAUTISTA (Besteci, İspanya); Elias BRDESODORFF (Profesör, Danimarka); Gian Piero BRUNETTA (Profesör, İtalya); Fuensanta CANDELA (Avrupa Ekonomik Topluluğu, Belçika); Elvira CARTENY (Basın Uzmanı, İtalya); Michalis CHRISTODOULIDES (Besteci, Kıbrıs); Michel CIMENT (Sinema yazarı, Fransa); Ivano CIPRIANI (Profesör, İtalya); Geroge CONCHON (Yazar, Fransa); Gerard CHALIAN (Yazar-sosyolog, Fransa); Frederick DESSAU (Radyo program yapımcısı, Danimarka); Michel DIMOPOULOS (ET I Televizyonu, Yunanistan); Robin DUVAL (Bağımsız radyo-Televizyon yayın danışmanı, İngiltere);



JULIE CHRISTIE İngiliz oyuncu

Klaus EDER (Sinema yazarı, Almanya); Michele Ange ESTRELLA (Besteci, Arjantin); Samir FARID (Sinema yazarı, Mısır); Volf GEFION (Gazeteci, Almanya); Vitorino GONDINHO (Profesör, Portekiz); Maria GIACOBBE (Yazar, Danimarka); Juan GOYTISOLO (Yazar, İspanya); Alicia HELMAN (Profesör, Polonya); Alcibiadis KAMMENOS (Profesör, Yunanistan); Frango KARAOĞLAN (Gazeteci, Yunanistan); Philippe KEMT (Sinema yazarı, İngiltere); Ginette LEGOC (Fransa Sosyalist Partisi); Eduardo LOURENCE (Yazar, Fransa); Derek MALCOLM (Sinema yazarı, İngiltere); Lino MİCCICHE, (Gazeteci, İtalya); Helen MILLER (Gazeteci, Avustralya); Pericles NEARCHOU (Delfi Avrupa Kültür Merkezi Yöneticisi, Yunanistan); Carol PRUNHUBER (Yazar, Venezuela); Maxime RODENSON (Sorborno Üniversitesi Profesörü, Fransa); Luiz REBELLO (Yazar-avukat, Portekiz); Klaus RIFBJERG, (Profesör, Danimarka); Teresa ROGERS, (Hukukçu, İngiltere); Silke SVATUNEK (Gazeteci, Almanya); Maria BARROSO-SOARES, (Profesör, Portekiz); Roger TROPEANO, (Profesör, Fransa); Fernand WEIDES, (Gazeteci, Lüksemburg); Nicos ZACHARADIS, (Gazeteci, Yunanistan); Andonis ZIKAS, (Gazeteci, Yunanistan).

İNSAN HAKLARI ÖRGÜTLERİ:

Michel BLUM (İnsan Hakları Örgütlerinin Birleşmiş Milletler nezdindeki Özel Komitesi Başkanı), Daniel JACOBY (Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu Başkanı), Yves JOUFFA (İnsan Hakları Ligi Başkanı-Fransa), Pierre BERCIS, (Yeni İnsan Hakları Derneği Başkanı).

Tercüman 10.X.88

Af süresinin uzatılmasına rağmen Peşmergeler gönülsüz

Dönerler ise "Biz Irak'a güvendik, gerisi Irak'ın vicdanına kalmış" diyorlar

Fikret DADAŞ

HAKKARI (Tercüman)- Kuzey Irak'tan kaçarak Türkiye'ye sığınan Peşmergeler, Irak'a dönmek istemiyorlar.

Sığınmaların gerçekleştiği ilk günlerde, barışa atılan ilk adım sebebiyle "Şimdi siz alın, sonra biz alacağız" diyen İran, şimdi Peşmerge nakline sıcak bakmıyor.

Irak hükümetinin af ilânından yararlanmak isteyip Irak'a dönen Peşmergeler ise tedirgin. "Biz Irak'a güvenip yardımımıza dönüyoruz. Gerisi Irak'ın vicdanına kalmış" diyorlar. Vedalaşmalarda oldukça hazin tablolar yaşanıyor.

Türkiye'ye sığınıp çadır kamplarına yerleştirilen Peşmergeler, biraz da yoğun propagandaların tesiriyle, Türkiye'de kalmayı tercih ediyorlar. Türk yetkililerinin isteğiyle Irak'ın af süresi iki gün daha uzatılmasına rağmen, aştan yararlanıp Irak'a dönmek isteyen Peşmergelerin sayısı 2 bini aşmıyor.

Hakkâri Valisi Şerafettin

Harpot, "Biz bu insanların iyiliğini istiyoruz. Ötümüzde kış var. İki gündür gözümüze uyku girmedi. Bunlar da insan. Biz evlerimizde üşüyoruz. Çadırlarda yaşamamanın zorlukları ortada. Daha ötümüzde, karlı soğuk günler var. Ülkelerine dönmeleri için her şeyi yapıyoruz" dedi.

Peşmergeler ise bütün bu zorluklara rağmen, Irak'a gitmemekte direniyor.

İRAN RESMİ GÖRÜŞMELERİ YANAGMIYOR

Öte yandan, İranlı yetkililer, Peşmergelerin İran'a nakli konusuna pek sıcak bakmıyor.

İki gün önce Esendere kapısında Yüksekova Kaymakamı ile bazı yetkililer, İranlı yetkililerle biraraya gelerek konuyu görüşmek istedi. İranlı yetkililer, görüşmenin resmi değil, bir "sohbet" olmasını istedi. Sohbet görüşmesine katılan İranlıların, kendilerinin bir yetkilinin olmadığını ileri sürüp "Konuyu üst makamlara iletteceğiz" diyerek talepleri cevapsız bıraktıkları belirtildi.

OLAYLAR DURDU

Türkiye'ye sığınan ve Diyarbakır'da geçici olarak barındırılan Iraklılar arasında, önceki gün çıkan taşlı sopalı kavga-dan sonra, kampta gerginleşen durumun dün normale döndüğü bildirildi.

Eđinilen bilgiye göre, kavga sırasında yaralanan polis memurları ve Iraklılar, hastanede avakta tedavi gördükten sonra taburcu edildi.

Tercüman 10.X.88

Evren'in Almanya gezisine hainler karşı çıkıyor

Bölücülerden Evren'e protesto

KÖLN, (Tercüman)- Köln Başkonsolosluğu ötünde yaklaşık 40 bölücü, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in 17

Ekim'de Almanya'da yapacağı ziyaretini protesto etti. Sabah saat 10.15'te Köln Başkonsolosluğu'nun ötüne ge-

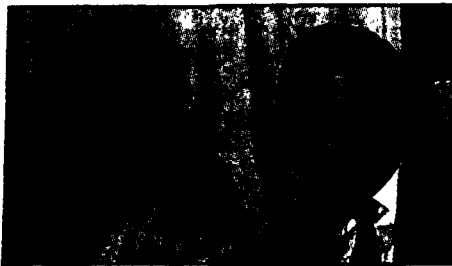
len çeşitli gruplara mensup yaklaşık 40 bölücü, "Faşist Evren, katil Evren, Evren Almanya'dan defol" şeklinde sloganlar attılar. Köln Başkonsolosluğu'na gelen göstericiler, Evren'in Almanya'ya gelişini protesto edici çeşitli bildiriler dağıttılar. Bu arada bölücülerin Evren'in Almanya ziyaretini protesto komitesi oluşturdukları, bu komitede Dev-Genç, Partizan TKP-ML, DTKP, PPK, TSK, KAVA, KPD gibi bölücü ör-

gütlerle Yeşiller ve SPD teşkilâtının yer aldığı öğrenildi. Bu arada bölücü grupları, Leverkusen Belediye Başkanı Klaus Wolf'un da desteklediği de belirtildi.

Bölücülerin 15 Ekim tarihinde Bonn'daki Münster Platz'da yapacakları toplantı ile Evren'in Almanya ziyaretini tekrar protesto edecekleri öğrenildi.

Hürriyet 11.X.88

Yüzsüzlük



SABAHA KADAR GÖRÜŞTÜ

Celâl Talabani, HÜRRIYET muhabiri Lütfü Tokathoğlu ile Madrid'de kaldığı İsveç Oteli'nde görüştü. Talabani ile söyleşi sabahın erken saatlerine kadar sürdü.



EŞİ HERO İLE Kürdistan Yurtsever Cephesi Lideri Celâl Talabani, Uluslararası Politika Enstitüsü tarafından düzenlenen "Kürdistan Haftası"na katılmak için Madrid'e gitti. Talabani, eşini de, birlikte İspanya'ya götürdü... Celâl Talabani aml adı Nezan olan eşine Hero adıyla hitap ediyor...

LÜTFÜ TOKATLIOĞLU

MADRID, (Hürriyet) - Kürdistan Yurtsever Birliği Lideri Celâl Talabani, eşi Nezan Hero ile birlikte, İspanya'da, Politik Araştırmalar Enstitüsü'nün düzenlediği "Kürdistan Haftası"na katılmak üzere geldiği başkent Madrid'de, Hürriyet'e son olaylarla ilgili görüşlerini açıkladı. Talabani, Irak'tan kaçarak yurdumıza sığınan Kürtler'e yapılacak uluslararası yardımları, Türkiye'nin para olarak (300 milyon dolar) kendisine verilmesi şartını koştuğunu ileri sürdü.

Zaman zaman haddini aşan bir havada açıklamalarda bulunan Kürt Lider, Ermenilerle birlikte mücadeleyle karar verdiklerini, bundan böyle sıkı işbirliği yapacaklarını, ilk kez Hürriyet aracılığıyla duyurdu. Talabani, daha sonra, "Eğer demokratik federal bir Türkiye doğarsa, o zaman tüm sorunlar biter. Ne silahlı çatışma, ne sabotaj, ne de problem kalır" dedi. Talabani, Türkiye'den herhangi bir toprak talepleri olmadığını, ayrıca istediği takdirde PKK Lideri Abdullah Öcalan (Apo) ile Türkiye arasında arabuluculuk yapabileceğini de söyledi.

Hürriyet muhabirini, kaldığı İsveç Oteli'ndeki geniş dairede (suit), gece 23.00 sıralarında kabul eden Talabani ile söyleşimiz sabahın erken saatlerine kadar sürdü. Talabani, Irak'ın kimyasal saldırılarından kaçan Kürtleri kabul ettiği için Türkiye'ye teşekkür ettiklerini, ancak sığınmacı Kürtlerin basından saklandığını, böylece Irak'ın işlediği cinayetlerin örtbas edilmek istendiğini ileri sürdü. Talabani, Kürtlerin "belirli bir yerde hapsedildiklerini" söyledi.

Türkiye'nin, uluslararası yardımları kabul etmek istemediğini, bunun yerine kendisine 300 milyon dolar para yardımını şart koştuğunu da söyleyen Talabani, "Yani Türkiye, Kürtleri sınırları içinde tutmak için bu parayı istedi" diye konuştu. Talabani, Türkiye'nin Kürtleri siyasi mülteci olarak tanıması ve buna göre muamele etmesi gerektiğini de iddia etti.

TOPRAK TALEBİ YOK

Kürt Lider, toprak talebiyle ilgili olarak da, "Kürt sorununun çözümü, Ortadoğu'da sınırların değişmesinden geçmez. Bu, mümkün değildir. Kürtlerin sorunu, buldukları her ülke içinde çözümlenmeli, bu da özerklik olmalıdır" diye konuştu.

ERMENİLERLE İŞBİRLİĞİ

Talabani, Ermenilerle işbirliği konusundaki açıklamasını şöyle yaptı: "Bakın size, öncelikle en son gelişmeyi bildirmek istiyorum. Bunu da, ilk defa size açıklıyorum. Şu anda Kürtler ve Ermeniler arasında, somut bir işbirliği mevcut. Bundan böyle bir bütün halinde, mücadelemizi sürdürmeye karar verdik. Kürtlerle Ermeniler arasındaki yakınlaşma, sürdürdüğümüz politikamızın sonucudur. Bana göre dünyadaki tüm baskı altında ezilenler, tekvücut olarak mücadele etmelidirler. Çok yakında, bu ortak mücadele politikası hakkında geniş bilgi sahibi olacaksınız. Şu anda, dünyadaki tüm Ermeni örgütleri ve partileriyle çok sıkı işbirliği içindeyiz."

Talabani, bir sorumuz üzerine, Türkiye'nin ABD'yi protestosuna yol açan Washington ziyaretine de değişerek "Türkiye'nin, ziyaretinden neden rahatsız olduğunu, ben de bilmiyorum. Bunu, Ankara'ya sormak lazım. Sizi temin edebilirim ki, Türkiye aleyhinde ağzımı açmadım. Ben, bir bütün olarak Kürt sorununu anlattım. Amerika bana, Türkiye'deki Kürtlerin durumunu sorduğunda, onlara diğer ülkelere göre çok daha iyi olduklarını, çünkü Türkiye'de bir çeşit 'yarım demokrasi' olduğunu anlattım. Bu, şüphesiz ki faşist diktatörlükten çok daha iyidir. En azından Türkiye'de basında, her şey olmasa bile, çok şey yazılıp çizilebiliyor. Gerçek bir demokrasi yerleştiği takdirde, Türklerle, Kürtler arasında gerçek bir diyalog doğacaktır. Bugün Kürtler ve Türkler savaşmak değil, diyalog kurmak ihtiyacındadırlar. Bunun için artık zamanın geldiğine bütün içtenliğimle inanıyorum. Bu tarihi fırsatı kaçırmamalıyız. Kurulacak diyalogda, nasıl birbirimizden kopacağımızı değil, nasıl birlikte yaşayabileceğimizi, ortak tarihimizi konuşmalıyız. Eğer tam demokrasiye sahip federal bir Türkiye olursa, Kürdistan'ın diğer kesimlerinde de Türkiye'ye karşı derin bir yakınlık doğacaktır. O zaman Türkiye'de, asla ayrılıkçı bir hareket olmayacak, bütün sorunlar ortadan kalkacaktır. Demokratik, federal bir Türkiye'nin şimdikinden çok daha kuvvetli olacağına inan-

yorum, bundan kesinlikle eminim. 20'nci Yüzyıl'ın sonunda ayağımıza gelen bu fırsatı kaçırmamalıyız. Türkiye tarihinde, her zaman Türkiye'nin yanında olan ve kötü günlerinde her ne pahasına olursa olsun onu terk etmeyen, sadece Kürtler olmuştur. Diğerlerinin hepsi Türkiye'ye karşı gelmiş, onunla savaşmışlar, onu sırtından hançerlemişlerdir" dedi.

Federal bir Türkiye olduğu takdirde, PKK'nın tüm eylemlerini durduracağına inandığını söyleyen Talabani, "Bunu, Apo da açıkça söylüyor" diyerek, Türkiye ile PKK arasında arabuluculuk için kendisinin Başbakan Turgut Özal'a teklifte bulunduğunu, ancak Türkiye'nin cevap vermediğini bildirdi.

TÜRKİYE ENGELİ

Kürt Lider, Kürt sorununun Birleşmiş Milletler'e getirilmesinin, Türkiye'nin önündeki en büyük engel olduğunu, bu engelin ABD'nin Kürtlerle yaptığı görüşmelere de yansıtıldığını söyledi. Talabani daha sonra, "Türkiye'nin bize yaptığı en büyük kötülüklerden biri, 1964'te meydana geldi. O tarihte Irak Hükümeti ile yaptığımız görüşmelerin meyvesini vermiş, hazırlanan anlaşma taslağı imzaya kalmıştı. Son anda gelen bir Türk askeri heyeti, petrol hattını keseriz şantajı ile Irak'a baskı yaptı ve anlaşma imzalanamadı"

Kürdistan Demokratik Partisi Lideri Mesut Barzani'nin yakın dostu olduğunu da söyleyen Talabani, Barzani'nin Irak'ta yaşam koşulları normale döndüğünde, Türkiye'ye sığınan Kürtlerin evlerine dönmelerine razı olacağını belirterek, "Bu, ikimizin ortak görüşüdür. Normal koşullar sağlanmadığı takdirde, Kürtler Irak'a dönemez" dedi.

ÖZAL, İYİ EKONOMİST... SHP, İYİ PARTİ

Talabani, Başbakan Turgut Özal için de şöyle konuştu: "Çok anlayışlı, akıllı bir insan. Üstelik, iyi bir ekonomist. Fakat ben, onun bile Türkiye'de özgür olduğuna inanmıyorum. Sürekli askeri güçlerin baskısı altında, bu gölge hep üstünde."

Türkiye'de SHP iktidara gelirse, kendileri için çok daha iyi olacağını belirten Kürt Lider, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün uluslararası sosyalist hareketin tavsiyelerini dinleyeceğini ve,

SHP ile çok daha çabuk görüşbirliğine varabileceklerini söyledi.

"ECEVİT'İ TAKDİR EDİYORUZ"

Talabani, DSP'nin doğal lideri Bülent Ecevit'in son aylarda Kürt sorunu hakkında yaptığı konuşmaları da takdir ettiklerini söyledi, ancak "Neden başbakanlığı sırasında Kürt sorunu için bir şey yapmadığını, kendisine sormak isterim. Ama vereceği cevabı tahmin ediyorum. Baskılar yüzünden yapamadım, diyecektir" dedi.

ABD'nin, Kürt sorunu hakkında Türkiye'ye baskı yaptığını, ancak şu anda bu baskının fazla olmadığını belirten Talabani, "Biliyorsunuz ABD, Türkiye'ye 'tavsiyelerde' bulunur. Ama şu anda yoğun baskı Irak'a yönelik" diye konuştu.

Güney Afrika ve İsrail dışında tüm ülkelere giderek Kürt sorununu anlatmaya karar verdiklerini bildiren Talabani, Washington'una yine ziyaret edeceğini söyledi. "İsterlerse, Türkiye'yi de ziyaret ederiz. En azından, basın aracılığıyla böyle bir talepte bulunmak istiyorum. Sayın Özal merak etmesin, yanımızda bomba, tabanca filan götürmeyeceğiz. Tek dileğimiz, diyalog kurmak. Bana göre bu yüzyılda çözüm, kesinlikle silahlı mücadele olmamalı. Bugün günümüzde her şey, diyalogla çözülüyor. Kampuçya, Afganistan, Angola, Namibya ve Polisario örgütü örneklerine bakmanızı tavsiye ederim" dedi.

Hürriyet 13.X.88

Uslanmayanın hakkı...

İki gündür gazetemizde çıkan **Talabani** ve **Barzani** hakkındaki haberler, çok anlamlıdır. Bir aralık, **Türkiye**'nin içişlerine karışmak istemediklerini ve **PKK**'nin faaliyetlerini onayladıklarını söyleyen bu iki çete başı, şimdi tam aksine, **Türkiye** aleyhine ağızlarına geleni söylemektedirler.

Daha çok kısa bir süre önce, her ikisi de, **Irak**'tan kaçanlara kucak açan **Türkiye**'ye övgü yağdırırken, şimdi, **Türk** devletinin bu kişilere kötü muamele ettiğini iddia ediyorlar. Bu zavallıları kışkırtan ve onları **Irak**'ın gazabına kurban edenler, kendileridir. Bu isyan hareketinde onlara yardımcı olan da, **Iran**'dır. Dikkat edelim, her iki çete başının eşitleri, **Iran**'ı hedef tutmuyor, sadece **Türkiye**'yi hedef alıyor. Oysa **Iran**, bu zavallıları, önce alacağını **Türkiye**'ye vaat etmiş, şimdi ise sözünde durmamaktadır. Eğer bu kişiler, **Türkiye**'de gördükleri -ve **Batı**'nın övgüsünü kazanan- muameleden hoşnut değillerse, **Iran**'a gitseler ya? Bay **Barzani** ve Bay **Talabani** de, onları böyle bir istekte bulunmaya teşvik etse ve **Iran**'ı da ikna etseler ya? Başından beri belirttik... Bunları memnun etmek mümkün olmaz. Kısa bir süre sonra **Türkiye**'nin kendi yandaşları için yaptıklarını da beğenmeyecekleri, taa başından besbelliydi. Şimdi nankörlüklerini kusmaya başladılar. Hiç merak etmeyelim; kısa zaman sonra, **Batı**'daki hempaları da aynı teraneyi çığışmaya başladılar.

İRAK'taki çete başlarına göre, çare, **Türkiye**'nin güneydoğu bölgesine özerklik vermesiymiş. **Türkiye**, bunu yaparsa, her şey güllük gülistanlık olacaktır. Çete başları, **PKK**'nin amacını paylaşıyorlarmış, sadece bazı yöntemlerini paylaşmıyorlarmış. Bunu söyledikleri zaman, her şey sırtıveriyor. O zaman anlıyorsunuz ki, özerklik sadece bir ilk adımdan ibaret kalacaktır. Asıl amaç, bağımsızlıktır. Çünkü, **PKK** bunu istiyor. Bir nokta daha var. **Irak** kendilerine özerklik de vermişti. Onu da beğenmediler. Bu da, isteklerinin nerede sona ereceğini göstermeye yeter.

Küstahlık burada bitmiyor. Çete başı **Talabani**, **Türkiye**'ye gelip **Türkiye** Başbakanı'nı resmen ziyaret etmek istiyor. **Irak**'ın dağlarında bile tutunamayıp **Türkiye**'ye resmi ziyarete bulunmak ne demek? Bu ne şımarıklık? Sizler kim oluyorsunuz da, **Türkiye**'yi kendinize muhatap diye almaya kalkışabiliyorsunuz?

Irak'ın kendi vatandaşlarına karşı in-

POLİTİKA'da
Coşkun KIRCA



sanlığa aykırı silahlar kullanması, elbette onaylanamaz. Fakat **Irak**, kendi içindeki bu isyanı, bu biçim silahlar kullanmadan da mat edebilecek güce sahiptir. Etmektedir de... Şu sırada önemli olan, **Iran**'ın tutumudur. **Iran**, hâlâ körüğü sürdürüyor. **Iran** Başbakanı'nın çete başı **Barzani**'yi kabul etmesi de, bunu gösteriyor.

GERÇEKTE, üç komşu devletin bu konudaki yüksek çıkarları, aynıdır. **Türkiye**'nin ne **Iran**'la, ne de **Irak**'la siyasi bir kabeti vardır. **Iran** ve **Irak** da, birbirlerine karşı, bir etnik grubu kışkırtmaktan vazgeçmelidirler. Bilmelidirler ki, kendisiyle berabermiş gibi gözükken karşı taraftaki isyancının varmak istediği hedef, kendi ülkesinde komşusunun kışkırttığı ve desteklediği isyancınıkiyle aynıdır. En basit akıl, her üç devletin de, bu konuda **Sadabad Paketi**'nin koyduğu ilkeye dönmelerini gerektiriyor. **Türk** diplomasisinin, konuyu bölgesel çerçevede görmemezlikten gelmesi, gerçeklikle bağdaşmaz. Diplomasisinin yapması gereken, **Tahran** ile **Bağdat**'i, bahsettiğimiz o ilkenin etrafında yeniden toplamaya sabırla çalışmaktır.

BİR devletin diğer bir devletle, bazı stratejik çıkar ortaklıkları olduğunu anlaması ve bu ortak çıkarların gereğini -hatta ortaklaşa- yerine getirmesi için, tek yol, resmi ittifak anlaşması yapmak değildir. Bu gibi ortak çıkarlar, ittifak anlaşmasına gerek olmadan da, ortaklaşa korunabilir. Şu hale bakınız: **Irak**'taki bir isyancı, aynı zamanda, **Türkiye**'nin içişlerine karışmakta, **Türkiye**'nin top- rak ve millet bütünlüğüne göz dikmektedir. Sadece bu olgu bile, **Türkiye** ile **Irak**'ın bu sergerdeye karşı çıkarlarının aynı olduğunu göstermeye yeter ve artar. Yapılması gereken, açıktır ve basittir. **Türkiye**, **Irak**'la her iki ülkenin top- rak bütünlüğünü korumak için işbirliği yapmalıdır. **Türkiye**'nin bunun için ileri sürebileceği tek şart, insanlık dışı silahların kullanılmamasıdır. **Türkiye**'deki isyancı da, **Irak**'taki isyancı da birdir ve beraberdir. O zaman, en basit sağduyu, **Türkiye** ile **Irak**'ın da ortak isyancıya karşı bir ve beraber olmalarıdır.

Ancak böylesine kararlı bir davranış, isyancının umudunu çökertir. **Batı**'daki hayalleri de sıralastırır... **Iran**'a gelince... Silah sesleri kesildikten sonra, zaten komşudaki isyancıyı kışkırtmakta aslında sadece kendi aleyhinde çalıştığını er geç anlayacaktır.

Hürriyet 14.X.88

Eski Başkan Mehdi Zana'ya 22 yıl hapis

DIYARBAKIR, (hha) - Aralarında **Diyarbakır** eski Belediye Başkanı **Mehdi Zana**'nın da bulunduğu 55 sanıklı "Özgürlük yolu" davası dün sonuçlandı ve eski başkana 22 yıl hapis cezası verildi, 23 sanık be- raat etti.



7'nci Kolordu Komutanlığı **Diyarbakır** Askeri Mahkemesi'nde dün ikinci kez sonuçlanan davaya, halen **Eskişehir Cezaevi**'nde bulunan **Mehdi Zana** katılmadı. Mahkeme heyeti açıkladığı kararında, eski Başkan **Zana** hakkında silah bulundurduğu gerekçeyle 7 yıl 6 ay, örgüt üyeliğinden de 15 yıl hapis cezası verdi.

Tercüman 14.X.88

Mehdi Zana'ya 7.5 yıl daha hapis

DIYARBAKIR, (AA) Di- yarbakır Sıkıyönetim Askeri Mahkemesi'nde görülmekte olan 55 sanıklı yasadışı "Özgürlük Yolu" davası karara bağlandı. Aralarında **Diyarbakır** Belediye eski başkanı **Mehdi Zana**'nın da bulunduğu 27 sanık, 7 ile 12 yıl arasında değişen hapis cezalarına çarptırıldılar.

Askeri Mahkeme'de dün yapılan duruşmada, karar açıklandı. Mahkeme heyeti, halen **Eskişehir Cezaevi**'nde tutuklu bulunan **Diyarbakır** Belediye eski başkanı **Mehdi Zana**'yı, silâh kaçakçılığı yapmak suçundan 7 yıl 6 ay ağır hapis cezasına çarptırdı. **Zana** aynı davada, örgüt üyeliği suçundan da 15 yıl hapis cezasına çarptırılmış, karar **Yargıtay**'ca onaylanmıştı.

Tercüman 15.X.88

Peşmergeler yüzünden Türkiye'ye ağır suçlama

LEFKOŞE, (AP)- Barzani'nin lideri olduğu **Kürdistan Demokrat Partisi**'nin bir sözcüsü dün bir açıklama yaparak **Türkiye**'nin "çok akıllıca" bir planla **Kuzey Irak**'tan kaçan 30 bin sığınmacıyı zorla **Iran**'a yolladığını öne sürdü.

Sözcü, **Türkiye**'nin Kürt ili-

racıları "çok küçümsediğini" ve milletlerarası yardım talebinde de bulunduğunu bildirdi.

İRAN DA ŞİKAYETÇİ

Bir **Batı** Avrupa ülkesinden **AP** ajansı ile görüşen ve adının açıklanmasını istemeyen Kürt yetkili, şöyle devam etti:

"**Türkiye**'nin göçmenleri zorla göndermesi acıdır. **Iran** yetkililerine önceden haber verilmemiş, bu insanlar için hazırlık yapılmamıştır..."

Sözcüye göre, **Türkiye**'den gönderilen Kürtler **Iran**'ın kuzey-batısında **İrmiye**'de, **Zi- eva** bölgesindeki kampta üst

üste yaşamak zorunda bırakılmışlardır.

Iran'ın resmi ajansı **IRNA** da dün bir haber yayınlarak **Türkiye**'den gönderilen 32 Kürt'ün **Iran**'a sığındıklarını belirtti. Ajans geçtiğimiz günlerde 6 bin kişilik bir grubun gönderildiğini kaydederek,

(devam)

'Ankara bu insanları misafir etmek istemiyor' dedi.

KDP sözcüsü, Türkiye'nin Kürtler'e önce Irak'a dönmeleri için baskı yaptığını bundan sonuç alamayınca zorla İran'a gönderdiğini öne sürdü.

Sözcü şöyle devam etti: "Türkiye Kızılhaç'ın ve millet-

ierarası yardım kuruluşlarının mültecilerin durumuna el koymasını reddetmiştir. Bu kuruluşların acil yardım teklifleri de geri çevrilmiştir. Durum dayanılmaz hale gelince, Kızılhaç'ın uyarılarına rağmen bir grup Kürt Irak'a dönmüştür. Avrupa Topluluğu'nun ve diğer ku-

ruşlardan Türkiye üzerindeki nüfuzlarını kullanmalarını istiyoruz. Bu kuruluşlardan, Türkiye'nin Irak'tan acılar içinde kaçan Kürtler'e karşı insanca davranmasını sağlamalarını talep ediyoruz..."

Cumhuriyet 16.X.88

PENCERE

Lehan Seluk

Mahpus Yılmaz Güney...

Kimi zaman şuyun yüzü dupdurudur..

Doğayı olduğu gibi yansıtır..

Ama bir taş atmaya görün..

Dalgaların su..

Doğayla birlikte çalkalanır..

İşte o an efsane başlamıştır..

Masalıcı baba konuşur..

Ne anlatır?

Çocukluğumuzdan beri tanıdığımız kahramanlardan söz açar; gerçekle düşlem arasındaki bağıntıyı gizemli örgüsünde ilmik dokur.

Masalda kimi zaman bir kahraman gelir, duvarları boydan boya kaplayan aynayı bir vuruşta kırar, ardına geçer. Biz de onunla birlikte, yansıyanla yansıtılan arasındaki ilişkileri keşfetmeye yöneliriz. Masal gibidir olan biten; ama o güne kadar bilmediklerimizi bilmek, görmediklerimizi görmek olanaklarına kavuşuruz; gerçeklerin özüne dokunmak, gerçekliği ellerimizle okşamak bilincimizi ürpertir.

Aynayı kıran kahramanımızla artık özdeşleşiriz; nereye baksak hem onu görürüz hem kendimizi. Bir minibüsün camında, bir köy kahvesinin ocağında, bir gecekondu penceresinde, bir derginin kapağında bize bakan biz miyiz?

İkiz kardeşiz artık, öylesine severiz ki onu, birlikte yaşam mutluluk verir.

Yılmaz Güney neydi, kimdi?

Bir masal mıydı?

Filmlerde mi yaşıyordu, aramızda mı?

Düş müydü, gerçek mi?

İçeride miydi, dışarıda mı?

Ne olursa olsun gerçekten daha gerçekti bu eşine az rastlanırdır sanatçı, yazar, yönetmen, eylem adamı, adını yurdun toprağına taşına yazıp gitti, nasıl geldiyse öylesine, rüzgâr gibi esti, savurdu, sevdi, sevildi, üretti, yarattı, geçti gitti bu dünyadan...

Türkiye'nin çağdaşlaşabilmesi Yılmaz'ı ve Yılmaz gibileri-lyce tanımaksızın gerçekleşemez. Yılmaz'ın filmleri sinemalarda oynayacak, sanat enstitülerinde irdelenecek, derslerde incelene-

cek, yapıtları örnek diye gösterilecek, hayatının anlamında bir dönemin kimliği tartışılıp ölçülecek... Türkiye özgürlüğe kavuştuğu, demokrasiyi gerçekleştirdiği gün Yılmaz'a hakkını verebilir.

O bize çok şey verdi..
Biz ona ne verebiliriz?

Hasan Kiyafet bu soruya bir kitapla yanıt vermiş: "Mahpus Yılmaz Güney".

Yaşamında toplam yirmi kez tutuklanmış Yılmaz Güney, yedi ayrı ilde, on iki ayrı cezaevinde yatmış. Ayrıca Konya'da altı ay sürgün kalmış. Kısa ömrünün on bir yılını cezaevlerinin taş duvarları arasında geçirmiş..

Hasan Kiyafet bu alanda bir arama tarama yapıyor, cezaevlerinde Yılmaz'ı tanıyanları sorguluyor, yanıtlarını bir kitapta topluyor.

Türkiye'de cezaevleri, çoğu ülkeden daha değişik bir nitelik taşır. Törelere acımasızlığıyla, haksızlık ve bilgisizliğin harnanından oluşan yazgıların bulunduğu dört duvarın ardından Yılmaz Güney'e bakış nedir?

Bir gardiyan:

"Neme gerek saygılı adamdı, idareye hiç zorluk çıkarmazdı, odama önünü ilikdemeden girmezdi."

Başgardiyan:

"Dile gelmez iyi bir adamdı, disiplinsizliği görülmezdi."

Bir tanık:

"Yılmaz Güney'i görmüş olanların bir övünme payı ayrıcalığı vardı, hani ben hacca gittim, ben Çanakkale'de savaşım gibi."

Bir öğretmen:

"Sağmalcılar Cezaevi'nden Selimiye'ye nakil nedeni neymiş biliyor musunuz? Gardiyanlar kapı deliğinden lumpen mahkûmlara para ile Yılmaz'ı seyrettiriyorlarmış..."

Bir başka tanık:

"Avluda mahkûmlar top oynardı, Yılmaz topu da pek severdi, duvarların tepesinden, evlerin dambaşlarından onu seyredenler olurdu. Hatta açığız çocuklar bakma yerini başka çocuklara sarmış, işte dondurmasına horoz şekerine canım..."

Yılmaz Güney 47 yaşında öldü. Kısacık ömrünün 11 yılını hapiste geçirdi. Bunca öykü, roman, yazı, senaryo, film kısacık yaşamına nasıl sığdı? Yılmaz Güney'in efsanesindeki gerçekliğin sırrı belki bu soruda yatıyor.

Tercüman 18.X.88

ABD'li doktorlardan ilgi çekici açıklama

Peşmergelerde kimyevi silâh izleri bulundu

ANKARA, (A.A.)- Diyarbakır ve Mardin'de Iraklı mültecilerin yerleştirildiği iki kampı zezen Amerikalı dok-

torlardan biri, Irak'ın, bu kişilere karşı kimyevi silâh kullandığını gösteren delillerin bulunduğunu iddia etti.

Geçen hafta kampları gezen üç Amerikalı doktordan Robert Cook-Deegan, Reuters'e Ankara'da verdiği de-

meçte, "Irak'ın gaz kullandığı yönünde sınırlı fiziki deliller bulunuyor" dedi.

Merkezi ABD'de bulunan "İnsan Haklarını Savunan Doktorlar" örgütü adına Diyarbakır ve Mardin'deki kamplarda yaşayan Iraklı mültecileri ziyaret eden Dr.

Cook-Deegan, yaşlı bir Iraklı mülteciye, hardal gazına mahsus bir yaraya rastladıklarını kaydederek, başka kişilerde kimyevi silâhların yolaçtığı türden yaralar ve akciğer rahatsızlıkları belirlediklerini iddia etti.

2000'e Doğru 16.X.88

KÜRT ÖRGÜTLERİNİN ŞAM ZİRVESİ

Yeni strateji: Diplomatik taarruz

Celal Talabani'nin girişimleriyle Şam'da 5-20 Kasım tarihleri arasında buluşacak olan dört ülkenin Kürt gruplarının liderleri, ortak bir önderlik ve strateji oluşturma koşullarını tartışacaklar. İran ve Irak Kürt grupları, iki ülke arasındaki savaşa bel bağlama stratejisini mahkûm ediyor. Kürt liderler ilk aşamada ortak bir diplomatik büro kurma konusunu ele alacaklar.

Iran, Irak, Suriye, Türkiye ve Avrupa'daki Kürt örgütlerinin önder kadroları, önümüzdeki ay içinde Şam'da buluşacak. Kürdistan Kurtuluş Cephesi'nin girişimleriyle 5-20 Kasım tarihleri arasında yapılacak olan zirvede, Kürt önderleri birlik sorununu, ve ortak bir strateji oluşturulması konusunu ele alacaklar. Bu çerçevede 2000'li yılların kolektif önderliğinin oluşturulması için çaba harcancak. İlk adım olarak da Kürt davasını bütün dünyaya anlatmayı amaçlayan modern bir diplomatik büro kurulmasına çalışılacak.

Kürdistan Kurtuluş Cephesi, Celal Talabani adına dört ülkedeki ve Avrupa'daki Kürt örgütlerine Şam'da bir araya gelmeleri çağrısı yaptı. Çağrıda,

tüm Kürt örgütlerinin merkezi bir yapı etrafında toplanmaları koşullarının toplantıda ele alınacağı belirtildi. Zirveye İran'dan İran KDP'si ve Komala örgütü; Irak'tan Irak KDP, KYPW, Resul Memed önderliğindeki Kürdistan Sosyalist Partisi, Semih Şengal'in Kürdistan Demokratik Halk Partisi ve Azad Abdurrahman'ın önderlik ettiği Kürdistan Sosyalist Öncü Partisi'nin katılacağı açıklandı. Ayrıca Revkari cephesi içinde yer alan Suriye Demokratik Kürt Partisi, Suriye Kürdistan Sol Partisi, Suriye Kürtleri Halkın Birliği Partisi davet edildi. Türkiye'den de PKK, Kürdistan İşçi Öncü Partisi (PPKK) ve Kemal Burkay'ın önderliğindeki Türkiye Kürdistan'ı Sosyalist Partisi (TKSP) çağrıldı. Avrupa'da kül-

türel ve siyasi faaliyet gösteren demokratik Kürt kitle örgütleri de toplantıda temsil edilecekler.

Haberi veren *Kürdistan'ın Sesi* Radyosu, toplantının başlıca tartışma konularından birinin İran ve Irak Kürtleri arasındaki ayrılık ve çelişkilerin giderilmesi olduğunu bildirdi. Bu temelde iki tarafın İran-İrak savaşına bel bağlamaları stratejisinin hatalı olduğu irdelenecek. Radyonun haberine göre, tüm Kürt örgütlerinin içinde yer alacakları bir birliğin koşulları tartışılacak, öncelikle de Kürt önderleri içinde toplanan merkezi bir yapı kurulmaya çalışılacak.

KDP'nin Sesi Radyosu ise 6 Ekim'de Mesud Barzani'nin zirve ile ilgili bir açıklamasını yayımladı. "Şam'a, tüm ormanı ulu bir ağaçta toplamaya gideceğini" söyleyen Barzani, modern bir Kürt hareketi oluşturmayı amaçladıklarını ve bu amaçla IKDP'nin kendisine düşen her türlü özveriye içtenlikle katlanacağını belirtti. Yıllar önce IKDP'nin sol kanadı tasfiye etmesinin hatalı olduğunu da açıklayan Barzani, "Çok boyutlu ve karmaşık bir sürece girmiş bulunan Kürt ulusal hareketi, en geniş birliğini sağlamak zorundadır. Geçmişte yapay nedenlerle aramızdan ayrılmış bulunanları yeniden kucaklamak istiyoruz" dedi.

İran Kürdistan Demokrat Partisi önderi Dr. Abdurrahman Gassemlu toplantıya katılacağını açıkladı. "Uluslararası koşullar Kürt hareketinin lehinde seyretmektedir. Mücadelenin geldiği noktada, hareketle önderlik arasında uyumsuzluk vardır" diyen Gassemlu, bu uyumsuzluğu gidermenin acil görev olduğunu, bunun da Kürt örgütlerinin arasındaki koordinasyon eksikliğinin giderilmesiyle çözüme kavuşturulacağını belirtti.

Zirveye ilişkin en ilginç değerlendirmeyi İran Komala Radyosu yaptı. Komala'nın Şam'a temsilci gönderceğini bildiren radyo, "Kürdistan'ın dört parçasında birden mücadele yürüten örgütlerin önderlerinin katılacağı bir ulusal konye kurulmasını" önereceklerini du-

İKDP URUMİYÉ TEMSİLCİSİ MUHAMMED MUSA

'Hepimiz aynı dağın pancarıyız'

2000'e Doğru muhabiri İran KDP'si Urumiye Temsilcisi Muhammed Musa ile Şam zirvesi konusunda görüşti.

— *Sayın Musa, son çağrı hakkında neler söyleyeceksiniz?*

— Memnuniyet verici tabii. Başkalarının aramıza çit çektiği yetmezmiş gibi, bir de kendi topraklarımızda kendi aramıza duvarlar örüp duruyorduk. Aslında bunun bir maddi temeli var elbet: Feodalizm. Ama artık çürümeye yüz tuttu. Son gelişmeler belirleyici oldu. İran Irak savaşına çok bel bağlandı. İran'ın Irak'ta Kürtleri de kapsayan bir planı olduğuna inanıldı. Tersini oluncaya yeniden düşünmek gerekti.

Şurası bir gerçek: Kürt mücadelesi barikatı aştı, taşıp gidiyor. Bunu silahla önleyemeyenler kanala sokmaya çalışacaklar. Çok değil, üç-beş yıl öncesine kadar, emperya-

list metropollerde Kürtlerin Körfez'i tehdit ettiği iddiaları yayılıyordu. Şimdi aynı metropollerde Körfez'in güvenliğini Kürtlerin sağlayacağı söyleniyor. Çok önemli tabii bu... Artık uluslararası alanda pekişme önem taşıyor. Silahla bir yere kadar varılır. Biz oraya vardık, şimdi sıra diyalog ve diplomaside.

— *Kürtlerin birliği hayal mi? Gerçekleşme zemini var mı?*

— Bakın, ben, sen, o, biz, hepimiz aynı dağın pancarıyız. Kökümüz, rengimiz, tadımız aynı. Birleşmememiz için hiçbir neden yok. Benim gönlümde, anaç partimiz Demokrat Parti etrafında birleşip bütünleşme yatıyor. Irak KDP'si ile temaslarımız bir yıldır sürüyor. Herkesin eteğindeki taşları dökme günü geldi. Birliği, Kürt mücadelesinin dünya ölçüsünde sağladığı muazzam gelişme zorluyor. Birlik sağlanacak inancındayım.



(devam)

yurdu. Komala Radyosu, "Artık kendi reçetemizi kendimiz yazmalıyız. Esnek olmak bir erdem olmaktan öte bir zorunluluktur da. Bölge ülkeleri arasındaki çelişkilerden yararlanmak iyi, ancak stratejik ittifaklar yapmak hatalıydı. Bunca acı deneyden sonra bunları öğrenmiş olmak umut vericidir" yorumunu yaptı.

DİPLOMATİK BÜRO

Şam zirvesinin gündemindeki ağırlıklı ikinci konu, Kürt hareketinin enformasyon zaafını giderecek bir diplomatik büro oluşturulması. Kürdistan Kurtuluş Cephesi sözcüsü, büronun seçkin, pragmatik ve tanınmış Kürtlerden oluşacağını, ayrıca Avrupalı aydınların, parlamenterlerin, sanatçıların,

avukatların ve gazetecilerin de görev alacağını açıkladı. Kürtlerin benimseydiği bu yeni çizgi FKÖ'nün başarıyla uyguladığı stratejiyi hatırlatıyor. Yorumcular, Kürt hareketinin İran-İrak savaşı sonrasında çıkan son derslerle öğünlaştığını belirtiyorlar. Öte yandan Şam zirvesi öncesinde Kürt çevrelerde yanıtı aranan ve öteki sorunları geride bırakan bir tek soru var: Birlik sağlanacak mı? Siyasi gözlemcilere göre, Şam zirvesinden bu yönde bir sonuçla çıkılması ve güçlü bir önderliğin etkisinin önemli ölçüde artması ihtimali oldukça yüksek. Zirve, Kürtlerin manevi önderi ilan edilen Talabani'nin ilişkiler ağını tüm dünyada örme planının bir parçası. □

MÜLTECİ KAMPLAR

PKK'lı diye yakalanan mülteciler

Mülteci kamplarında baskılar sürüyor. Bir subay, "direktiflerin Ankara'dan geldiğini" söylüyor. Peşmergeler, 4 Ekim akşamı yakalanıp PKK'lı olarak tanıtılanların aslında Kürt mülteciler olduğunu belirtiyorlar.

Tarih 17 Eylül 1987, bir cumartesi sabahı. Saat 06 Yüksekova Jandarma Komando Alayı ve Hakkâri Komando Alayı'nda yoğun bir hazırlık. Çok geçmeden cemseler, tim cipleri ve polis helikopterleri Süstü ve Uzunsırt mülteci kamplarını sardı. "Genel arama" yapıldığı söylenmekte. Arananlar, PKK'lılar. Mültecilerden Davut Aktaş, Mustafa Ahmet, Hüseyin Zait, Ramazan Hüseyin, Ganım Hasan, Hasan Reşit, dövüle dövüle gözaltına alınıyorlar. Zaim Şükrü, Salim Macit, Cafer Hüseyin, Nevzat Sadullah, Hacı Halit, Mirhan Şefik, Zübeyir Tahir, Serbest Ömer, Mahmut Pua, Celal Hüseyin, A. Vahap Cemil adlı mülteciler ise ağır yaralı oldukları halde, aynı uygulamadan kurtulamıyorlar. Bese Hüseyin adlı mülteci kadın, "Çocuklara tekme, büyüklere silleyle giriştiler. Müdahale edenleri de alıp götürdüler" diyor. Peş-

merge Salih Ahmed olayı yorumluyor: "PKK kendini toplama kampındaki dikenli telin içine sokar mı?" Mülteciler, 4 Ekim'de Hakkâri'de yakalanan ve PKK'lı oldukları iddia edilenlerin peşmerge olduklarını belirtiyorlar. Ölü olarak ele geçirildiği söylenen kişi de işkenceden ölen Hüseyin Kazı adlı Kürt mülteci.

"Kampta PKK arama" senaryosu önceden hazırlanmıştı. Geçici kimlik çıkartmak için yapılan yazımlarda mültecilere, "Peşmerge misin, çotkar (çiftçi) mısın?" sorusu yöneltiliyordu. Peşmerge yanıtının karşılığı bir "X" işaretiydi. Tutulan kayıtlarda, mültecilerin beyanından çok, görevlilerin izlenimleri önemiyleydi. "Çotkarım" diyen birçok mültecinin kâğıdına "Niye yalan söylüyorsun. Bal gibi peşmergesin" denilerek "X" işareti konuluyordu. Peşmergelerin polisler tarafından fotoğrafları çekiliyor, parmakizleri alını-

yordu. Hakkâri Valisi Şükrü Harput bu uygulamaları olağan buluyor. "Hat-ta", diyor, "Tathises'i dinlettik bol bol, moralleri düzelsin diye".

Süstü ve Uzunsırt kamplarında son bir hafta içinde İran ve Irak'a gitmek için 13 bin kişi başvurdu. Gözaltına alınan 18 mülteci 12'si tutuklandı. Kendilerine işkence de yapılan mülteciler kayıp altı arkadaşlarının can güvenliğinden endişeli. 2000'e Doğru'nun gördüğü peşmergeler sivil giyimli polislerin kışkırtıcı davranışlarda bulunduğu belirtiyorlar. Amaç, "Böylece dünyaya uslu durmadığımız mesajını vermek". Kamplarda çok sayıda ajan da bulunuyor. Ayrıca, mültecilere de ajanlık önerisi yapılıyor. Peşmerge Ahmed Rıza, "Devletinizin ajanlık önermediği kimse kalmadı. En son bana da teklif ettiler" diyor. Peşmergeler, İKDP önderliğinin kamplardaki baskılara karşı sessiz kalmasını da eleştiriyorlar.

Uzunsırt kamp temsilcisi İbrahim Halil, "Mesud Barzani'nin kamplardaki durumu, dünya kamuoyunun önüne getirmesini boşuna bekliyoruz gibi" diyor. Halil, olayların yerinde incelenmesi için muhalefet partilerinden heyetlerin acilen kamplara gelmesini istiyor.

İbrahim Halil, İran'a gidenler için bir sorun olmadığını, ancak Irak'a gidenlerin "bile bile ölüme gittiklerini" be-

lirtiyor. Avukat Hamid Geylani, Kürtlerin onurlarına ve özgürlüklerine çok düşkün olduklarını vurguluyor. Geylani'ye göre, "Hakkâri hastanesi, polislerin dövdüğü yaralı mültecilerle dolu. Açıkça devlet terörü estiriliyor".

Kamplardaki uygulamalar konusunda görevli bir subay, "direktifin Ankara'dan geldiğini" belirtiyor. Vali Şükrü Harput da, "Ankara'nın girişimlerine tabi" olduklarını söylüyor.

SHP Kurtalan İlçe Başkanı Emin Uras, kamplarda yaşananların işkence olduğunu söylüyor. Uras, "Devlet tavrını değiştirmeli, kazanacağını iddia ettiği bu insanları düşman ilan etmemeli" diyor.

Peşmergelerin bir kaygısı da Irak resmi makamlarına teslim edilmek. Irak'a geçenlerin hudutta salıverilmesini istiyorlar. □

GÜNAY ASLAN



(devam)

YUSUF HARPUR (Hakkâri Valisi)

“Batı olmasa görürlerdi günlerini”

Vali Yusuf Harput, 2000'e Doğru'nun mültecilerin PKK'lı olarak yakalandığı sorusuna açık bir cevap vermedi. “Bakın PKK olayı ayrı, onu dün televizyondan izlediniz” demekle yetindi.

— Uzunsırt ve Sıltstü kamplarında son durum nedir, efendim?

— Normal hayat devam ediyor. İran'a gitmek için yoğun bir başvuru var. Son gelen başvurularla her iki kamptan 8500 kişi İran'a, 2500 kişi de Irak'a gitmek istediğini belirtti.

— Peki nereden çıktı bu gitme

eğilimi?

— Vallahi bilemiyorum. Tabii, birden bire başladı. Irak kendi vatandaşları onlara. Bir de kendi özgür iradeleri. İran da bunlara savaş süresince hayli destek sağladı. Dostları yani. Biz karışamayız.

— Kamplarda yaklaşık 20 gündür operasyonlar sürüyor. Mültecilerden gözaltına alınıp işkence edilenler var.

— Yanlış efendim, yanlış. Mümkün değil. Onlar devlete karşı büyük suç işlediler tabii. İsyan ettiler. Biliyorsunuz, Batı'nın hassasiyetle üzerinde durduğu bir konu bu. Ba-

tı saptırmasın diye hak ettikleri cezayı vermedik. İsyanların cezasına tavrımız çok daha değişik olabilirdi, yani Batı var biliyorsunuz. Yoksa görürlerdi günlerini. Kimseye işkence edilmedi, Batı sayesinde tabii. Mahalli savcılık bunlardan 12 tanesini tutukladı; gözaltında ise kimse yok.

— Fakat basında bunların PKK militanı olarak gözaltına alındığına ilişkin açıklamalarınız var.

— Bakın PKK olayı ayrı, onu dün televizyondan izlediniz. Karıştırmayın lütfen. Kimseyi kışkırtma diye bir olay da yok. Olsa araştırırız.

Nokta 16.X.88

AVRUPA'DA GEZEN BİR KÜRT OZANI

Saz ve söz büyücüsü: ŞIVAN

Onu ilk kez Berlin'de Yılmaz Güney gecesinde çalarken izledik, sonra Heidelberg ve Paris'te. Şivan, İsveç'te "ikamet" ediyor ama böyle dayanışma gecelerinde kent kent geziyor, çalıyor ve söylüyor

Sahneye bir savaşçı gibi çıkıyordu. Üzerinde peşmerge kahverengisi yerel giysileri, belinde kuşağı, başında poşusu ve silah gibi havaya kaldırdığı sazıyla Şivan. Şivan Perver. Ama bir süre sonra bir büyücü olduğu ortaya çıkıyordu. Berlin'de 2500, Heidelberg'de 6000, Paris'te 2000 kişi aynı şeyi yaşıyorlardı. Önce gür ve salonu dolduran sesine takılıyorlardı sonra o sesin titreşimleriyle beraber sazın vuruşlarına. Derken ipler tamamen Şivan'ın eline geçiyor ve salondaki tek tek her dinleyiciyi görünmez tellerle kendi kumanda tablosuna bağlıyordu. Adının, Suriye, İran, Irak ve Türkiye'nin Güneydoğusu'nda büyük ilgi görmesi ve kasetlerinin yüzbinler satması boşuna değildi. Garip, açıklanamaz bir ilişim kuruyordu salonla.

Türkiye'den kaçışının 12. yılında ilk kez bir Türk yayın organına görüş verdiğini belirttiikten sonra “Bu büyücülüğün sırrı nedir?” sorusuna şöyle yanıt veriyordu: “Bu öncelikle benim Türk halk müziğine tamamen vakıf olmamla açıklanabilir. Bizim oralarda her şey, sadece acılar, sevinçler ve çeşitli duygular değil bütün bir tarih hep müzikle aktarılagelmiştir. Ben bu öz müziği öğrendim. Babam da çok iyi çalar ve söylerdi. Onu dinlemeye gelirlerdi hep. Klasiklerle büyüdüm. Arif Cizrevi, Hasan Cizrevi, Meryem Han, Kavis Ağa beni etkileyen klasiklerdir. Kendimi kültürel açıdan iyi yetiştirdim. Halk da benden bu öz müziği, bozulmamış haliyle dinlediğinde etkileniyor tabii. Ayrıca sanatçının sahnede kendine, ya sazına ya sesine güvenme-

si gerekir. Bu özgüven salona da akarsa alkış, sevgi, etkileşim kendiliğinden gelir.”

Şivan çeşitli dayanışma ve kampanya geceleri için Avrupa'da kent kent gezerken bir taraftan da kaset üstüne kaset çıkarıyordu. 12.'sini de çıkarmıştı hem de Şivan Prodüksiyon adına. Kendi işini kurmuştu yani. İsveç'te yaşıyordu, 7 yaşında bir de oğlu vardı. Babadan aldığı sözü oğluna aktarmaya kararlı görünüyordu Şivan. Gitar ve piyano kurslarının yer aldığı yoğun bir müzik eğitimi gören oğlu için “Sesi ve kulağı çok iyi” diyordu. Onun yaşantısı kendi eksik yaşantısı gibi olmamalıydı. İsveççe, İngilizce, Türkçe ve Kürtçe bilen oğlunun şimdilik tek eksiği baba yurdunu hiç görmemiş olmasıydı.

Aslında sahnede Kürtçe türküler söyleyen, kitlelere sloganlar attıran, destanlar düzen bu sanatçıyı, 12 yıldır Avrupa'nın çeşitli kentlerinde yaşayan, gezen, kültürünü teneffüs eden, günlük yaşantısına her sabah duşla başlayıp, oğlunu gitar ve piyano kurslarına gönderen, kendine ait kaset şirketi bulunan Şivan'ı, Hakkâri'de, Urfa'da, kuş uçmaz kervan geçmez, suyu akmaz, helasına karanlıkta gidilmez yerlerde, yeniden düşünmek epeyce zordu. Onun da dönebilme ümidi “yasal” olarak zayıftı zaten. O zaman vuruyordu kendini “düşüncelere.” En sevdiği de buydu. Saatlerce düşünmek. Sonra diyordu “Alırım sazı elim, onunla sanki konuşa, konuşa dertleşe dertleşe ve hatta sevişe

(devam)

sevişe türküleri çıkartırız. İşte kit-
leleri c. çok etkilleyen parçalarını
da böyle anlarda ortaya çıkanlar.
Onlar benim yaşantımdan parçalar.
Benim yaşantım, özelinde halkımın
yaşantısından parçalar. Orada her-
kes kendini buluyor." "Peki" di-
yoruz, "ya şu Kürt olduğunu kabul
eden Tatlıses ve onun müziği ve
Türkiye'deki şöhreti hakkında ne
düşünüyorsun?" "Sadece Tatlıses
değil" diyor, "Türkiye'de halk mü-
ziği sanatçısı olarak tutulanların
büyük kısmı Kürt'tür. Ama bunlar
kendi köklerinden kopmuş, başka
şey olmuşlardır. Gerçeği söylemek-
ten korkan insanlardır bunlar. Bö-
yle bir gelenek var. Taa Diyarbakır-
lı Celal'den başladı. Sesigüzel'e
geçti Altınmeşeler ve Tatlıses'lerle
bugüne geldi. Bunların Kürt türkü-
lerini Türkçe'ye çevirip söylüyor-
lar. Evet Türkçe de söyleyebilirler
ve söylesinler ama kendi ana dille-
rinde de söylesinler. Zaten o melo-
di, o ezgi, o türkü Kürtçe'dir. Ol-
muş bir hikâyeden, bir sorundan,
bir yaşam gerçeğinden ortaya çık-
mıştır. Bunları alıp, değiştire de-
ğiştire kullanıyorlar ve Türkiye'de
meşhur oluyorlar." Şivan burada
kendini tutamıyor ve Diyarbakır
Paytahtı le le le canım türküsünü
söylüyor ve melodinin 40 yıl önce
Diyarbakırlı Sait Ağa tarafından
söylenildiğini belirtiyor. Ardından
Kore'ye gönderilen gençlere anala-
rının yaktığı ağıt olan ve Türkçe
"Uzun Uzun Kamışlar" şeklinde
okunan türküyü söylüyor.

İşte Şivan'ın en büyük sıkıntısı
da buydu zaten. "Anlamıyorum"
diyordu, "... neden insanlar kendi
ana dillerinde türküler söylemesin-
ler? Nedendir bunun engellenmesi?
Üstelik ne bunu engelleyenler ra-
hat, ne de engellenen. Tıpkı işken-
ceciler gibi. İşkenceciler de insan.
Ve birgün gelecek onlar da kendi
yöneticilerinde hesap soracaklar,
'Neden beni buna mecbur ettin, ne-
den bana gerçeği anlatmadın?' di-
ye. Halbuki ne gerek var insanlar
arasına kin ve nefret tohumları ek-
meye? Siyasi rejimler konusunda
bırakalım, halkın bizzat kendisi ter-
cihini yapsın. Ama politikacılar
halk arasına nefret ve kin tohum-
ları ekmesinler. Bunlardan kaçın-
malıyız."

Şivan Türkiye'de Kürtçe türkü
söylemek istiyordu ama bunun he-
nüz şartlarının oluşmadığını ve kı-
sa sürede de oluşamayacağını da
kabul ediyordu. "Türkiye'de sanat-
çılara yazar ve çizerlere de önemli



sorumluluklar düşüyordu." Örne-
ğin, "Nâzım Hikmeti çok seviyor-
du ama Nâzım, bir tek şiirini bile
Kürtler için yazmamıştı. Halbuki
ünlü Kürt Ozan Cigerhun birçok
şiirini Türkler için yazmıştı." Ya-
şar Kemal, Bekir Yıldız bunlar da
iyi yazarlardı ama hep bir şeyler ek-
sikti bunlarda da. Örneğin Yaşar
Kemal Ağrı Dağı Efsanesi'ni tama-
men değiştirip kendi kafasına göre
yazmıştı, üstelik üslup farkını da
aşacak bir biçimde özü değiştirmişti
efsaneinin.

Şivan'ın tepkisi sadece Türk ya-
zarlarıyla sınırlı değildi. Örneğin
yeni yeşermekte olan "eşcinsel" ha-
rekete de "tedavi edilmesi gereken
bir hastalık" gözüyle bakıyordu.
Ama feminizm "kadının bir isya-
nı"ydı, radikal noktalara götürül-
memek şartıyla. "Çünkü kadın do-
ğurgandır, kadın yaratandır, kadın
bizim anamızdır, ama kadın aynı
zamanda ezilendir, zulüm görendir.
Dolayısıyla feminizm kadının bir is-
yanıdır. Ama bu isyan kadının do-
ğurganlığını, analığını yani insanın
türeyişini reddeden bir uç noktaya
yöneliyorsa bu yanlıştır" diyordu.

Şivan Perver ile söyleşimiz gelip
müzik türlerine ve arabeske daya-

nıyordu sonunda. Kendisi Mo-
zart'ı Strauss'u ve Chopin'i ve bir
de çeşitli ülkelerin halk müzikleri-
ni dinliyordu. Yapı itibarıyla pro-
test bir müziğe yönelmişti. Tüm
dünyada protest müzik örneklerini
inceliyordu. Keza Avrupa ülkeleri
halk müzikleri de onun ilgi alanı
içerisindeydi. Gerçi Şivan'ın son
kasetinde oldukça arabesk sayılan
bir hava da vardı ama kendisi ara-
beske de karşıydı. Arabeskin Tür-
kiye'de tutulmasını bir ezan ve Ku-
ran müziğine bağlıyordu. Aynı ses-
ler ve ritimler vardı. Müslümanla-
rın kulağı bu seslere alıştığı için ara-
beskin melodisine kolaylıkla kapı-
lıyorlardı. Ayrıca tüm toplum ke-
simlerini etkileyecek derecede bir
müziksel odak noktası yoktu. Boş-
luğu ise arabesk dolduruyordu.

İşte Şivan özetle buydu. Konuş-
madığımız konuşmadığımız tek
alan olarak siyaset kalmıştı. Şivan'-
ın eski çizgisini hele hele PKK'dan
da şiddetli eleştiriler aldığını bilen-
ler için bu alanda da hatırı sayılır
bir yumuşama içinde olduğu tespi-
tini yapmak zor değildi. Belki ge-
çen yıllar içinde bir sanatçıya daha
yakışır bir olgunluğa ve geniş görü-
şe erişmişti de denebilir.

Emin TANRIYAR

2000'e Dogru 30.X.88

KÜRT MÜLTECİLER YERLEŞTİRİLİYOR

Köykentten Kürtkente...

Üç geçici kampta yaşayan 17 bin Iraklı Kürt mülteci, Ecevit hükümetince 1979'da yaptırılan Muş Köykent'e yerleştiriliyor. İki üniversitenin çürük bulup "oturulamaz" raporu verdiği 65 metre karelik konutlarda 20-25 kişi yaşayacak. Açlığın, salgın hastalıkların, baskının yığınlaştırdığı mülteciler korucu yapıyor.

Kışın ucu görünürken Diyarbakır, Silopi, Yüksekova kamplarında yaşayan 17 bin Iraklı Kürt mülteci, Ecevit hükümetince 1979 yılında yaptırılan Muş Köykent'e yerleştiriliyor. Mültecilerin bir bölümü, yoğun baskı ve çaresizlik sonucu, korucu olmayı kabul etti.

YOL GÖRÜNDÜ

25 Ekim salı. Saat 16.40. Yaklaşık yarım saattir yağmur altındayız. Uzunsırt mültecilerini Muş Köykent'e götürecektik 40 araçlık konvoyun hareket etmesini bekliyoruz. Çok geçmiyor, kendimizi aracın içinde buluyoruz. 20 kişilik bir NC bu, ama içinde tam 48 mülteci var. Sürücü, yardımcısı, ben ve İngiliz gazeteci Clare'le 52'ye ulaşıyor yolcu sayısı.

Mültecilerle kampta yarıda kalan söyleşimizi sürdürüyoruz. "Esir değil siyasi mülteciyiz. Devletin bu statümüzü neden kabul etmiyor" diye soruyor Fatma Abdullah. Kampta karşıma çıkan herkes aynı soruyu yöneltti bize. Üzerinde durdukları en önemli ko-



Kürt mülteciler fotoğrafta görülen "mutlu" yaşantılarını, şimdi Muş Köykent'te sürdürecekler.

nu buydu. İkinci önemli sorun ise, bir türlü arkası gelmeyen baskılardı.

Uzunsırt'tan 13 kişi gözaltına alınmıştı. Mültecilere göre, siyasi kişilikleri nedeniyle gözaltına alındı bunlar. Yetkililer ise "Göze batıyorlardı" diyor. Kamp sakinlerinden Ali Cebrail, biz gelmeden bir saat kadar önce Telli Hasan adlı mültecinin "MİT'çiler"ce

götürüldüğünü söyledi. Yüksekova Kaymakamı Kayhan Kavas'a iddianın doğru olup olmadığını soruyoruz. O da Zabıta Müdürü Şahabettin Özaslan'dan olayı öğrenmeye çalışıyor. Müdürün yanıtı "Gazetecilerden öğreniyoruz ya" oluyor. Bu arada bir başka görevli iddiamızın doğru olduğunu söylüyor.

İLKOKUL ÇOCUKLARI YÜRÜDÜ. VELİLER GÖZALTINDA

20 Ekim perşembe günü, Yüksekova Cumhuriyet İlkokulu öğrencileri kaymakamlığa giderek mültecilere yönelik baskıları protesto etti. Ardından 20 kadar veli gözaltına alındı ve hâlâ akıbetleri meçhul. Türkiye tarihinde ilk kez ilkokul öğrencileri protesto eylemi yapıyor ve velileri gözaltına alınıyor. Kaymakam Kayhan Kavas'tan velilerin durumunu öğrenmek istiyoruz. Yasal prosedürün bize demec vermesine engel olduğunu söylüyor.

Uzunsırt'ta hastalıklar girila... 23 ölü bilançolu yaz ishali henüz önlenememiş. Boğmaca, kızamık, tüberküloz ne ararsan var, sağlık taraması yok. Üç pratisyen doktorun görevli olduğu bir poliklinik var ama... Yetkililer Uzunsırt'ta 43 kişinin öldüğünü söyledi. Kapatılan Suüstü kampındaysa 19'du ölü sayısı. Silopi'de çoğunluğu çocuk 134 kişi öldü. Uzunsırt kampı sorumlularından Sait Ahmet, kampında gerçek ölü çocuk sayısının 71, yaşlılarla birlikte bu sayının 94 olduğunu söylüyor. İnandırarak için mezarları saymaya çağırıyor

Mültecilerden destek çağırısı

Kürt mülteciler, 2000'e Doğru'dan taleplerini dile getiren bir mesajı kamuoyuna duyurmasını istedi. Mültecilerin mesajını aynen yayımlıyoruz.

"Iraklı egemen zalimlerin kimyasal bombardımanı sonucu, en kutsal varlığımız olan topraklarımızdan ve şehitlerimizden ayrılarak Türkiye'ye iltica ettik. İki aya yakın bir süredir Türkiye'deyiz. Yaşam koşullarımızın iyi olduğu hiç de söylenemez. Yaratılmaya çalışılan kamuoyunun objektif olamayacağı aşikardı. Ancak beyhude çabalar hâlâ sürüyor.

Bütün ısrarlarımıza rağmen, Türkiye Cumhuriyeti Hükümeti mülteci statümüzü kabul etmiş değil. Bu dostluğun değil, dost olmanın işaretidir inancındayız. Kı-

gın ve buruğuz. Haklı talepleri için yüzyıllardır savaştığımız bir halkız. Burada bulunmamız, bu savaşın bir halkası olduğumuzun kanıtıdır. Tüm demokrat ve ilerici kamuoyunu, aşağıdaki taleplerimizin gerçekleştirilmesi için dayanışmaya çağırıyoruz.

1. Siyasi mülteci olduğumuz ilan edilsin. 2. Yerleşim birimlerimizdeki güvenlik önlemleri çadırlarımızın içinde değil, birimlerin çevresinde alınsın. 3. Provokasyonlara son verilsin. 4. Gıda yardımı asgari düzeyde sağlansın. 5. Sağlık hizmetleri olgun düzeyde ele alınsın. 6. Avrupa'ya göç izni verilsin. 7. Çocukların eğitimi için Kürtçe okul açılsın. 8. Akrabası olanlar akrabalarının yanına yerleştirilsin. 9. Bölünmüş aileler birleştirilsin."

(devam)

bizi İran'a gönderilen ancak bu ülkenin almadığı Süüsti mültecileri iki haftadan beri Şemdinli'nin Belene dağlarında barınıyorlar. Buradaki çocuk ölümlerinin 200'ü bulunduğu söyleniyor. Bu bilgileri Uzunsırt kampında bulunan Birleşmiş Milletler Yüksek Komiserliği temsilcisi Henrik Nordentoft'a iletiyoruz. Gerekli açıklamaların Ankara'ya dönüşünden sonra merkezince yapılacağını söylüyor ve "Burada bulunmanın bir nedeni sizin yayınlarınızdır" diyor kısaca.

FIRSAT, KORUCU FIRSATI...

Uzunsırt kampında devlet bir de korucu taraması yapmış, ilk elde 15 kişi kabul etmişti öneriyi. Alelacele işlemleri tamamlanarak her gün daha çok sayıda silah bırakan Türkiyeli korucuların yerine, Şemdinli'ye operasyona gönderildiler. Azad Ramazan, korucu olmayı kabul edenlerin TC yurttaşlığına alınmayacaklarını, sadece kullanılabileceklerini söyledi. "Bu tekliflere yatacak yüzlerce insan çıkabilir. Bir yerde zorlanıyor, mecbur bırakılıyorlar" diyen Ramazan'a göre, çaresizlik, açlık ve yılgınlık insanı ihanete bile sürükleyebilir. Açlık başlıbaşına bir sorundur. Süleyman Muhammed, "10 nüfusum var, günde 5 somun veriliyor" diyor. İki kişiye bir somun. Kamp doktoru ve Yüksekova Devlet Hastanesi Başhekimi Dr. Rüstem Zeydan ise mültecilerin somunu beğenmediklerini, pirinç istediklerini söylüyor. Kulakların çınladığını Marie Antoinette!

VE MUŞ KÖYKENT...

Yola çıktığımızın ertesi sabahı saat 8.35'te 700 konutlu Muş Köykent'e varıyoruz. Yapımı sırasında müteahhidin malzeme çaldığı anlaşılan ve yıkım kararı verilen konutlar, 1979'un birim fiyatlarıyla 700 milyon liraya mal olmuştu. ODTÜ ve Fırat Üniversitesi'nin teknik heyetleri, 1981 ve 1983 yıllarında, yıkılabilecekleri ve ölümlere neden olacakları gerekçesiyle, "oturulamaz" raporu vermişti konutlar için.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, 1 milyar lira harcayarak konutların "modern ev" haline getirildiğini one sürüyor. İddianın doğruluğunu araştırıyoruz. Dikenli tellerle çevrilen ve adı Yenikent'e değiştirilen Köykent'e girmeme izin verilmiyor. Kamp müdürü Zekeriya Yakut, "2000'e Doğru bu kampa giremez" diyor. Eskiden Muş Devlet Üretim Çiftliği müdür yardımcısıydı ve adı çeşitli yolsuzluklara karışmıştı. Yakut ile kaçak petrol alma işini örgütlemesi dolayısıyla tanışmıştık. Güvenlik görevlilerince kamp dışına atılınca, çareyi Muş Valisi Adil Yazar ile konuşmakta bulduk.

Yazar, iki üniversitenin konutlar için "oturulmaz" raporu verdiğini hatırlatmamız üzerine, "Ama biz yeni yaptık.

ZDF'NİN GÜNEYDOĞU İZLENİMLERİ

"Dağ Türkü değil, Kürt"

Alman ZDF Televizyonu Kenan Evren'in Almanya gezisiyle ilgili olarak Türkiye üzerine özel bir program yayınladı. Bir saatte yakın süren *Kürtler üzerine* (Über die Kurden) adlı programda doğudaki politik ve sosyal sorunlara yer verildi.

Şehirlerarası yollarda yapılan arama ve kimlik kontrolü görüntüleriyle başlayan yayının ilk durağı Diyarbakır. "Ne Mutlu Türküm Diyene" yazısı gösterilirken, 500 bin nüfuslu Diyarbakır'da her on kişiden sekizinin Kürt olduğu vurgulanıyor. Binlerce güvenlik görevlisinin yaşadığı bölgede, endüstrinin az gelişmiş olduğu, binlerce kahvede sayısız işsiz vatandaşın oturduğu, görüntülerle anlatılıyor.

Diyarbakır Cezaevi'nde çalmış bir mahkûmun silueti gösteriliyor. Mahkûm, tanık olduğu işkenceleri anlatıyor. Binlerce kişinin işkenceden geçtiği ve işkence yaptıkları iddiasıyla 600 kişinin mahkemeye çıkarıldığı hatırlatılıyor.

Diyarbakır yakınlarında bir köye giden TV ekibi, kravatlı, takım elbiseli ağanın konuştuğu oluyor. Yer sofrasında yenilen yemek, köylülerle ağanın birlikte kıldığı namaz, köydeki susuzluk ve sağlıksız koşullar görüntüleniyor, bölgede 3682 kişiye bir doktor düştüğü söyleniyor. Ekibin sonraki durağı, Mardin'in Çağıl köyü. Arap giysili, Arap kökenli, biraz Arapça biraz Kürtçe konuşan bir ağanın evi. Hacı Yusuf Karahan iki evlilik yapmış, üçüncü evliliği de düşünüyor, silahı çok seviyor. Altın dişi, altın saati ve Parliamant sigarası hemen göze çarpıyor.

452 konut yaptık, 11 bin metre enerji hattı döşedik, 32 km yol yaptık. 6 bin 500 metre de su yolu yaptık" diyor. Vali Yazar'a göre, bunların tümü 10 Ekim ile 27 Ekim arasındaki 17 gün içinde yapılmıştı. 80'i aşkın iş makinesi ile bini aşkın işçi çalıştırılmıştı. Çalışma yerinde kışseyi görmediğimizi söyleyince de, Yazar, "Yemeğe gidemezler mi yani? Ya da içerlerde olmazlar mı" yanıtını veriyor.

3 METRE KARE TÜRKİYE

Kürt mültecilere tahsis edilen konutlar 65 metre kare büyüklüğünde. İki ailenin ortalama 20-25 mensubu yaşaya-

Daha sonra Iraklı mültecilerin kaldığı Silopi kampından röportajlara yer veriliyor. Bir kamp lideri bundan sonra ne yapılacağına önderlerin karar vereceğini anlatıyor. Bir yaşlı mülteci Saddam'ı lanetleyip Türkiye'yi övüyor. İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'nin Silopi'deki kamptan Özal'a telefon edip not bırakışı da görüntüler arasında.

Mülteci kamplarından görüntülerin sonuna Mardin Valisi'yle yapılan görüşme giriyor. Vali, mülteciler için hazırlanmakta olan bir kamp hakkında bilgi veriyor. ZDF yönetmeni, valinin verdiği bilgilere dayanarak soruyor: Buraya yerleşecek olan Kürtlerin Türkiye'dekilerden daha iyi yaşayacağı söylenebilir mi? Valinin yanıtı "Burada mı, o kesin" oluyor.

Diyarbakır'ın Nesnecar köyünde röportaj. Köylüler, "Cahiliz, öğrenmek istiyoruz, öğretmen istiyoruz" diyorlar. İnsanların çobanlık yaptığı ürünün yetmediği bölgede yaşayanların yüzde 38'inin ne bir karpuz toprağı ne de herhangi bir sosyal güvencesi var.

Programdaki en geniş röportaj ANAP Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz'la. Geçmişte Kürtçülük propagandasından hapis yattığı, işkence gördüğü, şimdi muhafazakâr iktidar partisinde milletvekili olduğu anlatılıyor.

Halkın PKK ile ilgili sorulara yanıt vermeye yanaşmadığı politik soruları yanıtlarken çok ihtiyatlı olduğu vurgulanıyor.

Program, insan görüntüleri ve "Bunlar Doğulu veya dağ Türkü değil, Kürt" sözleriyle bitiyor. □

Yani kişi başına yaklaşık 3 metre kare düşecek. Kimilerine göre, Kürt mülteciler, kendilerine verilen bu 3 metre kare Türkiye'de güle oynaya oturacaklar. Baskının, açlığın, salgın hastalıkların ayyuka çıktığı sırada, büyük basın, "Peşmergespor"un futbol turnuvaları düzenlediğini, "kampbutik"te göz kamaştırıcı son moda giysiler sattığını, mültecilerin zil takıp oynadıklarını yazdı ballandıra ballandıra. Peşmergeler 3 metre kare Türkiye'de mutlu olmalıydılar, nankörlük etmemeliydiler.

GÜNAY ASLAN

KURDES

Parlement Européen
Echos de la Session Nov. 88

Consterné par les preuves démontrant que le gouvernement irakien fait exterminer la population kurde d'Irak, le Parlement, par 158 voix contre 9 et 4 abstentions, a adopté une résolution commune des groupes libéral, RDE, démocrates européens, PPE, socialiste et de Mme Luciana CASTELLINA (Com., I) et MM. Konstantinos FILINIS (Com., G) et José CODERCH PLANAS (NI, E), qui demande à la Communauté européenne et à la communauté internationale de se mobiliser pour soutenir la récente proposition faite par le Président REAGAN aux Nations unies d'organiser une Conférence de signataires du protocole de Genève de 1925 relatif à l'interdiction des armes chimiques et adopter les sanctions à prendre contre leur usage.

Il se félicite des efforts du gouvernement turc d'aider les réfugiés et demande à la Communauté de fournir toute l'aide possible (abris, vêtements...).

Il demande qu'un groupe international d'experts médicaux soit chargé de procéder à une enquête publique sur la nature des blessures dont souffrent les Kurdes, blessures qui sembleraient résulter de l'emploi d'armes chimiques.

Le commissaire CLINTON DAVIS a souligné que, répondant à l'appel de la Turquie, la Commission avait donné à ce pays une contribution d'urgence de 500.000 écus. Il a ajouté que les Etats membres avaient fourni des contributions similaires.

A PARIS 110 PAYS REUNIS POUR TRAITER LES ARMES CHIMIQUES

Avant Garde Nov.88

Interdit de ne pas les interdire!

Sous la pression de l'opinion publique, F.Mitterrand a consenti que les 7 et 8 janvier prochains se tiennent à Paris une conférence internationale sur les armes chimiques(*). Elle pourrait aider à ce qu'à Genève soit signée plus vite l'interdiction universelle de telles armes. A condition que chaque pays y mette du sien: l'Irak doit cesser de les utiliser et la France doit cesser de les produire et de les exporter. Et à condition que l'opinion condamne davantage encore ce crime contre l'humanité.

- Pour protester contre l'extermination à l'arme chimique de leur peuple par l'Irak, ces jeunes exilés Kurdes que j'ai rencontrés

avaient choisi un moyen qui ressemblait tragiquement à la souffrance qu'enduraient 120.000 de leurs concitoyens, "rescapés" des premiers bombardements au gaz moutarde, fuyant les prochains au sarin, dans le froid et sans rien à manger, contraints de se réfugier en Turquie, l'autre boucher du peuple kurde. Ils faisaient en effet la grève de la faim, sous une tente blanche, exposée au vent et au froid, sur laquelle flottait le drapeau interdit de leur patrie confisquée, face au siège de l'UNESCO où doit se tenir cette conférence sur les armes chimiques, à laquelle devrait participer un représentant Kurde comme ils l'exigent. Une infirmière en grève était à leur chevet pendant que ses collègues, à deux pas de là, chantaient sous les fenêtres du

ministre C.Evin: "tu dois choisir tonton: les canons ou nos revendications!".

- Après un mois de grève de la faim, ils envisageaient de cesser le jeûne, de reprendre des forces pour manifester, lors de la conférence, leur exigence que les Etats membres de l'ONU imposent des sanctions économiques au gouvernement irakien, coupable d'avoir transgressé la convention internationale de 1925 qui interdit l'emploi des armes chimiques.

- Sans nul doute, les pacifistes Français se retrouveront à leurs côtés pour obtenir de la France qu'elle arrête sa propre production de munitions toxiques, notamment celle des gaz binaires dans laquelle elle

s'est lancée depuis 1987 et qui sont cent fois plus dangereux. La France devrait transférer en effet les 700 millions de francs lourds, prévus dans la loi de programmation militaire pour se doter d'un stock de 2.000 tonnes d'ici à 1991, à la construction d'une usine destinée à détruire les stocks existants comme l'ont déjà fait l'URSS et les USA. Dans les mois prochains, les Français doivent faire pression pour que la France choisisse cette voie.

- En juin dernier, devant l'ONU, la France se refusait encore d'envisager de se passer de telles armes. En octobre, Mitterrand a cédé en promettant à l'ONU d'accueillir la conférence mais il a tout de suite émis des doutes sur ses chances de

réussite. Il semble bien placé pour le dire! A l'Assemblée Nationale, son ministre, JP Chevènement, a repoussé la proposition faite par les communistes, de supprimer du budget de la défense les crédits affectés à l'arme chimique et s'élevant à 300 millions de francs pour la seule année 89. Cette mesure aurait pourtant contribué à garantir une issue positive à la conférence. Ce n'est par contre pas la publication d'un annuaire des industries françaises qui fabriquent et exportent des armes chimiques, à quelques semaines de la conférence, qui puisse favoriser l'interdiction de la vente d'armes chimiques, "le nucléaire du pauvre" comme on les appelle dans les pays du Tiers-

Monde, qui s'accroît dangereusement ces temps-ci, mettant en péril des peuples entiers.

Au chevet de mes amis Kurdes il y avait des photos d'enfants: pas celles d'enfants souriant au papa photographe mais celles d'enfants morts ou celles d'enfants blessés enviant le sort des tués. En janvier prochain, soyons nombreux à crier: "plus jamais d'Halabja!" pour que l'arme chimique soit à jamais bannie. La rencontre au sommet sera ce que nous en ferons. Mitterrand peut céder.

Christine Rondepierre

(*) voir AG, oct 88.

L'Humanité
02.11.88

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE

Charles Lederman, sénateur, et Jean Hermet, collaborateur de la section de politique extérieure du PCF, ont rendu visite aux vingt Kurdes qui, depuis le 4 octobre, font la grève de la faim devant le siège de l'UNESCO à Paris. Ils tentent ainsi de sensibiliser l'opinion publique aux massacres à l'arme chimique dont ont été victimes les Kurdes d'Irak. Ils exigent

notamment la prise en charge des réfugiés kurdes actuellement en Turquie par le haut-Commissariat des Nations unies, le secours de l'UNICEF aux enfants et une prise de position officielle de l'ONU. Ils demandent également la participation de représentants kurdes à la conférence sur les armes chimiques qui se tiendra en janvier prochain à Paris. Charles Lederman et Jean Hermet ont réaffirmé la solidarité des communistes français avec le peuple kurde.

FRFR
FRA0454 4 I 0278 /AFP-AK75
Kurdes-France
Douze Kurdes en grève de la faim à Paris depuis un mois

AFP - 03.11.88 - AFP

PARIS, 3 nov (AFP) - Douze kurdes, en grève de la faim depuis le 4 octobre, ont entamé jeudi leur deuxième mois de protestation muette devant le siège de l'UNESCO à Paris, en vue d'attirer l'attention de l'opinion sur "la politique d'extermination que subit le peuple kurde, notamment du fait des armes chimiques".

Les douze kurdes sont installés dans deux tentes face à l'UNESCO, place Fontenoy, orné d'une banderole rouge portant l'inscription "non aux armes chimiques au Kurdistan".

Dans une déclaration à la presse, un porte-parole du "Comité contre l'extermination du peuple kurde" a exposé les huit revendications des grévistes:

- "Que les réfugiés kurdes soient pris en charge par l'UNHCR (HAUT commissariat aux réfugiés) et que l'UNICEF porte secours aux enfants kurdes.

- "Que l'ONU prenne une position claire contre les derniers massacres du peuple kurde.

- "Que l'ONU impose des sanctions économiques à l'Irak et consacre au cours de la 43ème session de l'Assemblée Générale une séance officielle aux droits nationaux du peuple kurde.

- "Qu'un représentant kurde participe à la conférence internationale sur les armes chimiques qui aura lieu le 7 janvier à Paris.

- "Que la commission de décolonisation des Nations-Unies cherche une solution pour décoloniser le Kurdistan.

- "Que la commission des Droits de l'Homme traite sérieusement la question Kurde.

- "Que Le président irakien Saddam Hussein soit déféré devant un tribunal correctionnel pour avoir violé la convention internationale de 1925 interdisant l'emploi des armes chimiques.

ds-rn /Jcf
idf
AFP 031747 NOV 88

AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP

08.11.88

GLGL

FRA0245 4 I 0248 RFA /AFP-FV96

RFA-Kurdes

Seize Kurdes inculpés en RFA pour terrorisme

BONN, 8 nov (AFP) - La Justice ouest-allemande a annoncé mardi l'inculpation de seize Kurdes de nationalité turque accusés "d'appartenance à une organisation terroriste" au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partya Karkeren Kurdistan; PKK).

Dans un communiqué reçu à Bonn, le chef du parquet fédéral de Karlsruhe, M. Kurt Rebmann, indique que les Kurdes âgés de 21 à 36 ans, qui seront jugés par le tribunal de Dusseldorf (ouest de la RFA) sont aussi poursuivis pour meurtres ou tentatives de meurtres, enlèvements et coups et blessures graves.

"Le PKK, interdit en Turquie, entretient en Europe occidentale, principalement en Allemagne fédérale, des sous-organisations dont la tâche est de soutenir le combat militant du PKK sur le plan tant personnel que financier et pour la propagande (...) les dissidents ou membres d'autres organisations kurdes concurrentes sont poursuivis jusqu'à l'élimination physique", poursuit M. Rebmann.

La direction européenne du PKK est installée à Cologne et y entretient un "tribunal" qui, dans un total mépris de la loi allemande, condamne les "traîtres" à mort, souligne le communiqué.

Dix Kurdes inculpés sont entrés en RFA entre 1980 et 1987 en demandant l'asile politique tandis que les six autres y ont pénétré illégalement, selon M. Rebmann. Quatre d'entre eux possédaient des papiers français indiquant qu'ils avaient déposé une demande d'asile en France.

LBA/LP/vr

AFP 081213 NOV 88

AFP - 08.11.88 - AFP

FRA0429 4 I 0239 FRA /AFP-ID83

France-Irak flt1

Le vice-président irakien: L'Irak n'a pas fait usage des armes chimiques depuis le cessez-le feu

PARIS, 8 nov (AFP) - M. Taha Mohieddine Maarouf, vice-président de la République irakienne, a déclaré mardi à Paris que "l'Irak n'avait pas fait usage des armes chimiques depuis le cessez-le-feu" instauré entre l'Irak et l'Iran en août dernier à la suite de l'acceptation par Téhéran de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le vice-président irakien, en visite en France depuis dimanche, a d'autre part annoncé que l'Irak, en tant que signataire de la convention sur les armes chimiques, participera à la Conférence internationale sur les armes chimiques qui se tiendra à Paris en janvier prochain.

M. Maarouf, qui a rencontré lundi le Premier ministre Michel Rocard et le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, a indiqué que le gouvernement français a fait savoir à l'Irak qu'aucun observateur ne participera à cette conférence qui sera, a-t-il dit, "réservée aux seuls Etats".

M. Maarouf, d'origine kurde, reconnaissant implicitement l'usage antérieur par l'Irak d'armes chimiques, a accusé l'Iran d'avoir été "le premier" à s'en servir. "Etant en état de guerre et faisant face à une agression, nous avons annoncé à diverses reprises que nous utiliserions tous les moyens à notre disposition, mais c'est l'Iran qui a fait usage en premier des armes chimiques", a-t-il dit.

suivra...

AFP 081658 NOV 88

FRFR
FRAD430 4 G 0280 /AFP-ID89
France-Irak flt2-der
Le vice-président irakien

AFP - 08.11.88 - AFP

PARIS - Affirmant que "150.000 kurdes irakiens engagés dans l'armée irakienne avaient joué un grand rôle dans la défaite de l'Iran dans le Kurdistan irakien", il a qualifié de "traître" M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK-mouvement kurde irakien pro-iranien), l'accusant d'avoir aidé l'Iran à occuper des localités irakiennes lors de l'offensive contre Halabja, en février dernier.

Il a également accusé "les milieux sionistes et américains d'avoir lancé une campagne anti-irakienne à propos des armes chimiques en vue de ternir la victoire de l'Irak et de donner une nouvelle impulsion à l'Iran".

Avant son départ mercredi de France, M. Maarouf devrait être reçu par M. Jacques Chirac, ancien premier ministre et artisan de la coopération franco-irakienne.

Le vice-président irakien, qui assume une fonction symbolique, effectue une tournée européenne qui doit le mener en RFA, aux Pays-Bas, en Belgique et en Suède. Ce voyage paraît s'inscrire dans le cadre d'un effort diplomatique destiné à contrer les accusations sur l'usage par l'armée irakienne de moyens chimiques contre les populations kurdes dans le nord du pays.

Sa visite sera suivie par celle à Bagdad de M. Jean Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, le 30 novembre prochain.

L'Irak, dont la dette à l'égard de la France est estimée à 22 milliards de FF (3,5 milliards de dollars), a déploré le désintérêt manifesté depuis plusieurs années par les entreprises françaises à l'égard des projets irakiens.

Premier fournisseur militaire occidental de l'Irak, la France est son 7ème partenaire commercial.

rn/tma
AFP 081659 NOV 88

L'Humanité
09.11.88

PROCES A ANKARA : OBSERVATEURS EN PRISON

Une délégation du groupe communiste à l'Assemblée européenne s'est rendue mardi à l'ambassade de Turquie, à Athènes, afin de protester contre l'incarcération, depuis vendredi dernier à Ankara, de quatre citoyens grecs. Les quatre détenus faisaient partie d'un groupe de vingt-quatre observateurs étrangers venus assister à un procès de sept cents Turcs accusés d'appartenir à l'organisation Dev Yol. C'est au moment où ils manifestaient leur solidarité avec les victimes des violations des droits de l'homme que vingt observateurs ont été expulsés de Turquie, et quatre autres arrêtés et jetés en prison. Ceux-ci sont maintenant accusés « d'activités antiturques » parce qu'ils auraient « délit gravissime aux yeux des dirigeants d'Ankara — en des contacts avec des Kurdes. Ils sont maintenant dans l'isolement le plus total. Dans une lettre signée notamment par René Piquet, un nom des élus communistes français, les députés européens exigent leur libération immédiate.

Y.H.

Le Monde
10.11.88

En visite officielle à Paris

Le vice-président irakien reconnaît que son pays a utilisé des armes chimiques au Kurdistan

Le vice-président irakien, M. Taha Mohieddine Maarouf, a reconnu, mardi 8 novembre, au cours d'un déjeuner de presse, que son gouvernement avait utilisé en mars dernier des armes chimiques à Halabja, au Kurdistan irakien. Plusieurs milliers de civils kurdes avaient perdu la vie au cours de cette opération.

M. Maarouf, qui est lui-même d'origine kurde, a justifié cette opération en affirmant qu'à l'époque, l'Irak faisait face à une guerre d'agression. « Tout Etat qui fait face à une agression, a-t-il dit, a le droit d'utiliser tous les moyens disponibles pour mettre fin à cette agression. Tout ce qui est arrivé, est de la faute des traîtres talabnistes (1) qui ont pillé les biens de tous les citoyens de Halabja et ont tout détruit avant de se retirer, a-t-il ajouté, affirmant que l'Irak était en train de préparer la reconstruction de cette localité.

Le vice-président irakien, dont les fonctions sont purement symboliques, a, en revanche, assuré solennellement que les Irakiens n'avaient pas eu recours à l'arme chimique depuis le cessez-le-feu instauré entre Bagdad et Téhéran en août. Il a

ajouté que tout ce qui avait été dit à ce sujet était le fait « des milieux sionistes et américains qui ont lancé une campagne anti-irakienne à propos des armes chimiques en vue de ternir la victoire de l'Irak et de donner une nouvelle impulsion à l'Iran ».

M. Maarouf, qui est en visite officielle en France depuis dimanche, a assuré que son pays s'abstiendrait à l'avenir de faire usage d'armes chimiques et laissé entendre que Bagdad participerait à la conférence internationale sur les armes chimiques à Paris, en janvier prochain, en tant que signataire de la convention de Genève, interdisant l'utilisation des armes chimiques. Il a indiqué à ce propos que le gouvernement français a fait savoir à Bagdad qu'aucun observateur ne participera à cette conférence qui serait « réservée aux seuls Etats ». Les mouvements indépendantistes kurdes avaient demandé à assister à cette conférence en tant qu'observateurs.

J. G.

(1) Partisan de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, (UPK).

AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP AFP

11.11.88

GLGL

FRA0289 4 I 0222 SUE /AFP-FM30

Suède-Irak

Un réfugié kurde exige le départ de Stockholm du vice-président irakien et menacé de se brûler vif

STOCKHOLM, 11 nov (AFP) - Un réfugié kurde a menacé vendredi en début d'après-midi de se brûler vif à bord de sa voiture devant l'entrée du ministère suédois des Affaires étrangères à Stockholm où se trouvait le vice-président irakien Taha Maroof, exigeant que l'hôte irakien "quitte immédiatement la Suède".

Le réfugié, âgé de 31 ans et père de deux enfants, est président de la section suédoise pour les droits de l'homme en Irak, a précisé la police de Stockholm qui s'est rendue sur les lieux.

M. Falah Mustafa, le frère du réfugié, était également présent devant le ministère, situé au coeur de la ville. "Nous soutenons pleinement son action et si mon frère en vient à passer à l'acte cela sera une grande honte pour la Suède", a-t-il déclaré aux journalistes présents.

La police et les pompiers étaient présents à quelque distance de la voiture que le réfugié kurde a inondé d'essence.

L'ensemble du ministère, non loin duquel une quarantaine de Kurdes avaient manifesté pacifiquement dans la matinée, a entièrement été évacué.

M. Taha Maroof rencontrait vendredi, au deuxième jour de sa visite officielle en Suède, le chef de la diplomatie suédoise, M. Sten Andersson.

gl/rbs/nl

AFP 111451 NOV 88

GLGL

13.11.88

FRA0109 4 I 0277 IRA /AFP-NP83

Iran-Kurdes

Des réfugiés kurdes irakiens refoulés par Ankara "errent" dans les montagnes au nord-ouest de l'Iran, selon IRNA

NICOSIE, 13 nov (AFP) - Quelque 150 réfugiés kurdes irakiens, refoulés par Ankara, "errent" près des sommets enneigés des monts Selvana, sur la frontière irano-turque, au nord-ouest de l'Iran, a rapporté dimanche l'agence iranienne IRNA, reçue à Nicosie.

IRNA indique que cette information lui a été communiquée par un "responsable local informé" dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, frontalière de la Turquie.

Critiquant implicitement la Turquie, ce responsable a déploré l'absence de coordination entre Ankara et Téhéran au sujet des réfugiés kurdes et a estimé, selon IRNA, que "le refoulement de réfugiés d'un pays tiers constitue une violation des accords internationaux" en la matière.

L'Iran affirme avoir déjà recueilli plus de 36.000 réfugiés kurdes irakiens qui avaient fui l'offensive lancée par Bagdad contre les rebelles kurdes du nord de l'Irak, en août dernier. L'armée irakienne avait été accusée, notamment par le Sénat américain, d'avoir utilisé des armes chimiques lors de cette attaque.

Plusieurs dizaines de milliers de ces Kurdes avaient d'abord trouvé refuge en Turquie, mais, selon Téhéran, une partie d'entre eux a été refoulée de ce pays par la suite et a dû se réfugier en Iran.

L'organisation internationale des droits de l'homme Amnesty International a confirmé le mois dernier ces affirmations, indiquant qu'un grand nombre de Kurdes irakiens ont fait l'objet de pressions des autorités turques pour retourner en Irak ou s'installer dans un pays tiers, notamment en Iran.

ELF/KAR/csa

AFP 131018 NOV 88

Six heures pour mieux connaître les Kurdes

La communauté kurde de Limoges entend faire connaître le Kurdistan sous un autre jour aux Limougeaudois. Pour ce faire, elle organise, sous l'égide du MRAP, de l'Institut Kurde de Paris et du groupe Iranien de Limoges, six heures d'information du public à la Maison du Peuple, de Limoges, vendredi prochain à 17 heures.

« Face aux événements d'Halabja, précise M. Cakmak Mehmet, un réfugié politique arrivé à Limoges en avril 1983, qui rapport à l'éclatement de notre peuple entre plusieurs Etats, cette journée permettra de faire le point sur la situation actuelle des vingt millions de Kurdes ».

Exposition, documentaires et débats sur les droits de l'homme viendront se compléter pour cerner, on ne peut mieux, la vie de ce peuple à la culture millénaire. Une population semi-nomade qui,

ont coûté la vie à plusieurs de Kurdes ainsi que par avant l'effondrement de l'empire Ottoman en 1918, évoluait à travers les terrains montagneux, de la Méditerranée au golfe Persique.

« Confrontés aux mauvaises conditions de détention de plusieurs milliers de Kurdes emprisonnés dans différents Etats, ajoute M. Cakmak Mehmet, nous tenons par ces six heures consacrées aux Kurdes, à ce que le grand public en soit informé ».

Pour l'heure, le MRAP invite les mélomanes à venir au concert de musique indienne du vendredi 25 novembre, à 20 h 45, à l'auditorium du conservatoire avec la participation de Patrick Moutal, docteur à l'université de Benares, et les cinéphiles à venir assister à la projection de trois films sur le thème des droits de l'homme, qui se déroulera dans la salle de la FOL, cours Gay-Lussac.

Basel Zeitung

15.11.88

«Positive Erfahrungen gemacht»

Wie fühlen sich die Kurden? Was bewegt sie? Auf diese und andere Fragen gaben kurdisch Frauen und Männer, die hier leben, im Kirchgemeindehaus Oekolampad Antwort. Die BaZ sprach mit einem der anwesenden Kurden.

Seit 14 Jahren leben Sie nun schon in Basel. Was heisst es, als Kurde hier zu leben?

Ich musste als 18jähriger meine Eltern und Verwandten, meine Heimat verlassen, weil ich dort keine Arbeit gefunden habe. In Basel konnte ich 1974 eine Stelle im Gastgewerbe antreten, wo ich immer noch tätig bin. Bis jetzt habe ich persönlich mit den Schweizern, die ich kenne und mit denen ich auch Kontakt pflege, positive Erfahrungen gemacht. Ich lebe hier also gut. Nur: Danke ich an meine Heimat und sehe ich die Schwierigkeiten meiner Landsleute hier in der Schweiz... dann fühle ich mich nicht mehr wohl.

Welche Schwierigkeiten?

Die beziehen sich vor allem auf die Wohnungs- und Arbeitssuche. Sagt man, dass man Türke oder Kurde ist, dann wird das Telefon gleich eingehängt. Und seit rund zwei Jahren, seit die Zahl der Asylbewerber zugenommen hat, steigert sich auch die Fremdenfeindlichkeit. So würde etwa vor einem Monat eine Scheibe unseres Treffpunkts, des Kurdischen Kulturvereins, mit einem Stein, auf dem ein Hakenkreuz gemalt war, zertrümmert.

Einige Kurden, die dort täglich ihren Tee getrunken, die Zeitung gelesen und sich mit Freunden getroffen haben, kommen nun nicht mehr, da sie Angst haben.

Bleiben wir bei der Angst. Sie wollen nicht, dass in diesem Interview Ihr Name genannt wird. Warum?

Ich würde sofort Schwierigkeiten mit dem türkischen Konsulat bekommen. Es könnte mir wegen «staatsfeindlichen Äusserungen» den Pass konfiszieren, was vielen meiner Freunde schon passiert ist. Der wahre Grund hierfür ist aber: wir sind Kurden und wollen hier unsere Kultur leben...

... was Ihnen in der Türkei verboten ist.

Ja. Trotz allen Demokratiebetreibungen des türkischen Staates werden Kurden nach wie vor grundlos verhaftet - in meinem Heimatgebiet über 200 Menschen -, ins Gefängnis geworfen und gefoltert, wird die kurdische Kultur systematisch unterdrückt. Deshalb ist es für uns hier so wichtig, dass wir unsere Sprache sprechen, unsere Musik hören und uns mit unserer Geschichte befassen können. Um das aber voll ausschöpfen zu können, fehlt es uns

noch an Sprachkursen, an Räumlichkeiten und an den finanziellen Mitteln.

Was wünschen Sie sich von der schweizerischen Bevölkerung?

Ein bisschen mehr Toleranz, mehr Offenheit und Verständnis. Die Schweizer sollten sich vielleicht einmal in unsere Lage versetzen, sich vorstellen, sie seien Kurden. Und vielleicht könnten sie auch einmal ihre Ängste überwinden und uns im Vereinslokal besuchen.

Und was erwarten Sie von unseren Behörden und Politikern?

Die meisten von uns sind politische Flüchtlinge und wollen als solche anerkannt werden. Wir wollen nicht mehr abgeschoben werden, selbst dann, wenn wir beweisen können, dass wir jahrelang im Gefängnis waren und gefoltert wurden. Wir sind keine Terroristen. Die Politiker können auch vermehrt Druck auf die Türkei ausüben, um dort die Menschenrechte durchzusetzen. Dann müssten auch weniger Menschen aus der Türkei fliehen. Letztendlich müssen die Kurden aber einen eigenen Staat bekommen, will man nicht ein zweites Palästina-Problem schaffen.

Interview: Remê Gesû

Le courrier des lecteurs

Ouest France

16.11.88

Le sort des Kurdes : mobiliser l'opinion

M. Allegret et Robert de Rennes et Boulogne :

« L'Irak extermine sa minorité kurde à coups de bombes chimiques. La guerre chimique c'est la guerre totale, imparable et « propre ». Elle ne trie pas : ni les enfants, ni les vieux n'en réchappent. Elle ne pardonne pas : rares sont les survivants à pouvoir témoigner. Elle ne tache pas, contrairement aux zones irradiées ; les villages dont la population a été exterminée pourront être réhabilités rapidement.

« La conspiration du silence a déjà fait ses preuves : de 1933 à 1939 on s'est tu, en toute connaissance du nazisme, pour éviter la guerre. Chacun connaît le résultat. Depuis des années on se tait à propos des Indiens du Brésil, comme on s'est tu bien avant au sujet des Arméniens...

« L'Irak a combattu l'Iran avec des armes françaises.

Il n'est pas impossible que les gaz utilisés soient de fabrication française. Il serait intolérable de continuer à se taire face à une « technique » de guerre qui ne peut se comparer qu'à Auschwitz et à Hiroshima. Se taire signifie laisser se banaliser l'honneur, et la France plus que tout autre aujourd'hui serait responsable en permettant, au mépris des accords internationaux, l'entrée discrète, à côté des arsenaux de la guerre conventionnelle, de la pire forme d'extermination massive des populations civiles. Hier les Juifs et les Arméniens, aujourd'hui les Kurdes. Qui demain ?

« L'Irak résiste aux sanctions imposées par le Sénat américain. Mais le gouvernement irakien pourrait-il maintenir sa position devant des sanctions unanimes et appliquées par tous les gouvernements qui traitent avec lui ?

GLGL
FRA0331 4 I 0196 EXT /AFP-SI37
CEE-Kurdes

A.F.P. 17.11.88

Le Parlement européen condamne l'utilisation des armes chimiques contre les Kurdes d'Irak

STRASBOURG (CEE), 17 nov (AFP) - Le Parlement européen a réitéré jeudi à Strasbourg, sa condamnation de l'utilisation des armes chimiques par l'Irak contre des civils et des combattants kurdes.

Dans une résolution adoptée par 158 voix pour et 5 contre, les députés européens se sont déclarés "gravement consternés par les preuves démontrant que le gouvernement irakien essaie d'exterminer la population kurde d'Irak"

Le Parlement européen a invité ses douze Etats membres de la CEE à soutenir la récente proposition du président américain Reagan en vue d'organiser une conférence des signataires du Protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction des armes chimiques et à fournir des aides en abris et vêtements d'hiver aux réfugiés kurdes.

Les parlementaires ont également demandé l'envoi d'un groupe international d'experts médicaux pour enquêter sur la nature des blessures dont souffrent les Kurdes.

L'assemblée de la CEE avait déjà condamné l'usage d'armes chimiques par l'Irak lors de ses sessions de septembre et d'avril 1988.

sc/nl
AFP 171344 NOV 88

Voix du Nord
21.11.88

ARTS ET CULTURE

CONFERENCES

"Connaissance du Monde" chez les Kurdes

Dans le cadre des conférences "Connaissance du Monde", deux films seront présentés les 21 et 22 novembre au collège Verlaine. Les projections de lundi à 9 h (aventures en Antarctique) et de mardi à 13 h 45 (les Kurdes et le Kurdistan) seront réservées aux scolaires. Celle de mardi à 18 h sera ouverte au public.

On y découvrira un peuple sans état. Le Kurdistan est en effet un pays sans frontières. Territoire situé au cœur de l'Aïse mineure, peuple en majorité de Kurdes, il est partagé entre plusieurs nations. En

forme de croissant s'étendant sur 530.000 km², il part de l'est de la Turquie, entame légèrement le nord de la Syrie, recouvre les régions septentrionales de l'Irak, pénètre en Iran...

Ce n'est que depuis la Seconde Guerre mondiale que l'opinion internationale a pris conscience du problème kurde, problème particulièrement complexe puisqu'il a trait à la fois aux droits d'une minorité implantée dans plusieurs pays différents et à ceux d'un peuple qui aspire à accéder au statut de nation.

Manifestation kurde à Paris

TORTURE EN TURQUIE

L'Humanité
21.11.88

UNE manifestation de Kurdes vivant en France a eu lieu samedi en fin de matinée à Paris, du Trocadéro à l'ambassade de Turquie. Plusieurs centaines de manifestants ont protesté contre la répression, la torture et la violence, prenant la forme d'un véritable génocide à certains endroits de l'Etat turc, dont sont victimes les prévenus et les détenus dans les prisons de Turquie et du Kurdistan.

La manifestation avait été organisée à l'approche d'une visite de deux jours que doit effectuer en France le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, les 28 et 29 novembre.

Par ailleurs, un immigré de nationalité turque, connu comme un militant de la cause kurde, a été tué par balles dans la nuit de vendredi à samedi à son domicile d'Eschau, dans la grande banlieue de Strasbourg.

Les enquêteurs du SRPJ et le parquet, très discrets sur cette affaire, n'excluent pas qu'Ilyas Baylan, âgé environ de quarante-cinq ans, employé à la SNCF, ait été abattu pour un motif politique.

Berner Zeitung
21.11.88

KURDISTAN

«Menschenrechte werden verletzt»

«Nach wie vor sterben in der Türkei Menschen an der Folter.» Dies erklärten Vertreter von Menschenrechtsorganisationen an einer von Amnesty International durchgeführten Veranstaltung.

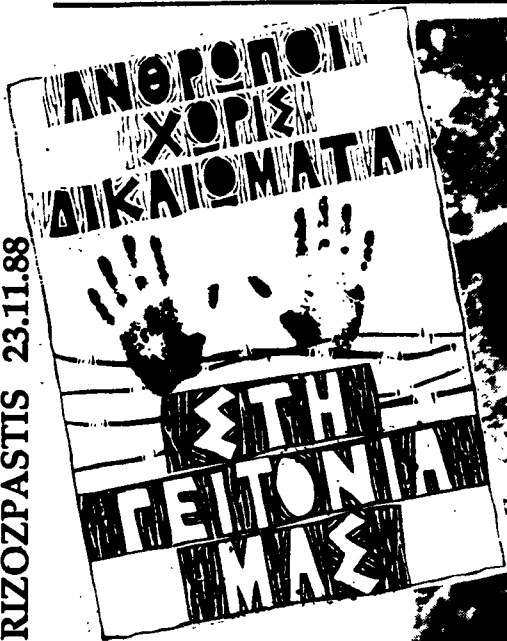
Nevzat Helvacı, Präsident des türkischen Menschenrechtsvereins, und Sewqi, der Vizedirektor des Kurdeninstituts in Paris, gaben an einer von Amnesty International (AI) im Seminar Muristalden durchgeführten Veranstaltung Auskunft über die spezielle Menschenrechtssituation in der Türkei. Nevzat Helvacı erklärte Arbeit und Funktion des türkischen Menschenrechtsvereins, der 1986 gegründet worden ist. Er musste seine Aussagen als persönliche Meinung deklarieren, weil er keine offizielle Redeerlaubnis besass.

Helvacı betonte die Wichtigkeit der Konventionen gegen die Folter von UNO und Europarat. Die UNO-Konvention verbiete Folter auch in Ausnahmezuständen. Nach wie vor stürben aber in der Türkei Menschen unter der Folter. Der Innen-

minister habe dies sogar für 102 Fälle zugegeben. Von der Konvention des Europarats erhofft sich Helvacı Kontrollmechanismen und gesetzliche Massnahmen der Regierung gegen die Folterer und zur Sicherstellung des Rechts auf Verteidigung vor Gericht.

Am Beispiel der Verteidigung vor Gericht zeigte der Vizedirektor des Kurdeninstituts in Paris, Sewqi, «die totale Negation des kurdischen Volkes». Wer einen Kurden in der Türkei vor Gericht verteidigen wolle, werde bestraft. Obwohl in der Türkei seit 1983 eine Zivilregierung an der Macht sei, seien acht kurdische Provinzen immer noch vom Militär besetzt. «Die einzige Konstante der türkischen Politik ist die Unterdrückung des kurdischen Volkes», betonte Sewqi. Dies zeige sich schon in der kulturellen und ökonomischen Unterentwicklung Kurdistans. Sewqi erklärte, die Kurden, die heute in der Schweiz Zuflucht suchten, seien Opfer dieser Politik der türkischen Regierung. Seit ungefähr zehn Jahren habe auch die türkische Oppositionsbewegung begonnen, die Kurden zur Kenntnis zu nehmen. kbb

RIZOSPASTIS 23.11.88



ΙΡΑΚΙΝΟ ΚΟΥΡΔΙΣΤΑΝ

Εφιαλτικές εικόνες μετά το χημικό βομβαρδισμό της κωμόπολης Χαλά μπεζα από το καθεστώς του Σαντάμ Χουσεϊν, τον περασμένο Μάρτη

Η μυρωδιά του θανάτου

Σημαδιακό — και, μάλλον όχι τυχαίο: στις 7 το πρωί της 25 Αυγούστου, τη μέρα, δηλαδή, που άρχιζαν στη Γενεύη οι ειρηνευτικές συνομιλίες Ιράν - Ιράκ, ο ουρανός τουλάχιστον 15 ιρακινών χωριών στις επαρχίες Αρμπίλ και Ντουχόκ μαύρισε από τα αεροσκάφη του καθεστώτος του Σαντάμ Χουσεϊν. Λίγα λεπτά αργότερα, τεράστιες περιοχές στις δυο επαρχίες μύριζαν θάνατο. Ήταν η μυρωδιά των χημικών δηλητηρίων με τα οποία το ιρακινό Κουρδιστάν βομβαρδίζεται εδώ κι ενάμιση χρόνο, από ξηρά και αέρα.

Ο Σιντίκ Σακίρ, από το χωριό Μέσι, ένα από τα 15 που βομβαρδίστηκαν στις 25 Αυγούστου, θυμάται: «Ήταν σαν μια ομίχλη να πότιζε τα μάτια μας, το σώμα μας. Όλη η ατμόσφαιρα γέμισε μια έντονη και καυστική μυρωδιά σάπιου κρεμμυδιού. Ενωθες ένα έντονο κόψιμο στα μάτια, στο δέρμα, στα πνευμόνια. Οι περισσότεροι έπεσαν κάτω λιπόθυμοι. Όσοι άντεξαν, έτρεξαν μακριά — ήταν οι μόνοι που σώθηκαν. Το χωριό είχε 900 κατοίκους. Οι περισσότεροι πέθαναν... Η επιδρομή της 25 Αυγούστου δεν ήταν η πρώτη, ούτε, δυστυχώς, η τελευταία. Ήταν μια από τις πολυάριθμες ανάλογες επιθέσεις που άρχισαν το 1986 και συνεχίζονται ως τώρα.

Το ότι το Ιράκ είχε προσφύγει επανειλημμένα στη χρήση χημικών όπλων στον πόλεμο με το Ιράν, είναι γνωστό. Άλλωστε, υπάρχουν και ψηφίσματα του ΟΗΕ, που καταδικάζουν γι' αυτό το καθεστώς του Σαντάμ Χουσεϊν. Ωστόσο, η χρήση τέτοιων όπλων από ένα καθεστώς ενάντια σε ένα μέρος του πληθυσμού της ίδιας του της χώρας, είναι έγκλημα πρωτόκουστο στην ιστορία. Η ιρακινή κυβέρνηση εξακολουθεί, ακόμα και σήμερα, να αρνείται ότι χρησιμοποιεί χημικά όπλα, παρά τα αδιάψευστα φωτογραφικά ντοκουμέντα. Παρά τη ζωντανή μαρτυρία όσων επέζησαν από χημικούς

ΙΡΑΚ

βομβαρδισμούς. Παρά το γεγονός ότι μετά τις επιθέσεις του περασμένου Αυγούστου και Σεπτεμβρη, σε τουρκικά χωριά που συνορεύουν με το ιρακινό Κουρδιστάν, παρατηρήθηκαν δερματικά και νευρολογικά προβλήματα — χρησιμοποιούνται και νευροπαραλυτικά αέρια — στους κατοίκους, ενώ καταστράφηκαν και μελίσιμα και μαράθηκαν δέντρα και φυτά. Ωστόσο, παραδέχεται ότι τα στρατεύματά της εξαπέλυσαν επιθέσεις κατά των Κούρδων. Αν και υποστηρίζει ότι στόχος ήταν μόνο οι ανταρτικές δυνάμεις που «συνεργάστηκαν» με το Ιράν κατά τον 8χρονο πόλεμο του Κόλπου.

Αναζητώντας την αλήθεια, καταφύγαμε σε διάφορες πηγές και μαρτυρίες. Και διαπιστώσαμε ότι, για να κατανοήσει κανείς το πρόβλημα σ' όλη του την έκταση, πρέπει να δει γενικότερα την πολιτική κατάσταση που επικρατεί στο Ιράκ, και ιδιαίτερα, το Κουρδιστάν.



ΣΥΖΗΤΗΣΗ Μ' ΕΝΑΝ ΙΡΑΚΙΝΟ ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΗ

Σκοτώνουν τους Κούρδους γιατί φοβούνται το κίνημά τους

Είναι Ιρακινός. Και είναι κομμουνιστής. Γι' αυτό και παράνομος στη χώρα του, αλλά ουσιαστικά και στη δική μας, όπου βρίσκεται σαν πολιτικός πρόσφυγας. Έτσι, δεν μπορεί να μας πει το όνομά του. Η δημοσιογραφική δυσκολία της συνομιλίας με έναν «ανώνυμο», όμως, χάνεται μέσα στο ενδιαφέρον που προκαλούν τα λόγια του.

Αρχίζει να μιλάει για τον κουρδικό λαό που βρίσκεται χωρίς πατρίδα, κατατεμαχισμένος βασικά σε τρεις χώρες — το Ιράκ, το Ιράν και την Τουρκία. Δύο μικρότερα κομμάτια του είναι ακόμα στη Συρία και στη Σοβιετική Ένωση.

«Στο Ιράκ οι Κούρδοι είναι, σύμφωνα με τα επίσημα στοιχεία, το ένα πέμπτο όλου του πληθυσμού. Στην πραγματικότητα, όμως, πρέπει να είναι πολύ περισσότεροι. Γιατί όσοι φεύγουν από το Κουρδιστάν για να γλιτώσουν από τις συνεχείς επιθέσεις και εγκαθίστανται στο Νότο, χάνουν πρακτικά την εθνική και πολιτιστική τους ταυτότητα και υπολογίζονται επίσημα σαν μέρος του αραβικού πληθυσμού».

— Γιατί το καθεστώς χτυπάει τους Κούρδους;

«Το ιρακινό Κουρδιστάν ελέγχεται σχεδόν αποκλειστικά από τις πατριωτικές δυνάμεις του κουρδικού λαού. Το αντάρτικο κίνημα είναι πο-

λύ ισχυρό. Αποτελεί, ουσιαστικά, τη μόνη δύναμη εξουσίας σε ολόκληρες περιοχές, ελέγχει τους ραδιοσταθμούς και γενικά τα μέσα ενημέρωσης. Αυτό το αντάρτικο κίνημα, που υποστηρίζεται από ολόκληρο τον κουρδικό πληθυσμό, αλλά και μερίδα του αραβικού, είναι ο στόχος των επιθέσεων. Το καθεστώς φοβάται πως η εξέγερση των Κούρδων θα μπορούσε να μολιάσει ολόκληρο τον ιρακινό λαό να επεκταθεί και προς Νότο. Γιατί μπορεί οι Αραβες να μην υφίστανται εθνική καταπίεση σαν τους Κούρδους, ζουν όμως κι αυτοί κάτω από συνθήκες πρωτοφανούς κρατικής τρομοκρατίας και βαρβαρότητας. Και απ' αυτή την άποψη, το χτύπημα του κουρδικού κινήματος είναι χτύπημα όλων των δημοκρατικών δυνάμεων του Ιράκ».

«Προδότες»;

— Η κυβέρνηση του Σαντάμ Χουσεΐν υποστηρίζει ότι οι τελευταίες επιθέσεις είχαν στόχο μόνο τους «προδότες» που συνεργάστηκαν με το Ιράν στη διάρκεια του πολέμου...

«Ας μιλήσουμε λίγο πιο συγκεκριμένα για το αντάρτικο, στο οποίο θα πρέπει να σημειωθεί ότι συμμετέχει το ΚΚ Ιράκ. Οι κύριες δυνάμεις που το αποτελούσαν παλιότερα ήταν

εκτός του ΚΚΙ, το Πατριωτικό Δημοκρατικό Μέτωπο — στο οποίο συμμετείχαν 4 κουρδικά κόμματα και 3 που δρουν σε ολόκληρη την ιρακινή επικράτεια — και η Πατριωτική Ένωση Κουρδιστάν. Η τελευταία, είχε παλιότερα σοβαρές διαφωνίες με το ΠΔΜ και το ΚΚΙ. Τον περασμένο Μάη, όμως, ύστερα από πολλές προσπάθειες, ιδρύθηκε το Μέτωπο του Ιρακινού Κουρδιστάν, που συνένωσε στις γραμμές του τις περισσότερες αντάρτικες δυνάμεις.

Θα πρέπει εδώ παρενθετικά, να πω ότι οι Ιρακινοί κομμουνιστές έδωσαν πραγματική μάχη, όχι μόνο για να ξεπεραστούν οι διαφορές και να υπάρξει ενότητα, αλλά και για να εξασφαλιστεί ο σωστός πολιτικός προσανατολισμός του Μετώπου. Στις μάχες αυτές είχαμε 60 νεκρούς συντρόφους. Τελικά, όμως, το Μέτωπο ιδρύθηκε και στο καταστατικό του πέρασαν τα δύο επίμαχα σημεία, για τα οποία οι σύντροφοί μας έδωσαν τη ζωή τους: Το πρώτο αφορά το στόχο της πάλης, που όπως τονίζεται, είναι η αυτονομία του Κουρδιστάν με απώτερη προοπτική την αυτοδιάθεση. Και το δεύτερο είναι το σημείο που αναφέρει ότι η Σοβιετική Ένωση αποτελεί σταθερό σύμμαχο του κουρδικού λαού στον αγώνα για τα δικαιώματά του».

— Δεν μου απάντησες, όμως,

ΑΥΡΙΟ

Οι Κούρδοι στην Τουρκία και το Ιράν — παντού υπό διωγμό.

Εκστρατείες αιώνων για τη φυσική εξόντωση ή την αναγκαστική αφομοίωση των Κούρδων.

Στο Ιράν διώκονται γιατί είναι ... «αντίθετοι με την έννοια του ισλαμικού έθνους».

Στην Τουρκία θεωρείται ότι «Κούρδοι δεν υπάρχουν».



στο ερώτημα:

«Ναι για το ζήτημα της "προδοσίας". Είναι γεγονός ότι τόσο το Δημοκρατικό Μέτωπο όσο και η Πατριωτική Ένωση, είχαν μια μορφή συνεργασίας με το Ιράν (σ.σ. μέρος του Ιρακινού Κουρδιστάν περνούσε κατά καιρούς, στη διάρκεια του χρονου πολέμου, κάτω από ιρανικό έλεγχο). Η συνεργασία αυτή στόχευε στην ενίσχυση του αγώνα ενάντια στο καθεστώς της Βαγδάτης και σε καμία περίπτωση δεν είχε την έννοια της συμφωνίας με το καθεστώς της Τεχεράνης. Ούτε, φυσικά, είναι αλήθεια ότι οι Κούρδοι αντάρτες ήταν η εμπροσθοφυλακή του ιρακινού στρατού, όπως ισχυρίζεται η κυβέρνηση του Σαντάμ Χουσεϊν».

Αυτονομία με ...διορισμένη Βουλή!

— Μήπως, όμως, η τελευταία πιστεύει πραγματικά το αντίθετο; Μήπως είναι ειλικρινής όταν λέει ότι θέλει να τιμωρήσει μόνο τους «προδότες»; Για παράδειγμα, πριν τον πόλεμο με το Ιράν χτυπούσε με τον ίδιο τρόπο το Κουρδιστάν;

«Πριν τον πόλεμο τα πράγματα ήταν διαφορετικά. Οι συνθήκες ζωής των Κούρδων ήταν καλύτερες. Και το αντάρτικο, μολονότι υπήρχε και τότε, δεν ήταν τόσο ανεπτυγμένο. Σ' ένα βαθμό είχε περάσει ο αποπροσανατολισμός της ψευτοαυτονομίας, που είχε δώσει το καθεστώς με τη δημιουργία τοπικής Βουλής — η οποία δεν έχει καμία ουσιαστική αρμοδιότητα και ούτε εκλεγμένα μέλη, αλλά διορισμένα από την κυβέρνηση της Βαγδάτης! — και άλλα ανάλογα μέτρα.

Αλλωστε, απόδειξη της ανελικρινείας των ισχυρισμών του καθεστώτος, είναι και οι μέθοδοι που χρησιμοποιεί στην επίθεσή του ενάντια στους Κούρδους. Επίθεση που αποτελεί εκστρατεία διάλυσης και εξόντωσης ολόκληρου του κουρδικού

πληθυσμού και όχι μόνο των ανταρτών. Ετσι, βομβαρδίζει και ισοπεδώνει χωριά, σκοτώνοντας μαζικά τους κατοίκους και αγκάζοντας όσους γλιτώνουν να εγκαταλείπουν τις περιοχές τους και να καταφεύγουν στις γειτονικές χώρες (Τουρκία, Ιράν) ή στο Νότιο Ιράκ.

Αυτό το στόχο, το μαζικό αφανισμό, εξυπηρετεί και η χρήση χημικών όπλων. Πιο χαρακτηριστική και αποκαλυπτική είναι η περίπτωση της επίθεσης στην κοινότητα Χαλάμπζα, τον περασμένο Μάρτη. Η Χαλάμπζα βομβαρδίστηκε πριν δυο μέρες (16 και 17 Μάρτη) με χημικά όπλα. Ο απολογισμός ήταν τρομακτικός: 5.000 νεκροί και 4.000 τραυματίες...».

Το παιχνίδι της Τουρκίας

— Ας κάνουμε μια παρένθεση εδώ, που νομίζω έχει ενδιαφέρον. Πώς ερμηνεύεις τη στάση της Τουρκίας να ανοίξει τα σύνορά της προσφέροντας καταφύγιο στους Κούρδους, που έφυγαν μαζικά για να σωθούν από τους χημικούς βομβαρδισμούς;

«Είναι γνωστό ότι η Τουρκία και το Ιράκ υπογράψανε το 1982 αμυντική συμφωνία, που δίνει το δικαίωμα στα στρατεύματα κάθε χώρας να εισβάλουν, σε μεγάλο βάθος, μέσα στο έδαφος της άλλης καταδιώκοντας τους Κούρδους. Η Αγκυρά αξιοποίησε αυτή τη συμφωνία τρεις φορές, το 1983, το '85 και το '86, εισβάλλοντας στο Ιράκ μετά από συνεννόηση με τη Βαγδάτη. Όπως το Ιράκ, έτσι και η Τουρκία και το Ιράν θέλουν να καταστήσουν το κίνημα των Κούρδων.

Τώρα, γιατί άνοιξε ο Οζάλ τα σύνορα; Κατά την προσωπική μου γνώμη, ήταν ένας ελιγμός για να εμφανιστεί το καθεστώς της Αγκυρας, δήθεν σαν προστάτης των Κούρδων. Δεν πρέπει να ξεχνάμε ότι η Τουρκία είναι μέλος του ΝΑΤΟ και το έδαφός της είναι γεμάτο αμερικανικές βάσεις. Στρατηγικά, επιδιώκει να παί-

ξει έναν ιδιαίτερο ρόλο στην περιοχή και ειδικά απέναντι στο Ιράκ κρατάει ηγεμονική στάση. Ταυτόχρονα, δεν κρύβει το ενδιαφέρον της για τις πετρελαιοπηγές του Βόρειου Ιράκ και, κύρια, της Μοσούλης και του Κιρκούκ, τις οποίες έχει διακηρύξει ανοιχτά ότι θα καταλάβει αν ανατραπεί το καθεστώς του Σαντάμ Χουσεϊν. Υπάρχει, μάλιστα, διάταγμα που επιτρέπει την πραγματοποίηση μιας τέτοιας επιχείρησης, χωρίς προηγούμενη έγκριση της Βουλής».

Διαφωνία σημαίνει θάνατος

— Ας ξαναγυρίσουμε στο θέμα μας. Μίλησες προηγουμένα για πολιτική καταπίεση σ' ολόκληρο το Ιράκ και όχι μόνο στο Κουρδιστάν. Τι εννοούσες;

«Η κατάσταση είναι πραγματικά αφόρητη. Το καθεστώς έχει δημιουργήσει ένα πλέγμα νόμων και χρησιμοποιεί τέτοιες μεθόδους καταστολής, που δεν συναντώνται σε καμία άλλη χώρα του κόσμου. Αντίθετη γνώμη πρακτικά σημαίνει θάνατο — για παράδειγμα, αυτή την τιμωρία προβλέπει το Σύνταγμα για κάποιον που θα αποχωρήσει από το κυβερνητικό κόμμα Μπάαθ και θα προχωρήσει σε άλλη πολιτική δύναμη!

Στο Ιράκ, αν συλληφθεί κάποιος κομμουνιστής, δεν θα εκτελεστεί μόνο αυτός. Θα εξοντωθεί και ολόκληρη η οικογένειά του.

Ακόμα και στις ...εκλογές, για να κατέβει κανείς σαν υποψήφιος βουλευτής θα πρέπει πρώτα να κάνει ρητή δήλωση υποταγής στο καθεστώς και προσωπικά στον Σαντάμ Χουσεϊν...».

Ελευθερία ΟΙΚΟΝΟΜΟΥ

Regard sur les Kurdes... au Collège Verlaine

Plusieurs animations socio-culturelles viennent de se dérouler au Collège Verlaine.

Lundi matin, les élèves de 6^e ont ainsi suivi le film : « Aventures en Antarctique », proposé par MM. Michel Chopard et Bruno Maroux. Cette projection dans le cadre de « Connaissance du Monde » et ces superbes images sur un univers froid, mais grandiose, étaient à nouveau visibles hier soir au Théâtre de Poche.

Mardi, ce sont les élèves de 3^e qui ont découvert le peuple Kurde, à travers un film, mais aussi en rencontrant deux Kurdes qui vivent actuellement à Paris.

Ce n'est que depuis la seconde guerre mondiale que l'opinion internationale a pris

conscience du problème kurde, problème particulièrement complexe puisqu'il a trait à la fois aux droits d'une minorité implantée dans cinq pays différents, et à ceux d'un peuple qui aspire à accéder au statut de nation, voire à celui d'État indépendant.

Depuis le Traité de Lausanne, en 1923, la Turquie conserve la plus grande partie du Kurdistan. Cependant les libertés culturelles, religieuses et politiques de ce peuple, comme d'ailleurs d'autres minorités ne sont pas respectées, pour ne pas dire bafouées.

A travers le folklore, la musique, la culture des Kurdes, il s'agissait de débattre avec les collégiens des difficultés des Kurdes à pouvoir vivre comme ils l'entendent...

KURDES. Plus de 2.000 prisonniers, membres d'organisations turcs et kurdes « anti-fascistes », poursuivent en Turquie, depuis 32 jours, une grève de la faim « Jusqu'à la mort », a indiqué hier, un représentant en Grèce du Front de libération nationale du Kurdistan.

La grève a commencé le 18 octobre à Bursa à l'initiative de 180 membres du P.K.K. pour la reconnaissance du caractère politique de la détention des prisonniers.

Idee e protagonisti

Una minoranza « schiacciata »

I Curdi, popolo ancora negato

La Nuova 24.11.88

Il Kurdistan, terra dei curdi, si estende su un territorio vasto 500000 km², quasi due volte l'Italia, si trova oggi suddiviso tra la Turchia, l'Iran, l'Irak e la Siria a causa di una decisione presa dalle grandi potenze vincitrici (Francia e Gran Bretagna) alla fine della prima guerra mondiale. I curdi sono più di 20 milioni, vittime ancor oggi della più barbara delle oppressioni, che arriva fino all'assurdo di proibire l'uso stesso della lingua, ogni pubblicazione e manifestazione artistica in lingua curda.

Essi sono gli eredi di una delle più antiche culture dell'umanità, che risale all'impero dei medi e che ha dato lungo i secoli numerosi scrittori, filosofi, grandi musicisti e poeti. Alla fine della prima guerra mondiale, i curdi, come tutti gli altri popoli dell'ex impero ottomano, sconfitto dagli alleati, avrebbero potuto ottenere una riparazione storica ed essere ammessi nell'ambito delle nazioni come stato indipendente.

La creazione di un Kurdistan fu effettivamente proposta in occasione del Trattato di Versailles, nel 1919 e successivamente confermata dal Trattato di Sévres nel 1920. Ma do-

po breve tempo questo progetto venne archiviato dalle grandi potenze colonialiste, maggiormente preoccupate di mantenere il Medio Oriente nella loro zona di influenza e di dividersi i mandati o i protettorati piuttosto che rispondere alle legittime aspirazioni di una comunità che possedeva comunque tutte le caratteristiche di una nazione autentica e particolarmente l'unità linguistica e religiosa.

Negli anni '20 le potenze occidentali, preoccupate di circoscrivere la rivoluzione comunista alla sola Unione Sovietica, favoriscono in tutto il Medio Oriente l'avvento di regimi prooccidentali fortemente militarizzati. Dentro questo contesto il bel ideale del presidente americano Wilson, promotore in occasione del Trattato di Versailles del diritto all'autodeterminazione dei popoli, è rimandato alle calende greche.

I francesi e gli inglesi una volta fatti emergere sulla mappa del Medio Oriente diversi protettorati e piccoli stati arabi — Siria, Libano, Transgiordania, Palestina e Iraq — dimenticano le promesse fatte ai curdi e respingono l'idea di un grande Kurdistan, sostenendo in Turchia la dittatura ultranazionalista di

Mustafa Kemal Atatürk, il quale si affretta a reprimere ferocemente la popolazione curda, provocando la morte e la deportazione di un milione di curdi unitamente ai massacri degli armeni.

Ancora oggi in Turchia l'ideologia ufficiale di tutti i governi civili e militari è quella elaborata da Kemal Atatürk. La costituzione turca non riconosce l'esistenza dei curdi, il cui territorio viene denominato Anatolia dell'est ed essi diventano i turchi della montagna. Ogni rivendicazione dei 12 milioni ivi residenti viene considerata un incitamento al terrorismo e una minaccia all'integrità del territorio nazionale.

Perfino l'uso della lingua curda è un delitto quando il 60% dei curdi non sa una parola di turco. Un comando militare di 200.000 soldati che dispone di tutti i poteri ha il controllo su tutto il territorio curdo della Turchia, e la polizia può arrestare e detenere durante 90 giorni senza che il malcapitato possa nominare un difensore. La pressione psicologica ha raggiunto un punto tale che chiunque si dichiari curdo ha la convinzione di commettere un crimine che merita una punizione.

Una Turchia, già membro del Consiglio d'Europa, che vuole sentirsi a tutti gli effetti europea e aspira a entrare nella Cee, dovrà ora prendere esempio dalla Spagna postfranchista e risolvere nel rispetto dei diritti dell'uomo e dei popoli il problema curdo.

Anche in Iraq, l'arabizzazione forzata, si traduce, ormai da troppi anni, nella violazione continua e massiccia dei diritti del popolo curdo, che comporta la sistematica distruzione

«Sii buono, tenero bocciolo del giardino della mia vita»

Hajar (Ninna Nanna)

Sii buono, tenero bocciolo del giardino della mia vita. Io so perché piangi: la tua culla ti riempie d'angoscia e ti opprime.

E dici: «Perché mi hanno imprigionato, e ho i polsi legati? Catene e lacci mi segnano il corpo.

Se io non fossi curdo non avrei catene e non sarei schiavo. Perché io in lacci e catene crudeli?».

Sii buono, mio piccolo, ninna nanna Non piangere e ti dirò perché è bene per te restare incatenato e avere lacci ai polsi.

Davvero tu sei l'erede d'una stirpe di bravi Tu sei un figlio del buon popolo curdo.

Ma poiché ora il curdo è solo e senza aiuto La sua sorte nella vita sono lacci, catene e prigione.

Ecco dunque, lacci per abituarti alle catene, Perché tu resista ai supplizi della prigione.

Dormi, mio piccolo, dormi, ninna nanna.

Speranza delle mie mille speranze, mio piccolo, Speranza di domani sconosciuti.

Abdullah Peshev

Dio lo sa che non l'amo, io, la statura snella del fucile, però quella colomba della pace, silenziosa ahimè come

leone di neve nell'alba, proprio sopra la canna della mitraglia di mastro Receb, il becco suo ha riposto

a dell'ala. Come ho sentito è in sciopero

quella colomba: in cielo sopra un paese che non ha bandiere

se non è crepitio di fucile, mai darà battito all'ala.

«**D**itelo al mondo, quello che sta accadendo. Rompete il silenzio che ci circonda». In curdo, in arabo, o in inglese stentato, queste frasi, ripetute, si potevano leggere su pezzetti di carta che alcuni curdi in fuga dall'Iraq verso la Turchia, dopo gli ultimi bombardamenti chimici, introducevano furtivamente nelle tasche di alcuni giornalisti e osservatori occidentali. «Ditelo al mondo», cioè a tutti, perché si deve sapere, non si può ignorare quanto sta avvenendo nei territori curdi.

Il silenzio che domina è quello imbarazzato o reticente delle potenze occiden-

«Ditelo al mondo»

tali, ma anche in generale dei mezzi di comunicazione, un silenzio pauroso di mettere in discussione o far saltare equilibri o interessi.

Jean Daniel, direttore del «Nouvel Observateur», ha evocato qualche settimana fa, in un editoriale, a proposito della questione curda e della «morte blu che viene dal cielo», lo spirito di Monaco. Come allora di fronte a Hitler che calpestando ogni diritto invade e semina distruzione in Cecoslovac-

chia, le potenze occidentali sembrano pervase da quel «vergognoso sollievo» di cui parlava Leon Blum dopo gli accordi di Monaco nel settembre 1938. Quel vile sollievo prelude — ormai la storia dovrebbe insegnarlo — a eccidi avvenuti o ad olocausti consumati, all'ipocrita quanto vano: «Non sapevamo». Per questo occorre dirlo al mondo, far sapere, tanto più che questa conoscenza non può riguardare solo i gravissimi fatti dei mesi o degli anni scorsi, ma anche l'intera vicenda del popolo curdo, che è vicenda tremenda e dolorosa di un popolo da sempre e con ogni mezzo negato.

ne di villaggi e la deportazione forzata degli abitanti.

Dall'aprile 1967 si sta attuando un piano che intende fare terra bruciata del territorio curdo: altri 700 villaggi da allora sono stati distrutti o rasi al suolo (con chiese e moschee talvolta risalenti al VII secolo), e 140.000 persone deportate, sottoposte a maltrattamenti e angherie d'ogni sorta, private dei loro beni e infine ammassati in diversi campi di concentramento nel sud del paese.

La stessa Commissione voluta dal segretario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, ha potuto constatare l'impiego di armi chimiche. Tra il 16 e il 22 aprile 1987 — si legge nella relazione della Commissione — 28 villaggi della provincia d'Erbil, di Sulaymaniya e di Dahak, controllati dalle forze curde, sono stati sottoposti a questi bombardamenti chimici, causando la morte di 542 civili e il ferimento di altri 1200, in maggioranza donne e bambini.

Anche una delegazione di medici londinesi ha potuto certificare che nel dicembre 1987,

il Governo iracheno ha avvelenato con il sistema della derattizzazione numerosi combattenti. E tutti ricordano ancora il bombardamento del 16 marzo 1988 sulla città di Halabja in cui si è fatto uso anche del gas nervino, riportando alla mente immagini di Hiroshima.

Su questi ed altri gravissimi attentati all'integrità del popolo curdo, come sparizioni, torture di bambini e di civili, distruzioni immotivate, il Governo iracheno non ha consentito ad accettare che una commissione d'inchiesta proposta dalla Federazione internazionale dei diritti dell'uomo avesse mandato di indagare.

Le stesse accuse gravano sul Governo della Repubblica Islamica dell'Iran, il quale ha dichiarato la guerra santa al popolo curdo. L'Occidente conosce questi fatti: un suo silenzio prolungato di fronte alla drammaticità della situazione del popolo curdo equivale ad una sua complicità.

Hiner Saleem
Domenico Canciani

Rizozpastis 24.11.88

Πορεία ενάντια στα βασανιστήρια

Τούρκοι και Κούρδοι αγωνιστές πορεύτηκαν από το Λαύριο ως την τουρκική πρεσβεία



Την απελευθέρωση των πολιτικών κρατουμένων στην Τουρκία απαιτούν Τούρκοι και Κούρδοι, που έκαναν πορεία από τ^ο Λαύριο στην Αθήνα

«Εσύ αγωνίζεσαι ενάντια στα βασανιστήρια και την καταπίεση». Κρατώντας το πανώ μ' αυτό το ερώτημα στα χέρια, Τούρκοι και Κούρδοι πατριώτες, ξεκίνησαν προχτές το πρωί από το στρατόπεδο προσφύγων του Λαυρίου και περπάτησαν ως την Αθήνα. Εφτασαν χτες το απόγευμα, αφού ξαπόστασαν στο

Μάρκοπουλο και ενώθηκαν με την πορεία της ΕΦΕΕ.

«Η συμπάραστασή σας, όλου του ελληνικού λαού είναι πολύτιμη, τόνισε ο Αλαϊντίν Τας, εκπρόσωπος του Ενοποιημένου Κομμουνιστικού Κόμματος Τουρκίας. Ζητάμε καλύτερες συνθήκες ζωής για τον τουρκικό λαό, που

καταπιέζεται, ζητάμε απελευθέρωση των πολιτικών κρατουμένων. Διαμαρτυρόμαστε και ζητάμε την απελευθέρωση των δύο κομμουνιστών ηγετών μας, των Κουτλού - Σαργκίν, που πρόκειται να δικάσθούν στις 2 Δεκέμβρη». ● Συνέντευξη Τύπου έδωσε χτες το

Εθνικοαπελευθερωτικό Μέτωπο του Κουρδιστάν (ΕΡΝΚ) σχετικά με τις τελευταίες εξελίξεις και ιδιαίτερα την απεργία πείνας που εξαπλώνεται στις φυλακές της Τουρκίας. Εκδηλώσεις συμπάραστασης έγιναν μπροστά στις φυλακές του Εσκισεχίρ και του Ντιγιαρμακίρ.

Eleftherotipia 24.11.88

Κούρδοι: Μάχες παντού με τίμημα βασανιστήρια

«ΟΙ ΕΝΟΠΛΕΣ επιχειρήσεις απλώνονται στα βουνά, στις πόλεις και στα μητροπολιτικά κέντρα της Τουρκίας, με αποτέλεσμα να πανικοβάλλονται το ασοιμοκρατικό φασιστικό τουρκικό κράτος και οι εκπρόσωποί τους».

Αυτό τόνισε χτες σε συνέντευξη Τύπου ο Σινάν Ντογάν εκπρόσωπος του Εθνικοαπελευθερωτικού Μετώπου του Κουρδιστάν (ΕΡΝΚ).

«Μια είναι η ιδεολογία και η πρότασή μας - πρόσθεσε - ανεξάρτητο, αδεσμευτό και ενιαίο κουρδικό κράτος». Αναφέρθηκε επίσης αναλυτικά στις ένοπλες επιχειρήσεις που πραγματοποιήσε μέσα στον Οκτώβριο το ΕΡΝΚ και ο στρατός του ΑΡΓΚ και επισήμανε:

«Ο εθνικοαπελευθερωτικός αγώνας του Κουρδιστάν υψώνεται σε όλα τα επίπεδα και σε όλες τις συνθήκες υπό την ηγεσία του κόμματός μας, του Ρ.Κ.Κ. (Εργατικό Έθνος Κουρδιστάν)».

Μιλ^{ησε} ακόμα για τις μέχρι θανάτου

απεργίες πείνας-τις ξεκίνησαν στις 10 Οκτώβρη 180 επαναστάτες κρατούμενοι, μέλη του Ρ.Κ.Κ. στη φυλακή της Προύσας που «εφαρμόστηκαν» από τους Κούρδους κρατούμενους όλων σχεδόν των φυλακών της Τουρκίας και του Κουρδιστάν. Σήμερα πάνω από 2.000 κρατούμενοι κάνουν απεργία πείνας και τα αιτήματά που προβάλλουν μεταξύ άλλων είναι:

- Να αναγνωριστούν οι κρατούμενοι σαν πολιτικοί κρατούμενοι.
- Να αναμορφωθεί ο σαφρονιστικός κώδικας σε πλαίσια ανθρωπιάς.
- Να επεκταθεί το δικαίωμα της χρησιμοποίησης ελεύθερα της μητρικής γλώσσας.

Όπως ανέφερε ο κ. Ντογάν, με το που ξεκίνησε η απεργία πείνας άρχισαν και τα βασανιστήρια και οι πιέσεις στους κρατούμενους μέσα στις φυλακές. «Με τα βασανιστήρια κάποιοι κρατούμενοι έπαθαν παράλυση», είπε χαρακτηριστικά.

Οι υπερδυνάμεις

Τέλος, ο Σινάν Ντογάν απαντώντας σε ερώτηση για το πώς βλέπουν οι δύο υπερδυνάμεις το κουρδικό ζήτημα είπε:

- Οι Η.Π.Α. αντιτίθενται στη δικαίωση της αυτονομίας. Προωθούν μόνο τη λύση της παραχώρησης κάποιων ελευθεριών.

- Η Σοβιετική Ένωση σήμερα παραμένει άφωνη. Αποδέχεται την επίλυση του κουρδικού ζητήματος μέσα στο πλαίσιο της πολιτικής ειρήνης, για αυτονομία. Ιδια διάθεση υπάρχει και από άλλες ευρωπαϊκές χώρες.

Le Courrier
25.11.88

Chez les Kurdes irakiens de Turquie (1) Les camps de toile

En arrivant à Diyarbakir par la route de l'est, on traverse un pont sur le Tigre, ici rien qu'une petite rivière un brin boueuse. Juste avant le pont, on peut voir au fond de la vallée une forêt de formes blanches, angulaires. Ce sont des tentes, plus de mille tentes frappées du signe du Croissant-Rouge turc, alignées à perte de vue. Diyarbakir, centre du sud-est de l'Anatolie - le Kurdistan turc qui ne dit pas son nom - est aussi le lieu du plus grand camp de Kurdes irakiens enfuis en Turquie dans les tout premiers jours qui ont suivi le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

Envoyée spéciale
Liesl GRAZ

Ils sont treize mille à Diyarbakir sur les plus de cinquante mille arrivés en Turquie à travers les montagnes. Quelques milliers de plus sont à Mardin, à cent kilomètres de là, d'autres encore ailleurs. Il y avait un camp beaucoup plus grand loin à l'est, à Yüksekova, tout près de la frontière iranienne. Mais la neige commence déjà à tomber sur les hautes vallées, au-delà du lac de Van. Vivre sous tente est assez difficile à Diyarbakir; ce n'est guère possible dans ces splendides paysages où il tombe chaque hiver entre quinze et vingt mètres de neige. Le camp de Yüksekova est levé et ses habitants amenés vers d'autres lieux au climat un peu moins rigoureux, notamment dans les environs de Mus.

Pas de fraternisation

La ville de Diyarbakir n'a pas bonne réputation. C'est à l'ombre de ses énormes murs de basalte noir que se trouve la grande prison de sinistre renom, lieu de détention de milliers de prisonniers politiques à travers les années. Le camp des «peshmerga», comme on dit ici, est bien en dehors de la ville, et les habitants locaux ont l'interdiction d'y aller. Tout comme les «peshmerga» n'ont pas le droit d'aller à la ville, sauf pour une consultation à l'hôpital. On les voit pourtant ici et là dans les rues, près du bazar; les hommes (les femmes ne semblent pas avoir besoin d'aller à l'hôpital) sont faciles à reconnaître dans leurs costumes uniformes bruns ou kaki, la large ceinture colorée et le turban en couvre-chef. Les Kurdes turcs ne portent plus le costume national, ni les hommes ni les femmes.

Pour visiter le camp, il faut un laisser-passer. A l'entrée unique - le camp est entouré d'un haut grillage à un bon kilomètre des tentes - un policier turc contrôle mes papiers, mais ensuite on me laisse parcourir le long chemin qui descend au fond de la vallée sans escorte. Une roulotte, deux, trois: un deuxième poste de police - où personne ne prend garde à ma présence - un petit dispensaire, un bureau fermé. Et une foule grouillante de brun, de beige, de kaki, des centaines, des milliers d'hommes qui parlent, qui tournent en rond, qui attendent... Un petit groupe s'affaire autour d'un jeu avec

des cailloux dans la poussière mais la plupart ne font rien, rien du tout.

Dans ce qui est devenu l'espace public du camp, on ne voit pas de femmes. Celles-ci restent autour des tentes, avec les enfants; elles vont chercher de l'eau aux robinets installés au bout des longues rangées, elles font la lessive qu'on voit pendre partout, elles préparent la nourriture. En moyenne, huit à douze personnes vivent dans chaque tente, comparable à celle d'une patrouille d'éclaireurs.

A Diyarbakir, les tentes - comment le Croissant-Rouge a-t-il pu disposer d'un stock pareil? - ont des toiles de fond, mais pas de double toit. Lors des grosses pluies, quelques jours avant ma visite, on a découvert les limites de leur étanchéité. L'électricité a été amenée et à l'entrée de chaque tente pend une ampoule, bien utile, car si loin à l'est du fuseau horaire, le soleil se couche peu après quatre heures. Chaque tente est entourée d'une tranchée de drainage, mais parfois cela ne suffit pas. Dans l'une d'elles, on me fait remarquer les infiltrations d'eau; d'autres emplacements ont été abandonnés par leurs «locataires», qui - contrairement aux règlements - se sont installés sur un terrain qu'ils espéraient plus sec.

Le froid, le plus grand ennemi

Mais il n'y a pas moyen d'échapper au plus grand ennemi naturel: le froid. Bien avant l'arrivée de l'hiver, les gens commencent à en souffrir, surtout les jeunes enfants. Le Kurdistan d'Irak n'est pas un pays très chaud, mais, sur le flanc sud des montagnes, on n'y connaît pas les rigueurs de l'hiver, ou même de l'automne turc. Dans leurs villages, les Kurdes avaient des maisons en pierre, des braseros et des vêtements chauds. Ici, ils ont tout juste ce qu'ils ont pu porter, plus une ou deux couvertures par personne, soigneusement étalées dans les tentes qui sont toutes - du moins celles que j'ai visitées - d'une propreté impressionnante. Le médecin «peshmerga» qui n'a pas le droit de pratiquer - sa tente est néanmoins devenue une salle de consultation informelle - me dit que jusque-là, à Diyarbakir, il n'avait pas eu connaissance d'enfants morts de froid, comme on a dit qu'il y en a eu à Yüksekova.

L.G.



Réfugiés kurdes d'Irak dans le camp de Mardin: le froid est leur plus grand ennemi.
Keystone

Le Courrier 26-27.11.88 Chez les Kurdes irakiens en Turquie (II)

Les bombes silencieuses

«Ce sont des bombes presque silencieuses, mais en tombant elles dégagent de la fumée, une fumée qui pue comme un monceau de fruits pourris. Le hameau de Kanibarif, tout près de là où nous campions, était attaqué de bonne heure le matin. Nous avons déjà dit aux gens que dès qu'ils voyaient des attaques comme ça, il fallait partir vite, en montant, car les fumées sont plus lourdes que l'air. Nous leur avons aussi dit d'humecter un bout de tissu et de l'utiliser comme masque sur la bouche et le nez pendant qu'ils parlaient.»

Envoyée spéciale,
Liesl GRAZ

C'est le Dr Ghazi, médecin irakien et kurde qui décrit ainsi les événements du 25 août dernier, jour où débutèrent à Genève les pourparlers sur le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran. Jour aussi, mais on ne l'a su que plus tard, de grandes opérations de «nettoyage» entreprises par l'armée irakienne dans l'extrême nord de son territoire dont il avait pratiquement perdu le contrôle pendant les dernières années de la guerre. Kanibarif n'est pas loin de Dohuk et près de la frontière turque, du moins sur une carte à grande échelle. Il a pourtant fallu trois jours de marche à travers la montagne pour l'atteindre. Des véritables caravanes où se mêlaient hommes, femmes, enfants et animaux, des mulets surtout, s'étaient mises en route sur ordre des chefs des Peshmerga.

Les cadavres dans les rues

«Warmeile, à moins de deux kilomètres, a aussi été attaqué.» C'est toujours le Dr Ghazi qui parle. «J'y suis allé deux jours plus tard. J'ai vu des cadavres d'animaux, des vaches, des mulets, de la volaille dans les rues. Et j'ai vu aussi quatre cadavres humains. Ce que j'ai pu voir de leur peau était noircie et ulcérée et je n'ai vu aucun signe de blessure. Ils avaient vomis et saigné du nez et des oreilles. Je ne les ai pas touchés; je ne pouvais plus rien faire et je suis parti très vite.» Des témoignages similaires quoique dans des termes moins cliniquement précis, sont apportés par Dijwan, le professeur d'anglais, par Abdul Hamid le géologue diplômé, et tant d'autres rencontrés dans le camp de Diyarbakir. Ce sont tous des gens de Barzan, partisans de Massoud Barzani, fils du molla Mustafa, le légendaire chef des années soixante-dix. Ailleurs, d'autres clans

sont regroupés. Tous parlent d'attaques pendant les mêmes trois jours – aucun d'une utilisation d'armes chimiques après le 28 août.

Première attaque en 1987

Le Dr Ghazi avait déjà soigné des victimes – moins gravement atteintes – d'attaques chimiques en mai 1987. Alors, des bombes à gaz furent lâchées par deux fois sur le village de Zeva où le groupe de «peshmerga» auquel il a été attaché avait établi un camp tout près. A ce moment, comme cette année, il a vu de la fumée de différentes couleurs, mais se refuse à dire si oui ou non il s'agissait, comme d'aucuns l'ont affirmé, de gaz moutarde. «Nous n'avions pas de laboratoire; je ne peux dire que ce que j'ai pu voir.»

Il a pu traiter les moins atteints pour des symptômes classiques: brûlures, troubles respiratoires, douleurs persistantes dans les articulations. Tout cela, comme les diarrhées et les vomissements, les saignements des orifices du corps et des tissus muqueux, s'atténue et finalement disparaît avec le temps. En août dernier il n'y eut que les plus

légèrement touchés qui ont pu faire les trois jours de voyage jusqu'à la frontière.

Voilà aussi pourquoi, des semaines après le moment où l'on dit qu'une attaque a été perpétrée avec des armes chimiques, il est si difficile pour des enquêteurs honnêtes d'affirmer ou de nier catégoriquement ce qui s'est passé. Tout ce qu'ils peuvent certifier est que ce qu'ils ont vu est compatible avec des allégations ou ne l'est pas. En termes très diplomatiques, c'est à la première solution que se sont arrêtés les différents enquêteurs médicaux qui ont pu examiner les réfugiés. Même la commission turque, dont la déclaration a souvent été mal citée. L.G.

(Voir notre édition du 25 novembre)

Prochain article
**Et les armes
chimiques?**



Quand pourront-ils retourner chez eux?

Liesl Graz

Le Monde 26.11.88

TURQUIE

La position du gouvernement sur la question des droits de l'homme demeure ambiguë

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

Les grèves de la faim observées dans la plupart des prisons du pays par 2 000 détenus (sur une population carcérale de près de 50 000 dont 4 000 politiques) ont cessé par endroits jeudi 24 novembre, en particulier à Eskishehir, au trente-huitième jour. Elles continuent ailleurs, en particulier à Diyarbakir, qui fut le symbole de la pire répression immédiatement après le coup d'Etat militaire de 1980 et où restent détenus plusieurs centaines de séparatistes kurdes; 147 prisonniers n'y acceptent que du sel et de l'eau sucrée, refusés par 20 autres détenus.

En tête de leurs revendications figure l'abrogation du « règlement disciplinaire du 1^{er} août » auquel le gouvernement n'accepte d'apporter que des modifications. Imposant le port de l'uniforme carcéral à tous les détenus, prévenus compris, il réduit le droit de visite des familles (30 à 60 minutes tous les quinze jours) et n'autorise pas les avocats à s'entretenir seuls avec leur client. Les plats traditionnellement apportés par les familles pour compléter les 2,20 F quotidiens d'allocation alimentaire sont interdits, de même que les radiateurs et les communications téléphoniques avec l'extérieur. Les radios et baladeurs « seront immédiatement ramassés pour empêcher l'écoute des émissions idéologiques des stations étrangères ». Machines à écrire et instruments de musique sont interdits en-dehors des « espaces de réhabilitation ».

Le gouvernement a dénoncé le caractère politique du mouvement qu'attesterait, selon lui la demande de certains détenus — démentie par ceux de Diyarbakir — d'« être considérés comme des prisonniers de guerre ». Même à gauche, les dirigeants du Parti populiste social démocrate (opposition) ont rappelé que de nombreux détenus ont participé aux actions terroristes qui ont conduit au coup d'Etat de 1980 et que le soutien au mouvement devait rester sur un plan strictement humanitaire.

Dénonciation de la torture

Pour les détenus, l'application du règlement du 1^{er} août remet en cause les droits acquis après les décisions du premier ministre, M. Ozal, qui ont mis fin à la grève de février. « On a pu parler à nos fils en kurde, notre langue, et rester avec eux sept heures », assurent des dizaines de mères, grévistes par solidarité. « Tout a changé le 24 octobre, le jour où a été découvert un tunnel, d'évasion, explique M^e Fethi Gumush, l'un des avocats des détenus. Le règlement, resté jusqu'à lettre morte, a été appliqué et plus de 100 prisonniers ont été évacués avec une extrême violence vers d'autres prisons. »

Appliqué ici, non appliqué là, le règlement du 1^{er} août illustre les ambiguïtés du pouvoir sur les principaux aspects de la question des droits de l'homme. D'un côté, le gouvernement de M. Ozal a assuré des progrès incontestables dans la pratique. De l'autre, il se refuse à supprimer et renforce même parfois un arsenal répressif utilisable en cas de besoin et susceptible des interprétations les plus larges.

Régulièrement dénoncée par la presse, la pratique de la torture au cours des interrogatoires de police est loin d'avoir cessé, même si avocats, parents et détenus confirment sa disparition à l'intérieur des prisons depuis 1984. Sur le bureau de M^e Gumush s'entassent des dizaines de dossiers concernant des personnes soupçonnées d'appartenance ou de complicité avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PPK), que la lutte pour l'indépendance a parfois conduit au massacre de familles entières de civils. Tous ces dossiers sont des rétractations devant le tribunal d'aveux obtenus par des méthodes qui n'ont pas changé depuis 1980: électricité, bastonnade, aspersion d'eau froide, etc. Les autorités assurent que ces allégations proviennent de militants et n'ont aucune valeur de preuve.

Parfois, particulièrement à la campagne, ces pratiques entraînent mort d'homme, comme il y a trois mois dans la province de l'Iranshehir. Le chiffre avancé par Amnesty International de dix-sept morts en 1987 surprend toutefois les avocats, qui dénoncent surtout la capacité des tortionnaires à dissimuler leurs actions. Selon eux, le décompte des victimes de la torture reste illusoire le plus souvent parce qu'elle s'opère sans témoins. Le mot torture lui-même est souvent employé pour désigner toute forme de brutalités policières, y compris celles qui n'ont pas disparu dans des pays censés respecter les droits de l'homme.

La volonté du gouvernement d'améliorer les choses — en vue notamment de l'adhésion demandée à la CEE, — est pourtant indéniable. Une meilleure infiltration policière dans la population a d'ailleurs contribué à la baisse du nombre d'arrestations et, pourtant, des cas de torture. Nous avons vu des inscriptions signées du superpréfet de la région rappelant « l'interdiction des mauvais traitements »; un militant assure qu'entre 1982 et aujourd'hui, c'est « le jour et la nuit » et, dans la province de Hakkari, la plus soumise aux contrôles policiers, les plus engagés des milieux d'opposition assurent que la crainte de représailles judiciaires limite les velléités des candidats tortionnaires. Mais les juristes soulignent qu'une loi garantissant la présence des avocats lors des interrogatoires compléterait utilement la signature encore symbolique des protocoles internationaux contre la torture.

Pourtant, tous les avocats rencontrés ont démenti les allégations récentes concernant une aggravation de la situation. Pour beaucoup d'entre eux, la négation, en particulier à l'étranger, de toute évolution ne contribue pas à consolider et développer les changements positifs. « Ceux-ci ne dépendent pas que de la volonté du pouvoir politique, souligne M^e Suleyman Demirkapi, un autre avocat de Diyarbakir, ils interviennent dans une société qui, dans son ensemble, fait encore l'apprentissage des notions de droit. »

MICHEL FARRÈRE.

DOMINGO

Hajar Mishan, un niño kurdo de dos años herido cuando tenía seis meses por las armas químicas iraquíes.



La 'bomba' de los pobres

Se dispara la producción de armas químicas en algunos países subdesarrollados

KENNETH R. TIMMERMAN

Los terribles efectos de las armas químicas empleadas por Irak, en su guerra con Irán y en la represión de su población kurda, han azudado las conciencias en los países occidentales. Los presidentes Reagan y Mitterrand se refirieron al problema, por separado, en sus discursos ante la Asamblea General de las Naciones Unidas del pasado septiembre. Ambos coincidieron en urgir la convocatoria de la Conferencia sobre el Desarme en Ginebra, tantas veces aplazada y aún tan lejos de uno de sus grandes objetivos: la prohibición mundial de las terribles armas químicas, la *bomba atómica de los pobres*.

El mes pasado, Francia convocó, para el 7 de febrero del año próximo, una conferencia internacional para renovar el viejo Protocolo de 1925 contra el uso de armas químicas. Pero un portavoz del Gobierno francés se apresuró a aclarar que se trataría "de un ejercicio político, y no de sustituir a las conversaciones de Ginebra", y que en el mejor de los casos se podrían "establecer algunos procedimientos para reforzar futuras investigaciones sobre el presunto uso de armas químicas."

Las armas químicas se emplearon por primera vez en la batalla de Ypres, durante la I Guerra Mundial. Bautizadas genéricamente con el nombre de gas mostaza, desde entonces han sido utilizadas al menos en nueve ocasiones, siempre en campos de batalla del Tercer Mundo.

El espectro del holocausto

Ahora, sin embargo, las armas químicas representan una amenaza para la población de una amplia zona del planeta. Irak, Irán, Israel, Siria, Arabia Saudí y la India disponen ya de capacidad para lanzar misiles con cabezas de 1.000 kilos de carga contra países vecinos. Pronto se añadirán Libia, Egipto, Pakistán y otros. Con ello, el espectro de un holocausto químico en Oriente Próximo se ha alzado como una terrible posibilidad. Los servicios de inteligencia temen también la amenaza de ataques químicos por parte de grupos terroristas.

Sólo tres países en el mundo admiten que poseen y fabrican armas químicas: Estados Unidos, la Unión Soviética y Francia. Y, sin embargo, alrededor de 40 se

han sumado a las negociaciones de la Conferencia sobre Desarme de Ginebra. La posesión de armas químicas es un secreto que casi todos guardan para sí hasta que las circunstancias —políticas o militares— les obligan a revelarlo.

La tecnología de producción de las armas químicas se consigue a un precio muy inferior al de la carísima infraestructura nuclear. Por ese motivo se conoce a las armas químicas como "la bomba atómica de los pobres". Incluso algunos países del Tercer Mundo han buscado en este término cierta justificación para adquirir armas de este tipo, dado el estricto control internacional sobre la tecnología nuclear.

La proliferación de armas químicas representa para algunos estudiosos un problema más acuciante que el nuclear. El profesor Aubin Heyndrickx, del Laboratorio de Toxicología de la universidad belga de Gante, afirma que el mundo civilizado "tiene un problema mucho mayor que el de la proliferación de las armas nucleares, porque las armas químicas son baratas, fáciles de conseguir y atrozmente eficaces. Además, su utilización no genera el mismo miedo que las armas nucleares".

Guerra química.

La primavera pasada, el profesor Heyndrickx viajó con un equipo de expertos internacionales a la ciudad iraní de Halabja, pocos días después de que Irak la atacara usando armas químicas de forma masiva. Heyndrickx manifestó lo siguiente: "Estoy absolutamente convencido, sin el menor asomo de duda, de que las armas químicas fueron un factor significativo en la conclusión de la guerra del Golfo. Los iraníes tenían un pánico cerval a los ataques con armas químicas de los iraquíes. Esta es una de las razones por las que evacuaron casi totalmente Teherán durante la guerra de las ciudades".

La capacidad de Irak para la guerra química es enorme. A su lado, el arsenal de los demás países de Oriente Próximo resulta pequeño. El programa iraquí empezó a finales de 1981, poco después de que los aviones israelíes destruyeran los sueños de Sadam Husein de hacer de Irak la primera nación árabe en poseer la bomba atómica. Con el reactor nuclear Osiris, de fabricación francesa, hecho pedazos, Irak empezó a buscar activamente otras *soluciones finales* para la guerra con Irán, ya que el conflicto se había estancado y poco después tomaría un cariz favorable para Irán. Los agentes iraquíes recorrieron el mundo buscando los materiales necesarios para fabricar armas rudimentarias, principalmente el gas mostaza, que, según Julian Perry-Robinson, de la universidad inglesa de Sussex, "es el arma de la guerra química más fácil de fabricar una vez reunidos unos pocos ingredientes comunes". Los iraquíes buscaron también los productos necesarios para fabricar los gases enervantes Tabun y Sarin.

Ya en 1981 Irak empezó a recibir grandes cantidades de productos químicos, procedentes de Estados Unidos, Holanda, y la República Federal de Alemania. Meses después llegaron técnicos soviéticos, franceses y alemanes para supervisar el proceso productivo. Los envíos siguieron. Un cargamento de 6,5 toneladas de fluoruro potásico, compuesto empleado en la fabricación del gas enervante Sarin, llegó en 1983 procedente de una pequeña empresa de Nashville, Tennessee (EE UU). Un segundo envío fue interceptado por el FBI en el aeropuerto Kennedy, de Nueva York, en marzo de 1984.

Los gases del nazismo

Tabun y Sarin, los dos gases enervantes más comunes, fueron desarrollados por los científicos de Hitler y no es fácil adquirir sus componentes. Existe, sin embargo, otro producto cuya compra es mucho más sencilla. Este producto es el tioglicol, que después de una sola transformación está listo

para formar parte de morteros y bombas aéreas en forma del gas letal *iperita*, el viejo gas mostaza. La exportación de tioglicol está en principio controlada por Estados Unidos, la URSS y la Comunidad Europea. Sin embargo, en 1982 y 1983 Irak adquirió varios centenares de toneladas a la firma holandesa KBS, filial de Phillips Petroleum. KBS suministró también cantidades menores de dimetilamina, uno de los componentes del Tabun, y el isopropanol, empleado en la fabricación del Sarin.

El principal complejo de fabricación de armas químicas de Irak está situado en un terreno de 25 kilómetros cuadrados, en el desierto, a unos 120 kilómetros al norte de Bagdad, cerca de la ciudad santa de Samarra. Recientemente ha sido construida otra fábrica al norte de Samarra.

Es difícil saber la procedencia de los suministros porque se trata de decenas de productos químicos diferentes, la mayoría de los cuales no está sujeta a ningún control. En palabras de Julian Perry-Robinson: "Existen tantos agentes y tantos intermediarios que se necesita un investigador muy bien preparado para poder llegar al fondo de la cuestión. Un solo envío de productos químicos por tren puede cambiar de manos hasta seis veces en el trayecto desde la fábrica hasta el puerto, y así se pierde toda posibilidad de averiguar el origen del envío".

Pocas semanas después del primer ataque iraquí con armas químicas, perpetrado en febrero de 1984, un informe de la CIA filtrado al *New York Times* permitió conocer a uno de los proveedores de tecnología y productos químicos con los que contaba Irak. El informe detallaba los suministros a Irak efectuados por la compañía Karl Kolb GmbH, de Drieich (RFA). Esta firma había creado una sociedad instrumental, Pilot Plant, con la finalidad de ocuparse de las transacciones con sus clientes iraquíes.

La protesta de Estados Unidos hizo que el canciller alemán, Helmut Kohl, interviniera para cortar los suministros en agosto de 1984. No obstante, en octubre del mismo año, dos ingenieros de Karl Kolb viajaron nuevamente a Irak para inspeccionar dos líneas de producción de reciente creación: El Ahmed 1 y El Ah-

med 2. Según distintos informes, estas dos fábricas tenían capacidad para procesar hasta 4.000 litros de materias primas al mes. Se cree además que ciertos reactores suministrados por Karl Kolb fueron empleados en la producción de gas Sarin, que es 10 veces más letal que el gas Tabun.

Otra empresa de la RFA, la Water Engineering Trading (WET), fue también acusada de haber firmado un contrato con Irak en 1985 por valor de 20 millones de marcos, para encargarse de instalar dos nuevas líneas de producción en Irak, una de Tabun y otra de Sarin. El contrato, conocido como *Proyecto 33/85*, incluía un envío de 17,6 toneladas de triclورو de fósforo, fletado a través de Turquía.

El personal de WET recibió instrucción sobre la tecnología para producir triclورو de fósforo por parte de técnicos de Atochem, una filial al 100% de la empresa nacional francesa de petróleo Elf-Aquitaine.

Una parte del contrato incluía la construcción de un laboratorio de investigación por valor de dos millones de marcos, donde la capacidad letal de los fertilizantes producidos en la fábrica de WET podía ser ensayada sobre perros y gatos.

La RFA no es el único país europeo que ayuda a fabricar armas químicas. Desde 1985, las autoridades holandesas han sancionado a varias empresas de su país por vender a Irak, de forma ilegal, productos químicos controlados. Además de la ya citada KBS, filial de Phillips Petroleum, se investigó a la compañía Melchemie, en Arnhem, cuyos vínculos con Irak se remontan al año 1969.

La capacidad de Irak para la guerra química

es enorme. A su lado, el arsenal de los demás países de Oriente Próximo resulta pequeño

Según el investigador de la BBC Herbert Krosney, el pedido que más preocupó a la policía holandesa fue formulado a Melchemie el 9 de marzo de 1984. Este pedido incluía ocho productos, "seis de los cuales estaban obviamente destinados a la producción de gases venenosos, aunque los iraquíes se cuidaron bien de señalar cuál era la finalidad de cada producto respecto al uso supuestamente civil de los mismos". Veinte toneladas de fluoruro potásico, componente del Sarin, figuraban como productos para "grabar cristal y productos petroquímicos". Otro producto, el oxiclورو de fósforo —60 toneladas— estaba en la lista de productos controlados de la CEE y es fundamental para fabricar el Tabun. Cuando la presión de las autoridades holandesas sobre Melchemie se incrementó, los directivos de la em-

presa sugirieron a los iraquíes que comprarán los productos a la empresa Ausidet, filial del grupo italiano Montedison.

Un extraño incendio en Beirut

Pero la producción de materias primas empieza a salir de los límites geográficos de los países industrializados. En agosto de 1987 se registró un misterioso incendio, que causó la muerte de 100 trabajadores, en una supuesta *fábrica de pintura* en la zona cristiana de Beirut. Fuentes militares libanesas sugirieron entonces que podría tratarse de una fábrica alemana de componentes para gases bélicos funcionando al servicio de Irak. Poco después, el presidente libanés Amin Gemayel, en visita oficial a Bonn, pidió a las autoridades de la RFA que acogiesen en sus hospitales especializados a los trabajadores heridos en el siniestro. Desde entonces, la conexión entre Irak y las milicias cristianas de Líbano es de dominio público.

Siria es, tras Irak, el otro gran productor de armas químicas en Oriente Próximo. Aunque las vías de abastecimiento sirias han sido menos investigadas, parece que Siria ha utilizado estrategias comerciales muy parecidas a las de sus rivales iraquíes.

Los expertos israelíes creen que Siria recibió sus primeras armas químicas de Egipto a principios de los años setenta, y que desde entonces ha puesto en marcha sus propios proyectos de producción. Según los servicios de inteligencia, Siria ha desarrollado plataformas de lanzamiento en el aire y cabezas químicas para sus misiles de superficie Scud B y SS-21. Un informe de la CIA de 1984, citado por una revista de la American Chemicals Society, explica que Siria, además de Egipto, Irak, Etiopía y Libia, recibió formación, equipamiento o materias primas de la URSS para su programa de armas químicas.

Los servicios de inteligencia de Oriente Próximo dicen que Siria ha establecido un centro de producción de armas químicas, llamado Cers, al norte de Damasco, y otra fábrica junto a la frontera con Irak. Las visitas a Damasco que ha efectuado durante este año el coronel Vladimir K. Pikalov, responsable de la guerra química en el ejército soviético, hacen pensar en una cooperación creciente entre la URSS y Siria para la producción y quizá el uso operativo de armas químicas.

El 14 de septiembre, el Departamento de Estado de Estados Unidos acusó a Libia de poner a punto una fábrica de armas químicas en las afueras de Trípoli. Un mes más tarde, el director de la CIA, William Webster, amplió la acusación explicando que la fábrica libia era "mayor que cualquiera otra que hayamos visto antes". Y añadió: "Estoy hablando de nuestra propia capacidad de producción". Dijo también que la nueva instalación libia "alteraría gravemente" el equilibrio de poder árabe-israelí. Hubo numerosos informes sobre el uso de armas químicas contra Chad por parte de Libia durante el año 1987. También se conocieron testimonios de médicos belgas que habían presenciado ataques libios con gas en Chad.

El diario de Tokio *Mainichi Shimbun* publicó recientemente que la Japan Steel Works había construido una fábrica de armas químicas en Libia. Un portavoz de la Japan Steel Works manifestó al periódico norteamericano *The Washington Post* que las instalaciones que ellos habían suministrado a Libia habían sido "diseñadas para uso general, y que, por tanto, podrían ser utilizadas para fabricar armas". El portavoz añadió: "Pero no tenemos forma de saber para qué las ha utilizado Libia". El gobierno estadounidense ha elevado una protesta ante Japón por este asunto.

También Irán ha sido acusado, por Irak, de haber utilizado armas químicas. Pero después de varias investigaciones, los enviados de las Naciones Unidas no han podido encontrar pruebas concluyentes de ello. Parece probable que muchos de los soldados iraquíes examinados por los investigadores de la ONU en 1985 y 1986 fueran alcanzados por el gas utilizado por su propio ejército, desviado por el viento. Desde entonces, Irak ha perfeccionado sus técnicas de lanzamiento y "está utilizando tipos de gas mostaza mucho más puros que antes", en palabras del experto belga Aubin Heyndrickx. Y Heyndrickx añade: "Recientemente hemos analizado muestras en nuestros laboratorios. Y se puede ver sobre el terreno, como en Halabja, donde se produjo una catástrofe en masa. Cuando llegué allí unos días después del ataque, había tantos cuerpos esparcidos por las calles que era imposible contar los muertos. Al final, calculamos que 3.500 personas habían muerto durante los ataques, y que la mitad de las otras 10.000 personas afectadas perecieron en el camino hacia los hospitales iraníes".

Irán empezó a buscar protección contra las armas químicas en 1984, acudiendo al mercado británico para adquirir atropina, un antídoto contra el gas mostaza, y 100.000 máscaras de gas. En fecha tan reciente como el 13 de abril de este año, Hashemi Rafsanyani, el portavoz del Majlis, advirtió que, enfrentados a los ataques con gas por parte de los iraquíes, Irán "debería equiparse con armas para defenderse". Diez días más tarde, comunicó que Irán estaba en disposición de dotar a todas sus fuerzas con armas químicas. Un mes más tarde, Ali Reza Moayeri, el viceprimer ministro, puntualizó que Irán había elegido no desplegar armas químicas por razones éticas.

Un laboratorio junto al Caspio

Se cree que Irán ha construido un pequeño laboratorio de investigación sobre armas químicas cerca del mar Caspio. A principios de primavera se confirmó el montaje de cabezas tóxicas en los misiles iraníes Scud B en Damghan, base situada entre los dos complejos de misiles de Semnan y Shahroud, al este de Teherán. Una filial de Hoechst, gigante químico de la RFA, firmó hace poco un contrato para construir una gran fábrica de pesticidas cerca de Teherán, y es posible que esta planta pueda haber sido transformada para producir armas químicas.



La acusación más reciente que ha hecho Irak contra el uso de armas químicas por parte de Irán data del pasado mes de julio. Erik Dehigren, del Instituto de Investigación de Defensa sueco, y el doctor Manuel Domínguez Carmona, coronel del Cuerpo Médico del Ejército español, inspeccionaron como enviados de la ONU los poblados de Sulimaniyah y Bastre, donde se habían sufrido los supuestos ataques químicos iraníes. Ambos expertos confirmaron que los soldados iraquíes eran víctimas del gas mostaza. Sin embargo, en su informe puntualizaron que, después de haber realizado análisis en un depósito de municiones iraníes capturado por Irak, no podían "confirmar la presencia de ningún producto de los empleados en la guerra química", en contra de lo que había alegado Irak ante la ONU.

Muchos productos químicos, componentes de los gases bélicos, son ingredientes comunes de pesticidas, herbicidas y diversos compuestos farmacéuticos, y, como tal, son muy difíciles de controlar. Sin embargo, el diplomático estadounidense Max Friedersdorf expresó recientemente su esperanza en que se pudiera confeccionar una lista de productos químicos de tipo *schedule one* (los más empleados en la fabricación de armas químicas), con el fin de aplicar un control internacional muy estricto sobre ellos.

La idea de prohibir estos productos y de realizar inspecciones a las fábricas sin previo aviso ha recibido un apoyo cauteloso por parte de la URSS y de la Asociación de Fabricantes de Productos Químicos de Norteamérica. Los fabricantes europeos son más reticentes. Temen que las incipientes industrias de productos químicos de algunos países en vías de desarrollo, como Brasil y la India, se prestarán a sustituirles en este mercado. Por otro lado, son pocos los expertos que confían en la eficacia de una prohibición global, visto el éxito clamoroso obtenido por países como Irak, Siria e Irán cuando han querido burlar las prohibiciones.

B.R. 28.11.88

Notre temps

Toit du monde :
une semaine
sur le Kurdistan

On connaît les « semaines » organisées chaque année par le Toit du monde, destinées à faire connaître les richesses culturelles d'un peuple avec, si possible, la participation de

ceux qui représentent à Poitiers cette communauté.

Les Kurdes ne sont que quelques-uns, à Poitiers, pour la plupart demandeurs d'asile ou réfugiés politiques, mais ils sont plus de vingt millions, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie.

Avec la collaboration de l'Institut kurde de Paris, créé en février 1983 et du Comité du Kurdistan, le Toit du monde propose plusieurs manifestations destinées à faire découvrir les hommes, la vie, la culture, les problèmes d'un peuple qui fait l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la

part des Etats qui se partagent son territoire.

Au programme

Du 28 novembre au 10 décembre (bibliothèque Aubaret) : exposition « Cent photos du Kurdistan ».

Mardi 29 novembre à 20 h 30 (Toit du monde) : « Fenêtre ouverte sur le Kurdistan » par M. Hogire, réfugié kurde de Turquie, du Comité du Kurdistan.

Mercredi 30 novembre à 18 heures (hôtel Aubaret) : vernissage de l'exposition, en présence de M. Chewqi, directeur

adjoint de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 30 novembre à 20 h 30 (auditorium du musée Sainte-Croix) : conférence « Un peuple oublié de l'Histoire : les Kurdes », par M. Chewqi.

Samedi 3 décembre à 20 h 30 (Carré-Bleu, rue de Nîmègue à la Z.U.P.) : soirée kurde, cuisine et danses avec le groupe « Kunarkom » (entrée 30 F).

Le Courrier 29.11.88

Chez les Kurdes irakiens en Turquie (III)
Et les armes chimiques?

Le Gouvernement irakien avoue ouvertement avoir utilisé l'arme chimique contre les troupes iraniennes sur le front pendant la guerre. De même, il a implicitement reconnu le bombardement chimique du mois d'avril dernier sur la ville kurde de Halabja, à l'intérieur de ses propres frontières, mais à ce moment-là en mains iraniennes.

Néanmoins, à Bagdad les sources officielles nient toujours avoir usé des armes chimiques pour bombarder les villages kurdes après le cessez-le-feu en

août de cette année. Pourtant, en plus de nombreux témoignages directs, il y a quelques indices troublants. L'un des plus importants est la transcription de communications entre pilotes militaires irakiens captées par les Américains. La transcription n'a pas été rendue publique, peut-être pour ne pas mettre les Turcs dans l'embarras, car il est presque certain que les postes d'écoute utilisés sont ceux installés en Turquie pour les besoins de l'OTAN.

Aucun observateur indépendant n'a pu se rendre dans les montagnes du

Envoyée spéciale,
Liesl GRAZ

J'ai pu passer, sans escorte, par la route qui relie Mossul à la frontière turque. Sur chaque monticule, il y a un fortin assez bien gardé par l'armée irakienne pour dissuader toute velléité d'écart par des curieux. Des hameaux de part et d'autre de cette route ont été nommés comme étant parmi la quinzaine qui auraient été atteints par des attaques chimiques au mois d'août. Il ne s'agissait pas d'une tentative de génocide; personne, même parmi les Kurdes réfugiés en Turquie ne soutient cette thèse. Les Irakiens ont conçu une opération à la fois militaire - les combattants peshmergas campaient tout près de la plupart des hameaux - et punitive contre ceux qui avaient choisi de se ranger aux côtés de l'ennemi. Ils auraient sans doute aimé que les yeux du monde restassent fermement braqués sur Genève à ce moment-là où l'on commençait à parler de la paix.

Les fortins du Kurdistan

La panique a fait le reste. Des clans; des villages entiers se sont mis en route, laissant derrière eux uniquement les malades et les vieux. Arrivés à la frontière turque, les hommes ont dû déposer leurs armes; les animaux ont été remis en liberté, sans doute pour se faire reprendre très vite par les paysans au nord de la frontière, dit un cynique turc. Entre le 25 août et le 1^{er} septembre, ils étaient plus de 51 000, selon les autorités turques qui les ont recensés en leur remettant des cartes donnant droit à la distribution de nourriture. Après, l'armée irakienne est arrivée à la frontière et tous les points de passage furent bouclés. Avant ce moment, 14 000 autres ont transité par la Turquie et sont arrivés en Iran sans avoir jamais passé par les camps ou se faire enregistrer.

L. G.



Kurdistan irakien autrement qu'en voyage accompagné et arrangé par les autorités irakiennes. Même pas les observateurs militaires de l'UNIMOG - le groupe des Nations Unies chargé de surveiller la trêve. D'ailleurs, ils se garderaient bien d'enquêter sur ce point précis qui ne fait pas du tout partie de leur mandat. L'Irak dit - et juridique-

ment il a raison - qu'il s'agit de questions relevant entièrement de la politique interne.

« Fenêtre ouverte » sur le Kurdistan

Une actualité meurtrière -l'usage des armes chimiques dans le cadre du conflit Iran-Irak -a fait récemment découvrir aux Français un peuple oublié, écartelé entre quatre ou cinq Etats différents : la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'URSS, et soumis depuis des années à une féroce répression. Mais les Kurdes existent, ils luttent pour leur liberté, et réussissent à préserver leur culture et leur identité.

Enclave difficile d'accès pour les

médias, le Kurdistan n'a pas d'existence aux yeux des nations.

« Nous sommes le pays le plus pauvre, le plus démuné à l'heure actuelle parmi ceux qui se battent pour leur liberté », déclarait récemment M. Kandal Mezane, directeur de l'Institut kurde de Paris. Pourtant les Kurdes sont les héritiers de l'une des plus vieilles cultures de l'humanité, une culture qui remonte à l'empire des Mèdes, et qui a engendré, tout au long des siècles, des écrivains, des philoso-

phes, de grands musiciens et des poètes.

A partir de vidéo-cassettes, M. Hogère, réfugié kurde du comité du Kurdistan de Paris, nous aidera à découvrir l'histoire, la vie et la richesse culturelle du peuple kurde, et la répression tragique dont il est l'objet, et dont les gaz meurtriers d'Halabja restent l'horrible symbole.

Ce soir à 20 h 30 au Toit du monde.

Nouvelle République du
Centre Ouest 30.11.88

KURDISTAN

L'histoire d'un peuple oublié

« Un peuple oublié de l'histoire : les « Kurdes », tel est le titre de la conférence qui sera donnée ce soir, à 20 h 30, dans le cadre de la « Semaine sur le Kurdistan », à l'auditorium du musée Sainte-Croix. Ecartelé entre cinq Etats différents — la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'U.R.S.S. — le peuple kurde est soumis depuis quelques années à une féroce répression. L'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak risque d'aggraver la situation. Si l'Etat kurde n'existe pas aux yeux des nations, la culture et le peuple kurde existent bel et bien. Faut-il attendre passivement que les armes chimiques fassent disparaître ce qu'il en reste ?

M. Chewqi, directeur adjoint de l'Institut Kurde, inaugurera auparavant à 18 heures, l'exposition de cent photos et d'artisanat kurde qui sera visible à l'hôtel Aubaret jusqu'au dimanche 10 décembre. Cette manifestation est ouverte à tous les Poltevis.

Tercüman 3.11.88

Kudurdular

Ibrahim Aksoy: "Kürt halkına yapılan baskılar karşısında Kürtler'e yardımcı olmak bir himmet değil, demokratik gereğidir. Sermaye 12 Eylül'ü piç gibi Evren'in kucagina attı"

SHP grubundaki "faşist 12 Eylül" tartışması bölücü küstahlığa dönüştü

ANKARA, (Tercüman)- SHP Meclis Grubu'nun dün basına kapalı bölümünde yine 12 Eylül'ü karalama ve faşizmle suçlama yarışına devam edildi. SHP grubunda bu arada 12 Eylül'ün, "Kürt halkına en ağır faturayı ödemeye devam ettiği" ileri sürülerek, Peşmergelerin de bu sebeple, baskı ile İran'a gönderilmek istendiği iddia edildi. Malatya milletvekili Ibrahim Aksoy da, "Sermaye 12 Eylül'ü hazırladığı gibi, piç bir çocuk gibi Evren'in kucagina attı" dedi. Konuşmacıların 12 Eylül ve Evren'e yönelik ağır suçlamalarını SHP lideri İnönü, tam bir suskunluk içinde dinledi.

Ibrahim Aksoy, 12 Eylül'e "Faşist darbe" derken, Kürtçülük'ten bahsetti. Aksoy, "Kürt halkı 12 Eylül faşizminin en ağır faturasını halen ödemektedir. Bu baskılar karşısında Kürt halkına yardımcı olmak, onların kendi ana dillerini konuşmalarını ve kendi kültürle-

rine sahip çıkmalarını sağlamak, Kürt halkına bir himmet değildir. Her demokratın demokratik görevidir" dedi.

İstanbul SHP milletvekili Mehmet Ali Eren ise, 12 Eylül hareketi ile Çankaya Köşkü'nün gaspedildiğini ileri sürerken, "12 Eylül darbecileri suç işlemiş, toplumu faşist terörle susturmuş, sindirmiş ve köleleştirmeyi amaçlamışlardır. Bu hareket tarihimizin en korkunç gericiğidir" dedi.

FAŞİST-TERBİYESİZ TARTIŞMASI

Diğer taraftan, hapishanelerdeki uygulamalarla ilgili olarak gündem dışı söz alan SHP milletvekili Başer Baydar, cezaevlerinde kötü muamelelerin bütün şiddeti ile sürdüğünü iddia etti. Bunun üzerine söz alan Adalet Bakanı Mehmet Topaç, cezaevlerinde toplam 51 bin 41 tutuklu ve hükümlünün bulunduğuunu hatırlatarak, "Buna rağmen terör suçlarından mahkûm 200-300 mahkûmun ya-

kınları cezaevlerinde bir şeyler oluyormuş gibi hareket ediyorlar. Sürekli anarşi suçlarından mahkûm olanların istekleri gündeme getiriliyor"

Ankara SHP milletvekili Ömer Çiftçi de polisin baskılarından sözetti ve Gençlik Şurası'nda "gözü dönmüş görevliler" in olay çıkardığını söyledi. Çiftçi, "Bunlara Millî Eğitim Bakanı'nın ve iktidar partisi genel başkan yardımcısının, valinin sözü geçmiyorsa devlette gizli güçler var demektir" diye konuştu.

Çiftçi, konuşurken ANAP sıralarından "terbiyesiz" diye laf atıldı. Çiftçi de buna "Terbiyesiz babandır" karşılığını verdi. Bunun üzerine ANAP sıralarından "Küba'yı anlat" diye tekrar müdahale edilince Çiftçi, "Otur, faşistlik etme" diye bağırdı. Ömer Çiftçi, kürsüden inerken ANAP'lı milletvekillerine "Polis teşkilâtıyla beraber mi çalışıyorsunuz?" şeklinde laf attı.

Tercüman 2.11.88

Yılmaz, Gürman'ın iddiasını yalanladı

"Yaşasın Kürdistan demedim"

MERSİN (Tercüman)-Mardin ANAP milletvekili Nurettin Yılmaz, "Yaşasın Kürdistan" diye bağırmadığını söyledi.

SHP Merkez Yürütme Kurulu üyesi Nail Gürman'ın Federal Almanya'nın Essen şehrinde düzenlenen panelde yapılan bölücü konuşmalarla ilgili olarak, Tercüman'a yaptığı "ANAP içerisinde ülkenin utusal bütünlüğünü bozmak isteyenler var. Bir ANAP milletvekili Alman TV'sinde yaptığı konuşmada 'Yaşasın Kürdistan' diye bağırıyor" açıklaması üzerine görüşünü aldığımız Nurettin Yılmaz, bu iddiayı reddetti.

Tercüman 2.11.88

Eski MHP'li öldürüldü

PKK, Ağrı Dağı eteklerine kaçırdığı Turgut Demirkaya'yı tek kurşunla öldürdü. Demirkaya, dört defa idamdan dönmüştü

Eski MHP'li öldürüldü

İĞDIR, (Tercüman)-Geçtiğimiz pazar günü arkadaşları ile birlikte avlanmaya çıkan Turgut Demirkaya, PKK'cılar tarafından rehlin alındıktan 24 saat sonra ölü olarak bulundu.

Pazar günü arkadaşları Ekrem Gülali, Gulu Erol, Ahmet Dinçer, Mustafa Yılmaz ve Efgan Usta ile birlikte av tüfeklerini alıp Ağrı Dağı eteklerine avlan-

mak için giden 4 defa idama mahkum olduktan sonra beraat edip bundan bir yıl önce serbest bırakılan Turgut Demirkaya, aniden önlerine çıkan PKK militanlarınca rehlin alındı. PKK militanları, avlanmaya giden 6 kişinin önce kimliklerini tesbit ettiler. Turgut Demirkaya, üzerinde kimlik olmayınca adı soruldu ve adının Mehmet Toprak olduğunu söyledi. Ancak eli silahlı militanlardan biri Turgut Demirkaya'yı tanıyarak, "Sen bizimle gel" denerek rehlin alındı ve beraberinde avlanmaya giden 5 arkadaşını serbest bıraktı.

Hürriyet 3.11.88

Kürtçülüğü övüyor...

SHP'de "Sol başkaldırı"

- SHP grup toplantısında, Sol Kanat milletvekilleri, çok sert eleştirilerde bulundu.
- Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, "12 Eylül'ün en ağır faturasını Kürt halkı ödemmiştir" derken, Kars Milletvekili Mahmut Ahnak, dokunulmazlığının kaldırılması istenirse buna kabacağını böylece mahkeme önüne çıkıp Evren ve Konsey üyelerinin gizli çakılmalarını açıklayacağını söyledi.

ANKARA, (Hürriyet) - Kürtçülük tartışmaları, SHP'nin başını ağrıtmaya devam ediyor. Partinin dün yapılan grup toplantısında, 12 Eylül sert dille eleştirilerek, yine Kürtçülük tartışması yapıldı. Genel Başkan Erdal İnönü'nün sessizlik içinde dinlediği konuşmalarında, İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren yine boy göstererek, 1982 Anayasası ve Evren için yapılan seçimin meşru olmadığını öne sürdü ve "Cumhurbaşkan-

lığı makamı gaspedilmiş bir makamdır" dedi.

Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy ise 12 Eylül yönetimini faşistlikle suçlayarak, "Bu yönetimin en ağır faturasını Kürt halkı ödemmiştir. Kürt halkına yardımcı olmak, onların kendi ana dillerinin konuşmalarını ve kendi kültürlerine sahip çıkmalarını sağlamak, Kürt halkına bir himmet değildir. Her demokratın, demokratlık görevidir" dedi. Kars Milletvekili Mahmut Ahnak ise, Özal'ın 12 Eylül darbeleri sayesinde ayakta durduğunu öne sürerek, "Özal şimdi SHP'lileri şantajla susturmaya çalışıyor. 12 Eylül öncesinde terör, MIT, CIA, Kontrgerilla desteğiyle ve 12 Eylül darbelerinin rızasıyla gerçekleştirilmiştir" suçlamasında bulundu.

Kars Milletvekili Mahmut Ahnak ve sol kanat Milletvekillerinin isteğiyle SHP Grubunda açılan 12 Eylül'le ilgili görüşme dün de devam edildi. Sol kanat Milletvekilleri, 12 Eylül yönetimini suçlarken, Genel Başkan Erdal İnönü parti grubunu bugün saat 10.00'da toplayarak, bu konudaki görüşünü açıklayacağını bildirdi. SHP Grubu'nda yapılan görüşmelerde, ilk sözü alan Diyarbakır Milletvekili Mehmet Kahraman, Diyarbakır Cezaevinde, "Tünel kazıyor" gerekçesiyle mahkumların başka yerlere

gönderilmek istendiğini, bu sırada bazı mahkumların coplandığını ve komaya sokulduğunu öne sürdü. Bundan sonra söz alan üyeler, 12 Eylül ve Kürtçülükle ilgili olarak şunları söylediler:

Mahmut Ahnak (Kars Milletvekili): "Özal teröre sığınıyor. Özal 12 Eylül darbelerinin sayesinde vardır. Özal 12 Eylül faşist darbesinin ve onun ideolojisinin mahkum olması halinde ANAP'ın sonunun geleceğini, SHP'nin şantaj yapmaya çalışıyor. 12 Eylül öncesinde terör MIT, CIA, Kontrgerilla desteğiyle ve 12 Eylül darbelerinin rızasıyla gerçekleştirilmiştir. 12 Eylül darbelerinin rolleri ortaya konulmadığı müddetçe Özal'ın elindeki terör silahı elinden alınmaz. Gerçek yüzü ortaya çıkar. Dokunulmazlığımızın kaldırılması ile ilgili talep gelirse, bu doğrultuda oy kullanacağım. Böylece mahkeme önüne çıkarak, Kenan Evren ve konsey üyelerinin nasıl gizli çalışmalar yaptıklarını, nasıl askeri birliklere açılmamak kaydıyla zarflar gönderdiklerini, emirler verdiklerini ortaya koyma imkânı bulacağım."

Kürtçülük konularındaki açıklamalarıyla kamuoyunda.

dikkat çeken İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren ise yaptığı konuşmada Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in 12 Eylül hareketinin ülkeyi bir iç savaştan kurtardığını sürekli yinediğini belirterek şunları söyledi:

"Sayın Evren, söylediklerinin ve yaptıklarının haklılığına gerçekten inanıyor ve güveniyorsa niçin kendisini 1982 Anayasasıyla birlikte tek tarafı bir propoganda ve diçik zoruyla seçtiğini, 1982 Anayasası ve Sayın Evren için yapılan meşru değildir. Bu nedenle, Cumhurbaşkanı makamını gaspedilmiş bir makam olarak görüyoruz. Sayın Evren yaptıklarının haklılığına ve meşruluğuna inanıyor ve güveniyor olsaydı, kendisini Anayasa'nın geçici 15'inci maddesi ile yargı denetiminden kaçırmasaydı, 12 Eylül darbesini yapanlar suç işlemişlerdir. Toplumun faşist terörle susturmuş, sindirmiş ve köleleştirme amaçlarıdır. Tüm toplumsal değerlerimizi tahrip etmiştir. Yargı bağımsızlığını yok etmiştir."

Eren, 12 Eylül döneminde 650 bin kişinin gözaltına alındığını, 48 kişinin idam edildiğini, 30 bin kişinin Avrupa'ya sığınmak zorunda kaldığını, 14 bin kişinin vatandaşlıktan çıkarıldığını, 250 bin kişinin işkenceden geçirildiğini, 117 kişinin işkence sırasında öldüğünü

öne sürerek şöyle dedi:
"12 Eylül çağdaş tarihimizin en korkunç gerici hükümet hareketlerinden birisidir. Toplumuna adeta bir savaş alanına dönüştüren 12 Eylül rejimi ülkeyi bir askeri kışlaya çevirmek isterken, doğaldır ki, ekonomiyi de askerileştirmiştir. OYAK'ı kurarak önemli ekonomik güçler sağlamışlardır. 12 Eylül hareketine TİSK'ı, Vehbi Koç'u, Halit Narin'i, Alpaslan Türkeş'i, Ameri-

kanı, CIA'sı destek vermiştir. Sayın Özal da bu senaryonunu oyuncularından biri olduğu için TBMM'de bu meselelerin tartışılmasından rahatsız oluyor."

Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy ise, 12 Eylül darbesini yapanlardan açıkça hesap sorulması gerektiğini belirterek, 12 Eylül döneminde görülmedik olaylar yaşandığını, güzel şarkıcıların generallere ikrâm edildiğini öne

sürdü ve Kürtçülük konusunda sunları söyledi:

"Kürt halkı 12 Eylül faşizminin en ağır faturasını halen ödemektedir. Bu baskılar karşısında Kürt halkına yardımcı olmak, onların kendi ana dillerinden kanuşmalarını ve kendi kültürlerine sahip çıkmasını sağlamak Kürt halkına bir himmet değildir. Her demokratın-demokratlık görevidir."

Ankara Milletvekillerin-

den Beşer Baydar ise Sol kanat milletvekillerinin bu konuşmalarını eleştiren sözler söyledi. Baydar kendisinin de 12 Eylül konusunda önerge verdiğini, ancak bunu parti disiplinine uyarak basına açıklamadığını söyledi. Baydar, Mahmut Ahnak'ı kast ederek, "Yurtseverlik yalnız kendi tekelindeymiş gibi parti disiplinini hiçe sayarak önergeleri önce basına açıklamak yanlış" dedi.

Tercüman 8.11.88

SHP'li "Sol Kanat"ın gündemde tutmaya çalıştığı konuya bu defa da Atatürk'ün adı karıştırıldı

Kürtler'e özerklik

Bir sol dergi, Atatürk'ün 1923 yılında gazetecilere "Kürtler'e mahalli özerklik verilecektir" yolunda bir açıklama yaptığını ileri sürerek bu belgenin "yok kabul edildiğini" iddia etti

HABER MERKEZİ

Atatürk'ün 14 Ocak 1923'te yaptığı bir konuşmada, "Kürtler'e özerklik verilmesinden yana olduğum" yolundaki iddia, bir yıl içinde ikinci defa gündeme getirildi.

Haftalık "2000'e Doğru" dergisi, 30 Ağustos 1987 tarihli 35. sayısının bu yayın sebebiyle matbaada müsadere edilmesi ve dâvâ konusu olup

DGM'de beraatle sonuçlanması üzerine, 6 Kasım 1988 tarihli 46. sayısında konuyu tekrar kapak yaptı.

İDDİALAR

Derginin haberinde, Atatürk'ün 14 Ocak 1923'de İzmit Kasrı'nda İstanbul gazetelerinin başyazarlarına yaptığı açıklamada, "Türk ve Kürtler o kadar içiçe girmişlerdir ki, araya sınır çizilemez. O sebeple Anayasa gereği Kürtler'e mahalli özerklik verilecektir" dediği öne sürülüyor.

Atatürk'ün Vakit gazetesi başyazarı Ahmet Emin Yalman'ın, "Kürt meselesine temas bayurmuşsunuz. Kürtlik meselesi nedir? Dahili bir mesele olarak temas bayurursanız çok iyi olur" şeklin-

deki sorusu üzerine belirttiği bu görüşlerinin, Türk Tarih Kurumu tarafından yayınlanan değişik kitaplarda yok kabul edilerek kullanılmadığı öne sürüldü.

Bu arada, Türk Tarih Kurumu Başkanı Prof. Yaşar Yücel, kurum üyelerinden araştırmacı Arı İnan ve TTK eski yöneticilerinden Prof. Şerafettin Turan, belgenin varlığını doğrularak, yayınlanmaması konusunda değişik görüşler savundu.

Atatürk'ün sözkonusu konuşmasının 1929 yılının kasım ve aralık aylarında, açıklamanın yapıldığı toplantıda bulunan gazeteci milletvekili Mahmut Soydan tarafından Milliyet gazetesinde yayınlandığı belirtilen haberde, Arı İnan'ın, kitap haline getirdiği Atatürk'ün konuşmalarında, bu belgeyi kullanmamasına "zamanı olmadığı" gerekçesini gösterdiği kaydedildi. Haberde, Arı İnan'ın Türk Tarih Kurumu tarafından yayınlanan kitabında "moksansız" ibaresinin de bulunduğu hatırlatıldı.

ATATÜRK NE DEMİŞ?

Türk Tarih Kurumu yetkililerinin de varlığını kabul ettiği belgede, Atatürk'ün açıklaması şöyle:

"Kürt meselesi, bizim yarı Türklük'in menfaatine olarak da, kesinlikle sözkonusu olamaz. Çünkü bildiğiniz gibi bizim millî sınırlarımız içinde bulunan Kürt unsurlar öylesine yerleşmişlerdir ki, pek sınırlı yerlerde yoğun durumdadırlar. Fakat yoğunluklarını kaybede ede ve Türk unsurlarına içine gire gire öyle bir sınır oluşmuştur ki, Kürtlük adına bir sınır çizmek istesek, Türklüğü ve Türkiye'yi mahvetmek gerekir. Söz gelimi, Erzurum'a kadar giden, Erzincan'a, Sivas'a kadar giden, Harput'a kadar giden bir sınır aramak gerekir. Ve hatta Konya çölleriindeki Kürt aşiretlerini gözden uzak tutmamak gerekir. Dolayısıyla başbaşa bir Kürtlük tasavvur etmektense, bizim Anayasa gereğince zaten bir tür mahalli özerklikler oluşacaktır. O halde hangi

ilin halkı Kürt ise onlar kendi kendilerini özerk olarak idare edeceklerdir.

Bundan başka Türkiye'nin halkı sözkonusu olurken, onları da birlikte ifade etmek gerekir. İfade olunmadıkları zaman, bundan kendilerine ait mesele çıkarmaları daima beklenir. Şimdi TBMM, hem Kürtler'in ve hem de Türklüklerin yetkili vekillerinden oluşur ve bu iki unsur, bütün menfaatlerini ve kaderlerini birleştirmiştir. Yani onlar bilirler ki, bu ortak bir şeydir. Aynı bir sınır çizmeye kalkışmak doğru olmaz."

Milliyet 11.11.88

Cezaevlerindeki baskıyı kınamak için gaz döküp kendini yaktı

Annenin protestosu



Oğlu için kendini yaktı

PKK davasından yargılanan ve Eskişehir Cezaevi'nde bulunan Erdoğan Sönmez'in annesi Hanım Sönmez, cezaevlerindeki baskıları protesto etmek amacıyla dün İstanbul Erkek Lisesi'nin önünde üzerine gaz dökerek kendini yaktı

(üstte). Bir anda alevler arasında kalan Hanım Sönmez'e (sağ üstte oğluyla birlikte) çevrede bulunanlar müdahale ettiler ve tutuşan giysilerini çıkararak çaresiz anneyi ağır yaralı olarak Haseki Hastanesi'ne kaldırdılar (sağda). (Fotoğraf: Sedat ARAL)

● Yüzlerce kişinin gözleri önünde alev alev yanan ta-
lilhsiz anne, ağır yaralı olarak hastaneye kaldırıldı

PKK davasından sanık olarak Eskişehir Cezaevi'nde yatan Erdoğan Sönmez'in annesi, dün İstanbul Çağaloğlu'nda, cezaevlerindeki uygulamaları protesto amacıyla üzerine gaz döküp kendisini yaktı. Yüzlerce kişinin gözleri önünde alev alev yanan Hanım Sönmez, ağır yaralı olarak Haseki Hastanesi'ne kaldırıldı.

Cezaevlerinde tutuklu ve hükümlülerin başlattığı açlık grevlerini desteklemek amacıyla dün sabah saat 11.00'de Tabipler Odası'nda TAYAD ve DEMKAD ta-

rafından ortak bir basın toplantısı düzenlendi. Basın toplantısı sırasında konuşmacılara "Çok duygusal davranıyorsunuz, açlık grevi yapanlar daha aktif biçimde desteklenmeli" diye laf atan Hanım Sönmez adlı tutuklu yakını herkesin dikkatini çekti. Toplantının bitimine doğru sinirli bir şekilde yerinden kalkan Hanım Sönmez, "Benim oğlum cezaevinde ölüyor, bunlar nelerle uğraşıyorlar" diyerek hızlı adımlarla caddeye çıktı. İstanbul Erkek Lisesi'nin duvarı dibinde çantısından bir şişe gaz çıkaran Hanım Sönmez, üzerine dökmeye

başladı. Basın toplantısından çıkan TAYAD ve DEMKAD üyelerinin şaşkın bakışları arasında kibrit çakan Hanım Sönmez, bir anda alev yumağına dönüştü. Yüzlerce kişinin gözleri önünde alevler içinde caddede koşan yaşlı kadın, yardım için gelenleri de yanına yaklaştırmadı. Korku ve dehşetten büyümüş gözlerle Hanım Sönmez'in alevlerin içinde adeta kayboluşunu izleyenler, ceket, palto ve pardösülerini çıkartıp, alevleri söndürmeye çalıştılar. Bu sırada bayılarak yere düşen tutuklu annesi yaşlı kadın, çevredeki-
ler tarafından hastaneye kaldırıldı

Hanım Sönmez'in oğlunun PKK davasından sanık olarak Eskişehir Cezaevi'nde bulunduğu ve açlık grevinde 23. gününü doldurduğu öğrenildi.

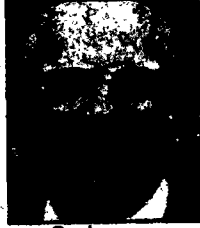
Hanım Sönmez'in kendisini yakmasından sonra bir grup genç İran Konsolosluluğu önünde slogan atarak yürüyüşe geçti. Yürüyüşçüler daha sonra sokak aralarında dağıldılar.

Haseki Hastanesi Acil Servisi'ne kaldırılan Hanım Sönmez'in sağlığı iyiye gidiyor. Hastane yetkilileri, Sönmez'in sağlık durumunun endişe verici olmadığını belirttiler.

GÜNAYDIN 14.11.88

KÜRTLER Gorbavoc'dan toprak istedi

● Bir grup bilimadamı ve yazar, Gorbavoc'a yazdıkları mektupla, "Azeriler, Kürtler'in varlığını kabul ediyor. Karabağ dahil, bir bölgenin Kürtler'e yerleşim birimi olarak açılarak, özerklik tanınmasını istiyoruz" diye konuştu.



Gorbavoc

•Dış Haberler Servisi•

İran-İrak savaşındaki "Barışçı" gelişmelerden sonra bölgede bağımsız bir devlet kurma çabaları büyük ölçüde gerileyen Kürtler'in dünya siyasetinin her alanında "Dış destek" arayışı sürüyor.

Bir Arap devleti olan Irak'a karşı İsrail'in askeri ve maddi desteğini sağlayan, Batı Avrupa ülkelerinde "Siyasal zemin" bulan Kürt hareketi son olarak Sovyetler Birliği lideri Mihail Gorbavoc'dan "Stratejik" bir bölgede toprak istedi.

Ulusal Basın Ajansı (UBA)'nın haberine göre, Ermenice yayın yapan HAYTAD Dergisi'nde yayınlanan bir haberde, çeşitli yazar ve bilimadamlarının Gorbavoc'a gönderdiği mektupta, Sovyetler Birliği'nin Ermenistan Cumhuriyeti toprakları üzerinde Kürtler için özel yerle-

şim birimi kurulması istendiği bildirildi.

SSCB Yazarlar Birliği üyesi Nado Mahmudov, Ermeni Doğu Bilimleri Enstitüsü Kürdoloji Bölümü Yönetmeni Prof. Dr. Mhoyan, SSCB Gazeteciler Birliği üyesi Ahmede Göze, Şair-gazeteci Alillane Mame, bilimadamı Zargaze Res imzasıyla Gorbavoc'a gönderilen mektupta, Azerbaycan Cumhuriyeti'nde Kürtler'in etnik varlığının resmen inkar edildiği kaydedilerek, "1923 yılında idari merkezi Lacin olan Kürdistan kurulmasına izin verilmişti. Fakat 1929 yılından sonra Kürtler sürgüne gönderildi. Stalin döneminde sürgün yerleri kaldırılmasına rağmen Kazakistan ve Türkmenistan'da yaşamak zorunda kaldılar. Azerbaycan'da bir Kürt'ün resmi bir yerde işe başlayabilmesi için nüfus kaydında Azeri yazması gerekmektedir" dediler.



PKK'cılara mahkûmiyet İstanbul'da yasadışı PKK örgütüne giyecek ve yiyecek gönderdikleri, para topladıkları iddiasıyla yargılanan 13 sanıklı dava, dün DGM'de karara bağlandı. Sanıklardan Refik Mamyak, 15 yıla, öteki sanıklar Mehmet Karakuş, Mehmet Salih Akalin, Mehmet Cengiz, Erol İdin, Nihat Ayaz ile tutuksuz yargılanan Mehmet İpek 10'ar yıl hapis cezasına çarptırıldı. Mahkeme, sanıkların duruşmalardaki tavrını göz önüne alarak Mamyak'ın cezasını 12 yıl 6 aya, öteki sanıkların ise 8 yıl 4'er ay hapis cezasına indirdi. Tutuksuz yargılanan Mehmet İpek için giyabi tutuklarına karar verildi. Öteki sanıklar Sait Akgül, Cemal Tepe, Özcan Yavuz, Selman Batmaz, Daimi Gül ve Hasan Güneş beraat etti. Kararı protesto eden ve çeşitli sloganlar atan tutuklu sanıklar duruşma salonundan güçlükle çıkarıldı.

Cumhuriyet 15.11.88

Cumhuriyet 15.11.88

2.5 ay önce gelen 47 bin Kürt sığınmacının kamplardaki yaşamı sürüyor

Kürtler ne olacak?

Ağustos sonunda Türkiye'ye gelen Iraklı Kürtler halen "geçici barınma merkezleri"nde yaşamaya devam ediyorlar. Peki hep "geçici" mi olacaklar? Aradan iki buçuk ay geçti, 47 bin kusun sığınmacı kaderlerinin ne olacağını bilmiyor.

Kürtlerin yaklaşık 10 bini İran'a gitmek "istiyor". Öteki bazı ülkelere gitmek isteyenler de bir araya geldiğinde 13-14 bin kişi ediyor. Bunlar gitse bile Türkiye en az 30-35 bin Kürdü barındırmak zorunda.

İSMET BERKAN

Bir gün ansızın sınıra dayandılar. On, yüz ya da bin kişi değil, ötekiler gibi kolayca geçip girsinler. Arkalarında "kimya", önlere Türk askeri vardı. Zorladılar. Ertesi gün bir daha, bir daha. Sonunda Türkiye sınırı açtı, birikenlerin hepsini aldı. Bir kısmı İran'a "gitti" ya da "gönderildi". Gerisi, Türkiye'nin içinde kamplara yerleştirildi ve kampların kapısına da "geçici barınma merkezi" yazıldı. Aradan iki bu-

çuk ay geçti. Onlar, hâlâ "geçici" barınma merkezlerinde. Sonuna kadar, sonsuz kadar "geçici" mi olacaklar? Daha doğrudan bir soru: Ne olacaklar?

Evet "onlardan" söz ediyoruz. Bir türlü ağızlara alınmayan adlarıyla "Kürt"lerden ya da resmi açıklamalardaki adlarıyla "sığınmacı"lardan, ayaküstü söyleşilerde kullanılan biçimiyle "bunlar"dan.

1980'den beri devam eden İran-İrak Savaşı ağustos ayında sona

erdikten kısa bir süre sonra Ankara'da tartışılmaya başlanan konuların başında, Irak'tan Türkiye'ye Kürt sığınmacıların beklenmesi geliyordu. Bu konuda Genelkurmay Başkanlığı'nda ve Dışişleri Bakanlığı'nda birbirine rakip senaryolar hazırlandığı haberleri gazetelerde yayımlanmaya başlamıştı bile. Milli Güvenlik Kurulu, "Kürtler yoğun bir biçimde gelip sınıra dayanırsa ne yaparız?" sorusuna cevap aramıştı. Ve Türkiye'nin öngörüsü ağustos ayının ortalarından itibaren gerçekleşti. İlk günlerde durum o kadar vahim değildi. Yani sığınanlar büyük kitleler halinde değil de, bir-iki ailelik gruplar halinde ya da 150-200 kişi geliyordu. Ama ağustos sonunda, Irak ordusunun Barzani güçlerine karşı harekete geçmesi üzerine, tam da Türkiye'nin korktuğu büyüklükte kitleler sınıra dayanmaya başladı. Her şey birkaç günde oldu. Sayıları tam olarak bilinmeyen Kürtler Türkiye'ye girdi. Irak, Kürt sorununu değişik bir biçimde "sıfır çözüm"e ulaştırmak istemiş, bunda da Kürt nüfusunun bir bölümünü Türkiye'ye göndererek kısmen başarılı olmuştu. Şimdi soruna "çözüm" bulmak için düşünme sırası Türkiye'de.

İlk günler ve kamplar

Kürtler için ilk günlerin nasıl bir karmaşa içinde geçtiğini hayal etmek zor olmasa gerek. Ne dost ne de düşman gibi görünen askerler etraflarını çevirmiş, hayatlarında görmedikleri kadar çok televizyon kamerası ve gazeteci karşılarında bulmuşlardı. Birkaç gün bu böyle devam etti, sonra Kürtler otobüs, kamyon, traktör römorku ve başka ne bulduysa onlara bindirilerek bugüne kadar yaşayacakları kamplara getirildiler. İlk aşamada 5 kamp kuruldu. Bunlar, Hakkâri'de Yüksekova ilçesi yakınlarında Suüstü ve Uzunsirt; Mardin'de Kızıltepe ve Silopi ile Diyarbakır'daki Dicle kamplarıydı. Daha sonra bunlardan biri, Suüstü kampı kapatıldı. Bu kampta yaşayanların bir bölümü İran'a gitti, bir bölümü de Uzunsirt kampına getirildi. Geçen hafta içinde de Uzunsirt kampındaki Mus'taki Köy-Kent evlerine ve öteki kamplara taşındılar. Bu kamp da kapatılmış oldu.

İlk günlerin karmaşası kendini kamp ortamının rahatına bıraktığında, her iki taraf da başını iki

elinin arasına alıp düşünmeye başladı. Taraflardan biri Türkiye'yeydi ve herhalde kendi kendine en çok sorduğu soru "Ben şimdi bunları ne yapacağım"dı. Öteki taraf, yani Kürtler için cevapsiz sorudan bol bir şey yoktu. "Bizi Irak'a geri gönderecekler mi?", "Barzani bizi çağıracak mı?", "Bu akşam yiyecek bir şeyler bulabilecek miyim?", "Çocuklarımızın geleceği ne olacak?", "Dışişleri", "Gözlerim az görüyor", "Şu kızla evlenmem izin verirler mi?"...

Bıçak sırtı

Kürtlerin sınırı geçmesiyle birlikte meydana gelen yeni durumda Türkiye'nin konumunu en iyi açıklayan deyim "bıçak sırtı" olmasa gerek. Evet, Türkiye tam anlamıyla "bıçak sırtında" ve çelişkiye düşmekle düşmemek arasında. Neden?

Başlıca iki nedeni var. Birincisi iç politika, diğeri dış politika.

İç politika açısından değerlendirildiğinde ortaya çok tuhaf bir durum çıkıyor. Bir kere bu gelenler Kürt ve Türkiye'ye giriş yaptıkları bölgede yaşayan vatandaşlarımızla aynı dili, Kürtçeyi konuşuyorlar. Iraklı Kürtlerin Türkiye'de akrabaları var. Yakınları var. Aşiret bağıyla bağlı bulundukları topluluklar var. Ama Türkiye'nin nezdinde onlar "Irak vatandaşı" ve daha önemlisi "sığınmacı". Türkiye'nin "Iraklı Kürt"lere "Türkiyeli Kürt"lerden daha iyi davrandığını bile söylemek mümkün. Bunun nedeni ise olayın dış politika boyutuyla ilgili.

Göç dalgası başladığından beri dünyanın gözü Türkiye'nin üzerinde. Özellikle ABD ve İngiltere, Kürtlerin göçünü oldukça yakından izliyor. Geçen haftalarda ABD Büyükelçisi Strausz-Hupe'nin bölgedeki turu da bu kapsamda olsa gerek. ABD, Irak'ı Kürtlere karşı kimyevi silah kullanmakla da suçladı ve bu suçlamanın kanıtını Türkiye'ye göç edenlerde aradı. Ayrıca aynı ABD, savaş boyu yardım ettiği Irak'tan yavaş yavaş uzaklaşıp "baş düşmanı" İran'a yaklaşıyor ve Kürtlere davranışı, Irak'a karşı önemli bir koz. Bunun Türkiye'ye yansımaları da, bölgenin sürekli gazeteciler tarafından gözaltında tutulması şeklinde oluyor. Öyle ki, göçlerin ilk başladığı günlerde Hakkâri'deki yabancı gaze-

teci sayısı, Türk gazetecilerin iki katıymış. Türkiye "demokratik bir cumhuriyet" olma iddiasını sürdürdükçe Batılı gazetecilerin bölgedeki gezileri sınırlanmayacak ve bu, Kürt sorunu açısından Türkiye'nin üzerinde önemli bir baskı olacak. Zaten kamplarda yaşayan Kürtlerin durumunun Türkiye vatandaşı Kürtlere oranla daha iyi olmasının başlıca nedeni de Batılı ülkeler ve gazeteciler.

Aslında Kürt sığınmacılarla ilgili en ilginç problem, bunların sayısı. Hatırlayacaksınız, sığınmaların yoğun olarak yaşandığı ilk günlerde Türk ve dünya basınında inanılması güç rakamlar yayımlandı. Bunlardan en düşüğü 60 bin, en yükseği ise 150 bini. İngiliz basını 120 bin rakamında birleşirken Fransız ve Amerikalılar çok değişik rakamlar veriyordu. Türkiye'de ise devlet resmi bir açıklama yapmaktan çekiniyordu. Resmi rakam açıklaması neden sonra yapıldı ve önce 60 bin küsur, sonra 50 bin küsur gibi rakamlar açıklandı. Oysa o günleri yaşayan görgü tanıkları ve bölgedeki Cumhuriyet muhabirleri, rakamı 100 bin civarında veriyorlardı. Kuşkusuz kimse (devlet dışında) Kürtleri tek tek saymamıştı, ama açıklanan rakam da tatmin edici olmaktan uzaktı. Üstelik resmi açıklamalar da kendi içinde çelişkiydi. Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, rakamı 51 bin 542 olarak açıkladı. Kozakçıoğlu'na göre bugüne kadar açıklanan rakamlar "mükerrer sayma" gibi muhtelif nedenlerle fazla gözüküyordu. Gerçek rakam, 51 bin 542'di.

Ama öyle anlaşılıyor ki gerçek rakam 51 binden fazlaydı. Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü İnal Batu, 18 ekimde yaptığı basın toplantısında 10 bine yakın Iraklı sığınmacının "kendiliklerinden" İran'a gittiğini ve sadece Türkiye üzerinden geçtiğini açıkladı. Dolayısıyla bu 10 bin kişi hiçbir zaman resmi rakamlara girmede. Gerçek rakamın 10 binden de fazla olduğu söyleniyor. İran resmi haber ajansı İRNA'nın haberlerine göre İran'da 35 bin Iraklı Kürt var ve bunların hepsi de Türkiye üzerinden geçiş yaptı. Öyle ya da böyle Türkiye, elindeki 51 bin Iraklı'nın dışında 35-40 bin kadar Iraklı'nın da İran'a geçmesine göz yumdu ya da onları bizzat "gönderdi".

Türkiye'de kalacaklar

Ortada bir belirsizlik var: Kürtlerin statüsü ne?

"Süper vali" Kozakçıoğlu'na göre Iraklı Kürtlerin statüsü, "Sınırlı toplu halde ve silahlı olarak geçen kişiler" şeklinde. Ama Kürtler ikinci aylarını doldurdular, üçüncü aya doğru gidiyorlar ve hâlâ daha herhangi bir yasal statü belirlenmemiş durumda.

Türkiye, Iraklılar kamplara yerleştirildikten sonra bir anket çalışması yaparak Kürtlerden hangi ülkeye gitmek istediklerini öğrenmiş. Bunlardan Irak'a geri dönmek isteyen 1471 kişi ile İran'a gitmek isteyen 2 bin 178 kişi İran'a gönderilmiş. Dolayısıyla bugün Türkiye'nin elindeki Kürtlerin resmi sayısı 47 bin küsur. Bunların dışında 3 bin 178 Kürt başka ülkelere gitmek istediklerini bildirmişler. Bu ülkelerin arasında ABD, Avustralya, İsveç, Hollanda, F. Almanya, Kanada, Norveç, İngiltere, Avusturya ve Suriye var. Geri kalan 44 bin kişi ise nereye gitmek istiyor-sun sorusuna yanıt vermemiş, çünkü Kürtlere, Türkiye'de kalmak ister misiniz sorusu sorulmamış. Bölgedeki resmi yetkililere göre bu 43 bin kişiden 10-14 bini de İran'a gitmek istiyor. Ama Kürtler, bunu doğrulamıyor. Her şekilde, yani bu 10-14 bin kişinin İran'a gönderilmesi durumunda bile yaklaşık 30 bin kişi Türkiye'de kalacak.

Türkiye açısından bütün problem bu noktada başlıyor. 30 bin kişi, 30 binden fazla dert demek devlet için. Devlet bunlara ne yapacak, daha doğrusu ne yapmalı? İşte soru bu!

Herhalde ilk yapılması gereken, kamplarda yaşam şartlarının "geçici" olmaktan çıkarılıp "kalıcı" hale getirilmesi. Sonra Kürtlerin statü kazanma sorunları var ki, Türkiye iltica başvurusu yapılabilmesi için gereken çalışmayı bir an önce başlatmalı. En önemlisi de, 30 bin ya da 43 bin ya da 47 bin kişilik bu Kürt varlığının ekonomik olarak kendi kendine yeter duruma gelmesi, kendi yiyeceğini kendisinin sağlaması, kısacası geçinebilmesi için gereken önlemlerin alınması.

Yazımızın yarınki bölümünde, kamplarda bugün var olan yaşam şartlarıyla gelecekte olması gereken şartları işlemeye çalışacağız. Bir sonraki gün ise oldukça ince bir konu üstünde duracağız: "Kürtlerin oryantasyonu".

Tercüman 16.11.88

Genelkurmay, askeri birlikleri uyardı

Orduda PKK alarmı

Birliklere gönderilen emirde bölücü örgütün 10. kuruluş yıldönümü olan 27 Kasım'da eylem ve sabotaj yapabileceği ihtimalinin gözönüne alınması istendi

Cengiz ALTAY

SAMSUN, (Tercüman)- Genelkurmay Başkanlığı, bütün askeri birliklere gönderdiği emirde, bölücü PKK örgütünün 10. kuruluş yıldönümü olan 27 Kasım'da, eylem ve sabotaj ihtimali üzerinde durarak, sıkı güvenlik tedbirleri alınmasını istedi.

Güneydoğu Anadolu bölgesinde giriştiği kanlı eylemlerle,

yüzlerce masum vatandaşın canını dökken PKK'nın, eylemlerini bölge dışına taşıma belirtileri göstermesi üzerine olağanüstü tedbirin istendiği öğrenildi.

Gizli emirde, PKK'nın sadece Güneydoğu'da değil, yurdun akla gelmeyecek herhangi bir ücra köşesinde, eylem ve katliamlara girişebileceğine dikkat çekilerek, konu üzerinde dikkatle durulması istendi.

KASIMDAKI EYLEMLER

Bu arada, Tercüman Diyarbakır bürosunun haberine göre, bölücü örgütün, Güneydoğu'da eylemlere başladığı 1984 Ağustos'undan itibaren, özellikle kasım aylarında giderek eylemlerini tırmandırdığı tesbit edildi.

8 Kasım 1984'de Siirt'in Eruh ilçesinin Karageçit köyün-

de, 9 vatandaşı öldürüp, iki jandarma erini yaralayan PKK, 1985 Kasım'ında herhangi bir eylemde bulunmadı.

Kanlı örgütün diğer yıllardaki eylemleri şöyle:

9 Kasım 1986: Mardin'de bir karakol basıldı, bir er yaralandı. 12 Kasım: Elâzığ'ın Karakoçan ilçesi Balcalı köyünde bir vatandaş öldürüldü. 19 Kasım: Siirt'in Pervari ilçesi Yapraktepe köyüne baskın. Ölü ve yaralı yok. 22 Kasım: Tunceli-Ovacık'ta, bir er ile bir asteğmen şehit edildi. İki er yaralandı. 29 Kasım: Hakkâri'de üç dozer yakıldı. 30 Kasım: Tunceli-Ovacık'ta sekiz terörist öle ele geçirildi.

1987'DE ARTIŞ

2 Kasım 1987: Siirt-Şırnak'ta yere düşen iki mayın patladı, iki vatandaş yaralandı. 3 Kasım: Mardin-Cizre'de yedi terörist ele geçirildi. Mardin-Midyat'ta Dargeçit köyünde askeri araca ateş açıldı. Ölü, yaralı yok. 7 Kasım: Askeri helikoptere ateş açıldı. Diyarbakır-Lice'de PKK'nın önemli militanlarından Ferzade Zuhuru ile arkadaşı ölü bulundu. 10 Kasım: Hakkâri'de 18 terörist sağ olarak ele geçirildi. 11 Kasım: Tunceli-Ovacık'ta Sarıtaş köyü ilkokulu öğretmeni kaçırıldı. 17 Kasım: Mardin'de mayın patladı, bir kişi öldü, 30 koyun telef oldu.

6 Kasım 1988: Mardin-Midyat'ta Dargeçit bucağı Sümer köyünde öğretmen lojmanı basıldı. Üç öğretmen öldürüldü, biri yaralandı. 10 Kasım: Siirt-Eruh'ta Tünekpınar köyünden 14 kişi kaçırıldı.

yordu. Peki Kürtler serbestçe dışarı çıkabiliyor muydu? Tabii ki hayır. O halde?.. Belki de bulunabilecek en yumuşak ifade, dikenli tel ve nöbetçilerin her iki amaca da yani hem içeriden dışarıya çıkışları önlemeye hem de dışarıdan içeriye girişleri engellemeye hizmet ettiyi.

Kızıltepe'deki kampta hizmetler oldukça iyi. Sürekli bir doktor ve iki hemşireyle sağlık memurlarının durduğu bir sağlık ocağı, yapılan onlarca tuvalet,

Cumhuriyet 16.11.88

Kürt kamplarında yaşam

Erken kış kaygı yaratıyor

İrak'tan Türkiye'ye gelen ve aylardır kamplarda yaşayan binlerce Kürdü soğuktan koruyacak tek şey, üstlerindeki giysiler ve ayaklarındaki lastik ayakkabılar. Hele bir de bunların büyük çoğunluğunun çocuk olduğu göz önüne alınınca, sığınmacılar, gelecek buz gibi soğuklarda kendilerini nelerin beklediğini düşünmek bile istemiyorlar.

İSMET BERKAN

Ortalık, hem güllük gülistanlık hem çok gergin.

Hayat, hem çocukların oyunlarıyla, evliliklerle, doğumlarla, ölümlerle devam ediyor hem de insanların yüzünde gizleyemedikleri bir gelecek endişesi seziliyor.

Sefalet hem diz boyu, hem de geçmişe oranla hissedilir: bir rahatlama var.

Baskı, hem var hem yok.

Kürt sığınmacıların kampları binlerce çelişkiyi içinde barındırıyor. Şöyle bir sıralamaya kalktıığımızda sayfalar tutabilir.

Halen Türkiye toprakları içinde çeşitli kamplarda "geçici" olarak barındırılan 47 bin küsur Kür-

dün yaklaşık yarısı çocuk. Aşağı yukarı 24 bin kişi tutan bu kitle, 14 yaşın altında. Geriye kalanların yarısı ise kadın, yani yaklaşık 12 bin kişi. "Yetişkin erkek"lerin sayısı da bu durumda 11-12 bin civarında oluyor. Nüfus yapısı böyle olan bir topluluk için hayat çok zor. Çocukların eğitim, beslenme, sağlık gibi sorunlarını bir yana bırakın, birçoğunun giyecek eşyası bile yok. Üstlerinde bir pantolon, bir kazak ve bir lastik ayakkabı, hepsi o kadar. Her gün aynı elbiseler, aynı pislikle birlikte giyilmek zorunda. Tabii bu sorun yetişkin erkek ve kadınlar için de söz konusu.

Cumhuriyet muhabirleri Ergun Çağatay ve Cengiz Mumay'la birlikte bölgeye yaptığımız gezi sıra-

sında Mardin-Silopi ve Diyarbakır-Dicle kamplarına girmemize izin verilmedi. Silopi'deki kampta bazı Türk ve yabancı gazetecilerin ziyareti sırasında olaylar çıkmış, kamp o gün bugün gazetecilere kapatılmıştı. Diyarbakır'daki kampta da bizim gelmemizden birkaç gün önce Irak'a gitmek isteyenlerle istemeyenler arasında olay çıkmış, bu kamp da ziyarete kapatılmıştı.

Kızıltepe

Mardin-Kızıltepe yolu üzerindeki kamp ilk bakışta insanı şaşırtıyor. Son derece düzenli. Bir vali yardımcısı sürekli olarak kampta. Etrafı dikenli telle çevrilmiş ve bir yanı zaten askeri bölgeye bakıyor. Öteki taraflarında ise çevrede 4-5 asker nöbet tutuyor. Gerekçesini sorduğumuzda aldığımız yanıt ilginç: "Dışarıdan içeriye saldırı olmasın diye..."

Aynı yanıt Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu'ndan da aldık. Dikenli tellerin nedeni Kürtler dışarı kaçmasını diye değil, içeri ajanprovokatörler gelmesin diye, nöbetçiler de aynı amaçla duru-

haftada bir-iki yıkanma olanağı, çamaşırhane, çadırlara su ve kamp yönetiminde görelî bir özerklik...

İki günde kuruldu

Kampın kurulu bulunduğu arazi, Devlet Üretim Çiftliği'ne ait bir tarlaymış. Kürtlerin geleceği belli olunca iki gün içinde iş makineleri, dozerler ve TEK gelmiş, elektrik direkleri dikilmiş, çadırlar kurulmuş, yollar yapılmış, tuvaletler inşa edilmiş ve kampın etrafı dikenli telle çevrilmiş. İlerideki sanayi sitesi inşaatından su da getirilince olmuş size bir kamp. 14 Eylülde Kürtler kampa yerleştirilmiş.

Kampın kurulmasından hemen sonra Kürtler kendi aralarında 7 kişilik bir komite kurarak kampın iç yönetimini üstlenmişler. Komitenin bir de zabıtası var. Çamaşır kuyruğu, ekme kuyruğu vs böyle şeyleri düzenliyor.

Kürtlere başta sıcak yemek veriliyormuş. Ancak Kürtler bu yemekten memnun kalmamışlar. Ne oluyor diye araştırılırken bir de anlaşılmış ki Kürtlerin yeme alışkanlıkları farklı. Örneğin salçalı ve yağlı yemek sevmiyorlar. Eti, sebze, pilavı farklı yapıyorlar. O zaman Kızılay'ın prefabrik mutfakları kaldırılmış, yerine Kürtlere kuru yiyecek ve piknik tüpleri dağıtılmaya başlanmış. Haftada bir iki kez de pişmiş et ve sebze dağıtılıyor, onların isteklerine uygun biçimde pişirilecek tabii.

Tuvalete taş

Bir başka problem de tuvaletlerden çıkmış. Bu kampta toplanan Kürtler su yerine toprakla temizleniyorlar. Yani tuvaletteki

musluklar, onlar için hiçbir anlam ifade etmiyor. Ayrıca tuvalet kullanma alışkanlıkları da zaten pek yok. O yüzden tuvaletleri kullananlar, işleri bittikten sonra alaturka tuvaletin deliğine taş atmışlar. Komite bunu engellemeye, ortalığı suyla temizlemeleri için Kürtleri ikna etmeye çalışıyor. Ama yine de ortalık yere tuvaletini yapanlar çoğunlukta.

Sağlık sorunları

Tuvalet ve temizlenme sorunları bu boyutlarda olunca, kamplarda ciddi salgınların ortaya çıkması aslında mucize. Salgın olmasına rağmen kamplarda sağlık sorunları var. Gelenlerin yarısı çocuk ve bu çocukların büyük çoğunluğunda beslenme bozuklukları var. Öte yandan Kürtler dış hastalıklarından midevi rahatsızlıklara ve romatizmaya dek uzanan birçok dertten şikâyetçi. Revirin bu hastalıklara yeterli olmadığı durumlarda insanlar otobüslerle, ambulansla ve diğer araçlarla hastaneye sevk ediliyor.

Yüksekova

Bugün dağıtılmış durumda olan Yüksekova Uzunsirt'taki kamp, Kızıltepe kampına oranla daha büyük bir karmaşa içindeydi. Öncelikle Kürtlerin su ve sağlık sorunları bu kampta daha derindi. Ayrıca kampın yapısı ve yönetimi de Kızıltepe kampına göre kaos ortamını körükler bir haldeydi.

Yüksekova, bilindiği gibi ortalama olarak Türkiye'nin en soğuk yeri. Bu kamp, biz gezdiğimiz sırada ha dağıtıldı ha dağıtılacak durumdaydı. Suüstü kampı yeni kapatılmış, bu kamptan İran'a gönderilemeyenler de Uzunsirt'a

getirilmişti. Yetkililerin söylediğine göre o sıralar 13-14 bin olan kamp mevcudunun 10 bini İran'a gitmek istediklerini beyan etmişlerdi. İran bunları aldığı anda kamplar başka yere taşınacak ve kamp da kapatılacaktı.

Kamp geceleri çok soğuk oluyordu ve çadırlara ısınmaları için odun dağıtılıyordu. Bir seferinde yakacak gelmesi geciktiğinde elektrik direkleri sökülerek kesilmiş ve yakılmıştı. Yemek dağıtımı aynı şekildeydi. Yabancı basında çocukların soğuktan öldükleri yazılıyordu. Evet mezarlar vardı, ölenler de... Ama soğuktan donarak mı ölmüşlerdi, soğukun katkısıyla mı? Bu pek de önemli değil. Önemli olan insanların ölmesi. Ama ölenlerin sayısı da Batı basınında çıkanlar kadar değildi.

Kampta yaşam nasıl?

Dört Kürt kampında yaşam şartları aslında aşağı yukarı aynı. Aşgari düzeyde bir standart tutturulmaya çalışıldığı belli.

Kampların yapımı, kamplarda yaşayan insanların beslenmesi ve diğer giderler için devlet bütçesinden bugüne dek harcanan para 20 milyar lirayı buluyor. Ayrıca Kızılay'ın yaptığı çadır ve battaniye yardımları da var.

Kampları içinde asker ve polise pek rastlanmıyor. Bunun nedeni yalnızca terör problemleri değil. Kamplarda görece bir özerklik yaratılarak yönetim daha da kolaylaştırılmış. Türk yöneticilerin muhatabı, kampta yaşayan tek tek Kürtler değil, kampın Kürt yönetimi.

Kamplarda her aileye bir çadır verilmiş. Bu da çadır başına en az 6-7 kişi demek. Her ailenin 4-5 çocuğu var ve çocuklar doğmaya de-

vam ediyor. Yeni yeni evlilikler de var. Kürtler bu şartlarda yaşama-ya alışkın gibi gözüküyor, ama hayatlarının sonuna kadar böyle kalmaları mümkün değil.

Kamplara yardım

Diyarbakır'da tesadüfen tanıştığımız Ticaret ve Sanayi Odası Yönetim Kurulu'nun bir üyesi, Kürt sığınmacılara yardım etmek istediklerini, ama kime ve nasıl yardım edeceklerini bilemediklerini söyledi. Evet, yönetim kurulu adına her üyeden belli bir para toplanmış, bununla muhtelif yardım malzemeleri satın alınmış ve kamplara gönderilmiş, ama üyeler yardımlarının amaca ulaştığını görmek istiyordu. Lice depremi sırasında yapılan yardımların sonra nasıl dükkânlarda satıldığını bilen yardımseverler şimdi biraz çekiniyorlar.

Kamplarda konuştuğumuz kişilerden büyük çoğunluğu gelecekte de Türkiye'de kalmak istediklerini söylediler. Sanki hiçbirini İran'a gitmek istemez gibiydi. Oysa yetkili makamlar 10 bine yakın insanın İran'a gitmek istediğini söylemişlerdi. Ancak İran, sınır kapısını kapatıp Kürtlerin girmesini engelleyince, bunlar da Türkiye'ye kalmışlardı.

Halen Türkiye'de 6 bin civarında peşmerge var. Yani Barzani'nin askeri. Peki bunlar Türkiye'de bir süre kaldıktan sonra Barzani çağırıldığında tekrar gidecekler mi? Konuştuğumuz permergerler "Tabii gideriz" diyorlar. "Süper Vali" Kozakçıoğlu ise "Bir devletin kendini koruma hakkı vardır. Böyle bir şey olursa biz de kendimizi koruruz" diye konuşuyor.



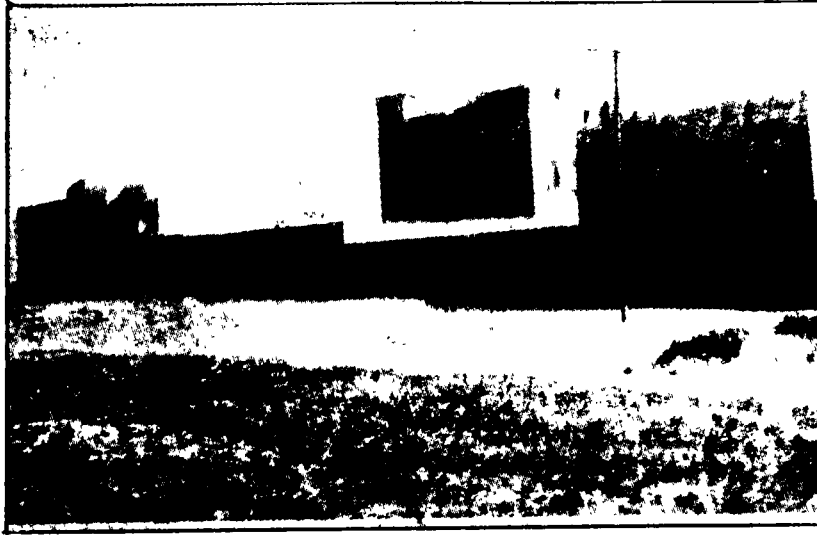
Kamplardan manzaralar — Sığınmacı Kürtlerin yerleştirildiği kamplar, giderek geçicilikten kalıcılığa doğru ilerliyor. Daha şimdiden ısırmaya başlayan soğukların, asıl kış geldiğinde özellikle çocukları nasıl etkileyeceğini kestirmek zor değil. (Fotoğraf: Ergun Çağatay)

Kürt kamplarında yaşam

Erken kış kaygı yaratıyor

Irak'tan Türkiye'ye gelen ve aylardır kamplarda yaşayan binlerce Kürdü soğuktan koruyacak tek şey, üstlerindeki giysiler ve ayaklarındaki lastik ayakkabılar. Hele bir de bunların büyük çoğunluğunun çocuk olduğu göz önüne alınınca, sığınmacılar, gelecek buz gibi soğuklarda kendilerini nelerin beklediğini düşünmek bile istemiyorlar.

Tercüman 17.11.88



SHP'li Türk'ün Kasrı Kanco'su

PKK, SHP'li Türk'ün evinden yiyecek ihtiyacını karşılamış

Kasrı Kanco'dan PKK'ya destek

Militan Abdülkadir İhan, PKK'nın Lübnan'da çalışan Türk işçilerinden her ay düzenli olarak aidat topladığını söyledi

DİYARBAKIR, (A.A)- Lübnan'da beş kardeşi ile birlikte işçi olarak çalışırken kanun dışı bölücü örgüt PKK saflarına katılan "Salih" kod adlı Abdülkadir İhan, yakalandıktan sonra örgüt hakkında açıklamalarda bulundu.

Bir süre önce, bölücü örgütün Mardin bölge sorumlusu "Süleyman" kod adlı Beşir Türk ile birlikte güvenlik kuvvetleriyle giriştiği silâhlı çatışma sonucunda yakalanan Abdülkadir İhan, Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi savcısına ailesinin ekonomik yönden güçsüz olduğunu ve bu yüzden 5 kardeşiyle birlikte geçen yıl Lübnan'a giderek, çalışmaya başladıklarını söyledi. İhan, şu açıklamalarda bulundu.

"Lübnan'da sebze halinde işçi olarak çalıştığım sırada PKK militanları her ay düzenli olarak Türk işçilerinden aidat topluyorlardı. Burada çalışan insanları kendi saflarına kazandırmak için de çaba harcayan teröristler, son gelişlerinde benimle de konuştu. Beni propaganda ile etkiledikten sonra Mahsun Korkmaz Askerî Akademisi'ne götürdüler. Burada altı ay yakın askerî ve siyasi eğitim gördüm ve kampın işe işleri ile görevlendirildim."

"KASRI KANCO'DA KALDIK"

Bir süre önce 10 kişilik bir grupla birlikte Suriye'den Türkiye'ye geçiş yaptıklarını ifade eden Abdülkadir İhan, grup liderleri Beşir Türk'ün yönetiminde, Mardin yöresinde eylemlerde bulunmayı planladıklarını kaydetti. Sanık İhan şunları söyledi:

"Geçtiğimiz üç gün sonra, Atlı köyünde, Türk ailesine ait Kasrı Kanco'ya gittik. Bu şato gibi büyük evde yiyecek ihtiyaçlarımızı karşıladık."

Daha sonra bölgedeki diğer gruplarla buluşmak ve eylemlerde bulunmak üzere SHP Mardin milletvekili Ahmet Türk'e ait Kasrı Kanco'dan ayrıldıklarını anlatan İhan, örgütün kuryeliğini yapan Nevaf Karakuş'un yakalandığını öğrendiklerini vurgulayarak, şöyle devam etti:

"Örgütün Nevaf Karakuş'ta 7 milyon lira parası ile bol miktarda cephanesi vardı. Bu parası yakalanmadan bizim bütün eylem planlarımızı aittust etti. Bu haberdan sonra, Kartarı köyüne giderek, daha önce hazırlanan sığınak malzemelerini aldık. Bölgede kaldığımız birkaç hafta boyunca köylülerin büyük bir kusandan destek ve yardım gördük."

"İŞÇİLERE BASKI YAPILYOR"

İtirafçı sanık İhan, PKK örgütü ile Suriye hükümeti arasında herhangi bir olayın meydana gelmesi halinde devreye Abdullah Öcalan'ın girdiğini belirterek, "Bir keresinde iki arkadaşım Şam'da dolayışırken yakalandı. Durumu öğrenen Abdullah Öcalan devreye girerek, arkadaşlarımızı serbest bırakılmasını sağladı" şeklinde konuştu.

Tercüman 17.11.88

Emniyet Genel Müdürü'ne göre

PKK'nın şehir kanadı darbe yedi

ANKARA, (Tercüman)- Emniyet Genel Müdürü Sabahattin Çakmakçoğlu, başlatılan "Sakin Operasyonu" sonunda bir süredir beri şehirlerde kayan PKK'nın büyük darbe yediğini açıkladı. 14 ilde yürütülen "Sakin Operasyonu" sonunda aralarında Binbaşı Esat Yıldırım'a suikasti planlayanların da bulunduğu pek çok militanın yakalandığını bildiren Çakmakçoğlu, "Operasyonlar devam edecek" dedi. Çakmakçoğlu, PKK'nın hedefinin, GAP projesi olduğunu da söyledi.

HEDEF GAP PROJESİ

Bölücü eşiyanın son zamanlarda şehirlerde teşkilatlanma çalışmalarına ağırlık verdiğini açıklayan Çakmakçoğlu yürütülen operasyonlar sonunda PKK'nın Avrupa alanında görevli bir sorumlusu ile Çukurova, Ankara, Diyarbakır sorumluları ve 221 militanın yakalandığını belirterek şunları söyledi:

"Örgütün Hatay Fıyas'daki yazın deposu tebit edilmiş, yakalanan örgüt mensuplarından elde edilen dokümanlardan Atatürk, Keban, Karakaya Barajı ve GAP projesine yönelik eylem hazırlık planları, eylemlerde kullanılmak üzere silâh, mermi, bol miktarda patlayıcı imâline kullanılan kimyevi madde ve örgütsel doküman ele geçirilmiştir."

Hürriyet 27.11.88

Kars-Ağrı arasından sızıp Erzurum Erzincan üzerinden Güney'e iniyorlar

Hainler, yol değiştirdi

● Irak'ın, savaş sonrası, sınırlarını sıkı bir kontrol altına almasıyla Güney'den yurdumuza giriş yapamayan teröristler, olağanüstü hal uygulanmayan Kars - Ağrı arasındaki dağlık bölgeden Türkiye'ye sızmaya başladılar...

● Kaçakçılardan da yardım gören hainlerin, Erzurum-Erzincan yoluyla Güney'e indikleri bildiriliyor. Bugün, kuruluşunun 11'inci yıldönümü olan PKK'nın eylem yapma olasılığına karşı önlemler alındı.

İhsan DÖRTKARDES

DIYARBAKIR, (hha) - Irak'ın, İran'la sürdürdüğü savaşın bitmesinden sonra Türkiye'ye geçiş yapmalarını engellediği bölücü teröristlerin, Kars ve Ağrı'dan sızarak eylem yapmak için Güneydoğu bölgemize gördükleri belirlendi.

Genellikle arazi koşullarının uygun olduğu ve devriyelerin gece gündüz kontrol altına aldığı Suriye sınırının yanı sıra, Irak'ın İran'la sürdürdüğü savaşın sona ermesiyle PKK militanlarının geçiş güzergâhları güneyden kapandı. Suriye ve Irak üzerinden Türkiye'ye geçiş yapamayan, olağanüstü hal uygulamasının bulunduğu Hakkari ve Van'daki sıkı önlemler nedeniyle buradaki İran sınırından sızamayan militanların, kaçakçılarla anlaşarak yeni bir güzergâh belirledikleri öne sürüldü.

İddialara göre, Kars ve Ağrı'daki İran sınırından kaçakçıların yardımıyla sızmaya başlayan teröristlerin Erzurum ve Erzincan'dan Güneydoğu'ya indiklerine dair bilgiler ele geçirildi. Gürbulak Sınır Kapısı'yla Iğdır Devlet Üretim Çiftliği arasında kalan dağlık bölgedeki vadilerden sızdıkları saptanan militanların, kaçakçılarla sıkı işbirliği yaptıkları her geçiş için adam başı 3 milyon lira ödedikleri iddia edildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu da 13 Kasım tarihinde Hürriyet'te yayınlanan "Pazar

sohbeti"nde aynı konuya dikkat çekerek şöyle demişti:

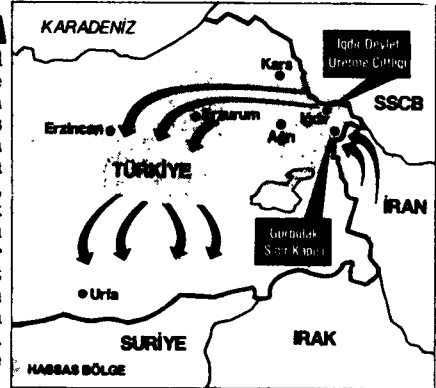
"Irak'ın son operasyonlarından sonra İran nududu çok önemli bir duruma geldi bizim için. Sanıyorum, buradan sızmaya kalkışacaklar. İran sınırı Bölge Valiliği alanının dışında kalıyor. Bunlar Kars ve Ağrı'dan sızma yapıp Erzurum ve Erzincan üzerinden Türkiye'ye girip, eylem yapmaya kalkışabilirler. Böylece de Türkiye içinde yaydıkları izlenimi vermek isteyebilirler. Şimdi bu dört ilimizin valiliklerine çok önemli görevler düşüyor ve şimdi bu valiliklerle müşterek çalışmaları başlatmış durumdayız. Bu günlerde Kars, Ağrı, Erzurum ve Erzincan hassas bölgelerdir."

Yetkililer, söz konusu dört ilin Olağanüstü Hal Bölge Valiliği kapsamına alınmasını zayıf bir ihtimal olarak değerlendirirken, düşünülen önlemler arasında Diyarbakır'a bağlı ikinci bir Bölge Valiliği'nin kurulabileceğini ileri sürdüler.

Yarın 11'inci kuruluş yıldönümü olan PKK Örgütü'nün, eylem yapma olasılığına karşı alınan güvenlik önlemleri artırıldı.

Öte yandan Başbakanlık Basın Merkezi'nden dün yapılan açıklamada, Başbakan Turgut Özal'ın, önceki gün Öğretmenler Günü dolayısıyla yaptığı konuşmada, olağanüstü hal bölgesiyle çevre illerde çalışan

ZORLUKLA
Sıkı kontrol nedeniyle güneyden giriş yapamayan bölücü çeteler, Gürbulak sınır kapısı ile Iğdır Devlet Çiftliği arasındaki bölgeden Türkiye'ye sızıyor...



kamu personeline ödenmekte olan tazminatların, bölgede memur açığını kapatmakta yararlı olduğunu söylediği hatırlatıldı.

Olağanüstü hal uygulamasının ilerde kalkması halinde, bu tazminatın da otomatikman kalkacağı hatırlatılan açıklamada şöyle devam edildi:

"Bu bakımdan Başbakan Özal, olağanüstü hal kalksa da, bu bölgede benzer tazminatların devamı için, hükümetin bir kanun tasarısı üzerinde çalıştığını açıklamıştır. Bu tasarıyla bugün bölgeye dahil olmayan Erzurum, Kars, Ağrı, Gümüşhane, Artvin, Erzincan, Malatya, Sivas, Şanlıurfa gibi illerin de kapsam içine alınabileceğini, bu suretle bu illerimizdeki kamu personeline de bu imkânın verilebileceğini söylemiştir."

Cumhuriyet 28.11.88

42. güne ulaşan açlık grevinde 6 kişinin sağlık durumu ağır

Gözler Diyarbakır 1 No'lu Cezaevi'nde

✓ **Diyarbakır 1 No'lu Cezaevi'nde 166 tutuklu ve hükümlünün katıldığı açlık grevinde 24 kişi 8 gündür ölüm orucunda. Bir haftadır devlet hastanesinde kalan Fuat Değer, tedaviyi kabul etmeyince cezaevi revirine geri gönderildi. Açlık grevindekilerden beşinin daha durumları ağır. Bu tutuklu ve hükümlülerin idrarlarından kan gelmeye başladığı ve hafıza kaybı belirtilerinin olduğu bildirildi. Temsilciler, cezaevi yetkilileriyle görüşüyor.**

✓ **SP Genel Başkanı Ferit İlsever, açlık grevlerinin "sınırsız bir genel af" ve cezaevi koşullarında iyileştirme ile birlikte son bulabileceğini söyledi. Diyarbakır SHP İl Binası'nda tutuklu ve hükümlü yakınlarının destek açlık grevi 29 gündür sürerken, Sultan Yavuz ile Saliha Şener adlı yakınların sürekli baygınlık geçirdikleri bildirildi. İzmir'de destek için açlık grevine 200 akraba ve üniversite öğrencisi katılıyor.**

Haber Merkezi — Gözler, Diyarbakır 1 Nolu Cezaevi'nde bugün 42. gününe ulaşan açlık grevinde 166 tutuklu ve hükümlünün eylemleri sürerken, 8 gün önce direnişlerini ölüm orucuna dönüştüren 24 kişiden Fuat Değer ile İbrahim Ekinci'nin durumlarının ağırlaştığı, bir haftadır devlet hastanesinde yatan ve tedaviyi kabul etmeyen Değer'in cezaevi revirine geri gönderildiği öğrenildi. Açlık grevindekilerden A. Latif Kızıl, Ahmet Özgül, Ahmet Tutulmaz ve Mahmut Şahin adlı tutuklu ve hükümlülerin de sağlık durumlarının ciddiye alındığı bildirildi. İdrarlarından kan gelen ve hafıza kaybı başlayan bu tutuklu ve hükümlülerin de tedaviyi kabul etmedikleri haber verildi. Tutuklu ve hükümlü temsilcileri ile cezaevi yetkilileri arasında eylemin sona erdirilmesi amacıyla görüşmeler yapıldığı belirtildi.

Cezaevlerinde 1 Ağustos Genelgesi'nin kaldırılması isteği ve baskıları protesto amacıyla başlatılan açlık grevlerinin sona erdirilmesi için destek eylemleri de sürüyor. Sosyalist Parti Genel Başkanı Ferit İlsever, dün Ankara'da düzenlenen basın toplantısında, açlık grevlerinin "sınırsız genel af" ve cezaevleri koşullarında iyileştirme ile birlikte son bulabileceğini ifade ederek "genel bir af kampanyası" başlattıklarını açıkladı. İlsever, "Gellnen noktada bir af, toplumun bu yurttaşları değil, onların toplumu bağışlaması özünde olacaktır" dedi. SP Genel Başkanı bir soru üzerine İnönü'nün açlık grevlerine ilişkin tavırını kabul etmediklerini belirterek

"Cezaevlerindeki açlık grevlerinin haklı nedenleri vardır. İnönü'nün bu açıklamalarına katılmıyorum" diye konuştu.

İzmir. Nazilli ve Buca cezaevlerinde açlık grevi yapan 70 tutuklu ve hükümlünün eylemi, İzmir'de, çoğunluğunu Ege ve Dokuza Eylül üniversiteleri öğrencisinin oluşturduğu 200 kişinin katıldığı açlık greviyle destekleniyor. Protestocular, SHP'nin açlık grevine destek çıkması gerektiğini vurgulayarak hukuksal yardım istediler.

Bursa Uludağ Üniversitesi'nden 7 öğrencinin 1 Ağustos Genelgesi'ni protesto etmek ve cezaevlerindeki açlık grevini desteklemek amacıyla başlattıkları açlık grevi 6. gününü doldurdu. Grevci öğrencilere dün 5 arkadaşları daha katıldı. Dün greve başlayanlar arasında Gemlik'te yayımlanan "Kör-Yeze Bakış" isimli gazetenin sahibi ve Yazı İşleri Müdürü Bülent Ülkü de bulunuyor.

İstanbul Cezaevlerindeki uygulamaları protesto eden 15 mühendis ve mimarın 2 günlük açlık grevi, dün akşam saat 17.00'de sona erdi.

Diyarbakır Cezaevlerine destek için başlatılan en uzun süreli eylem, Diyarbakır'da SHP İl binasında devam ediyor. 29 gündür açlık grevi yapan 211 tutuklu ve hükümlü yakınından Sultan Yavuz ile Saliha Şener'in sürekli baygınlık geçirdikleri bildirildi. Tedaviyi kabul etmeyen Yavuz ve Şener, açlık grevini sürdürüyor. İnsan Hakları Derneği Diyarbakır Şube Başkanı Mehmet Vural, ölüm olaylarının meydana gelebileceğini belirterek "Bu insanların

açlık grevinde ölmesi halinde sorumlusu başta iktidar, sonra suskun kalan muhalefettir. İnsanım diyen herkesin ve kuruluşun ölüm haberleri gelmeden soruna çözüm getirmesi ve 1 Ağustos Genelgesi'nin kaldırılması için yardımcı olması gerekir" diye konuştu.

Tunceli İHD Şube Başkanı Ali Özer, yönetim kurulu üyesi Hasan Demir, eski CHP Belediye Başkanı Süleyman Kırmızıtaş ve 7 kişinin cezaevlerindeki eylemleri desteklemek amacıyla başlattıkları açlık grevi de 6 gündür sürüyor.

Yalova SHP binasında oturma eylemi yaparak protestoya katılmak isteyen SHP Gençlik Komisyonu üyelerinin bu isteği, partinin ilçe yöneticilerince kabul edilmedi.

Öteki cezaevleri

Adana E Tipi Cezaevi'nde 28 tutuklu ve hükümlünün açlık grevi 26. gününü doldururken, hastanede bulunan Mahmut Engilli, Yaşar Yaşar, Hacı Ali Bolat, Saliha Burcu, Abuzer Aslan, Rıza Bilgiç, Halil Kırık ve İsmail Türkler'in sağlık durumlarının ağır olduğu bildirildi.

Gaziantep Özel Tip Cezaevi'nde 145 sol siyasi tutuklu ve hükümlü 21 gündür açlık grevi yapıyor. Mide kanaması tanısıyla devlet hastanesine kaldırılan Mustafa Singeç'in durumu ciddiyetini koruyor. E Tipi Cezaevi'ndeki 10 kişinin eylemi ise 14. gününde.

Ergani İlçe cezaevinde 17 sol siyasi tutuklu ve hükümlünün öteki cezaevlerindeki eylemleri desteklemek amacıyla başlattığı ey-

lem 9. gününe girdi.

Ceyhan Özel Tip Cezaevi'nde 150 kişinin katıldığı eylem 25. gününü doldururken, Mustafa Karasu, İzzet Baykal ve Zeynel Orduzu'nun sağlık durumlarının ağırlaştığı öğrenildi.

Malatya E Tipi'nde 143 sol siyasi tutuklu ve hükümlünün açlık grevi, önceki gün 17. günde sona erdirilirken, Malatya Cumhuriyet Savcısı Cevat Bilgin, tüzük doğrultusunda ve olanakları ölçüsünde davrandıklarını, açlık greviden neden vazgeçtiğini bilmediğini söyledi.

Nazilli E Tipi Cezaevi'nde 23 kasımda tekrar açlık grevine başlayan 40 hükümlünün eylemleri sürüyor. Hükümlüler 1 Ağustos Genelgesi'nin kaldırılmasının yanı sıra, cezaevine yeni taşınmanın getirdiği sorunların da çözümlenmesini istiyorlar.

Buca Cezaevi'nde 4 tutuklunun katıldığı eylem 17. gününü doldururken, iki gün önce tutuklanarak cezaevine konulan 26 tutuklu yakınının da açlık grevini sürdürdükleri bildirildi.

Kahramanmaraş E Tipi'ndeki 4 kişinin eylemi de 13. gününde sürüyor.

Amasya Özel Tip'te açlık grevine 39 tutuklu ve hükümlü katılıyor.

Çanakkale E Tipi Cezaevi'nde 31 kişinin sürdürdüğü ölüm orucu, 16. gününü doldurdu.

İstanbul Bayrampaşa Cezaevi'nde yaklaşık 300 tutuklu ve hükümlünün cezaevi idaresiyle varılan anlaşma üzerine önceki gün 23. günde bıraktığı açlık grevine bu cezaevinde kalan 15 kişinin devam ettiği bildirildi.

Tercüman 29.11.88

1980 öncesi sloganları yine caddelerde

İşkence bahane!

PKK'nın kuruluş yıldönümüne (!) rastlatılan "Yaşama Hakkına Saygı" mitinginde "Kürdistan faşistlere mezar olacak", "Mahir, Hüseyin, Ulaş...vs" gibi malûm sloganlar atıldı

Emin DEMİREL

PKK'nın 11. yılında İstanbul'da düzenlenen "Yaşama Hakkına Saygı" mitinginde 1980 öncesi manzaralar yaşatılmak istendi ve "Kürdistan faşistlere mezar olacak" diye bağırıldı.

"Tek yol devrim", "Mahir Hüseyin Ulaş Kurtuluşu Kadar savaş", "Zam, zulüm, işkence-İşte faşizm", "Faşizme hayır", "Zindanlar boşalsun"... 1980 öncesinin bu sloganları dün İstanbul sokaklarında yeniden duyuldu.

İnsan Hakları Derneği tarafından dün Çağlayan'da "Yaşama Hakkına Saygı" adı altında düzenlenen mitingte cezaevleriyle ilgili "1 Ağustos Genelgesi"ni protesto eden 2 bin kişi, çeşitli sloganlar atılar. Şişli Meydanı'nda toplandıktan sonra saat 11.00'den itibaren küçük gruplar halinde Abide-i Hürriyet Meydanı'na giden sol görüşlüler ile TAYAD üyesi aileler, alana girmeden önce tek tek arandılar. Çevik Kuvvet'in geniş güvenlik tedbiri aldığı mitingde, herhangi bir olay çıkmaması için Siyasi Şube ekipleri de göstericilerin kullandıkları pankartları kontrolden geçirerek alana sokulmasına izin verdi. Göstericilerin çoğunluğunu TAYAD pankartı taşıyan gruptaki kadınların oluşturduğu, görüldü. Cezaevlerindeki açlık grevlerini desteklediklerini belirten göstericiler, "İnsan hakları"nın insafsızca faşist güçler tarafından çiğnendiğini iddia ettiler.

Çeşitli sol fraksiyonlara mensup gençlerin katıldığı mitingde, her grubun kendi slo-

ganını attığı görüldü. Yaklaşık iki bin kişinin katıldığı mitingde miting komitesinin belirlediği sloganlar dışında, sık sık "12 Eylül" öncesini hatırlatan sloganlar atılması üzerine konuşmacılar, kalabalığı zaman zaman ikâz etmek zorunda kaldılar.

Bu arada, mitingin sona ermesine rağmen dağılmamakta direnen bir grup çeşitli sloganlar atarak Taksim istikâmetine doğru yürümek istedi. Polisin müdahalesi sonucu dağılan grup, bağırarak ara sokaklara dağıldı. Ancak, arkadaşlarını yeniden toparlamak isteyen iki kişi polis tarafından gözaltına alındı.

Mehmet Ali Aybar ile Yaşar Kemal'in de katıldıkları miting olaysız sonuçlandı. Göstericiler polisin kontrolü altında küçük gruplar halinde sol sloganlar atıp marşlar söyleyerek dağıldılar.

Mitingte bir konuşma yapan yazar Yaşar Kemal, Türkiye'deki hapisanelerin Hitler'in toplama kamplarına dönüştüğünü ileri sürerek, bazı gazetelerin açlık grevleri konusundaki aleyhte tutumlarını eleştirdi. Mitinge, yazar Aziz Nesin ise kasetle mesaj gönderdi. Nesin, mesajında tutuklu ve hükümlülerin eylemlerini desteklediğini belirterek, hükümetin gerekli düzeltmeleri yapmasını istedi.

Mitingte SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş da bir konuşma yaparak, "1 Ağustos genelgesi"ne karşı olduğunu söyledi. Karakaş konuşurken, mitingde katılanlar SHP aleyhinde slogan attılar.

Hürriyet 29.11.88

PKK İlderil, "destek" avına çıktı

APO'dan 300 bin

Türk'e mektup



ÖCALAN

Güçlendiğini ileri sürdü

● PKK'nın 11'inci kuruluş yıldönümü nedeniyle Abdullah Öcalan, mektubunda adeta övünerek, "Bugüne kadar adım atmadığımız, kan dökmediğimiz, haykırmadığımız tek bir köşe, tek bir köy bırakmadık" dedi...

Saygı ÖZTÜRK

ANKARA, (Hürriyet) - APKK'nın kuruluşunun 11'inci yıldönümü nedeniyle bu örgütün lideri Abdullah Öcalan, yurt içinde ve dışında 300 bin kişiye mektup gönderdi, partilerine maddi-manevi destek istedi.

Tehdit kokan mektubunda, davalarına ihanet edenlerin "affedilmediğini" bildiren Abdullah Öcalan, şöyle dedi:

"Güneydoğu'da, ülkemizin dört bir tarafından yürüyüş kolları halinde adım atmadığımız, kan dökmediğimiz, haykırmadığımız tek bir köşe, tek bir köy bırakmadık. Bunlar, halkımıza bağlı olmanın, saygılı olmamızın, gerçek örnekleridir."

HERALD TRIBUNE 1.12.88



Jack Dabbaghian/Reuters

A French policeman detaching a Kurd demonstrator outside the Crillon in Paris on Wednesday.

Ozal Visit Protested

The Associated Press

PARIS — About 60 Kurdish demonstrators were arrested Wednesday during a protest against the visit to France by Prime Minister Turgut Ozal of Turkey, the police said.

About 100 people rallied outside the Hôtel Crillon where Mr. Ozal was staying, despite an official ban on the demonstration. The police said those arrested were being questioned and were not immediately charged.

Turkish Kurds, like the Kurds in Iran and Iraq, have been battling for increased autonomy. They accuse Ankara of harsh repression of their movement.

Mr. Ozal's three-day visit ended Wednesday. Prime Minister Michel Rocard, after their official meeting Tuesday, said Mr. Ozal had made "very real progress" on human rights issues in Turkey.

International Herald Tribune 1.12.88

Iran Deserves Censoring

Iran and Iraq have each taken advantage of the August cease-fire in their long war to settle scores with dissenters at home. Iraq's lawless gassing of Kurdish villages has been deservedly condemned. Iran's mass killings of mainly leftist opponents have attracted less attention. But they have occurred on a scale sufficient to prompt a UN debate Wednesday on a report saying the executions "justify international concern."

Iran's canny response has been to divide its General Assembly critics by offering for the first time to open its borders to a special representative of the UN. In return, Iran wants the UN to scrap a draft resolution deploring the wave of summary executions of political prisoners. Thus Iran wants a pat on the back for complying with the most rudimentary rules. Every other country targeted for a UN human rights inquiry — including Chile, Afghanistan and Cuba —

has submitted to scrutiny. Iran deserves censure, not coddling. Since this summer, at least 1,000 people are believed to have been shot, and thousands imprisoned, most on charges of supporting an armed insurgency, the People's Mujahidin. The UN report finds "a nucleus of veracity" in accounts of these killings and of ill treatment of prisoners. It also documents the continued denial of basic rights to adherents of the minority Bahai faith, though systematic executions appear to have ceased.

Iran does not wholly scorn the UN or its resolutions — or else it would not haggle over censorious words. Its UN envoy has said "there is no unresolvable complication" in reconciling Islamic and international law. The more reason, therefore, for the General Assembly to adopt an undiluted resolution that could save lives and free prisoners.

— THE NEW YORK TIMES.

L'Ardennais 1.12.88

Otages de 14 Kurdes pendant 6 heures

En marge de la visite du premier ministre turc

Alors que le Premier ministre turc, achevait sa visite officielle, quatorze Kurdes turcs, armés de cocktails Molotov, ont retenu en otages pendant six heures quatre employés de la Turkish Airline, à Paris ¹er.

La rédition s'est déroulée calmement à l'issue d'une conférence de presse improvisée par les preneurs d'otages. Toutefois, deux Kurdes qui avaient tenté une sortie en lançant des cocktails Molotov ont été interpellés de manière plus musclée. L'un a été brûlé par son engin. Ils ont tous deux été hospitalisés.

Les preneurs d'otages s'élevaient contre le sort réservé à 2000 prisonniers politiques en Turquie, qui poursuivent une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, la torture et les tribunaux militaires. Le mouvement Partizan», qui agissait

pour la première fois en France, est considéré par les autorités turques comme une organisation armée maïorité, disposant de bases dans le sud-est de la Turquie.

En fin de journée, les autorités ont fini par autoriser la tenue d'une mini conférence de presse, au cours de laquelle les Kurdes ont affirmé que «la dignité humaine viendra à bout de la torture». «A bas l'état fasciste turc. Vive la résistance des combattants de la liberté dans les prisons», ont-ils ajouté. Les preneurs d'otages, qui ont affirmé être des réfugiés politiques aux intentions pacifiques, ont

également protesté contre la visite en France du Premier ministre turc.

Dans la matinée, une manifestation de militants kurdes avait été dispersée par la police devant l'hôtel Crillon, lieu de résidence du Premier ministre turc de M. Ozal. Une soixantaine d'entre eux avaient été interpellés.

Le passage de M. Ozal, dimanche à Strasbourg, avait déjà donné lieu à une manifestation de trois à quatre cents personnes, organisée par des mouvements d'opposition turcs, et le comité français Turquie-Liberté avait lancé le même jour un appel soutenu par une vingtaine d'organisations humanitaires, pour que les autorités françaises abordent avec M. Ozal la question des Droits de l'homme en Turquie.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

Iran-France-chimiques

L'Iran invité par la France à la conférence sur les armes chimiques

NICOSIE, 1er déc (AFP) - La France a officiellement invité l'Iran, jeudi, à participer à la conférence internationale sur les armes chimiques qui doit se tenir à Paris du 7 au 10 janvier 1989.

Selon l'agence iranienne IRNA, reçue à Nicosie, le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a reçu une invitation de son homologue français Roland Dumas, qui lui a été remise, à Téhéran, par un émissaire français, M. Claude Arnaud.

M. Velayati a remercié M. Dumas et souhaité que "cette conférence prendra des mesures pratiques pour prévenir la production, le stockage, la vente et l'utilisation de ces armes mortelles". IRNA n'a pas précisé si M. Velayati avait accepté ou non l'invitation.

M. Velayati a, en outre, "regretté le silence" de la communauté internationale "sur l'utilisation répétée par l'Irak d'armes chimiques contre sa population kurde et contre l'Iran".

Il a souhaité que la conférence "adoptera des mesures sérieuses contre tout Etat qui usera de ces armes".

La France est le maître d'oeuvre de cette conférence à laquelle ont été conviées toutes les parties signataires du protocole de Genève de 1925 interdisant l'usage des armes chimiques (110 pays) ainsi que les nations non signataires.

Marseillaise 1.12.88

DEMOCRATIE

Ronds de jambes à la turque

François Mitterrand et Michel Rocard décernent à Turgut Ozal son brevet de démocrate, avec un mépris total pour les victimes turques et kurdes des violations des droits de l'homme pratiquées dans son pays

TURGUT Ozal, affichait une mine réjouie mercredi matin lors de sa conférence de presse à l'hôtel Crillon. M. Ozal avait toutes les raisons d'être content : il avait pu voir, sous les fenêtres de son hôtel, les CRS français matraquer hardiment les quelques centaines de personnes qui, à l'appel de plusieurs organisations kurdes, tentaient de manifester leur solidarité avec 2000 prisonniers politiques en grève de la faim depuis un mois dans les prisons de Turquie. La manifestation avait été interdite la veille par la préfecture de police.

Autre motif de satisfaction, le certificat de "bon démocrate" que lui a délivré mardi Michel Rocard, qui s'est publiquement réjoui des "très réels progrès accomplis par le régime turc dans le domaine des Droits de l'Homme et des Libertés". Le premier ministre turc avait beau jeu après cela de citer les dirigeants français pour répondre à ma question — la seule qui lui fut posée sur ce thème — à propos de la démocratie politique et des Droits de l'Homme dans son pays. Comme je lui demandais quand il comptait harmoniser la situation avec celle existant dans la CEE (à laquelle il a demandé l'adhésion), en légalisant les partis interdits, notamment communiste et socialiste, en libérant les prisonniers politiques, en mettant fin à la torture, Turgut Ozal s'est retranché derrière Michel Rocard et François Mitterrand.

A propos de la torture, il s'est contenté de répondre que la Turquie avait signé la convention européenne et celle des Nations Unies contre la torture. (Apparemment, ses policiers n'en ont pas été avertis).

Turgut Ozal a également expliqué que le Parti Communiste était interdit, ainsi que toute "propagande communiste" parce que "venus d'URSS, continuateur de la Russie tsariste avec qui la Turquie a eu beaucoup de problèmes tout au long de son histoire. Si le communisme était venu de France, il en serait autrement"... Il a longuement insisté sur la volonté de son pays de devenir membre à part entière de la CEE, appelant les capitaux à venir s'investir en Turquie et laissant planer une demi-menace : "la Tur-

quie est le seul membre de l'OTAN à rester hors de la CEE. Il y a là une contradiction et on ne peut continuer à consentir des efforts unilatéraux pour la sécurité de l'Europe".

Turgut Ozal, qui a vu à Paris de nombreux hommes d'affaires, devait rencontrer hier soir Jean-Pierre Chevènement pour parler achat d'armes. Plusieurs ministres français ont également accepté de se rendre en Turquie dans les prochains mois.

En fait, la coopération avec le régime d'Ankara est répartie comme si tout allait bien dans la meilleure des démocraties turques possible.

Le député communiste

Théo Vial Massat s'est inquiété de cet état de choses mercredi après-midi lors de la séance des questions d'actualité. Il s'est déclaré "choqué par l'importance donnée à la présence de M. Turgut Ozal et par les propos du premier ministre Michel Rocard", a rappelé le dernier rapport accablant d'Amnesty International sur la Turquie, les 50.000 prisonniers politiques détenus

dans des conditions inhumaines, les procès d'opinion, la détention des dirigeants communistes Kutlu et Sargin.

Dans sa réponse, Roland Dumas a, lui aussi, fait état de "progrès" de la démocratie en Turquie tout en admettant que "tout n'est pas parfait".

Françoise
GERMAIN-ROBIN

Quotidien de Paris 1.12.88

France-Turquie : quand les opposants « raccompagnent » le Premier ministre

Le Premier ministre turc Turgut Ozal a regagné Ankara hier après-midi au terme d'une visite de trois jours à Paris.

● Hier midi, une vingtaine de manifestants appartenant à l'organisation marxiste-léniniste « Partizan » ont pénétré en force dans les locaux parisiens de la compagnie aérienne Turkish Airlines où ils sont restés retranchés jusqu'à la fin d'après-midi. Les opposants, le visage masqué, armés de cocktails Molotov, ont déployé une bannière sur laquelle on pouvait lire en français « Soutenons la grève de la faim entreprise depuis 49 jours dans les cachots de l'Etat fasciste turc ».

En début de soirée, les forces de l'ordre bouclaient toujours l'accès à la rue de l'Echelle où se trouvent les bureaux de la Turkish Airlines, près de l'Opéra. Cependant, deux des occupants avaient été évacués

souffrant de brûlures infligées dans des circonstances mal élucidées.

Dans la matinée, une centaine de manifestants kurdes s'étaient rassemblés place de la Concorde mais avaient été empêchés par la police de s'approcher de l'hôtel Crillon où le Premier ministre turc Turgut Ozal donnait une conférence de presse pour clore sa visite officielle de trois jours en France.

Celle-ci ne s'est donc pas achevée aussi bien que M. Ozal l'aurait souhaité, ces diverses manifestations risquant d'occulter un bilan par ailleurs positif. En effet le chef du gouvernement turc a obtenu à Paris un satisfecit pour les progrès réalisés par son pays dans le domaine des droits de l'homme et a réussi à imposer l'idée que la Turquie puisse faire un jour partie de la Communauté européenne même si aucune adhésion formelle n'est envisageable à court terme.

« Il est contradictoire que la Turquie soit membre de l'OTAN mais pas encore de la CEE », a-t-il déclaré au cours de sa conférence de presse, rappelant que la demande

avait été formulée voici deux ans. Le Premier ministre a cependant modéré son propos en admettant à l'instar des autorités françaises et de la Commission de Bruxelles, que cette adhésion ne pourrait se faire avant l'achèvement du grand marché prévu pour le 1^{er} janvier 1993.

M. Ozal a ajouté que l'entrée dans la CEE était « un des rares sujets de consensus dans son pays ».

Par ailleurs, la relance des relations économiques, qui ont fortement souffert jusqu'en 1985 de la brouille entre Paris et Ankara, devrait constituer l'un des résultats majeurs de la visite de M. Ozal, qui a eu des entretiens avec de nombreux responsables économiques du gouvernement mais aussi du secteur privé.

La France et la Turquie devraient

signer dans les mois qui viennent un accord-cadre de coopération économique. Le ministre de l'Economie, Pierre Bérégovoy, et le ministre de l'Equipement, Maurice Faure, devraient se rendre en Turquie au premier semestre 1989 pour évoquer en détail un certain nombre de contrats que des sociétés françaises pourraient obtenir sur des grands projets en Turquie.



DASGAYE RAGAYANINI
KURDI BARITANI LE LENDE

B. K. M. B

BRITISH KURDISH MEDIA BUREAU

COUNCIL SPONSORS:

LORD F. BROCKWAY, (Life Honorary Sponsor/Chairman) +
PETER BENENSON, (The Founder of Amnesty International)
Prof. Maurice Wilkins, (Nobel Peace Prize Winner)
David McDowall, (Writer on Middle East)
Peter Foulleade, (Radio Journalist)
Sister M Murphy, (Social Researcher)

DIRECTOR & EDITOR: KAMRAN DILSOZ
DEPUTY-DIRECTOR: LINDA HAMILTON
CO-ORDINATOR: NEIL DAVIDSON
PUBLICITY OFFICER: SABIR AZIZ

BM BOX: B. K. M. B, LONDON, WC1N 3XX.
TEL: (01) 272-8269 (Office Hours Only.)
(10.30 AM-5.30 PM-Mon-Fri.)

[INTERNATIONAL CHARTER OF HALABJAH PROPOSAL IS IN PROCESS TO BE LAUNCHED]

The Latest Progress:

5 DEC 1988

Last Sept. 1988, our Organization PKMR. proposed an International Charter-entitled-HALABJAH-16-17. March. 1988, as an Inter-Day Banning the use of Chemical Weapons against Humanity .

In addition the proposal is also aiming to submit a Legal Case to the European Court of Justice, against (The Iraqi Regime of SADDAM HUSSIAN-THE DEFENDANT-) for ordering the Army to use Chemical Weapons on a large scale on several occasions in Iraqi Kurdistan, since April. 1987, which led to the death of thousands of Kurdish Civilians, (6350 deaths, and 12,000 injuries, in Halabjah alone.)

The proposal was forwarded last Sept, through our communication network to a selected number of prominent human rights activists, including inter-lawyers, academics, and members of the British Parliament, in order to form an International Committee, to lead the Campaign. (see enclosed Proposal for details.)

We are glad to announce that a number of those selected activists have agreed to join the Charter, and others are expected to join in due course.

They are as follows:

- 1) Mr Peter Benenson, (British Lawyer), The Founder of AMNESTY INTERNATIONAL.
- 2) Ms Julia Hausermann, The Founder & Director of HUMANITY & RIGHTS ORG.
- 3) Dr Daffyd Thomas, (Lab. MP).
- 4) Professor Maurice Wilkins, Scientist, (Nobel Peace Prize Winner)
- 5) Professor Adam Curle, Leading member of Humanity & Rights Org.
- 6) Mrs Anne Curle, Human Rights Activist.
- 7) Dr Ismet Cherif Vanly, Kurdish Historian, Human Rights Activist.
- 8) Mr David McDowall, Writer, Human Rights Activist.
- 9) Mr Martin Ennals, Director of Inter-Alert, (Former Sec-General of AMNESTY INTERNATIONAL-1968-1980.)

Kamran Dilsoz
Kamran Dilsoz,
Director & Editor,

Our Ref: 00500/22/88

COUNCIL SPONSORS: Rev Pat Davies, Rev David Barnes, (University Chaplains.)
BKMB is a Full Member of LONDON VOLUNTARY SERVICES COUNCIL.
BKMB is a Humanitarian Voluntary Organisation, .

Selon un rapport de l'UEO

Le Monde 7.12.88

Le problème kurde demeure un « facteur d'instabilité »

Un rapport présenté lundi 5 décembre par M. Guido Martino, parlementaire italien, au premier jour de la troisième session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), déplore que le cessez-le-feu intervenu le 20 août dernier entre l'Irak et l'Irak « ne semble pas avoir fourni l'assurance d'une paix durable ».

Le rapport note en particulier que le problème kurde demeure et constitue un « facteur d'instabilité » dans la région. « La société internationale peut d'autant moins se désintéresser du sort des Kurdes que ceux-ci constituent un danger permanent pour la

paix entre l'Irak et l'Irak. Chacun reste tenté d'utiliser son influence sur les Kurdes de l'autre pays pour faire pression sur lui. Jusqu'à présent, la communauté internationale n'a rien fait pour assurer aux Kurdes le droit à l'existence qu'a tout peuple. »

A propos des armes chimiques, le rapport indique que « l'Irak a fait usage, depuis avril 1988, de produits à base de cyanure dont les effets mortels sont immédiats ». « Leur usage, ajoute-t-il, aurait d'abord visé des forces armées iraniennes, mais se serait peu à peu étendu à des opérations mettant en cause des populations

civiles (...), aussi bien la population kurde que les agents actifs de la rébellion. » « De nombreux observateurs soulignent-il, ont considéré que cet usage s'était poursuivi et intensifié après le cessez-le-feu du 20 août. Il semble avoir cessé le 5 septembre, mais repris au milieu d'octobre pour réduire des poches de résistance kurde. »

Kurdish guerrillas kill eight Turkish soldiers

Financial Times 7.12.88

By Jan Bodgener in Ankara

KURDISH separatist guerrillas early yesterday morning ambushed and killed eight Turkish soldiers near Sirnak in the south-eastern province of Siirt.

The guerrillas - thought to be from the Marxist Kurdish Workers Party (PKK) - then melted away into the night.

Yesterday evening a large pursuit operation mounted with helicopters was continuing.

ing. The incident ends a slack period for PKK activity, and is the most serious this year. Two commandos were killed in roughly the same location in July.

Since then, the Turkish government has given asylum to around 40,000 Iraqi Kurdish refugees from the brutal campaign waged by the Iraqi army in northern Iraq against rebels of the Kurdish Demo-

cratic Party led by Mesud Barzani, which may have explained the lapse in PKK activity.

Another reason, according to observers, is that the PKK leadership headed by Abdullah Ocalan, itself may be divided over whether or not to continue extreme terrorist tactics to coerce civilians in the countryside, or use more subtle propaganda techniques.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

PARIS, 9 déc (AFP) - L'académicien soviétique Andrei Sakharov a lancé vendredi un appel à la France, qui a "des relations très étroites avec l'Irak", pour qu'elle utilise son influence auprès de ce pays pour stopper les persécutions contre les Kurdes.

"Pendant des dizaines d'années, a-t-il dit dans une déclaration à l'issue de sa conférence de presse, les Kurdes ont lutté pour obtenir le droit indéniable de chaque peuple à son autonomie. Pendant des années, des événements féroces s'y sont déroulés, qui doivent susciter la préoccupation de toute l'opinion mondiale. Aujourd'hui nous savons que l'on a utilisé massivement contre eux les armes barbares que sont les armes chimiques. J'appelle l'opinion et la presse françaises à apporter le maximum d'attention à ces événements".

"La France, a-t-il ajouté, a des relations très étroites avec l'Irak. Je suis persuadé qu'il est possible et même indispensable d'utiliser l'influence de la France pour stopper ce qui se passe actuellement dans cette région."

Le Quotidien de Paris 12.12.88

Droits de l'homme : le sommet des dissidents

Andrei Sakharov et Lech Walesa, les deux invités vedettes des cérémonies du 40^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, se sont entretenus en tête-à-tête samedi : « Vous avez tout un peuple derrière vous, alors que je suis isolé... » a dit le physicien au leader de Solidarnosc.

● Andreï Sakharov et Lech Walesa, deux phares incontestés de la lutte pour la liberté à l'Est, ont été tout au long de la journée de samedi, à Paris, les vedettes de la grande fête des Droits de l'homme pour le 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils se sont aussi rencontrés, pour la première fois de leur vie, dans un entretien chargé de symboles dont seuls quelques échos ont filtré. « Vous êtes le leader d'un mouvement et vous avez tout un peuple derrière vous, moi, je suis isolé », a dit M. Sakharov à Lech Walesa, selon son conseiller Bronislaw Geremek. La fête devait culminer au palais de Chaillot où fut signé, il y a 40 ans, ce document et où le président François Mitterrand devait présider la cérémonie officielle, avant de recevoir ses invités pour un grand dîner à l'Élysée. L'émotion avait été grande à l'hôtel de Lassay, où l'académicien et le président de Solidarnosc ont déjeuné à la même table, en compagnie de Mme Danielle Mitterrand, du président de l'Assemblée nationale et de Mme Laurent Fabius,

quelques heures avant leur première rencontre. Les deux hommes n'ont d'ailleurs pas cessé durant la journée de se croiser, à l'hôtel Matignon, où ils ont rencontré l'un après l'autre le Premier ministre Michel Rocard, puis sur le perron de l'Élysée où le chef de l'Etat les a également reçus tour à tour.

Joie et émotion

L'académicien soviétique, qui était accompagné de son épouse Elena Bonner, arrivée la veille de Moscou, s'est déclaré « très impressionné », à l'issue de son entretien d'une demi-heure avec M. Mitterrand, tandis que le président de Solidarnosc se disait « ému et content », après sa conversation, de même durée, avec le président de la République. « Je n'ai pas de mots pour exprimer ma joie, vous avez devancé votre époque en rendant possible notre venue », a dit à M. Mitterrand, Lech Walesa dont c'était le premier voyage à l'étranger depuis la proclamation de l'état de siège en Pologne, le 13 décembre 1981. « Cinquante ans après Yalta,

les deux Europe se parlent, et c'est formidable », a-t-il ajouté.

M. Sakharov, arrivé vendredi matin des Etats-Unis où il effectuait le premier voyage à l'étranger de sa vie, a, lui aussi, « beaucoup remercié » M. Mitterrand pour son initiative. Les droits de l'homme, l'avenir de la perestroïka, le problème des nationalités en URSS ont été évoqués au cours de cet entretien, de même que le problème kurde qui avait conduit l'académicien soviétique à lancer, la veille, un appel à l'opinion mondiale et au gouvernement français. Quelques instants plus tôt, au déjeuner à l'Assemblée nationale, il allait encore prêter une oreille attentive à un militant kurde qui lui exposait le drame de son peuple, persécuté en Irak comme en Turquie.

Avant la grande cérémonie officielle, à laquelle devait participer également le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, qui avait reçu le matin même, à Oslo, le prix Nobel de la paix décerné aux forces des Nations unies, un hommage particulier a été rendu au père Joseph Wresinski, fondateur de ATD-Quart monde, sur l'Esplanade des droits de l'homme, au Trocadéro. Mme Mitterrand, qui avait clos dans la matinée un colloque sur « les droits de l'homme et les exclus », était présente à cette cérémonie, où une « flamme de l'espoir » a été allumée. Dimanche, un « marathon syndical » attendait Lech Walesa. Il a rendu visite à tous les syndicats français qui ont soutenu Solidarnosc — mais pas la CGT —.

Andrei Sakharov, pour sa part, a tenu à se réserver une journée privée. Associé étranger de l'Académie des sciences, il assistera à une réception privée chez M. André Guinier, chargé des relations internationales au bureau de l'Académie. Celle-ci n'aura, en effet, pas la possibilité, d'ici au départ de l'académicien soviétique, aujourd'hui, de le recevoir avec le faste qu'elle aurait souhaité.



B. K. M. B

BRITISH KURDISH MEDIA BUREAU

الادارة العامة:

مجلس المتكلمين:

المدير ورئيس التحرير: كامران هيسوز
شعبة التحرير: الانسلافيشدا هاملتون
المنظم الاداري: الدكتور نيل دينيخون
مدير العلاقات العامة: حابر عزيز

السيد فينير بروكسوي (مستشار صحفي)
السيد بيتر بينسون (مؤسس منظمة الصو الدولية الصموية)
البروفيسور موريس ويلكنس (الحائز على جائزة نوبل للسلام العالمية)
السيد دينيد ماكداول (كاتب بريطاني في شؤون الشرق الاوسط)
السيد بيتر فريدمان (محرر في هيئة الاذاعة البريطانية ب س)
الانسة مارغريت مورفي (باحثة اجتماعية)

BM BOX: B. K. M. B, LONDON, WC1N 3XX.
TEL: (01) 272-5269 (Office Hours Only.)
(10.30 AM-5.30 PM-Mon-Fri.)

(الطبعة العربية) - رقم ٣٦ / ٩

Date: **6 DEC 1988**

(مشروع عالمي باسم (يوم هليجة العالمي)

(آخر التطورات حول مشروع مكتبنا لجعل يوم ١٦ . ١٩٨٨ من كل عام (٠٠٠)
يوما عالميا ضد استعمال الاسلحة الكيماوية في العالم.
+++++

تقدم مكتبنا الاعلامي الكرديستاني البريطاني قبل الشهرين، (سبتمبر الماضي) مشروع عالمي لجعل يوم ١٦ / ١٧ مارت من كل عام يوما عالميا للاحتجاج ضد استعمال الاسلحة الكيماوية (الحزمة روليا)، وتحت اسم (يوم هليجة العالمي).

وقد بدأنا بالاتصالات الضرورية بابرز الشخصيات العالمية في الشؤون القانون الدولي وحقوق الانسان والاكاديميين ورجال السياسة التقديمين ورجال الدين (الانسانيين) واثالهم. واننا نعلن وبفخر بان جهودنا قد اثمرت ونجحنا في الحصول على موافقة عدد من تلك الشخصيات العالمية، تمهيدا لتكوين (لجنة دولية) لتحقيق المشروع المطروح من قبلنا. والشخصيات هي:

- ١) السيد بيتر بينسون محامي بريطاني ومؤسس منظمة العفو الدولية الشهيرة (انستي).
- ٢) الانسة جوليا هوسيرمان مؤسمة المنظمة العالمية لحقوق الانسان ومديرتها الحالية محامية سويسرية.
- ٣) الدكتور ديفد توماس النائب البرلماني العمالي البريطاني
- ٤) البروفيسور موريس ويلكنس عالم بريطاني فيزياء وبيولوجي، والحائز على جائزة نوبل للسلام العالمي.
- ٥) البروفيسور آدم كيرل، احد الاعضاء البارزين في منظمة حقوق الانسان العالمي. ومحامي في القانون الدولي.
- ٦) الدكتور عصمت شريف، مؤرخ كردي وعضو نشط في مجال حقوق الانسان وحركة الامم المتحدة في مجال القضية الكردية.
- ٧) السيد مارتن انالس، مؤسس ومدير منظمة الانذار العالمي، وشخصية عالمية معروفة في مجال حقوق الانسان خاصة حقوق الاقليات والسكرتير العام لمنظمة العفو الدولية (انستي) من عام ١٩٦٨-١٩٨٠.
- ٨) السيدة آن كيرل، النشطة البارزة في مجال حقوق الانسان.
- ٩) السيد ديفد ماكداول كاتب بريطاني في شؤون الشرق الاوسط وساند فعال لحقوق الشعب الكردي والفلسطيني واثالهما، وهو ايضا عضو ساند عامل لمكتبنا الاعلامي الكرديستاني البريطاني.

ومن الموهل ان تنضم مجموعة اخرى من اثال هذه الشخصيات قريبا لمشروعنا الانساني من اجل العمل على تحقيق هذا الهدف النبيل للانسانية بما فيها شعبنا الكرديستاني الضطهد. ومن اهم اهداف المشروع هو تقديم قضية دعوى دولية من قبل اللجنة العالمية للمشروع الي (المحكمة الدولية لحقوق الانسان الاوربية، ومحكمة العدالة الاوربية الدولية) ضد (نظام صدام حسين) بسبب استعماله للجيش العراقي (عثة) للقيام بجرائم استعمال الاسلحة الكيماوية على نطاق واسع وقتل الآلاف من الابرياء الاكبراد - المدنيين العزل بصورة غير انسانية وحشية فائقة نادرا ما شهده التاريخ البشري.

كامران هيسوز
المدير ورئيس التحرير

المكتب الاعلامي الكرديستاني البريطاني - منظمة عالمية - اعلامية - سياسية - مستقلة
تتألف من خلال الصحافة الاعلامية من حقوق الانسان المتكلمين في كافة اجزاء بريطانيا
وتتعاون مع كافة هيئات المنظمات الدولية البريطانية في لندن

Quotidien de Paris 17.12.88

Suède : la police tient-elle enfin l'assassin de Palme ?

● Le tribunal de première instance de Stockholm a placé hier sous mandat d'écrou l'homme « soupçonné d'être l'assassin d'Olof Palme », dont le nom, Carl-Gustav Pettersson, a été rapidement connu malgré une législation imposant en principe l'anonymat sur les inculpés.

Cet homme est le dernier « suspect numéro un » de la police suédoise dans la ténébreuse enquête sur l'assassinat du Premier ministre suédois, survenu le 28 février 1986. Le suspect qui proteste de son innocence n'a pas été formellement inculpé.

La décision de mise sous écrou, en Suède est une façon de prolonger les 48 heures de garde à vue d'un suspect dans l'attente de la clôture de l'instruction pouvant conduire à son inculpation. Le nouveau délai dont dispose le magistrat instruc-

teur est de quinze jours renouvelable. Le mandat d'écrou est justifié par le fait que le crime pour lequel il est soupçonné « est sanctionné par une peine de plus de deux ans de prison ».

La police suédoise avait annoncé jeudi « tenir le meurtrier » sur la base de certains éléments concordants : « Son physique semble correspondre avec l'ombre de l'assassin fuyant dans la nuit », de plus lors d'un meurtre qu'il avait commis en 1970, l'inculpé s'était enfui par la même ruelle que celle empruntée par l'assassin du Premier ministre en 1986 ; enfin il n'a pas d'alibi crédible pour le soir du meurtre.

Pendant deux ans et demi, l'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme n'a pas cessé de rebondir. Dès le mois de mars 1986 un homme est arrêté et gardé à vue pour être

relâché une semaine plus tard, faute de preuves. Peu après la police diffuse un portrait-robot sur la foi de nouveaux témoignages et propose une forte récompense pour tous les renseignements qui semblent lui faire défaut. Après des mois d'enquête, le sous-intendant de police parle d'une « hypothèse privilégiée » en soulevant la responsabilité du parti kurde ouvrier, une organisation extrémiste marxiste-léniniste.

Le préfet de police devait démissionner victime des nombreuses erreurs de l'enquête. En mars de la même année on parle à Stockholm d'une « piste iranienne » qui n'ira pas plus loin. Nouveau rebondissement avec la découverte d'une « enquête privée » effectuée par une maison d'édition proche du garde des Sceaux, Anna-Greta Leijon, qui doit démissionner en juin 1988. Enfin en octobre dernier le chef de la police nationale quittait lui aussi précipitamment ses fonctions car trop passif dans une affaire qui n'en finissait pas...

P.F.

L'Humanité
17.12.88

PRISONS DE LA MORT

Des familles des détenus assassinés ont fait parvenir à Paris des récits accablants. Le régime de Téhéran répond par la terreur au « mécontentement diffus » de la population

LES exécutions massives et secrètes de prisonniers politiques iraniens, depuis l'été dernier, ont abouti à « vider » les prisons du pays d'une grande partie des détenus, selon des témoignages de familles de ces prisonniers reçus à Paris.

Amnesty international avait dénoncé, début décembre, la plus grande vague d'exécutions politiques secrètes en Iran depuis le début des années quatre-vingt.

Selon ces témoignages rapportés par des voyageurs iraniens récemment arrivés en France, une grande partie des exécutions ont eu lieu en août et septembre, mais la nouvelle n'a été connue qu'un ou deux mois plus tard par les familles des victimes.

« Au début, ils ont suspendu les droits de visite », raconte l'épouse d'un prisonnier, membre de l'organisation des Fedayin du peuple, exécuté récemment à la prison de Ghom-Hessar à Karaj (50 km à l'ouest de Téhéran) et « ce n'est que deux mois après qu'ils m'ont informée de sa mort ».

Une autre raconte que les responsables de la prison lui ont annoncé « sans ménagement » l'exécution de son mari, lui ont remis ses affaires, et, au moment où elle quittait la prison, l'ont rappelée pour lui demander de prendre par la même occasion celles de son beau-frère, également exécuté. L'administration a refusé de remettre les corps aux familles

ou de les informer de leur lieu d'enterrement, selon ces témoignages.

Les prisonniers étaient des dirigeants, des militants, parfois même de simples sympathisants de diverses organisations : les Moujaheddine du peuple, le Parti communiste Toudeh, les Fedayin du peuple, la Voie de l'ouvrier et le Parti démocratique du Kurdistan iranien. La plupart de ces militants, arrêtés depuis 1981 ou 1982, avaient déjà été jugés et condamnés à des peines de prison.

Ainsi, deux frères, sympathisants de la Voie de l'ouvrier, condamnés en 1982, l'un à cinq ans et l'autre à dix ans, ont été exécutés en novembre. La famille prévenue par téléphone s'est rendue à la prison pour chercher les affaires et a trouvé une file d'attente d'une centaine d'autres parents, venus pour les mêmes raisons, selon ces témoignages.

Ces sources font également état d'exécutions d'anciens prisonniers politiques, ayant déjà purgé leurs peines, reconduits en prison, leur dossier ayant été réexaminés, ils ont été passés par les armes.

Certains prisonniers libérés sous condition sont tenus de se présenter une fois par mois à la prison où, les yeux bandés, ils doivent rendre compte de leurs contacts et activités en ville, a raconté l'épouse d'un ancien détenu.

Malgré les démentis des responsables iraniens, le chef du pouvoir judiciaire,

l'ayatollah Moussavi Ardébili, président de la Cour suprême, a reconnu implicitement, samedi dernier, les exécutions, affirmant que « certains détenus ont refusé de se corriger et ont accentué en prison leur hostilité à l'égard de la République islamique », « en particulier depuis l'opération militaire des Moudjaheddine du peuple », en juillet.

Les véritables raisons de ces exécutions restent inconnues. Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, M. Mohamad Javad Larjani, tout en démentant cette répression, a affirmé mardi : « Pourquoi exécuterions-nous ceux qui critiquent le régime alors qu'ils ne constituent pas une menace pour nous, puisqu'ils sont en prison ? »

Des Iraniens, venus récemment à Paris, relèvent que ces exécutions ont coïncidé avec un mécontentement diffus de la population devant l'absence de toute amélioration des conditions de vie, quatre mois après le cessez-le-feu avec l'Irak.

Ce mécontentement résulte notamment, selon ces témoignages, de la cherté de la vie, des coupures quotidiennes d'électricité, de la dévaluation de fait du rial, alors que le chômage touche officiellement 17 % de la population et que la drogue est devenue un « fléau national ».

الغد الديمقراطي

العدد ٢٧٥ - كانون الاول - ديسمبر ١٩٨٨

الدائر منذ فترة بين القاتلين الشوار والسلطة العراقية التي تستخدم صناديق العازات السامة وكانها ترش المزارع لزيادة الجراد. هكذا ترشنا ونحن في بيوتنا، اتانس مدنيون لسنا مقاتلين وورشنا بالغازات السامة. مجلس قروي امراة شابة تحضن طفلاً عمره حوالي اربعة اشهر لا يكف عن الصراخ، اخرجت ثديها اصح مرعباً انها مصابة بالكيميائي، اعقدان هذا الطفل سليحق بيريفان قبل اتمام رسالي هذه. بالاس حيث كنا في منطقة تبعد عدة ساعات من هنا، ولدت احدي النساء طفلاً ميتاً بالاحرى قطعة لحم زرقاء لامام لها هذه المناظر وابشع منها بكثير تحيطي، فهل اشتر بالام الجروح في جسدي. وروحي ذلك الرجل الشهم الذي كان يساعدني كثيراً في البيت وخاصة في تربية الاطفال كان يكرر دائماً يجب ان تنعب من اجل اطفالنا. لكي يعيشوا مستقبلهم بمر وكرامة. عندما قصفت قريتنا واصبح القتال الوضع وينتهي اسم الامم فالتحقنا بالقاتلين الشوار رغم كبر سنه لادري هل اراه مرة اخرى؟ منذ ايام ونحن نسير في الجبال وبين الصخور، نجعل منها حامية لنا من الطيران والرصاص.

أخكم / شاهان مغدي.

كرديستان العراق / محافظة دهوك



أخي المرأة أينما كنت في أمة بقعة من العالم كان وطنك. أتوجه اليك برسالي هذه لانك أخي. مهما كانت لعنك ولون بشرتك ودينك فأنت امرأة وأم وهناك أشباه نجمننا وأحاسيس توحداً نحن النساء.

أنا امرأة كردية من كردستان العراق في حدوده الاربعين من عمري، متزوجة ولدي عدد من الاطفال. تلمت القراءة والكتابة منذ الصغر باللغتين الكردية والعربية. عشت معظم حياتي في القرية، وقريتي تقع ضمن محافظة دهوك الكردية الواقعة في أقصى شمال العراق، كانت قرية جيدة جداً يمر بها نهر كبير وتحيطها الجبال ويمتد امامها واد فسيح، تسكنها حوالي ٥٠٠ عائلة تعيش فيها بينما يوثام ومودة صادقة. وقبل عدة سنوات اغلقت السلطة العراقية المدرسة الوحيدة التي كانت في القرية وكذلك المتوصف.

منذ سنوات لا توجد سلطة حكومية في قريتي ولم تحظ قريتي بأبسط الخدمات البلدية. لكن أهل القرية قاموا بتنظيم الحياة الاجتماعية فيها وكانوا يجهدون لتوفير مستلزمات الميضة والحياة الاجتماعية للاطفال. لم تصلنا الكهرباء، ونسحب الماء من الأنهر والميون العذبة التي تحيط قريتنا. كان يمر أحياناً في قريتنا عراقيون، من المناضلين ضد نظام صدام حسين الذي يجارب شعبي منذ سنوات. كان بين هؤلاء المقاتلين عرب وتسركيان

وكلدان إضافة الى الاكراد. كنا ولازنا وسنقى نحترهم. عندما كانوا ياتون الي قريتنا كنا نسقطهم بحفاوة، نقدم لهم الطعام والفرش والحمام وكل ما نستمكن، لتوفير الراحة لهم خلال ساعات وجودهم بيننا. انهم ناس خيرون، طيبون جداً، يخجلون ببساطة وعزم، أحاديث جميلة عن المستقبل الشرق. كانوا يجلبون لاطفالتنا قصصاً مصورة وشرائط وحلوى. بل وجلبوا لهم كرة قدم ونظموا ساحة اللبب في القرية عند مرورهم علينا في الريح الماضي. لكنهم كانوا حازمين مع الاطفال ولا يسمعونهم لهم بالاقتراب من أسلحتهم. انهم رجال أشداء وبشر يجسدون الانسانية الحقة ولذا كسروا احترام واعتزاز كل أهالي قريتنا والقرى الاخرى.

على المصوم رغم كل الصعوبات ورغم الفشارت الجوية والمدفعية المستمرة على قريتنا، كانت حياتنا جميلة وتلك الصعوبات وكان لها طعم خاص نتمت فيها الاعتزاز بنفس أكثر وأكثر. كما قد زرعتنا بساين شامسة ونهية لجميع الثمورين للشاه القادم. وأعدنا

ترسيم بيوتنا... هكذا. أما الان فقد تغير كل شيء. لا أكاد أصدق ما أعيشه. أتمنى لو أنه كابوس ثقيل. ولكن كلا انها الحقيقة بكل مرارتها. لا ادري من أين للانسان مثل هذه القدرة على تحمل هذه الاحداث.

تذكرت قصة كانت احدي الشابات قد حدثت النساء في قريتي عنها قيل حوالي سبع سنوات، وكانت قد عادت من مؤتمر عالمي للنساء عقد في أوروبا، لا ادري في أي بلد. القصة كانت على لسان السيدة فريدا براون رئيسة الاتحاد النسائي الديمقراطي العالمي. عن طفل في احدي قرى استراليا في بئر وكيف أن هذه الحادثة مرت كل سكان القرية وعملوا المستحيل لاجل انقاذ هذا طيبم.

بالاس دنت طفلي الصغيرة، أو في الحقيقة أخفيها بين الصخور لان المنطقة التي نشرد فيها الان صخرية ووعرة. بيريفان ابني التي كانت ستمكمل السنة بعد أيام. كانت جميلة وذكية جداً. كانت لها جديتان بلون الذهب وعيونها خضراء، خضرة الودي الذي يشكل بوابة قريتنا. كانت

تضحك كثيراً وبصوت عال. تصفق وتحاول أن تتكلم وتقلد الكبار، لكن في لحظة خاطفة لا أنساها طالما أنا حية. أصبحت بيريفان قطعة لحم سوداء، عينها الجديتان أصبحتا كجرتين في تلك اللحظة التي صبت علينا طائرات صدام حسين حمماً كيميائية ميزانها حالاً من راحتها الحادة الكربية. أما اطفالي الآخرون فلم يموتوا لحد الان. ابني الكبير دولفان وضعه صعب، لا أصدق أنه سيجيش، حروق جسمه غريبة وقد فقد القدرة على التمييز، والثاني أصيب بعمى، أما أختهم آفين التي أصبحت ابنتي الوحيدة، تحاول أن تحفي لأمها بل وحتى جروحها لتقوم بدلاً مني ببعض الاعياء وعمرها لا يتجاوز الثالثة عشرة. أنا انا فالالام التي ترق قلبم قد أنستني جرحي، فانا الان امراة مشردة

مع أربعة اطفال وعجوز (أم زوجي) فقدت بصرها بسبب السلاح الكيميائي. لا لقمة خبز ولا بخرقة أعطيهم بها وسط هذه الصخور وفي هذا البرد الزمهرير. هناك كثير من المراتل ولكل منها قصة. ممي عوائل من قرى أخرى أيضاً، لأعرفهم، كلهم نشردوا من قراهم بسبب القتال

L'Humanité 24.12.88

SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES IRANIEN ET KURDE

Abdulbraman Ghassamlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, a été reçu, vendredi, par Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF. Le dirigeant kurde a décrit la dramatique situation en Iran où le régime obscurantiste et dictatorial de Khomeiny mène une terrible répression : des centaines de démocrates, patriotes, progressistes, communistes sont torturés et exécutés dans les prisons. Il a montré le sens de la lutte du peuple kurde pour la démocratie, l'autonomie et le respect de son identité nationale et culturelle.

Maxime Gremetz a fait part de l'émotion et de

l'indignation profonde des communistes devant la barbarie des dirigeants iraniens. Il a réaffirmé la solidarité active et chaleureuse des communistes français avec les démocrates et les progressistes iraniens et kurdes qui luttent courageusement au côté de leur peuple. Il a expliqué les initiatives prises par le PCF en direction des autorités françaises afin que celles-ci agissent pour le respect des droits de l'homme et de la vie en Iran.

Tout en montrant que la politique sanglante et criminelle du régime à Téhéran n'est pas un signe de force, le secrétaire général du PDKI a souligné l'importance de la solidarité internationale dans des moments aussi tragiques pour les peuples d'Iran et du Kurdistan. Il a remercié le PCF pour son soutien constant.

Journal de Genève 24.12.88

Turc enlevé à Genève?

De passage à Genève, un homme d'affaires turc aurait été enlevé, affirme sa famille, par des rebelles kurdes, dans le but d'obtenir une rançon

Un homme d'affaires turc, Mehmet Reyhan, a semble-t-il été enlevé à Genève au cours de cette semaine. Agé de 28 ans, installé au Luxembourg, il séjournait pour quelques jours à l'hôtel Métropole. Selon les informations fournies par sa famille, les ravisseurs – il s'agirait de rebelles kurdes – auraient exigé une rançon de 5 millions de francs suisses. Son père est un journaliste turc très connu.

Beaucoup de conditionnels pour cette affaire dont les circonstances sont encore mal établies. Jeudi soir, la police genevoise se bornait à affirmer que le jeune homme d'affaires, de passage à Genève, séjournait bien à l'hôtel Métropole. D'après son père, Ugur Reyhan, il a été séquestré et une rançon a été demandée. Il affirme être venu à Genève pour traiter directement avec les ravisseurs. Ugur Reyhan est un journaliste en vue en Turquie. Il travaille pour le quotidien conservateur Tercuman, dont il est également membre du Conseil d'administration.

De son côté, l'Agence anatolienne de presse, citée par Reuter, se fait l'écho des propos du frère jumeau de Mehmet Reyhan, qui affirme que celui-ci lui a téléphoné mardi pour lui annoncer qu'il avait été enlevé. Il aurait ensuite reçu le téléphone d'un correspondant anonyme exigeant une rançon de 5 millions de francs suisses. «Vous ne reverrez jamais Mehmet si vous ne payez pas», aurait-il dit.

Toujours selon l'agence anatolienne, le correspondant anonyme a affirmé parler au nom de la «Brigade Revanche» du Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), en lutte depuis 1984 pour l'autonomie des quelque huit millions de Kurdes que compte la Turquie. L'agence ajoute que l'inconnu a également revendiqué au nom du PKK le meurtre d'un officier turc, le commandant Oktay Yildiran, abattu le 22 octobre à Istanbul. Le PKK a accusé Yildiran d'avoir torturé plusieurs de ses militants emprisonnés à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie.

Toutes ces informations sont à prendre avec des pincettes. Même la réalité de l'enlèvement n'est pas établie avec certitude. La personnalité du père du jeune-homme enlevé ajoute à l'obscurité de l'affaire.

Selon des informations recueillies jeudi soir par téléphone en Turquie, Ugur Reyhan n'est pas seulement journaliste. Il serait également actif dans le commerce d'armes et d'avions légers. Selon la même source, l'attribution de l'enlèvement à des rebelles kurdes reste à prouver.

X. P.

لجنة اغانة السب الكردي في ايركنا نقيم حفلاً تضامنياً مع السب الكردي

المسلمون .. يا أبناء الطوائف
والمذاهب الاخير .. كفى صمتاً ..
لنقف دعماً لشعبنا الكردي الذي
يتعرض للاختناق والاحترق
والتسمم بالقنابل الكيماوية
ومختلف أسلحة الدمار الاخرى من
قبل النظام العراقي وكأن جهنم
قامت في كردستان ..

أيها العراقيون ..
لنقف مؤازرة وسانداً لاهلنا، اذ
لنا أهل في العراق .. لنا أطفال
ونساء وشيوخ جرحى يعانون
سكرات الموت في خيام، خيام فقط!
تفتقر الى أبسط شروط العناية
الصحية والمعاشية.

لقد عودتنا الحكومات والدول
على صمتها حيال ما يجري للشعب
الكردي من ذبح وابادة .. في الوقت
الذي تتبجح فيه هذه الحكومات
زهواً بها وصلت اليه من مدينة
وحضارة ورقي ..

أيها العراقيون ..
لنؤكد على قيمنا الاصيلة ونحذرننا
رغم المسافات، فلنساند شعبنا
الكردي البطل أطفالاً ونساءً
وشيوخاً ..

لنقف أمام مسؤولياتنا كعراقيين
نحباء ..
وقد أقيم الحفل التضامني في قاعة الاسرة
الكلداني، التي فيه كاكماحي الدين
عبدالله مسؤول الفرع السابع للحزب
الديمقراطي الكردستاني كلمة
بالمناسبة.

في حين القى فؤاد ميرزا قصائد ثرية
تمجيد نضال الشعب العراقي وتدين
المجازر الوحشية لطفمة صدام حسين.
والقى الشاعر عما نوثيل قصيدة
شعرية في حين القى عامر دادو قصيدة
شعبية بالمناسبة.

وقد تبرع الحاضرون بمبلغ من المال
دعماً من الاحتفال للاخوة اللاجئيين في
مخيمات تركيا وايران.

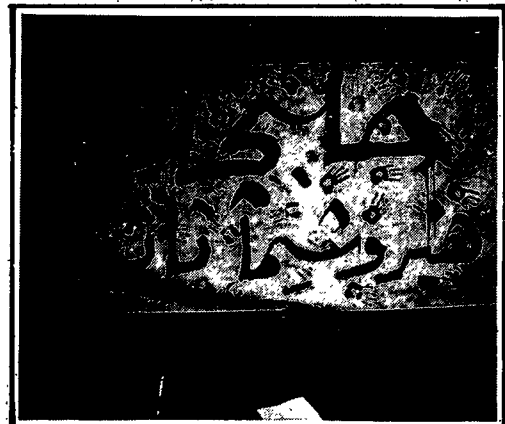
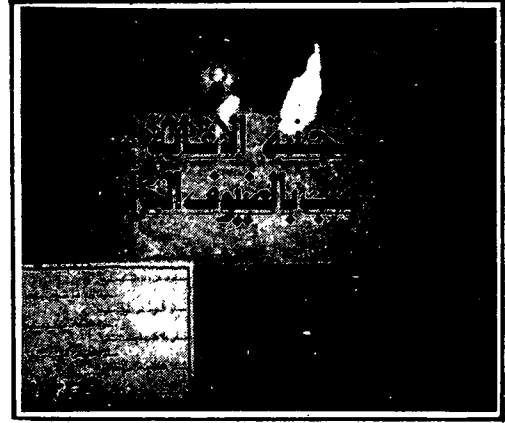
بمبادرة من التجمع الديمقراطي في
الولايات المتحدة وبمشاركة فعالة من
أطراف الحركة الوطنية العراقية وفصائلها
لاسيما منظمة الحزب الديمقراطي
الكردستاني، أقيم احتفال تضامني مع
نضال شعبنا العراقي عامة والكردي
خاصة ضد الممارسات الارهابية
الوحشية التي أقدم عليها نظام صدام
حسين في كردستان العراق والتي نتجت
باستخدام النظام للأسلحة الكيماوية
ضد الشعب الكردي في كردستان
العراق وضد قوى المعارضة الوطنية
العراقية حيث تم تشريد ما يزيد على
١٠٠ ألف من مواطنينا العراقيين من
شمال الوطن الى الدول المجاورة فهي
تركيا وايران.

وكانت لجنة اغانة الشعب الكردي
قد أصدرت نداء الى المواطنين العراقيين
عرباً وأكراداً مسلمين ومسيحيين
تناشداهم فيه دعم نضال الشعب
الكردي وادانة الجرائم الشنعاء التي
يرتكبها حكام العراق بحقه وبحق كل
المواطنين العراقيين.

فيما يلي نص نداء ولجنة اغانة الشعب
الكردي المؤلفة من السادة: جميل
سلمو، جاني دانيال، سعاد وردية،
نوبل ساكو، صائب شونيا، عامر دادو،
عادل عقراوي، عما نوثيل كمنو، عدنان
البدري، فؤاد منا، فايق حسين، رعد
بطرس، رمزي دلو، محي الدين عبد
الله.

أيها العراقيون ..
يا ناموس الوطن، ناموس الغيرة
والحنينة، باسم وادي الرافدين،
باسم السديار والاحباب ..
تناشدكم .. وباسم الضمير
الانساني الحي، عوناً، كراماً،
أصلاً، لاسناد انساننا السبيه ..
الضحية، اللاجئي .. انساننا
الكردي المبثلي بأشع حملة تشريد
وذبح وابادة يندي لها جبين
الانسانية.

أيها المسيحيون .. أيها



Cumhuriyet 1.12.88

Genel kurul gelecek hafta Iraklı Kürtler BAB gündeminde

İtalyan Cumhuriyetçi Parti Milletvekili Martino tarafından hazırlanan ve Batı Avrupa Birliği Asamblesi Genel Kurulu'nda oylamaya sunulacak raporda, AT ile Avrupa Konseyi üyesi ülkelere Iraklı Kürtler için Türkiye'ye 'yeterli düzeyde' yardımda bulunmaları isteniyor.

SEMİH İDİZ

ANKARA — Kuzey Irak'tan Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürtlerin durumu, Batı Avrupa Birliği (BAB) Asamblesi Genel Kurulu'nda gelecek hafta ele alınıyor.

İtalyan Cumhuriyetçi Parti Milletvekili Guido Martino tarafından hazırlanan ve asambledede oylamaya sunulacak raporda, Avrupa Topluluğu ile Avrupa Konseyi üyesi ülkelere Iraklı Kürtler için Türkiye'ye "yeterli düzeyde" yardımda bulunmaları isteniyor.

Söz konusu ülkelerden, topraklarına "önemli sayıda" Iraklı Kürtü kabul etmeleri de istenen raporda, ayrıca Ankara'yı hoşnutsuz kılacak görüşlere de yer veriliyor. Örneğin, Güneydoğu Anadolu'daki ayrılıkçı hareketlerden "ayaklanma" olarak söz ediliyor.

Ayrıca, Sevr Antlaşması'na atıfta bulunularak, Kürtlerin bağımsızlık emellerinin, "Atatürk devrimi ve bu devrimin ardından Kürtlere karşı girişilen baskılar sonunda suya düştüğü" savunuluyor.

Raporda ayrıca, Türkiye, Sovyetler Birliği, Suriye, Irak ve İran sınırları içinde bugün 20 milyon Kürt yaşadığına işaret edilerek, bunların yarısından fazlasının Türkiye sınırları içinde buldukları belirtiliyor.

Bunun ardından da "Bu insanlar dil ve kültürlerini korumaya gayret ediyorlarsa da Türkiye, Irak ve İran'da devletin merkezîyetçi politikası ile karşı karşıya bulunuyorlar" iddiasına yer veriliyor.

Raporda ayrıca, Güneydoğu Anadolu'daki Kürt ayrılıkçıların Suriye'den yardım aldıkları ifade ediliyor. Suriye'nin bu yoldan Fırat'ın sularından "daha adil" bir pay almayı amaçladığı öne sürülüyor.

Martino tarafından hazırlanan ve Iraklı Kürtlerin durumuna geniş yer veren "İran-İrak Savaşı Sonrası ve Avrupa" adlı 38 sayfalık rapor, BAB Asamblesi'nde 5 aralık pazartesi günü oya sunulacak.

Diplomatik kaynaklar, BAB

Asamblesi'nin antlaşma gereğince Avrupa güvenliği ve savunmasına ilişkin konuları irdeleme yetkisine sahip olan tek parlamentaryer asamble olduğunu bildiriyorlar.

Martino'nun raporunda, Kürtler ve Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürtlere değinirken, özetle şu görüşlere yer veriliyor:

— Bugün, Türkiye ile Sovyetler Birliği arasındaki dağlık bölgede Suriye, Irak ve İran'da yaşayan 20 milyon kadar Kürt bulunmaktadır. Bu Kürtlerden yarısından fazlası Türkiye'de, dört milyonu Irak'ta, üç milyonu İran'da ve geri kalanı Suriye ve Sovyetler Birliği'nde yaşıyorlar. Sünni Müslüman olan bu insanlar, dil ve kültürlerini korumaya gayret ediyorlarsa da en azından Türkiye, Irak ve İran'da devletin merkezîyetçi politikası ile karşı karşıya bulunuyorlar.

— Osmanlı İmparatorluğu Sevr Antlaşması'yla bölünürken, savaşta galip gelen güçler, Kürtlere bağımsızlık verme vadedinde bulundular. Ancak Atatürk'ün devrimi ve bu devrimin ardından Kürtlere karşı uygulanan baskılar bu emelleri suya düşürdü.

— 1984 yılından bu yana Türkiye'deki Kürt nüfus arasında Suriye'nin de yardımıyla ciddi karışıklıklar çıkmıştır. Suriye bu yoldan Fırat'ın sularının daha adil bir şekilde paylaşılması için Türkiye'ye baskı uygulamayı amaçlamaktadır. Bu karışıklıklar, Türk hükümetini ayaklanmaya karşı geniş çaplı askeri operasyonlara zorlamış bulunmaktadır.

— Türkiye, Türk yetkililerince "dağlı Türkler" diye nitelenen Kürt azınlığının mevcudiyetini resmen tanımıyor. Kürtçe eğitim yasaklandığı gibi, bu dilin kullanılmasına da baskı ile karşılık veriliyor.

Kimyasal silahlar

— Bunlara rağmen Kürt güçleri tarafından Türkiye'de girişilen saldırıların çapı kısıtlı bulunuyor. Ağustos 1988'e kadar son dört yıl içindeki çatışmalarda toplam ölü sayısının 700 kadar olduğu sanılıyor.

Tercüman 1.12.88



Doğu İçin Birleşme

Devlet Bakanı Kâmrân İnan, inandığı ve üstlendiği görevde sınırlar atıp Doğu'nun, 28 kalkınma öncelikli ilin milletvekillerini biraraya getirmeye, bütünlüğümüzü tehdit edebilecek bir problemi sosyo-ekonomik yaklaşımla ortadan kaldırmaya çalışıyor.

28 ilin bütün milletvekilleriyle görüştü. Şimdi 150 civarındaki bu milletvekillerinin hepsini biraraya getirmeyi tasarlıyor. 28 ilin valisinden illeriyle ilgili eksiklerin listesini aldı. Sonra da milletvekilleriyle ana konularda ittifak etti. "Son derece büyük anlayış gördüm. Öyle ki bazı illerde her üç partiye mensup milletvekilleri var. Bunlar hiç parti farkı gözetmeksizin aralarından bir arkadaşlarını seçip 'O komşunun' diyebildiler" diyor.

İnan, üstlendiği sorunun ismini "Doğu sorunu" koymuş. Bu bölgedeki etnik farklılıkların kimlerce ve nasıl istismar edildiğini çok iyi biliyor. Daha önce de yazdık, İnan'ın bu görevi alması yörede bir umut uyandırdı. "O yaparsa yapar" diyenler oldu. Bir küçük tedhişi, bölücü grubun istismar etmeye çalıştığı, sorunu etnik farklılıklara dayamak istediği, konu için Kâmrân İnan "Bu sosyo-ekonomik bir sorun. Böyle yaklaşarak ve böyle çözmek gerekir" inancında.

"Doğu sorunu" 1984'ten beri gündemde. Ama sanyo-ruz, son yıl içinde Millî Güvenlik Kurulu da konuya aynı açıdan yaklaştı. Doğu'da tabii güvenlik önlemleri gelişerek sürecek. Bir avuç PKK mensubu, o yörede istediği gibi at oynatamayacak, ama uzun vadeli çözümün yörenin ekonomik ve toplumsal bakımından kalkındırılması, istismara uygun ortamın yok edilmesiyle bulunacak.

Kâmrân İnan, şimdi bir büyük proje peşinde. Dünya Bankası'ndan getirtilen bir heyet Doğu'ya gezmiş. İncelemeler yapmış. Şimdi bu yöredeki en geri kalmış beş ili, Hakkâri, Bitlis, Tunceli, Muş ve Bingöl'ü kapsayacak bir toplumsal kalkınma planı yapılmaya çalışıyor. İki yıl içinde tamamlanabilecek bu plan tamamen yabancı teknisyenlerce hazırlanacak. Ama 2.5 milyon dolara mal olacak. Bu paranın 500 bin dolarlık kısmını İnan, Birleşmiş Milletler Kalkınma Fonu'ndan sağlamış. İki milyon dolarını da Avrupa İskân Fonu'ndan almaya çalışıyor. Ümitli.

İnan'ın elini kolunu Bütçe Komisyonu'nda, komisyon başkanı, Ziraat Bankası eski genel müdürü Kemal Akkaya ile DPT'den sorumlu Devlet Bakanı Yusuf Özal arasındaki gerginlik ile bazı ANAP'lı milletvekillerinin, "çocukça" olduğu öne sürülen "pazarlık" gayretleri bağladı. 11.5 milyar lirahık tahsisatından önce 8 milyar kesildi. Son gün yapılan girişimde 8 milyarın 3 milyarını geri aldı. Şimdi İnan'ın elinde, 6.5 milyar var. Bunu ihtiyatta saklıyor. Doğu için diğer bakanlıkların bütçelerinde neler olduğunu DPT aracılığıyla saptamaya gayret ediyor.

Yılların biriktirdiği "Doğu sorunları" öyle kolay kolay halledilebilecek gibi değil. Çok uzun vadeli, ama şuurlu çalışmalar gerektiriyor. Bu arada İnan, kısa vadeli bir şeyler yapmaya da gayret ediyor. Doğu'nun 40-45 bin civarında öğretmen açığı varmış. "Bununun 20 bine yakınına çeşitli arkadaşlarımız da gayretleyle hallettik" diyor. Çeşitli illerin "talimatçıları" için de yöre milletvekilleri kendisine geliyorlar. Birlikte bu işlerin üzerine gidiliyor. "Söktülüyor."

İnan'a soruyoruz: "5 aydır çalışıyorsunuz. En önemli adanmış ne oldu?" Cevabı kısa oluyor: "Meseleyi aktüel hale getirdik. Üstüne yürütüyoruz."

Cumhuriyet 1.12.88

*Karakola diye çıktı,
eve cesedi döndü*

Kuşkulu ölüm

*Midyat'ta, Sadık Çelebi
adlı bir genç, arandığını
öğrenince Mardin'e teslim
olmaya gitti. 10 gün sonra
ailesine Sadık'ın çatışmada
öldüğü bildirilerek
cesedinin hastaneden
alınması istendi.*

İLKER MAGA

DARGEÇİT/MARDİN — Mardin'de arandığı haberini alınca jandarmaya teslim olan Sadık Çelebi adlı inşaat işçisinin kurşunlanmış cesedinin ailesine teslim edildiği bildirildi. Çelebi'nin gözaltındayken "kuşkulu ölümü" üzerine ailesinin toprağa verilmeden ikinci kez otopsi yapılması yolundaki istemi, Mardin ve Gercüş cumhuriyet savcılıklarınca "olay yeri itibarıyla yetkileri dışında olduğu" gerekçesiyle kabul edilmedi.

Sadık Çelebi'nin Mardin'de gözaltına alındıktan sonra "kılavuz" olarak götürüldüğü Gercüş'ün Başar köyü yakınlarında çıkan çatışmada vurulduğu bildirildi. Söz konusu çatışmada Hikmet Onat adlı polis memuruyla terörist olduğu bildirilen Mehmet Akyıldız adlı kişi de öldürülmüştü.

Eşi Kadriye Çelebi'nin Mardin Cumhuriyet Savcılığı'na verdiği dilekçeye göre, İstanbul'da inşaat işçiliği yapan Sadık Çelebi (30) 14 kasımda Midyat'a bağlı Dargeçit kasabasındaki ailesini ziyarete geldiğinde jandarma tarafından arandığını öğrendi. Sadık Çelebi aranma nedenini öğrenmek amacıyla 16 kasım sabahı jandarma tugayına gitmek üzere amcasının oğlu Ali Çelebi ile yola çıktı. Ancak Mardin'e giderken yolda jandarma tarafından yapılan aramada Sadık Çelebi gözaltına alındı. Jandarma, Ali Çelebi ile bindikleri taşıtın şoförü Hasan Doğan'ı da gözaltına aldı. Sadık Çelebi Mardin Jandarma Tugay Komutanlığı'na götürülürken, Ali Çelebi ile Hasan Doğan Emniyet Müdürlüğü'ne teslim edildiler. Ali Çelebi ile Hasan Doğan beş gün sonra, 21 kasım günü salıverildiler.

Gözaltına alınma olayından on gün sonra, 26 kasım günü Dargeçit Jandarma Karakol Komutanlığı, Çelebi ailesine Sadık Çelebi'nin Gercüş'teki çatışmada vurularak öldüğünü bildirerek Mardin Devlet Hastanesi'ndeki cesedinin alınmasını istedi.

Çelebi ailesi kendi isteğiyle teslim olan Sadık Çelebi'nin "ölüm haberi"yle şok geçirdi. Aynı gün hastaneye giden yakınları Sadık Çelebi'nin beş kurşun yarası almış ve ayrıca boyun, bacak ve göğüs kısmında darp izleri bulunan cesedini gördüler.

Bu arada, Çelebi ailesi, bir hastane görevlisinin dört gündür cenazelerini almadıkları için kendilerine kızdığını belirterek, söz konusu "dört günlük sürenin 23 kasımda meydana geldiği belirtilen çatışmadan önceye rastladığı"na dikkat çekti.

Kadriye Çelebi eşi Sadık Çelebi'nin öldürüldüğünü öğrendikten sonra Mardin Cumhuriyet Savcılığı'na başvurarak "cesette ikinci kez otopsi yapılmasını" istedi. 27 kasım günü yapılan ve "olay yerinin Mardin olmadığı" gerekçesiyle kabul edilmeyen bu başvurudan sonra Kadriye Çelebi, 28 kasım günü iki ayrı dilekçeyle Mardin Cumhuriyet Savcılığı'na tekrar başvurdu.

Kadriye Çelebi, söz konusu dilekçelerinin ilkinde eşinin cesedinin evde, ikincisinde ise camide bekletildiğini belirterek şu istemde bulundu:

"Eşim Sadık Çelebi kendi eceliyle ölmemiştir. Otopsi zabıt varakası şayet kendi eceliyle öldüğünü ifade ediyorsa biz bu beyanı belirten ölüm sebebini kabul etmiyoruz. Cenaze gömülmeden ve özelliğini kaybetmeden belirtilen organların alınarak suretiyle adli tıp kurumuna gönderilmesini ve bu arada tarafsız tabipler kanahıyla otopsi yaptırmak suretiyle gerçek ölüm sebebini tayin ve tespit edilmesini..."

Kadriye Çelebi'nin her iki başvurusu da Mardin Cumhuriyet Savcılığı'nca "Sadık Çelebi'nin Gercüş'teki çatışmada öldüğü, dolayısıyla olay yeri itibarıyla yetkileri dışında olduğu" gerekçesiyle kabul edilmeyerek Gercüş Cumhuriyet Savcılığı'na gönderildi.

Gercüş Savcı Yardımcısı Ünal Türkmen tarafından hazırlık soruşturması yapılan olayla ilgili olarak Kadriye Çelebi bu kez Gercüş Cumhuriyet Savcılığı'na başvurdu. Gercüş Cumhuriyet Savcılığı da, Sadık Çelebi'nin Gercüş'ün Başar Köyü yakınlarındaki çatışmada vurulduğunu kabul ederken, "yaralı olarak kaldırıldığı Mardin'de öldüğü ve otopsinin de Mardin Cumhuriyet Savcılığı'nca yapıldığı" gerekçesiyle dilekçeyi işleme koyamayacağını bildirdi. Gercüş C. Savcı Yardımcısı Şerafettin Özcan, bu aşamada yapılacak başka bir şey olmadığını belirtti.

Sadık Çelebi "Kılavuz"

Adının açıklanmasını isteme-

yen Gercüş'teki bir yetkili Sadık Çelebi'nin nasıl öldüğünü şöyle anlattı:

"Sadık Çelebi gözaltına alındıktan sonra devlete yardımcı olacağını belirterek bazı ihbarlarda bulunmuş. Bunun üzerine güvenlik kuvvetlerine yardımcı olup 'kılavuzluk' yaparak Gercüş'ün Başar köyü yakınlarındaki bazı sığınakları göstermiş. Sadık'ın ifadeleri ve yardımları sayesinde 4-5 sığınakla silahlar ele geçirildi. Bu arada, karşılaşılan teröristlerle çıkan çatışmada polis memuru Hikmet Onat şehit oldu. Mehmet Akyıldız adlı terörist ölü olarak ele geçirilirken, Sadık Çelebi de vuruldu. Çelebi yaralı olarak Mardin Devlet Hastanesi'ne kaldırılınca öldü."

Çelebi ailesi, ikinci otopsi için girişimlerini sürdürürken, Dargeçit Jandarma Komutanlığından bir yetkili tarafından cenazeyi gömmeleri konusunda tehdit edildiklerini öne sürdü. Yetkilinin "cenazeyi bugün (28 kasım) gömmün. Gömmezseniz, siz bilirsiniz. Yapacak başka şeylerimiz de olur" dediği bildirildi. Çelebi ailesi bunun üzerine Sadık Çelebi'nin cenazesini önceki gün 16.00 sıralarında toprağa vermek zorunda kaldıklarını söylediler.

Çatışmada vurulduysa

Dargeçit'de olayın yankıları sürerken, Çelebi ailesi Sadık Çelebi'nin cesedi üzerinde ikinci kez otopsiye izin verilmemesinin bazı gerçeklerin gizlenmesi amacıyla yönelik olduğunu öne sürdüler. Ailesi, Çelebi'nin ölümü ile ilgili iddiaları şöyle dile getirdi:

"Bir kez Sadık'ın çatışmada öldüğüne inanmıyoruz. Çünkü bu konudaki gazete haberleri bile birbirini tutmuyor. Gazetelerin biri bir polisle bir terörist öldü' derken, diğeri 'bir polisle iki teröristin öldüğü' haberini verdi. Bu yüzden Sadık başka yerde vurulmuş ve adı bu olaya karıştırılmış olabilir. Ya da gerçekten o çatışmada Sadık da vardı. Çatışmada polis ölünce buna kızan diğer görevliler Sadık'ımızı o kızgınlıkla çekip vurmuş olabilirler. Olayın bir başka yönü daha var. Gerçekten de Sadık çatışmada vurulmuş olabilir. Ancak çatışma yerine gelinece kadar gördüğü işkencelerin ortaya çıkmasından korkan bazı yetkililer ikinci otopsiye izin verilmesini engellemiş olabilirler."

Tercüman 1.12.88

Bölücü şova Baykal'dan suskunluk



Tahir HACIKADIROĞLU

ESSEN, (Tercüman)- Federal Almanya'nın Essen şehrinde SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal'ın da katıldığı bir panelde, bir grup bölücü olay çıkarmak istedi. SHP sözcüsü Nail Gürman, PKK taraftarı olduğu tahmin edilen bölücüye söz veremeyerek, "Biz Türkiye'deki Doğu sorununun PKK aracılığıyla çözümleneceğine inanmıyoruz ve bu çözümü de istemiyoruz" dedi. Gürman, ANAP'ta ülkenin millî bütünlüğünü bozmak isteyen milletvekillerinin bulunduğunu ve hatta bir ANAP milletvekilinin, Alman TV'sinde "Yaşasın Kürdistan" diye bağırıldığını öne sürdü.

Kısa adı HDF olan Halkçı Devrimci Federasyonu'nun kurultayından sonra düzenlenen "İnsan Hakları ve Göçmenler" adlı panel amacından saptırılmak istendi. SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal'ın da hazır bulunduğu panele, SHP adına İstanbul İl Başkanı Ercan

Karakaş ve SHP Merkez Yürütme Kurulu üyesi Nail Gürman konuşmacı olarak katıldı.

Panelde genellikle imzasız ve isimsiz 8-10 soru geldiğini ve bu soruların Türkiye'deki azınlıklar konusunda olduğunu belirten SHP sözcüsü Gürman, "Türkiye'deki sorun Kürt sorunu değildir, bu sorun insan haklarına dayalı doğu ve güneydoğu sorunudur" diyerek sunuları söyledi:

"Türkiye'nin doğusundaki solcu ile batısındaki solcu aynı ezizyetlerden geçmektedir. 12 Eylül yönetimi bir şeyi hedef almıştır: Bu da solculardır. 12 Eylül yönetimi sola karşı bir hareket içindedir. Toplumun özgürlük kavgasına belli bir noktaya bağlarsak, zarar vermiş oluruz. Doğuda ve güneydoğudaki insanların temel özgürlüklerini savunmak hakkımızdır. Doğuyu bugünkü koşulları içinde yoksulluk, ezizyet edilen, kendi haklarını savunmayan ve jandarması çizmeleri altından kurtarmanın çareleri önce ekonomiktir."

SHP Merkez Yürütme Kurulu üyesi ve parti sözcüsü Nail Gürman'ın bu sözlerinden sonra paneli izleyenlerden bir ki-

şi, "Benim anadilim Kürtçe, doğu sorunu böyle değil" diyerek bağırды. Bu sözler üzerine izleyicilerden bir grup panelin amacından saptırıldığını ve buranın PKK'nın yeri olmadığını söyledi. Kısa sürede elektriklenen hava üzerine Gürman tekrar söz alarak, "Biz hiçbir şekilde doğu sorununun PKK aracılığıyla çözümleneceğine inanmıyoruz, bu çözümü de istemiyoruz" dedi.

Türkiye'nin ekonomik durumuna temas eden Gürman, bugün ANAP içerisinde feodal ilişkiyi sürdüren, etrafındaki 30-40 bin insana el öptüren doğunun ağaları, şeyhleri olduğunu ileri sürdü. SHP sözcüsü Gürman, sözlerini şöyle tamamladı:

"Hiç kime bizi provokasyonun muhatabı olarak görmesin. Hangi iktidarın veya hangi kişinin hakkı vardır? İkisi de ezilimlikten gelen, ikisi de işkenceden gelen aynı yöremin, aynı köyün insanının bir kısmını PKK'cı, öbürünü koruyucu yapan bir zihniyete, bir iktidara karşı karşıyayız."

OLAY ÖNLENDİ

HDF'nin düzenlediği paneli amacından saptırmak isteyen ve panele misafir gibi gelen bölücüler, kendilerine söz hakkı verilmesi için uzun süre bağırıp çağırdılar. Bütün olanları SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal, oturduğu köşeden sessiz bir şekilde takip etti. Baykal panelden sonra bir soru üzerine, "Paneli dikkatli takip edemedim, konuşmak isteyenler hangi amaçla söz hakkı istedikler bilmiyorum" diye cevap verdi.

Bu arada otele dönen SHF sözcüsü Nail Gürman, Tercüman muhabirinin "Doğudakı insanların ikiye bölündüğünü ve PKK, koruyucu olarak adlandırılmadan ANAP iktidarının sorumlu olduğunu söylediniz. Bununla neyi kasdettiniz?" şeklindeki sorusuna şu cevabı verdi:

"ANAP içerisinde ülkenin ulusal bütünlüğünü bozmak isteyenler var. Bir ANAP milletvekili, Alman TV'sinde de yaptığı konuşmada 'Yaşasın Kürdistan' diye bağırıyor."

Tercüman 1.12.88

Eylemler ve propaganda faaliyetleri yoğunlaştı Avrupa'da bölücü rüzgârları

Bir haftadır Türk kuruluşlarına karşı eylemler yapan bölücüler bu defa da Bielefeld'deki Pamukbank temsilciliğini bastılar

Mesut YETER

FRANKFURT, (Tercüman)- Sığındıkları Avrupa ülkelerinde devlet yöneticilerinden destek alarak seslerini duyurmaya çalışan "bölücüler"den, PKK militanları çeşitli şehirlerde Türk kamu ve özel kuruluşlarına yönelik işgal eylemlerine geçerek "terör" estirdiler.

Geçtiğimiz hafta sonunda Duisburg ve Berlin şehirlerinde Türkiye İş Bankası, THY bürolarının merkezlerini işgal ederek, sözde Türkiye'de cezavlerinde baskı gören yandaşlarına destek verdiklerini açıklayan militanlar, bu defa Bielefeld şehrinde Pamukbank temsilciliğini bastılar. Mesai saatini, başlaması ile birlikte çocuk-

lu çocuklu bir grup, Pamukbank temsilciliğine girerek, ellerinde pankartları açtılar. Olay yerine polis polis sözcüsüne, kendilerini Kürdistan Kurtuluş Partisi mensupları olarak tanıtan eylem grubu, niyetlerinin dikkat çekme olduğunu bildirdiler.

BÖLÜCÜLERE TELEVİZYON PROGRAMI

Öte yandan Avrupa ve Almanya'nın çeşitli şehirlerinde, kamu ve özel kuruluşları işgal ederek eyleme geçen bölücüler, son olarak Hessen bölgesi 3. programında boy göstererek Türkiye'yi kötülediler. Yaklaşık 20 dakika süren program esnasında, Kürt kökenlilerin Türkiye'de hiçbir özgürlüğü olmadığı, Kürçe konuşanların tutuklandıkları ve işkence gördükleri, bütün haklarının devletçer ellerinden alındığı ileri sürüldü.

Cumhuriyet 3.12.88

Korucular cinayetine önerge

CENGİZ MUMAY

SIIRT — Diyarbakır, Mardin ve Şanlıurfa'da korucular tarafından işlenen üç cinayet SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay tarafından TBMM'ye götürüldü.

Atalay, konuyla ilgili İçişleri Bakanı Dr. Mustafa Kalemli'nin yanıtlaması istemiyle iki ayrı soru önergesini TBMM Başkanlığına verdi. Atalay, ekim ayında meydana gelen korucu cinayetle-

riyle ilgili olarak şu sorulara yanıt beklediğini söyledi:

"Mardin'in Alımlı Köyü'nde ikamet eden Musa Dinç'i kan davası nedeniyle öldüren katiller, hâlâ devlet tarafından istihdam edilen köy korucuları mı?

• Şanlıurfa'nın Siverek ilçesine bağlı Konurtepe Köyü Tahtok Mezrası'nda ikamet eden M.Emin Akyıldız adlı köylü Diyarbakır'ın Çermik ilçesi Kuşlukçayın Köyü korucusu Bilal Gül tarafından devletin silahıyla kan davası güdüldüğü öldürülmüştür. Hasımını terörist diye tanıtan köy korucusuna jandarma karakol komutanı da yardımcı olmuş mudur?

• Olganüstü Hal Bölgesi'nde bugüne kadar toplam kaç köylü korucular tarafından öldürülmüş, ya da yaralanmıştır?

Tercüman 4.12.88

PKK SHP'ye musallat oldu

Topuz'a ölüm tehdidi

"İçimizde PKK'lılar var!" diyerek SHP içindeki aşırı sola karşı bayrak açan Ali Topuz, öldürüleceği yolundaki ihbarların yoğunluk kazanması üzerine, sıkı korumaya alındı. Ayrıca, parti içinde Topuz'la ittifak halinde olan SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal için alınan sıkı tedbirler de sürüyor.

Bilindiği üzere, "SHP aşırı solun işgali altında" şeklindeki açıklaması ile Sol Kanat'ın boy hedefi haline gelen Ali Topuz, kıyasıya eleştirilmişti. Sol Kanat temsilcileri ile Topuz arasında "kel-le isteme" mücadelesi ise, Ali Topuz'un MYK'dan istifasıyla durulur gibi olmuştu. "İçimizde PKK'lılar var" şeklindeki görüşlerini ısrar eden To-

"İçimizde PKK'lılar var" diyerek SHP içindeki aşırı sola karşı bayrak açan Ali Topuz için polis çok önemli kişilere uygulanan "A sınıfı" güvenlik tedbiri aldı

Gizli takip

Güvenlik yetkililerinin kendisiyle konuştuğunu doğrulayan Topuz, "Bir güvenlik ekibi beni gizlice takibe almış olabilir. Bu konuda fazla konuşmak istemiyorum, susmak zorundayım" demekle yetindi

puz, istifasının sebebini ise, "Olayların çözümününün kararlaştırılacağı Merkez Yürütme Kurulu içinde, iddiaların sahibi olarak bulunmamayı uygun gördüm" diyerek izah etmişti.

VE İHBARLAR BAŞLIYOR

Merkez Yürütme Kurulunun, Ali Topuz'un açıklamaları istikametinde karar vererek, 7 il teşkilatını görevden alması ise, olayların "tuzu biberi oldu." Bu gelişmelerin ardından da, "Topuz'un öldürüleceği" yolunda ihbarlar gelmeye başladı. Bunun üzerine, İstanbul ve Ankara

Emniyet Müdürlüğü yetkilileri, herhangi bir saldırıya karşı Ali Topuz'u her iki şehirde de sıkı koruma altına aldı. Pollsin aldığı güvenlik tedbirine "A Sınıfı" adı veriliyor. Bu tip koruma çok önemli kimselere yapılıyor.

"OLABİLİR... AMA HABERİM YOK"

Güvenlik yetkililerinin kendisiyle konuştuklarını, ancak herhangi bir korumanın şu anda sözkonusu olmadığını belirten Ali Topuz, "Bir güvenlik ekibi beni gizlice takibe almış olabilir, fakat benim bundan haberim yok" şeklinde konuştu. Bu konuda daha fazla konuşmak istemeyen 'Ali Topuz, "Kendi kendime söz verdim. Bu yüzden uzun süre susmak zorundayım" dedi.

Tercüman 5.12.88

PKK, İran'a taşındı

Hüsamettin KARANFİL

SİİRT, (Tercüman)- PKK'nın, Suriye'nin Bekaa Vadisi'nde bulunan siyasi ve silahlı eğitim kampının bir benzerini de İran'da kurduğu öğrenildi.

Van-Özalp ile Başkale bölgelerine sınır olan İran topraklarındaki Ayanir Dağı ile Şahpur bölgesi arasında kurulduğu bildirilen silahlı eğitim kampında, hazırlıkların son safhaya ulaştığı bildirildi.

Doğu Anadolu bölgesine gruplar sokarak silahlı eylem yapmak amacıyla kurulduğu ifade edilen kampta, eğitime uyum sağlayamayanlara propaganda ve baskı için, çeşitli cihazların ve teksir makinelerinin yerleştirildiği de kaydedildi. Yetkililer, Suriye ve Irak sınırında alınan sıkı güvenlik tedbirleri sebebiyle bu bölgelerden sızmanın PKK için güçleştiğini, bu yüzden de İran topraklarında kamp kurduklarını belirtti.

Öte yandan PKK'nın, Irak'tan İran'a kaçan Peşmegerler arasında da yoğun bir propaganda yürüttüğü ve örgüte eleman temin etmeye çalıştığı kaydedildi.

PKK tarafından çeşitli zamanlarda köy ve mezralardan kaçırılan ve yaşları 16-17 arasında değişen 10 kişinin, götürüldükleri Bekaa Vadisi'ndeki kampta, örgüte uyum sağlamadıkları gerekçesiyle kurşuna dizilerek idam edildikleri öğrenildi.

Bir süre önce PKK militanlarından kaçarak güvenlik kuvvetlerine teslim olan Ahmet İke'nin de itiraflarında örgüte uyum sağlayamayanların kurşuna dizildiğini, bunun da kaçırılanlar üzerinde büyük huzursuzluklara yol açtığını söylediği bildirildi. İke'nin itiraflarına göre, Bekaa Vadisi'ndeki kampta, halen kaçırılan 100 kişi eğitim görüyor.

Cumhuriyet 6.12.88

Bir üsteğmen şehit oldu

SİİRT/MARDİN (Cumhuriyet) — Cudi Dağı'nda bir grup PKK'lı teröristle çarpışan güvenlik kuvvetlerinden bir üsteğmen şehit oldu, bir astsubay, üç er yaralandı. Mardin'in Gercüş ilçesinde de bir köy öğretmeni baskın sonucu öldürüldü.

Şırnak'la Silopi arasındaki Cudi Dağı'nda araştırmalar yapan güvenlik güçleri bir grup PKK'lı teröristle karşılaştı. Güvenlik güçlerinin "teslim ol" çağrısına ateşle karşılık verilmesi üzerine çatışma çıktı. Çatışmada, bir üsteğmen şehit olduğu bir astsubayla üç erin yaralandığı bildirildi.

Öte yandan, güvenlik güçlerinin yaptığı aramalar sonucu, Eruh ve Şırnak'ın dağlık yörelerinde arkadaşlarıyla öldürüldükten sonra

gömülen üç teröristin cesetlerinin bulunduğu bildirildi.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden konuyla ilgili yapılan açıklamada, bulunan cesetlerin aralarında Pınarcık ve Milan katliamlarının da olduğu ve 76 kişinin öldürüldüğü toplam 11 eyleme katıldıkları saptanan "Kemal" kod adlı Veyzi Güzel, "Lezgin" kod adlı Murat Kapalıgöz ile "Latif" kod adlı kişiler olduğunun belirtildiği belirtildi.

Öğretmen öldürüldü

Mardin'in Gercüş ilçesine bağlı Yüceköy'e önceki gece geç saatlerde gelen bölücü örgüt üyesi bir grup terörist, köy öğretmeni Sezgin Yölcü'yu lojmandan çıkararak otomatik silahlarla tarayarak öldürdü. Saldırganlar gece karanlığından yararlanarak kaçarken, güvenlik kuvvetlerince bölgede arama ve operasyonlar başlatıldı.

Milliyet 6.12.88

Peşmergeler soğuğa ve hastalığa direniyor

Kamplarda yaşam zor

IRAK Silahlı Kuvvetleri'nin kendilerine karşı başlattığı saldırıdan kaçarak Türkiye'ye sığınan Mesut Barzani taraftarı yaklaşık 35 bin Kürt Peşmerge, yerleştirildikleri Diyarbakır, Mardin ve Muş'taki kamplarda çeşitli zorluklarla yaşamlarını sürdürmeye çalışıyor. Yaklaşık 3 aydır geçici kamplarda yaşayan Kürt Peşmergeler soğuk ve hastalık nedeniyle 200'e yakın çocuk ve yaşlıların yaşamını yitirdiğini öne sürdüler. Milliyet, etrafı tel örgülerle çevrili, asker ve polislerce korunan Mardin, Diyarbakır ve Muş'taki kamplara girdi.

Diyarbakır'da Bayındırlık ve İskân Bakanlığınca yaptırılan ve 500 dairelik siteye yerleştirilen 13 bin Peşmerge kendilerine verilen kömür ve sobaların azlığından yakınırken, her dairede 35-40 kişinin yaşadığını bildirdiler. Diyarbakır kampının lideri Serbest Lezzin, 15 günde bir kendilerine yiyecek dağıldığını belirterek, "Bu yiyeceği çocuk ve yaşlılara dağıtıyoruz. Genç arkadaşlarımızın çoğu açlık içinde" dedi.

Mardin'deki kamp lideri Ruzgar Salih ise 15 bin 200 kişinin kurulan 2 bin 500 çadıra yerleştirildiğini anlatarak, "Gündüzleri soğuktan yana bir şikâyetimiz yok ancak geceleri ısınmadan düşüyor. Türk yetkililer bize 3 bin soba getirdi, bütün ısılarımızı karşıya halen dağıtılmadı. Bana yok, alışveriş için dışarıya çıkmamıza izin verilmiyor" diye yakındı.

Muş'ta daha önce "Köykent" projesi için CHP döneminde yaptırılan binaların bulunduğu yörelin adı Kürt Peşmergeler yerleştirilince "Yenikent" olarak değiştirildi ve bu binaların her birine 30-50 kadar aile yerleştirildi. Muş'taki kampta çok sıkı güvenlik önlemlerinin alındığı gözlenirken, en yoğun şikâyet soğuktan yana. Peşmerge lideri Hacı Arafat, her daireye bir soba verildiğini ancak az miktarda kömür dağıldığını belirterek, "Yine de Türk devletinden Allah razı olsun" diye konuştu.

DIYARBAKIR KAMPINDA YİYECEK SIKINTISI

Yaklaşık 2 ay önce Hakkâri'den Diyarbakır'a gönderilen 13 bin çocuk, genç, yaşlı Kürt Peşmerge, Bayındırlık ve İskân Bakanlığınca yaptırılan 500 daireden oluşan siteye yerleştirildi.

Kampın çevresi dikenli tellerle çevrili ve etrafında ellerinde otomatik silahlı askerler nöbet tutuyor. Kampın içinde ise geçici karakol kuruldu. Kampın iç emniyetini polis sağlıyor. Ancak polise çok az iş düşüyor. Nedenine gelince Peşmergeler kendi aralarında güvenlik timleri oluşturmuşlar, polis ve askere hiç başvurmadan anlaşmazlıklarını kendi aralarında çözüyor.

"Milliyet" ekibi olarak kampın kapısından içeriye girenken tüm Peşmergeler etrafımızı sardı.

● Milliyet'in gezdiği kamplarda yetkililer, ölü sayısını 29 olarak bildirdi. Ancak mezarlıkta yapılan araştırmada 42 kişiyi bulduk, 3 çocuğun da Muş'ta gömüldüğünü belirledik

• Soner GÜREL • ANKARA

Diyarbakır kampında Peşmerge komutanı olarak bizi, Serbest Lezzin karşıladı.

13 bin Kürt Peşmerge'nin komutanı Serbest Lezzin kamptaki sorunları şöyle anlattı:

"Kaldığımız daireler 2 oda bir salondan oluşuyor. Her evde 3-4 aile 35-40 nüfus ile birlikte kalıyor. Türk devleti bize fazla bir şey vermiş değil. 15 günde bir sabun ve bulgur dağıtıyor. Verilen sabun ve bulgur bir haftalık ihtiyacımızı bile karşılamıyor. Bunu azar azar yemeye çalışıyoruz.

Irak kuvvetlerinin başlattığı saldırıdan kaçıp Türkiye'ye sığınırken üzerimizde çok az para vardı şimdi de kalmadı. Onun için çoğumuz kuru ekmeğe yiyecek karımızı yapıyoruz.

Kampa geldiğimizden bu yana 80 kişi soğuktan ve kimyasal silahlara etkisinden öldü. Ölenlerin çoğunluğunu kadınlar ve çocuklar oluşturuyor.

Kampta polis ve asker ne söylerse onu yapmaya çalışıyoruz. İçimiz için özel timler oluşturduk ve bir tartışma olduğunda olayı bu timler yatıştırıyor ve hakhyi hakuzu bildiriyor.

Buraya geldiğimizde halk bizi çok sıcak karşıladı zaten Diyarbakır halkının çoğunluğunu da Kürt kardeşlerimiz oluşturuyor. Bize ellerinden geldiğince yardımcı olmaya çalışıyorlar.

Bizim Avrupa ülkelerinden bir teğemiz var. BM İnsan Hakları Komisyonu diye bir kurum var. Bu komisyon hemen her yıl Türkiye'yi ziyaret eder ve insan haklarına saygılı davranış davranılmadığını kontrol eder. Şimdi bizim arkadaşlarımızdan çoğu o ülkelere lütuca etmek istiyor. Neden kulaklarını tıkıyorlar. Türkiye'ye biz barınmamız konusunda yardımcı olmalarını istiyoruz. Bu yardım doktor, eya olarak yapılmasını, nakit olarak verilmesini."

Diyarbakır kampından ayrılırken, yaklaşık 5 bin kişi bizi kapıya kadar uğurladı.

MUŞ'TAKI 'YENIKENT'

Diyarbakır'daki Kürt Peşmergelerin yanından ayrıldıktan sonra Muş'a gittik.

CHP döneminde "Köykent" projesi için yaptırılan 452 konuta Peşmergeler gelince yöreye "Yenikent" adı verilmiş ve hemen her bacadan tüten dumanlar görülüyor.

Kamp Müdürü Zekeriyâ Yakut, Peşmergelere devletin elinden gelen

tüm yardımı yapmaya çalıştığını anlatarak, banyolar, çeşmeler ve diğer hizmetlerin sağlandığını bildirdi.

Yakut, ayrıca kampta bulunan Kürt Peşmergelerin hemen hiçbir sorununun bulunmadığını söyledi. Kamp müdürüne, "Peşmergeler, Muş'a geldikten sonra yaşamını yitiren oldu mu?" sorusunu yönelttik. Zekeriyâ Yakut, resmi notlarına bakarak, "Özellikle çocuk ve yaşlılar olmak üzere Peşmergelere 29 kişi yaşamını yitirdi" yanıtı verince kampta bizimle birlikte dolaşan Peşmerge Hışar Abubekir bu rakamın doğru olduğunu söyledi.

Kamp müdürü ile Abubekir rakam üzerinde tartışırken, mezarlığın bulunduğu bölgeye doğru yöneldik. Kamp frödürü 29 kişi olduğunda direnirken, mezarlıkta ölüler sayıldı.

Yaptığımız sayımda 42 kişinin mezarlıkta yattığını tespit ettik. Kamp Müdürü Yakut, 3 kişinin de Muş'un içindeki mezarlığa defnedildiğini belirtti ve rakamlardaki yanılmayı bize şöyle açıkladı:

"Kampta bulunan Peşmergeler bize ölümlerini bildirmiyorlar. Onun için rakamda yanılma olabiliyor. Biz devamlı olarak ölümlerinizi bize bildirin defin raporunu aldıktan sonra mezarlığa gömün diye uyarıyoruz. Ancak bu sözlerimizi dinlemiyorlar."

Muş'taki 8 bin 270 Peşmerge'nin 6 aşireti bulunuyor. Nirve, Bervari, Muzuri, Doski, Rekan, Nebelî aşiretinin reisleri yanımıza geldi.

Nirve aşireti reisi Hacı Arafat, "Allah, Türk devletinden razı olsun bizlere sahip çıktı. Eğer kabul ederseniz benim aşiretim 3 bin kişi ve buraya kalmak istiyoruz" dedi.

Arafat, birçok sorunları olduğunu ancak Türk devletinin olanaklarını da bildiklerini anlatarak, "Ancak Barzani bizi çağırırsa ve 'Orada öleceksiniz veya buraya dönün Irak'ta savasarak öleceksiniz' derse hemen emri uygulayalım" diye konuştu.

Kamp Müdürü Yakut da kampta devamlı 2 doktorun bulunduğunu tüm hizmetlerin verilmeye çalışıldığını belirterek, "Türkiye'de kalmak isteyenler ve dışarı gitmek isteyenlerin başvurusunu hemen alıyoruz ve ilgili makamlara gönderiyoruz. Sonuçta ne olduğunu söylemek şimdiden tabii ki mümkün değil" dedi.

Muş Valisi Adil Yazar da, yöre halkının Peşmergelere yardım isteklerinin geri çevrildiği şeklindeki iddialara ilgili sorularımıza yanıtlarken,

"Yalan bu iddialar. Kim yardım etmek istiyorsa seve seve kabul ederiz. Bu söylentiler soba yüzünden çıkarıldı. Muş'ta soba fiyatları çok pahalı olunca biz de Eskişehir'den yarı fiyatına satın aldık. Bunun üzerine Muş'taki sobacılar buna kızdılar ve ortaya söylenti çıkardılar" dedi.

Muş Valisi Adil Yazar, "Yenikent"teki binaları 16 günde oturulabilir hale getirdiklerini belirterek, "Şimdi biz Peşmerge misafirlerimize elimizden gelen yardımı yapmaya çalışıyoruz. Devletin Peşmergelere yaptığı harcamaya milyarlar aşmıştır" dedi.

MARDİN'DEKİ 'ÇADIRKENT'

Irak Silahlı Kuvvetleri'nden kaçan yaklaşık 35 bin Peşmerge'nin 15 bin 200'ü de Mardin'in Kızıltepe ilçesine yakın bir alana yerleştirildi.

Mardin'deki kamp uzaktan bakıldığında "Çadırkent" görünümünde. Geldikleri günden bu yana kurulan 2 bin 500 çadıra yerleştirilen 15 bin 200 Peşmerge'nin sorunu serbest dolaşım hakkının verilmemesi ve yemeklerin azlığı.

Mardin'deki Peşmergelerin komutanı İktisatçı Ruzgar Salih kampa yerleştirildikleri günden bu yana 70'e yakın çocuk ve yaşlının öldüğünü belirterek, "Mardin gündüzleri sıcak oluyor ancak geceleri ısınmadan düşüyor. Ölmüşlerdeki kış, koşulları litye zorlaştırarak, çadırlarda yaşamak bir hayli zorlaşacak" dedi.

Ruzgar Salih, devletin kendilerinin ısınma ihtiyacını karşılamak için 3 bin soba getirdiğini söyledi ancak bunların kendilerine dağıtılmadığından da yakındı.

Zübeyr Mal'ye "Tekrar ülkenize dönecek misiniz?" sorusunu yöneltiyoruz. Yanıtı gayet açık "Biz buraya devamlı kalmak için geldik. Ülkemizle döneceğiz ve Saddam'ı devireceğiz." Mal'ye, Türk güvenlik kuvvetleri ve sivil halka karşı acımasızca saldırılarını sürdüren PKK konusunda düşüncelerini sorduk. Mal, bu sorumuza da şu yanıtı verdi:

"Ben PKK'nın ilkeleri konusunda bir şey söyleyemem. Ancak kadınların ve çocukların öldürülmesine kesinlikle karşıyız. Biz de yıllardır Irak'ta Saddam'a karşı mücadele veriyoruz. Saddam yanlıları bizi ihbar edince biz gidip ihbarcıları öldürüldük. Ancak kadınlarına ya da çocuklarına dokunmazdık. Ben PKK'nın ideolojisi konusunda tartışmak istemiyorum."

Cumhuriyet 8.12.88

İdeolojisi hakkında konuşmuyorlar

Peşmergeler PKK'ya sessiz

• Soner GÜREL • ANKARA

IRAK kuvvetlerinin başlattığı saldırıdan kaçarak Türkiye'ye sığınan Peşmergelerin çoğunluğu PKK'nın ideolojisi hakkında konuşmak istemezken, eylemlere katılmadıklarını söylemekle yetindiler. Mardin'de Peşmergelerin yaşadığı "Çadurkent"te konuştuğumuz Zübeyr Mai, "PKK'nın ideolojisi konusunda bizim burada konuşmamız yanlış olur. Ancak PKK militanlarının çocuklara ve kadınlara karşı giriştiği katliamları onaylamak mümkün değildir" dedi.

Elektrik mühendisi Peşmerge Zübeyr Mai, Türk güvenlik kuvvetleri ile sivil halka karşı acımasızca saldırılarda bulunan yasadışı PKK örgütünün amacına bu tür eylemler ile ulaşamayacağını bildirerek; "Zaten ideolojileri de yanlış. Ancak fazla konuşmak istemiyorum. Biz Irak'ta Saddam kuvvetlerine karşı savaştık, Saddam yanlış muhbirler olurdu. Biz gidip sadece muhbiri öldürür ailesine dokunmazdık" dedi.

Zübeyr Mai, PKK ile aralarında düşünce farklılığı bulunduğunu da hatırlatarak, "Liderimiz Barzani özellikle PKK konusunda konuşmamamız için uyarılarda bulunuyor" diye konuştu.

Öte yandan, Irak kuvvetlerinden Türkiye'ye Ağustos ayı sonlarına kadar yaklaşık 55 bin kişinin sığındığını anlatan bir yetkili, "Peşmergelerin çoğu İran'a gitti. Türkiye'de kalanların yarısı da İran'a gitmek için başvuruda bulundu" dediler.

Bir yetkili bazı Peşmergelerin sınırdan kaçak olarak İran'a sığındığını da hatırlatarak, "Biz önümüzdeki bir yıl içinde Türkiye'de kalacak Peşmergelerin sayısını 5 bin olarak tahmin ediyoruz. Ve bazarlıklarımızı ona göre yapıyoruz" dedi.

Cumhuriyet 8.12.88

Kürt liderler 'temas' peşinde

SABETAY VAROL

PARİS — Sosyalist Enternasyonal Toplantısı için Paris'te bulunan İran Kürdistan Demokrat Partisi lideri Abdülrahman Kassumlu ile Iraklı Kürt lider Celal Talabani, Kürt sorununa "siyasal çözüm" bulunması gerektiğini savundular. Türkiye'nin Cudi Dağı'nda üç gün önce meydana gelen son çatışmayı değerlendiren Talabani ve Kassumlu, "Biz Türkiye'de olsaydık demokratik mücadeleye ağırlık verirdik" dediler. Şam ve Tahrân'dan Bağdat'a karşı destek gören Celal Talabani, Paris'e Saddam rejiminin ve kimyasal silahların kullanımının kınanması için gelmişti. Daha doğrusu, gerek Talabani, gerekse Kassumlu Sosyalist Enternasyonal toplantılarının müdavimleri arasında sayılabilirlerdi. Ancak bu gelişleri, İran-İrak savaşının sona ermesinden sonra ortaya çıkan durumda ilgili yeni temas arayışlarını yansıtıyordu.

Dr. Kassumlu'ya Cudi Dağı'ndaki çatışma ile ilgili görüşünü sordüğümüzde, "Ben on yıldır dağda savaşıyorum. Bu yüzden savaşa karşıyım. Başkaları adına konuşmak istemem, ama daha önce de söyledim. İran, Irak ve Türkiye arasında en çok demokrasi Türkiye'de var. Ben onların (PKK) yerinde olsam demokratik mücadeleyi geliştirmeye çalışırdım" şeklinde konuştu. Kassumlu daha sonra, Madrid'te iki ay kadar önce bir toplantıda yaptığı bir konuşmadan bir bölümü gösterdi. "Bakın burada neler demişim? Kaldı ki, bu toplantıda Türkler de yoktu. Hoşlarına git-

sin diye konuşmuş olamam."

Kassumlu'nun konuşmasında Türkiye'yi ilgilendiren pasaj aynen şöyle:

"Türkiye, Avrupa ve demokrasi kartına oynuyor. Şimdiki yöneticilerinin çekingenliğine rağmen, Türkiye'de yaşayan Kürtlerin ulusal haklarını ve kimliğini tanıma durumunda kalabilir. Onlar da, yasal olanaklardan faydalanarak taleplerini kabul ettirebilirler. Oysa Ortaçağ despotizminin egemen olduğu İslam cumhuriyetinde Kürtler kimlik ve özgürlüklerini savunmak için silahlanmaya mecbur bırakıldılar."

Celal Talabani ise bölge capında Kürt sorununa siyasal bir çözüm dışında çözüm olamayacağını savunuyor. "Bu sonuca nasıl vardınız?" sorumuzu Talabani, "İçinde bulunduğumuz koşullarla" şeklinde yanıtlıyor. Talabani şöyle devam ediyor: "Dünya detanta gidiyor. İki süper güç tüm bölgesel sorunların çözümünden yana. Kampuçya, Namibya, Angola, Afganistan, Kıbrıs, tüm sorunlar çözülürken Kürt sorunu neden çözülmesin?"

Talabani, Abdülrahman Kassumlu ile farklı ittifaklara sahip olduğunu, ancak sorunun barışçı yoldan çözümü konusunda görüş birliği içinde olduğunu da belirtiyor. Kassumlu şöyle diyor: "Bakın Iraklı Kürtlerin Irak hükümetiyle barış yapması, kimyasal silahların kullanımından sonra çok zor hale geldi. Biz İran'da on yıldır savaşıyoruz. Ama köyleri topluca imha gibi bir durumla karşılaşmadık. Ankara da bu sorunu bir an evvel çözmelidir" diyor.

Her iki gerilla liderine "Ama

nasıl?" sorusunu soruyoruz. Celal Talabani "Kürt asıllı milletvekillerini toplayarak onları muhatap almalı. Onların önerceği şekilde sorunu çözmeli. Kültürel hakları tanımalı. İspanya örneğine bakın. Kültürel haklar tanımınca, ayrılmaya yanlış azınlıklar tecrit oldu. Türkiye'de Kürtler haklarına sahip olursa, Irak ve İran'daki Kürtler Türkiye'ye büyük sempati besleyeceklerdir. Bu da Türkiye'nin sınırları ötesinde bir güvenirlige sahip olması anlamına gelir" diyor.

Talabani daha da ileri giderek "Musul konusunu ancak bundan sonra düşünebilirsiniz" diye ekliyor. Celal Talabani, "Ben Kürtlerin yaşadığı tüm bölgenin Türkiye tarafından işgal edilmesini tercih ederim. Hiç olmazsa tek bir hükümetle muhatap olurum" diyerek kafasında oluşturduğu hipotezler hakkında ip uçları da veriyor.

Sosyalist Enternasyonal toplantısında Erdal İnönü ile temas kurmaya çalışan Dr. Kassumlu'ya "İnönü'ye neler söylemek istediniz?" sorusunu yöneltince yanıtı şöyle oldu:

"İran rejimi, gerek PKK'ya arka çıkıyor gerekse Türkiye'de İslamcı bir hareket beslemeye çalışıyor. Ortak sınırimız var. İster istemez sınırın iki yanında şu veya bu şekilde ilişkiler oluyor. Bunları sistematize edelim, dedim." Talabani ise İnönü'nün kendisiyle konuşmaktan kaçındığını belirtti. Ortaya çıkan yeni koşullarda her iki Kürt liderin yeni temas arayışları içinde olduğu, temas hedefleri arasında Ankara'nın da yer aldığına hiç şüphe yok.

Tercüman 8.12.88

Bölücüler tarafından pusuya düşürülen
2 astsubay ile 9 erimiz şehit oldu
10 terörist öldürüldü

Savaş gibi

■ Şırnak'ın dağlık kesiminde çıkan çatışmada 4 erimiz kayboldu, bir erimiz de yaralandı

DİYARBAKIR, (Tercüman)- Siirt'in Şırnak ilçesi Boyunyaka köyü yakınlarında bir askerî birliğimizi pusuya düşüren PKK militanları 2 astsubayımıza, 9 erimizi şehit etti. Çıkan çatışmada 10 terörist öldürüldü, 1 er yaralandı, 4 er de kayıp. Önceki günkü çatışmada da üstteğmen Mustafa Şimşek şehit düşmüştü.

Siirt'in Şırnak ilçesi yakınlarında önceki gün arama ve operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetlerimiz bölücü PKK militanları tarafından pusuya düşürüldü. Teröristlerin açtığı çapraz ateş sonucu astsubay Şeref Avar ve Yaşar Çelik ile er Ali Serttaş ve kimliği belirlenemeyen 8 er şehit edildi.

Daha sonra çıkan çatışmada ise bir er yaralandı, 10 terörist öldürüldü. 4 erin de kayıp olduğu bildirildi.

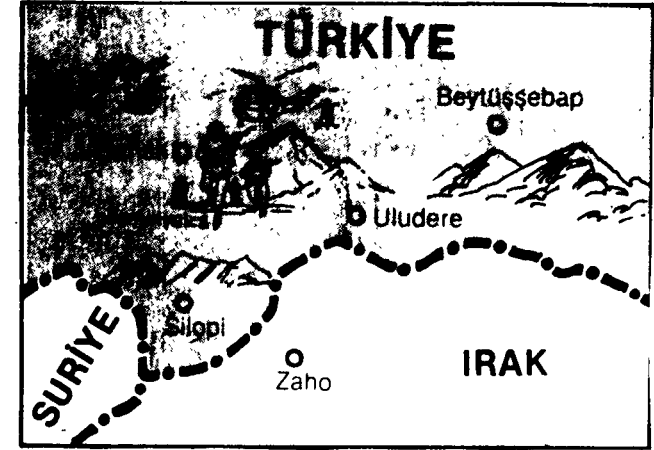
Güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren PKK örgütüne mensup teröristlerin Pervari-Şırnak-Silopi bölgesi silâhlı

propaganda grubu oldukları grupta 25 militanın yer aldığı, çatışmayı bölge politik komiseri "Botan" kod adlı Nizamettin Taş ile yardımcıları "Parmaksız Zeki" kod isimli Şemdin Sakak ve "Doğan" kod isimli Selahattin Gün'ün yönettiği anlaşıldı. Bölücü çetede birinci grubun komutanlığını yapan "San Sıman" kod adlı militan ile ikinci grubun komutanlığını yapan "Piling" kod adlı Abdülhak Malgum ve üçüncü grubun başkanı "Şiyar" kod adlı militanların sorumluluğundaki teröristler yer alıyor. Aynı çetede "Feride" kod isimli Kadriye Aslan da bulunuyor.

Sözkonusu teröristlerin 3 aydan beri bölgede oldukları, uzun zamandır kırık kesimde eylem hazırlığı içinde oldukları öğrenildi.

DEMİREL: "ESSEF VERİCİ"

Konuyla ilgili bir açıklama yapan DYP Genel Başkanı Sü-



leyman Demirel Güneydoğu Anadolu bölgesinde meydana gelen olayların sonunun alınmayışının "esef verici" olduğunu söyledi.

Partisinin TBMM grup toplantısında, Şırnak'ta meydana gelen olaylara temas eden Demirel, "Şırnak'ta meydana gelen olayı nefretle ve bu olayların sonunun hâli alınamayışını da esefle karşıyorum" dedi.

EN KANLI EYLEM

Güvenlik kuvvetlerinin Cudi Dağı'nda pusuya düşürülmesi 1988 yılında bölücü teröristlerce gerçekleştirilen en kanlı eylem oluyor. Bu yıl içinde bölücü teröristlerce gerçekleştirilen saldırılarda, 2'si binbaşı biri üstteğmen olmak üzere 26 güvenlik görevlisi şehit edildi.

Yılı başında Şırnak ilçesinin Kayaboyun köyünde pusuya kurarak bir binbaşı ile üç eri şehit eden teröristlerin yıl içinde-

ki ikinci kanlı eylemi, Nusaybin ilçesinin Dibek köyü Kilişsedüzi mevkiinde meydana geldi. Bu çatışmada da bir binbaşı bir astsubay ile iki er şehit edildi. Bercüş, Uludere, Hanı ve Bingöl'de meydana gelen olaylarda da toplam 6 polis memuru şehit edildi.

Bölücü teröristlerin yıl içinde vatandaşlara karşı gerçekleştirdiği en kanlı eylemler ise, 29 Nisan 1988 tarihinde Siirt'in Eruh ilçesine bağlı iki köyde 9 çobanın öldürülmesi ve 9 Mayıs 1988'de Nusaybin ilçesinin Bahmenin mezarında 11 kişinin katledilmesi olayları oldu.

Ayrıca örgüt içindeki karşılık ve güvenlik kuvvetlerinin sınıra hakimiyetleri sonucu, teröristlerin eylemlerinde yıl içinde azalma görüldüğü dikkati çekiyor. 1988 yılı, çeşitli önlemler sayesinde, olayların başladığı 1984 yılından bu yana en sakin dönem oldu.

Cumhuriyet 8.12.88

Kürtlere yardım formülü

ANKARA (Cumhuriyet Büro-su) — Irak'tan Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürtlere "mülteci statüsü" tanınip tanınmayacağı tartışılırken, Ankara'nın, söz konusu kişilere bu statüyü tanımadan Birleşmiş Milletler Mülteciler Yüksek Komiserliği'nin (BMMYK) olanaklarından yararlanmak için bir "ara formül" saptadığı bildirildi.

Merkezi Cenevre'de bulunan BMMYK ile bir süreden beri sürdürüldüğü belirtilen müzakereler sonunda karara varılan formül gereğince, Türk Kızılay'ı önümüzdeki günlerde Yüksek Komiserlik'le bir "özel anlaşma" imzalayacak. Kendisine herhangi bir resmi başvuru bulunmadığı için bu güne kadar yardıma bulunamayan Mülteciler Yüksek Komiserliği bu sözleşmeyle elindeki olanakları Kürtlere açmış olacak.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Bü-

yükelçi İnal Batu, konu ile ilgili olarak dün gazetecilere bilgi verirken, söz konusu sözleşmenin Iraklı Kürtlerin "hukuki statüsünü" tanımlayacağını söyledi. Batu, imzalanmasının artık bir "formalite" olduğunu bildirdiği bu sözleşme ile ilgili olarak şunları söyledi:

"Türkiye 1951'de imzaladığı BM Mülteciler Sözleşmesi ile Batı Avrupa'dan gelecek olan ve iltica talebinde bulunacak olan kişilere, mülteci statüsü tanıma mükellefiyetini üstlenmiş oluyor; buna mukabil doğudan ve güneydoğudan gelecekler için böyle bir mükellefiyet altına girmiyor idi. Şimdi önümüzdeki günlerde BMMYK ile imzalanması söz konusu olan sözleşme, Türkiye'nin bu mükellefiyetini genişletmeyecektir. İmzalanacak olan sözleşme ile yüksek komiserlik, Kuzey Iraklılar için Türkiye'ye yardım yapma

kararını almış olacak. Bu arada üçüncü ülkelere ihtiyaç bildirecek ve bu ihtiyaçlar karşılığında üçüncü ülkelere gelen yardımları da Türkiye'ye ulaştıracağız."

Batu, bir soru üzerine Iraklı Kürtlere şu ana kadar Türkiye tarafından tanınmış olan statüde bir değişiklik olmayacağını söyleyerek bu statüyü, "Kendilerine geçici barınma statüsü tanınmış olan Kuzey Iraklılar" olarak tanımladı.

Bir başka soru üzerine de Kızılay ile BMMYK yetkilileri arasında imzalanacak olan sözleşmeden sonra yüksek komiserliğin Türkiye'de Dışişleri Bakanlığı kanalıyla ilgili tüm kuruluşlarla temasa geçebileceğini söyledi.

Öte yandan BMMYK'dan bir heyet, Kızılay yetkilileriyle bu konuda temaslarda bulunmak üzere dün akşam Ankara'ya geldi.

Milliyet 9.12.88

●İçişleri eski Bakanı Sükan, devlet politikası belirlenmesini istedi

Kürtler için brifing önerisi

• Elif BAŞARIR • ANKARA

İÇİŞLERİ eski bakanlarından Faruk Sükan, Kuze Irak'tan Türkiye'ye sığınan Kürtler konusunun bir devlet brifinginde ele alınmasını ve herkesin onaylayacağı bir devlet politikası belirlenmesini istedi.

Türkiye'nin insani açıdan "duyarlı" bir devlet olduğunu kaydeden Sükan, buna karşılık ulusal güvenliğini de düşünmesi gerektiğine dikkat çekti. Faruk Sükan, Körfez savaşı sırasında Irak birliklerini Kuzey Irak'a sokmayan Kürtlerin, ateşkesin ilanından sonra Irak saldırısı karşısında yalnız kaldıklarını ve İran'ın yeni bir ihanetine uğradıklarını bildirdi. Sükan şöyle konuştu:

"On binlerce kadın, çocuk, yaşlı ve hasta kendilerine hayat hakkı tanıyan Türkiye'nin müşfikliğine sığınmışlardır. Türk devletleri bugün olduğu biçimde enselerinde soluğunu hissettikleri Azrail ve cellatlarından kaçan nice milletlerin, insanların ve mülteci kabilelerin koruyucu şemsiyesi olmuşlardır, kapımızdan dönen yoktur."

Sükan, çeşitli vaatlere karşılık sığınmacıların sorunları karşısında Türkiye'nin yalnız bırakıldığını belirtti, bundan sonra yardım yapılacağını da sanmadığını söyledi. Sükan şöyle devam etti:

"Sanmıyorum, çünkü dünya kamuoyu Sudan, Bangladeş, Filistin'e dünyanın açık ve iç kavgaları bitmeyen sancılı bölgelerine, ne istenen biçimde el uzatabiliyor ne de çözüm getirebiliyor.

"Türkiye'nin güçlenmesinden, kudret ve istikrar içinde yaşamasından huzursuzluk duyan bazı çevrelerin ve ülkelerin insani düşünceler ağır basmış olsa bile, bize bu konuda yeterli ölçüde yardımcı olacaklarını hiç sanmıyorum. Peşmerge sığınmalarında yabancı güçler, bölgede yeni kurulacak olan dengeleri lehlerine çevirmek için ağırlıklarını koyabileceklerdir."

Faruk Sükan, Doğu ve Güneydoğu'da dış mühraklarla işbirliği yaparak devleti tehdit eden güçlere karşı da Jikkatlı olunmasını istedi ve şöyle dedi:

"Kaynağı ister İran, Irak, isterse Suriye olsun bunları tereddütsüz ezeceksiniz, devletin varlığı söz konusudur. İşte bunun için konunun bir devlet brifinginde ele alınmasını ve bir Meclis mutabakatının gerektiğine inanıyorum."

Cumhuriyet 9.12.88



Siğınmacının su sıkıntısı Türkiye'ye gelen siğınmacıların yerleştirildikleri geçici barınma merkezlerinde su sıkıntısı yaşanıyor. Siğınmacıların kaldıkları kamplara su sağlayan kanallardaki arızalar ya da elektrik kesilmeleri, onbinlerce kişinin aynı anda susuz kalmasına ve çeşme başlarında saatlerce beklemelerine yol açıyor. Su sıkıntısı, Diyarbakır'a oranla Kızıltepe geçici barınma merkezinde daha yoğun. Kızıltepe'de siğınmacıların su gereksinimi için her çadır dizisinin başladığı noktalara yerleştirilen büyük variller boşaldıkça, su tankerleriyle dolduruluyor. Ancak bu varillerin hemen doldurulamaması, eski devlet üretme çiftliği, yeni siğınmacı ka-

mpındaki birkaç çeşmeye hücum edilmesine yol açıyor. Eğer sular kesikse, çeşme başında umutla beklemeye başlıyor insanlar. Su sıkıntısı kamp temizliğinin yapılamamasına da yol açıyor. İç açıcı olmayan görüntülerle her an karşılaşılıyor. Anne, önüne oturduğu kızının yıkanamamaktan keçeleşmiş saçlarını çekistire çekistire örüyor. Kız ağlamaklı. Eline aldığı elmayı önce giysisine sürüyor, sonra ısıyor. Aynı tencerenin içinde üst üste pişirilen yemekler gelişigüzel siliniverilen tabaklarda yeniliyor. Şöyle bir havalandırılıyor giysiler. Günlerin ağırlığına bir de susuzluğun ağırlığı biniyor. Her an hastalanabilecek, salgına yakalanabilecek olmanın korkusuyla, siğınmacılığın çaresizliği birbirine karışıyor. (Fotoğraf: Mehmet Aka)

2000'e Doğru 11.12.88

F.ALMAN PARLAMENTOSU'NUN ÖZEL OTURUMU

Türkiye'de insan hakları

Konu Yeşiller Partisi'nin önerisiyle gündeme geldi. Gerek hükümet gerek muhalefet partileri için, Türkiye'de insan hakları sorun olarak önemini koruyor. Kürtlere yönelik uygulamalar demokrasi konusunun vazgeçilmez bir unsuru olarak tartışıldı.

Alman Parlamentosu, 30 Kasım günü özel bir oturumla Türkiye'de insan haklarını tartıştı. Konu, Yeşiller Partisi'nin önerisiyle gündeme geldi. İlk konuşmayı Yeşiller Partisi milletvekili Caritas Hensel yaptı. Hensel, Başbakan Kohl'un, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'e, Türkiye'de istikrarlı ve demokratik bir gelişme konusunda güven duyulduğunu bildirmesini şaşkınlıkla karşıladıklarını söyledi: Çünkü Yeşiller'e göre, Türkiye'deki gelişme demokrasinin giderek yok olması yönündeydi. Hensel Türkiye hükümetiyle başta ekonomik ilişkiler olmak üzere her türlü karşılıklı ortak faaliyetin sorgulanmasını ve gözden geçirilmesini istedi.

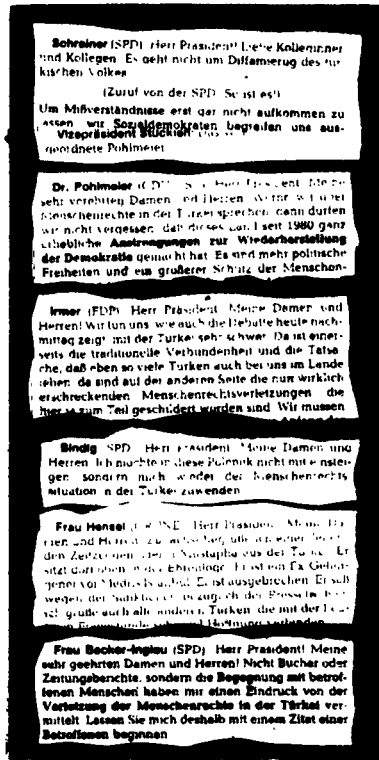
Hükümet ortağı Hristiyan Demokratlar'ın ve Hristiyan Birlik Partisi'nin (CDU/CSU) sözcüsü Dr. Pohlmeier ise, Türkiye'deki özel durum için anlayış talep etti. Pohlmeier'e göre, 1980'den bu yana Türkiye'de demokrasinin yeniden inşası yolunda büyük çabalar harcanmış ilerleme kaydedilmişti. Aynı partinin bir başka sözcüsü Schwarz da Türkiye ile dostça bir diyalog kurulması gerektiğini vurguladı; bunu bir zorunluluk olarak ifade etti. Elbet, işkence ve ölüm cezası demokratik bir toplumun yönemi olamazdı. Ne var ki, Türkiye'ye en iyi yardım, onun yanında olmaktadır. Dolayısıyla Alman polis yardımı bu yolda doğru ve önemli bir adımdı. Daha da iyisi, Türkiye'nin Batı Avrupa Birliği'ne kabul edilmesiydi.

Oysa SPD Milletvekili Ottmar Schreiner Türkiye'nin mevcut durumuyla kabul edilemeyeceğini düşünüyordu. Çünkü Avrupa Topluluğu'na bağlılık bağı olan her ülke için, hukuk ilkeleri, bireyin ve azınlıkların korunması, basın özgürlüğü, şiddetten arınma gibi asgari koşulların güvence altına alınmasını, şart koşuyordu. Schreiner

konuşmasında Alman Hükümeti'ni "sorumsuz arkadaşlıkla" suçladı.

Bir başka SPD'li, Becker Inglaou, Türkiye izlenimlerini anlatırken, Evren'in "Almanya'da çizdiği güzel Türkiye tablosu" ile hiç de uyuşmayan bir görüntüyle karşılaştığını söyledi.

ÖZEL OTURUMUN TARTIŞMA TUTANAĞI



KÜRT SORUNU

Federal Alman Parlamentosu'nun ikinci gündem maddesi Kürt sorunu oldu. Gerek hükümet gerek muhalefet partileri bu konudaki duyarlıklarını gösterdiler. CDU/CSU milletvekili Pohlmeier, hükümetin ve güvencil güçlerinin Doğu bölgesinde sert önlemler uygulamasını anlayışla karşılamakla birlikte, "Türkiye'de azınlık haklarının olmayışını, insanların kendi dillerini

kullanamamasını, kültürlerini geliştirememesini" eleştirdi.

Muhalefet sözcüleri de Kürtlere yönelik uygulamaları sert biçimde kınadılar. SPD milletvekili Rudolf Bindig'e göre Kürt sorunu ele alınmadan, Türkiye'de demokrasi ve insan hakları konusu tartışılmazdı. "Çok açık söylüyorum. Kabul edilmiş insan haklarına göre, Kürtler Kürt olduklarını söyleme, Kürt isimleri taşıma, Kürt dilini konuşma, Kürtçe kitap basma ve okuma, Kürtçe gazete çıkarma hakkına sahiptirler. Kürtçe konuşmak ifade özgürlüğüne girer. Kürtlerin okul hakları vardır, kültürlerini geliştirme hakları vardır. İsterlerse Kürtçe türküler söyleyebilmelidir. Kürt örgütleri kurmaları, örgütlenme hakkına girer."

TÜRKİYE'NİN RAPORU

Bu arada, Türkiye'de insan haklarının Alman Parlamentosu'nda tartışılacağı öğrenilince Büyükelçilik, bir rapor hazırladı ve Parlamento'da milletvekillerine dağıttı. Türkiye Büyükelçiliğinin raporunda "Parlamentar demokrasinin yeniden tesisi ile insan haklarında iyileştirmeler" olduğu söyleniyor, bu yönde atılan adımlar sayılıyor; Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvuru hakkının kabul edilmesi; 1984'ten sonra sıkıyönetimin aşamalı olarak kaldırılması; Türkiye Büyük Millet Meclisi'nde tutukevlerinde inceleme yapmak üzere soruşturma komisyonu kurulması.

Raporla ayrıca, Anayasa'daki insan haklarına ilişkin maddeler de bir temel yaklaşım olarak belirtiliyor.

Ne var ki, Türkiye'nin raporu inandırıcı olmadı. Hükümetin CDU/CSU dışındaki ortağı Liberal Parti FDP'den milletvekili Imer, raporu, "Türkiye'de bugün demokratik bir ruhun olmadığını" kanıtı olarak gösterdi.

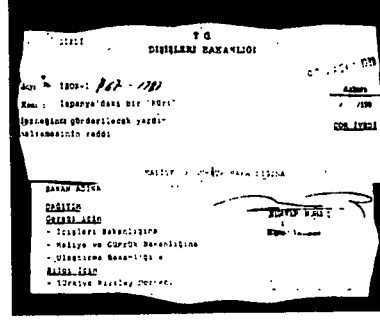
CUMHUR AY TULUN

2000'e Doğru 11.12.88

Mültecilere "maksatlı" yardım engellendi

İspanya'daki sol eğilimli Katalan Partisi, Türkiye'deki Iraklı Kürt mültecilere yardım toplamak için bir "Kürdistan'la Dayanışma Komitesi" oluşturdu. Toplanan 9.860 kg giyim eşyası, bir ton yağ ve 2,5 ton unun, 647 sandık halinde 17 Kasım 1988 günü Mersin limanına indirileceği, Türkiye'nin Madrid Büyükelçiliği'ne bildirildi. Büyükelçilik yardımı reddetti: "Sadece hükümetlerden ve ulusal Kızılay/Kızılhaçlardan" yardım kabul ediliyor.

Ancak, Dışişleri Bakanlığı'nın içi rahat etmedi. Bakan adına Müsteşar Yardımcısı Nurver Nureş, "Gizli" ve "Çok ivedi" bir yazı hazırladı. Konu, "İspanya'daki bir "Kürt" derneğince gönderilecek



yardım malzemesinin reddiydi. Bakanlık, "bu sözde yardım malzemesinin emrivaki yapılmak suretiyle Mersin veya bir başka limanımıza gönderilmek istenmesi"ni muhtemel görüyordu. Dışişlerimiz, İçişleri, Maliye ve Gümrük ve Ulaştırma bakanlıklarından, "propaganda

amacına yönelik bu malzeme'nin boşaltılmayıp geri gönderilmesi için talimat verme izni istiyordu.

Müsteşar Yardımcısı Nureş, söz konusu yazıyı hatırlamadı. "Ülkeye sığınan Irak uyrukluları için o kadar çok yardım müracaatı" olmuştu ki... Türkiye'nin yalnızca nakdi yardımları kabul ettiğini bile birçok kuruluş ille de malzeme yollamak istemişti. Türkiye'nin malzemeye ihtiyacı yoktu. Nureş'e göre, yardım malzemesi yollayan kuruluşların çoğunu "Türkiye aleyhine faaliyet yürüten bölücüler" yönlendiriyordu. Yaptıkları, "tamamen istisrar maksadıyla konuya burunlarını sokmak"tı. Türk hükümetinin bu duruma seyirci kalması da beklenemezdi elbette. [1]

Cumhuriyet 16.12.88

70 ilkokul öğrencisi köy sokaklarında dolaşiyor

Öğretmen atamama cezası

Şirnak'ın Yoğurtçular köyü öğretmeni geçen yıl PKK'lı teröristler tarafından öldürülünce 'köylü öğretmenine sahip çıkmıyor' gerekçesiyle kaymakam ve İlçe Milli Eğitim Müdürlüğü'nce yeni öğretmen atanmıyor.

CENGİZ MUMAY

ŞIRNAK — Öğretmeni geçen yıl PKK'lı teröristler tarafından öldürülen Şirnak'ın Yoğurtçular köyüne "köylü öğretmenine sahip çıkmadı" gerekçesiyle, öğretmen atanmıyor.

Köylülerin tepkisine yol açan tutum, Şirnak Kaymakamı Cemal Ayman tarafından "Köylüler isteseydi, öğretmeni koruyabilirlerdi. Menfi yönde bazı çalışmaları saptanan Yoğurtçular köyüne bu nedenle öğretmen atanmıyoruz" sözleriyle savunuldu.

Yoğurtçular Köyü muhtarı Mahmut Yapar, ilkokulun kapalı tutulması nedeniyle 7 yaşını dolduran 20 çocuğun bu yıl okula başlamadığını, 50 eski öğrenciyle birlikte 70 çocuğun köy sokaklarında gezmeye mahkûm edildiğini öne sürerek, "Şirnak

kaymakamlığı ve Milli Eğitim Müdürlüğü'ne, köyümüze öğretmen atanması için defalarca yazılı ve sözlü başvuruda bulundum. İlçe Milli Eğitim Müdürü Ziya Sönmez 'Sizin köyünüz cezalandırıldı. Bu yüzden öğretmen atamaşı yapmayacağız' dedi.

PKK'nın işlediği cinayetin cezası çocuklarımıza çektiriliyor" dedi.

Şirnak Kaymakamı Cemal Ayman, Cumhuriyet'in sorularını yanıtlarken, Yoğurtçular köyüne verilen "öğretmen atamama cezası"ni savundu. Köylüleri öğretmene sahip çıkmamakla suçlayan Kaymakam Ayman, "Köylü isteseydi, öğretmeni koruyabilirdi. Çünkü aynı gece eşkiya grupları, Yoğurtçular'ın dışında iki köye daha gitmişler. Burada da öğretmen ve imamı öldürmek istemişler. Ancak oradaki köylüler, imam ve öğretmeni eşkiyaya tes-

lim etmemiş, hayatları pahasına onları savunmuşlar. Bu köyden de bunu beklerdik. Ayrıca bu köyün güvenlik yönünden menfi bazı çalışmaları da saptanmıştır" diye konuştu.

Şirnak'ın yol sorunu bulunmayan, ulaşımı en kolay köylerinden biri olan 45 haneli Yoğurtçular köyüne öğretmen atanmaması konusunda, Şiirt Milli Eğitim, Gençlik ve Spor Müdürü Yusuf Sadık, "O sorunun cevabı benle ilgili değil. Bu konuda bir şey söylemem doğru olmaz" dedi. Yusuf Sadık, Şirnak'a son bir ay içerisinde 21 öğretmen atandığını belirterek, bunlardan herhangi birinin Yoğurtçular köyünde görevlendirilmediğini söyledi.

Köylü öğretmen atamama cezası verilmesine tepki gösteren köylüler, uygulamanın "PKK'nin ekmeğine yağ sürer" nitelikte olduğunu öne sürdüler. Olaydan sonra köydeki tüm erkeklerin gözaltına alınarak sorgulandığını anımsatan Yoğurtçular köylüleri, endişelerini şöyle anlattılar: "PKK bu olayı kullanabilir:

Çünkü daha önce güvenlik güçleri tarafından dağıtılan bildirilerde bizlere 'Vatandaş eşkiya sana, Devlet hizmet getirmiyor' diyor. Ancak sana getirmek istediğimiz hizmetleri engelliyor. Dozerleri, okulları yakıyor, şantiyeleri basıyor. Bu eşkiyanın gerçek niyetini anla' diyordu. Oysa şimdi yapılan uygulama, PKK'nın propagandasına neden olabilir. Köyümüze bir an önce öğretmen atanarak çocuklarımızın yeniden okula kavuşturulması, yapılabilecek olan 'Devlet köyünüze öğretmen atanmıyor' propagandasını önleyebilir."

Bir yılı aşkın bir süredir öğretmen atanmadığı için boş tutulan Yoğurtçular İlkokulu'na Şirnak 119. Sınır Jandarma Alayı'ndan gönderilen bir askeri birlik yerleştirildi.

2000'e Doğru 18.12.88

SURİYE

“İrak’a karşı birleşik cephe”

Şam hükümeti, Lübnan’a el atmak isteyen Irak’a karşı ortak cephe önerdi. Cepheye Kürt örgütleri, İran ve bazı Lübnanlı örgütler katılacak. Ortak platform çok yönlü görüşmelerden sonra açıklanacak.

28 Kasım günü Şam’daki üst düzey yetkilisi tarafından yapılacağı açıklanan basın toplantısı, yabancı gazeteciler açısından sürpriz olmadı. Bölgedeki son gelişmelerle birlikte ele alındığında Suriye’nin yapacağı açıklamanın kapsamı şöyle tahmin ediliyordu: Ya Lübnan başkanlık seçimi, ya FKÖ ve Filistin sorunu, ya da Irak’la olan sorunlar.

Gerçekten de Suriye Komutanlık Konseyi Irak İşleri Bürosu Başkanı Fadil El Ensari, yaptığı konuşmada “İrak’a karşı büyük bir birleşik cephe kurulacağını” açıkladı.

TAHRAN’DAKİ YANKI

İslam Cumhuriyeti Radyosunda müjde verircesine yayınlanan habere göre Fadil El Ensari’nin açıklamasının ayrıntıları şöyleydi: “İrak, Körfez’den sonra egemenlik kurmak ve komplo düzenlemek için Lübnan’a da el atmıştır. Cezayir anlaşmasını hiçe sayan Bağdat geç-nişte İran’a saldırarak yayılmacı bir siyaset izledi. Ateşkes-ten sonra ise muhaliflerini sindirdi. Kürtlere karşı soykırımı girişti. Şimdi de kalkmış Lübnan’a yöneliyor. Bu nedenle tüm Saddam mağ-

durlarını bir araya toplayarak ortak bir cephe oluşturmak istiyoruz. Çağrımızın ilk muhatapları Kürtler, İran ve sonra da Araplardır.”

Anlaşılan, Şam’da patlayan bomba Tahran’da gürültü koparmıştı. Nitekim, basın toplantısının yapıldığı aynı günlerde İran Cumhurbaşkanı Seyit Ali Hameney başkent yakınlarındaki “Kereç Gönüllü Birlikleri” toplantısında bir konuşma yaptı. Hameney konuşmasında “20 milyonluk bir ordu oluşturmalıyız, devrimimize yönelik saldırı ve komplolar sürdürükçe hazırlıklarımızı sürdürmeliyiz” dedi. Tüm Doğu ve Batı ülkelerini Irak’ı desteklemekle suçlayan Hameney, İslam ordusunun “muazzam zaferlerini görmeyi Allah’tan niyaz” ediyordu.

Rastlantı mı, bilinmez, ama yine aynı günlerde Meclis Başkanı Haşimi Rafsancani seferberlik haftası nedeniyle bir açıklama yaptı. Rafsancani, ABD eski başkanlarından Jimmy Carter’dan bir mektup aldığını belirterek şunu vurguluyordu: “ABD rehinerin kurtarılması için bizden yardım istemekte. Ancak bizim Lübnanlı teröristlerle ilişkimiz yoktur. Ayrıca ABD, adam olmadığı sürece İslam Cumhuriyetimizle ilişki kuramaz.” Bu sözler,



ESAD. Ortak cephenin altında Suriya’nın bölgesel hesapları var.

İran’ın uluslararası alanda radikal ve terörist İslamcı gruplardan uzaklaşarak ABD’den bazı ödünler istediği biçiminde yorumlandı.

BİR DAHA KÜRTLER

Son Lübnan olayları, Şam-Bağdat arasındaki gerginliği tırmandırırken, Irak’a karşı birleşik cephe özellikle Kürtler ve bazı Lübnanlı gruplar arasında yankı bulmuş görünüyor. Ateşkesi bir türlü içine sindiremeyen İran böyle bir oluşumu çeşitli açılardan onaylıyor. Kürtler de ortak cephenin yararlarına olacağı kanısındalar. İlk olumlu yanıt merkezi Şam’da olan Kürdistan Cephesi’nden geldi: Cephe sözcüsü “Böyle bir ittifakta yer alacaklarını” açıkladı.

Ancak Kürtler ve İran açısından tek sorun, Saddam’la işbirliği yapan İran Kürdistan Demokratik Partisi’nin konumu. Tahran Radyosu’na göre diğer Kürt örgütleri de öneriyi destekliyorlar. İran Kürtlerini cepheye çekebilmek için Şam-Tahran ikilisi, İslam Cumhuriyeti’ndeki Kürtlere bazı ödünler vermeyi planlıyor. Yaygın kanı Kürtler lehine bazı düzenlemelerin yapılacağı yolunda. Bu da Suriyeli-İranlı ve Iraklı Kürtlerin yapacağı görüşmeler sonunda açıklanacak. □

GÜNAY ASLAN/VAN

KÜRTLER. Yeni bir müttefik mi yoksa siyasi oyunda kurban mı?



Milliyet 18.12.88

Şam'da bir araya geldiler

Kürtler cepheleşiyor

- Şam'da bir araya gelen Kürt örgütlerinin temsilcileri, birleşik Kürdistan cephesi oluşturma çalışmalarına başladı
- İKDP lideri Mesut Barzani, örgütler arasında anlaşma sağlandığını, cephenin oluşturulduğunu, yakında açıklanacağını söyledi

KÜRTLERİN, MİL-HA UZBEY Irak'taki yenilginin ardından ilk kez Suriye'nin başkenti Şam'da bir araya gelen çeşitli Kürt örgütlerinin temsilcileri, birleşik Kürdistan cephesi oluşturulması için çalışmalara başladılar.

İlk adının atıldığı toplantıda temsilciler örgütlenme konusunda FKÖ (Fülistin Kurtuluş Örgütü) modeli üzerinde anlaşılar.

Suriye'nin başkenti Şam'a gelen Irak Kürdistan Demokrat Partisi "İKDP" lideri Mesut Barzani, örgütler arasında anlaşma sağlandığını, cephenin oluşturulduğunun yakında açıklanacağını söyledi.

BARZANI: "ANCAK KÜRTLER SADDAM'I AFFEDİBİLİR"

Irak'ta Saddam yönetimince ilan edilen genel affa ilişkin görüşlerini de açıklayan Mesut Barzani şöyle konuştu:

"Kürt halkından ve Iraklı Kürtlerden aff dilemesi gereken biri varsa o da Saddam'dır. Kürt halkı meşru haklarının kazanılması için verdiği haklı mücadele dışında bir şey yapmamıştır. Kürt halkı, affedilmesi gereken bir suç işlememiştir.

Ama Saddam yönetimi Kürt halkına karşı kimyasal silah kullanarak bir insanlık suçu işlemiştir. Kürt halkınca affedilmesi gereken biri varsa o da Saddam ve yönetimidir."

KÜRTLER, "FKÖ" MODELİ ÜZERİNDE DURUYOR

Barzani ayrıca, kuruluş çalışmaları devam eden birleşik Kürdistan cephesinin örgütlenmesinin Filistin Kurtuluş Örgütü modeline benzeyeceğini söyledi. Barzani bir yandan Kuzey Irak'ta silahlı mücadele başlayacağını, bir yandan da "BM" başta olmak üzere çeşitli siyasi platformlarda diplomatik ilişkiler kurulmasına ağırlık verecek.

ÖRGÜTLERİN ADLARI

Irak, İran, Türkiye ve Suriye temsilcilerinin katıldığı ve Suriye'nin başkenti Şam'da bir araya gelen örgüt ve partilerin adları şöyle: "İKDP" (Irak Kürdistan Demokrat Partisi) lideri Mesut Barzani, "KYB" (Kürdistan Yurtseverler Birliği) lideri Celal Talabani, "İKDP" (İran Kürdistan Demokrat Partisi) lideri Dr. Abdurrahman Kasemli, "PKK" lideri Abdullah Öcalan, "TKSP" lideri Av. Kemal Burkay.

Cumhuriyet 21.12.88

Mehdi Zana yargılandı

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Cumhuriyet'e verdiği, "PKK'nın ulusal kurtuluş savaşını destekliyorum" biçimindeki demeci nedeniyle hakkında 3-5 yıl hapis cezası istemi ile dava açılan Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın yargılanmasına devam edildi. Duruşmaya, Eskişehir Cezaevi'nde bulunan Zana getirilmedi. Duruşmada söz alan Mehdi Zana'nın avukatı Sezgin Tanrikuolu, davanın sürmesine karşın müvekkilinin duruşmalara getirilmediğini ve böylece savunma hakkının kısıtlandığını söyledi. Müvekkilinin ilk duruşmada Kürtçe savunma yapacağını söylediği için duruşmalara getirilmediğini belirten Tanrikuolu, "Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi herkesin anadiliyle konuşmasını öngörmüştür" dedi. 7. Kolordu Askeri Mahkemesi'ndeki davu ileri bir tarihe ertelendi.



Cumhuriyet 21.12.88

Esad-Barzani görüşmesi

ŞAM (AA) — Suriye Devlet Başkanı Hafız Esad, Şam'da bulunan Irak Kürdistan Demokratik Partisi (PDK) lideri Mesut Barzani ile görüştü. Suriye haber ajansı SANA, Devlet Başkanı Esad'la Barzani arasındaki görüşmeyle ilgili ayrıntı vermedi.

Tercüman 21.12.88

Papandreu'nun temsilcileri APO'ya destek vaadetti

İkisi milletvekilli 10 kişilik PASOK heyeti, Lübnan'da 3 gün Abdullah Öcalan'ın misafiri oldu

ATINA. (A.A.)- Yunanistan'da Başbakan Andreas Papandreu'nun lideri olduğu PASOK partisinin iki milletvekili ile aynı partinin merkez komitesinin üç üyesinin de aralarında bulunduğu 10 kişilik bir Yunan heyetinin, Lübnan'daki PKK karargâhını ziyaret ederek, kanlı örgütün lideri Abdul-

Etnos gazetesinin haberine göre Öcalan, Davos ruhuna karşı mücadele edilmesini istedi

lah Öcalan ile görüştüğü bildirildi.

PKK ile ilgili bir yazı dizisinin dün başlayan, Yunanistan'ın en yüksek tirajlı gazetesi Etnos'a göre, sözkonusu görüşme sırasında Öcalan, Yunan heyetli üyelerine, "Yunan halkıyla halkımızın, hayatı derecede önemli millî çıkarları sebebiyle dayanışmalarını güçlendirmeleri gerek" dedi.

Davos ruhu

Öcalan, Ege ve Kıbrıs konularına çözüm bulunabilmesi için Yunanistan-PKK dayanışmasının şart olduğunu da vur-

gularak, Türkiye'nin Davos ruhuna verdiği önemin, bu ittifakı önleme amacına yönelik olduğunu ileri sürdü. PKK lideri, Türkiye'ye karşı silahlı mücadeleyi sürdüreceklerini de belirtti.

Yunan heyetinde yer alan PASOK partisi merkez komitesi üyesi Mihalis Haralambidis de Öcalan'a verdiği cevapta, "Halkımızın kaderi büyük ölçüde bizim siyasi dayanışmamızla belli olacak. Halkımızın mücadelesi bizim açımızdan, barışın, insanlığın ve enternasyonalizmin doğması demektir" dedi.

Yunan heyetinin PKK karargâhında üç gün süren ziyaretine PASOK milletvekilleri Kostas Aslanis ile Babis Stamatopoulos, aynı partinin merkez komitesi üyeleri Mihalis Haralambidis, Hristos Kipuros, İlias Evanelidis, "Halkların Bağımsızlığı ve Kurtuluşu" isimli bir Yunan örgütünün üyeleri Agapios Gavrilidis, Todoros Susanoglu, Türkiye ile yakınlaşmaya karşı görüşleri ile bilinen Kıbrıs Rum kesimindeki millî muhafız birlikleri eski komutanı emekli general Dimitrios Matafyas, emekli tuğamiral Andonis Naksakis ve İhtilâci Komünist Partisi üyesi Andreas Bitlis katıldı. Heyette ayrıca, Etnos gazetesinin bir muhabiri de yer aldı.

Cumhuriyet 21.12.88

Köylülerce öldürüldüğü öne sürülen öğretmenin Apo'yla çekilen fotoğrafı mahkemede

Bilmece gibi davada 11 idam istemi

Geçen yıl eylül ayında öğretmen Hasan Binal'ı öldürdükleri iddiasıyla 11 köyü tutuklanarak haklarında ölüm cezası istemiyle dava açıldı. Önceki günkü duruşmada öğretmenin babası, oğlunun yaşadığını ve Şam'da PKK lideri Abdullah Öcalan'la birlikte olduğunu, Milliyet Gazetesi'nde çıkan bir fotoğrafı göstererek doğruladı. Ancak mahkeme 11 köylünün tahliye istemini reddetti.

EMEL SERİNKAYA

GAZİANTEP — Bir öğretmeni öldürdükleri savıyla geçen yıl eylül ayında tutuklanan ve haklarında ölüm cezası istemiyle dava açılan 11 köylünün tahliye istemi öğretmenin "sağ" olduğunun belgelenmesine karşın reddedildi.

Öldürüldüğü savlanan öğretmen Hasan Binal'ın babası mahkemede oğlunun yaşadığını ve Şam'da PKK lideri Abdullah Öcalan'la birlikte olduğunu Milliyet Gazetesi'nde çıkan bir fotoğrafı göstererek doğruladı.

Önceki gün yapılan duruşmada

Gaziantep Emniyet Müdürlüğü 1. Şube Müdürü Reşat Altay da Hasan Binal'ın yaşadığını bildirdi. 11 köylüye işkence yaptıkları savıyla Araban Savcı Yardımcısı, bir üstteğmen, iki komiser ve üç polis hakkındaki dava açıldı.

Araban ilçesi Eastıkhdag köyü Kemerli Mezrası'nda 10 Eylül 1987 günü bir haber üzerine mezraya giden jandarmayla çatışmaya giren bir kişi öldürülmüştü. Gaziantep Valiliği olaydan sonra yaptığı açıklamada jandarmanın köylülerin haber vermesi üzerine mezraya gittiğini, çıkan çatışmada evde bulunan teröristin el bombasının patlaması sonucu öldüğünü açıklamıştı. Valilik teröristin kimliği hakkında bilgi vermemişti.

Olaydan kısa bir süre sonra Kemerli Mezrası'ndan ve çevre köylerden 11 köylü gözaltına alınmıştı. Hasan Binal isimli öğretmeni "namus meselesi" nedeniyle öldürmekle suçlanan köylüler 13 gün Araban Jandarma Bölük Komutanlığı ve emniyet amirliğinde gözaltında kaldıktan sonra tutuklanmışlardı. Adam öldürmek ve güvenlik güçlerine silahla karşı gelmek suçlarından 11 köylü hakkında TCK'nın 450. maddesi geçiği ölüm cezası istemiyle dava açılmıştı.

Mustafa Yolcu, Bekir Kocaman, Vakkas Kocaman, Hüseyin Kocaman, Mehmet Ali Kocaman, Servet Köksel, Sait Doğan, Cengiz Köksel, Osman Doğan, Şahin Do-

ğan ve Gani Sarı isimli köylüler hakkında hazırlanan iddianamede öğretmen Hasan Binal'ın Mehmet Ali Kocaman'ın evli kızıyla ilişki kurduğu, bu nedenle öldürüldüğü savlanmıştır. İddianamede Hasan Binal'ın köylülerce boğulduktan sonra organları kesilerek öldürüldüğü, olaya yasadışı örgüt süsü verebilmek için de köylülerden birinin güvenlik güçleriyle çatışmaya girdiği de öne sürülmüştü.

Köylülerin avukatlarının delil toplamak için yaptıkları çalışmada Hasan Binal'ın "sağ" olduğu belirlenmişti. Milliyet Gazetesi'nde 14 Haziran 1988 günü yayımlanan Mehmet Ali Birand'ın Abdullah Öcalan'la röportajının fotoğraflarında Öcalan'ın arkasında duranın Hasan Binal olduğunu belirleyen avukatlarca bu belge mahkemeye delil olarak sunulmuştu.

Bu arada 4 Temmuz 1988'de Mardin'in Ömerli ilçesi, Kovanlı köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleriyle girdiği çatışmada ölen bir PKK militanının üzerinden çıkan mektuptan da ölenin Aziz Cömert olduğu belirlenmişti. "Rahmi" kod adlı Mehmet Emin Taştan mektubunda şöyle diyor:

"Eylül ayında Antep'e yollanan birimde yer alan Aziz Cömert'i (Sabri) köylüler mezraya götürdü. Hain köy ağası tarafından yoldaşınız 10 eylül günü şehit edildi. 30 öncesi bu hainin bir oğlu da ihbarcılık yaptığı için partimizce cezalandırılmıştı. Devlet olayı, basında 'bir çatışma esnasında bombasının patlaması sonucu terörist ölü olarak ele geçirildi' diye verdi. Şu anda bu hain alle tutuklanmıştır. Olay yeri Antep'in Araban İlçesi Kemerli köyüdür."

Önceki gün yapılan duruşmada

deliller mahkeme heyetine sunulurken, Hasan Binal'ın babası Mehmet Binal'a mahkeme başkanıca Milliyet Gazetesi gösterilerek tanınmadığı soruldu. Mehmet Binal, Öcalan'ı da aynı köyden oldukları için tanıdığını, arkasındakinin ise oğlu Hasan olduğunu söyledi. Oğlundan dört yıldır haber alamadığını da belirten Mehmet Binal gazetede fotoğrafını görünce yaşadığını öğrendiğini anlattı.

Gaziantep Emniyet Müdürlüğü 1. Şube Müdürü Reşat Altay da tanık olarak dinlendiği mahkemede Hasan Binal'ın sağ olduğunu bildirdi. Altay, avukatların isteği üzerine Binal'ın sağ olup olmadığını araştırdıklarını, Malatya DGM'de yargılanan bir kişiye Binal'ın fotoğraflarının gösterildiğini belirtti. Bu kişinin de Binal'ı teşhis ettiğini açıklayan 1. Şube Müdürü Altay, Hasan Binal'ın halen Şam'da örgüt üyelerinin

evinde kaldığını söyledi

Köylülerin 13 gün süreyle gözaltında tutuldukları Araban Jandarma Bölük Komutanlığı ve emniyet amirliğinde işkence gördüklerini vurguladıkları üzerine Araban Savcı Yardımcısı, üstteğmen, iki komiser ve üç polis hakkındaki dava açıldı. Avukatlar aracılığıyla şikayette bulundukları sona sevk edildikleri Gaziantep Devlet Hastanesi'nde işkence gördüklerine ilişkin rapor alan köylülerden beşinde işkence izleni sabit olarak belirlenmişti. 2. Ağır Ceza Mahkemesi'nde açılan bu davada Araban Savcı Yardımcısı Nadi Türktaşın için 2,5 ile on yıl, üstteğmen Servet Çakır için de 1,5 ile 15 yıl arasında hapis cezası isteniyor. Komiser Abdullah Akdemir ve Süleyman Kor ile polis Hamdi Akın, Bayram Karakaya, Ali Cihab beş yıla kadar ağır hapis cezası ve görevden men istemiyle yargılanıyorlar.

Cumhuriyet 21.12.88

5 gazeteciye hapis cezası

2000'e Doğru Dergisi Başyazarı Doğu Perinçek, Yazı İşleri Müdürü Fatma Yazıcı, Yeni Nesil Gazetesi Yazı İşleri Müdürü Sabahattin Aksakal ve muhabirler Bünyamin Ateş ve Mustafa Kaplan, "Atatürk'ün manevi şahsiyetine hakaret ettikleri" gerekçesiyle çeşitli hapis cezalarına çarptırıldılar.

Haber Merkezi — 2000'e Doğru Dergisi'nin Yazı İşleri Müdürü Fatma Yazıcı ve Başyazarı Doğu Perinçek ile Yeni Nesil Gazetesi Yazı İşleri Müdürü Sabahattin

Aksakal ve muhabirler Bünyamin Ateş ile Mustafa Kaplan, "Atatürk'ün manevi şahsiyetine hakaret ettikleri" gerekçesiyle çeşitli hapis cezalarına çarptırıldı.

"Kürtçülük propagandası yaptıkları" gerekçesiyle haklarında Ankara DGM'de dava açılan 6 gazeteci ise duruşmada tahliye edildi.

2000'e Doğru Dergisi'nde yer alan "Pattı, yük oldu" başlıklı yazı ile Yeni Nesil Gazetesi'nde yazı yazan Doğu Perinçek'le yapılan röportaj ve yazıdan alıntılar yapılarak yapılan yayın nedeniyle İstanbul 2. Asliye Ceza Mahkemesi'nde açılan dava, dün sonuçlandı. Savunmasında beraatini isteyen Doğu Perinçek, Atatürk'ün

din konusundaki düşüncelerini kendi el yazması belgelere dayanarak dergide yayımladıklarını belirterek, asil iddianame ile Atatürk'e hakaret edildiğini öne sürdü. Öteki sanıklar da suçlamaları kabul etmeyerek beraatlerini istediler.

Mahkeme, Perinçek, Yazıcı, Kaplan, Ateş ve Aksakal'ı 1'er yıl 6'şar ay hapis cezasına çarptırdı. Perinçek, Aksakal ve Ateş'in daha önce de aynı suçu işlediğinin

belirlendiğini bildiren mahkeme başkanı, 3 kişinin cezasını 1'er yıl 9'ar aya yükseltti. Sanıkların mahkemede iyi hallerinin dikkate alındığını belirten mahkeme, daha sonra cezaları 6'da 1 oranında indirdi. Böylece Doğu Perinçek, Sebahattin Aksakal ve Bün-yamin Ateş'e 1'er yıl 5'er ay 15'er gün, Mustafa Kaplan ve Fatma Yazıcı'ya 1'er yıl 3'er ay hapis cezasına çarptırıldı. Yazıcı'nın cezası 135 bin 500. Aksakal'ın cezası ise 150 bin liraya çevrildi.

Irak hükümetinin Iraklı Kürtlere karşı kimyasal silah kullanmasını protesto eden bir basın

açıklamasını dağıtarak "Kürtçülük propagandası yaptıkları" gerekçesiyle haklarında Ankara DGM'de dava açılan 6 gazeteci, dün mahkeme huzuruna çıktı. Haklarında 1.5-6 yıl arasında hapis cezası istenen ve yaklaşık 3 aydır tutuklu bulunan Yeni Aşama Dergisi sahibi ve Yazı İşleri Müdürü Nadir Nadi Usta, Emegün Bayrağı Dergisi muhabiri Hatice Onat, İşçi Dünyası Gazetesi muhabiri Metin Faruk Tamer, Yeni Demokrasi Dergisi muhabirleri Rıza Reşat Çetinbaş ve Mehmet Ali Çakıroğlu ile Medya Güneşi Dergisi muhabiri Can Gülşenog-

lu, ortak savunma yaptılar. Nadir Nadi Usta tarafından okunan savunmada, bölücülük ve Kürtçülük yapılmadığı, her vatandaşın hakkı olan eleştiri hakkının kullanıldığı savunuldu. Av. Aydın Erdoğan da dava dosyasında işkence görmediğine ilişkin doktor raporu bulunan Mehmet Ali Çakıroğlu'nun vücudunda çeşitli darp izleri bulunduğunu belgeleyen adli tabiplik raporunu mahkeme heyetine verdi.

Duruşma savcısının da 6 kişinin tahliyesi yönünde görüş bildirmesi üzerine, mahkeme heyeti, tahliyelerine karar verdi.

Cumhuriyet 22.12.88

**KUK ek davası:
4 kişiye hapis**
DIYARBAKIR (AA) —
Diyarbakır Sıkıyönetim
Askeri Mahkemesi'nde
görülmekte olan 14 sanıklı

yasadışı KUK ek davası
sonuçlandı. Sanıklardan
Bedri Akalın 20 yıl, Doğan
Kaplan ile Hanifi Akgök
13'er yıl 4'er ay, Halil Işık
ise 4 yıl hapis cezasına
çarptırıldı. Tutuksuz
yargılanan 10 sanık ise

heraat etti. Yasadışı PKK
örgütüyle ilgili üç sanıklı
yeni bir dava açıldı. İtirafçı
sanık Seluhattin Dal'ın
tanık olarak dinlendiği bu
duruşmada Mehmet
Karakuş ile Şerif Yıldız'ın
tahliyesine karar verildi.

Cumhuriyet 30.12.88

Kürt sorunu için heyet

ANKARA (ANKA) — Federal Alman Sosyal Demokrat Partisi (SPD) milletvekillerinden Barbara Noack imzasıyla SHP milletvekilleri Ahmet Türk (Mardin), Adnan Ekmen (Mardin), Hüsnü Okçuoğlu (İstanbul), Mehmet Ali Eren (İstanbul), Fuat Atalay (Diyarbakır), Salih Sümer (Diyarbakır), Mehmet Kahraman (Diyarbakır), ANAP milletvekili Nurettin Yılmaz'a (Mardin) gönderilen mektupta, eyalet parlamentosunun 16 Eylül tarihinde aldığı karar uyarınca Bremenli parlamenter ve yetkili kişilerden oluşan delegasyonun 8-15 Ocak tarihlerinde Türkiye'ye gelerek kendileriyle görüşmek istediği ifade edildi.

ERZURUM. (A.A.)-Doğu Anadolu bölgesinde 7 ilde 114 bin kişinin nüfus kütüğünde kayıtları bulunmadığı ve bu sebeple nüfus cüzdanlarının da olmadığı bildirildi.

Erzurum, Erzincan, Kars, Ağrı, Muş, Bingöl ve Tunceli nüfus ve vatandaşlık işleri müdürlüklerine bağlı ekipler tarafından nüfus cüzdanı olmayanları belirlemek amacıyla 4 aydır sürdürülen çalışmalar sonuçlandı. Yapılan araştırmaya göre, Erzurum'da 18 bin, Kars'ta 21 bin, Ağrı'da 24 bin, Muş'ta 16 bin, Bingöl'de 14 bin, Erzincan'da 9 bin ve Tunceli'de ise 14 bin kişinin nüfusta kaydı bulunmuyor. Bu yedi ilde 26 bin kişinin de resmî nikâhsız olarak imam nikâhı ile evli oldukları tesbit edildi.

Erzurum Nüfus Müdürlüğü yetkilileri, nüfus cüzdanı olmayanların okula ve askere gideemediklerini, resmî evlilik yapamadıklarını, resmî dairelerde işe giremediklerini ve pasaport çıkarma hakkına sahip olmadıklarını belirttiler.

Yapılan araştırmada nüfus cüzdanı olmadığı belirlenen kişilerin, nüfus kayıtlarının yapılması için çalışmalara başlandı.

Tercüman 30.12.88

Acı tablo

Doğu Anadolu'daki 7 ilde 114 bin kişinin nüfus cüzdanı yok

- Erzurum, Erzincan, Kars, Ağrı, Bingöl ve Tunceli illerinde yapılan araştırmada bu illere bağlı 26 bin kişinin de imam nikâhı ile evli olduğu anlaşıldı.
- Bu illerde 114 bin kişiye 1989 yılı içinde nüfus cüzdanı verilmesi için çalışmalar yapılıyor...

Cumhuriyet 30.12.88

Beşikçi gözaltında

ANKARA (ANKA) — İlk sayısı DGM'ce toplatılan "Özgür Gelecek" adlı dergide yayınlanan bir söyleşi nedeniyle gözaltına alınan Dr. İsmail Beşikçi'nin bugün DGM Savcılığı'na sevk edileceği bildirildi. Ankara Emniyet Müdürlüğü yetkililerinden alınan bilgiye göre, dergide yayınlanan "Dergi nasıl olmalı?" başlıklı söyleşisi nedeniyle DGM Savcılığı'nca arandığını öğrenen ve dün Emniyet Müdürlüğü'ne teslim olan Dr. İsmail Beşikçi'nin bugün DGM Savcı Yardımcısı Nuh Mete Yüksel tarafından ifadesi alınacak.

Cumhuriyet 31.12.88

Dr. Beşikçi serbest

ANKARA (ANKA) — İlk sayısı DGM'ce toplatılan "Özgür Gelecek" adlı dergide yayımlanan "Dergi nasıl olmalı?" başlıklı söyleşisi nedeniyle gözaltına alınan Dr. İsmail Beşikçi'nin DGM Savcılığı'nca tutuklanması yolundaki istemi reddedildi.

DGM yetkililerinden alınan bilgiye göre, DGM'ce "Yayın yoluyla Kürtçülük ve bölücülük propagandası yapmak" ve "Halkı yasalara itaatsizliğe tahrik etme, halkı sınıf, bölge ve ırk farklılığı gözeterek kin ve düşmanlığa açıkça tahrik etmek" iddialarıyla toplatılan "Özgür Gelecek" te yayımlanan söyleşisi nedeniyle 24 saat gözaltında tutulan Dr. İsmail Beşikçi, dün saat 13.30 sı-

ralarında DGM savcılığına sevk edildi.

DGM Savcı Yardımcısı Nuh Mete Yüksel tarafından ifadesi alınan Beşikçi'nin daha sonra tutuklanması istendi. Savcılık'tan gelen tutuklama istemini inceleyen DGM yedek üyesi Hâkim Albay Ünal Özpınar ise tutuklama istemini yerinde görmeyerek Beşikçi'nin serbest bırakılmasına karar verdi.

DGM yedek üyeliğinin bu kararına DGM Savcılığı, Beşikçi'nin tutuklanması gerektiği görüşüyle itiraz etti. DGM yetkilileri, savcılığın itirazının yeni yılın ilk pazartesi günü değerlendirileceğini bildirdiler.